Nasser n'avait apparemment pas lu Le Journal de la campagne du Sinaï, de Dayan.
Descendant comme la foudre sur les mêmes routes, ruinant et débordant les mêmes positions égyptiennes, les Israéliens refirent ce qu'ils avaient fait en 1956 à la différence près, qu'ils le firent en moitié moins de temps.

Time, *Juin 1967.*

L'auteur

Moshé Dayan est né en 1915 dans le premier village collectiviste de la vallée du Jourdain.
Dès l'âge de quinze ans il participe aux activités de la « Hagana » organisation juive d'auto-défense. En 1937 il travaille avec les Britanniques à la formation des unités juives destinées à combattre les attaques des terroristes arabes. En 1939, instructeur aux stages qui, clandestinement, formaient les officiers de la « Hagana », il est fait prisonnier par les Anglais ; il est placé dans la forteresse de St-Jean-d'Acre. Il mettra à profit ce répit forcé pour apprendre l'anglais et l'arabe. Libéré dès 1941 il prendra part à l'invasion de la Syrie par les Britanniques.
Après la guerre il rejoint la « Hagana » et commence la guerre d'indépendance d'Israël comme commandant. En 1948, il participe aux pourparlers d'armistice avec la Jordanie ; en 1949, il est un des cosignataires de l'accord de Rhodes.
De 1953 à 1957 il est chef d'État-Major Général de l'armée d'Israël. De 1957 à 1959 il se spécialise dans les problèmes de culture orientale à l'Université Hébraïque de Jérusalem. En 1960 il entre dans le cabinet de Ben Gourion comme ministre de l'Agriculture. Il démissionne en 1965. Il a été rappelé comme ministre de la Défense, au moment de la crise de 1967.

Burt Glinn - Magnum photos



Journal de la campagne du Sinaï
Moshé Dayan
2320

MOSHE DAYAN

Journal de la campagne du Sinaï 1956



JOURNAL DE LA CAMPAGNE DU SINAÏ

GÉNÉRAL MOSHÉ DAYAN

Journal de la campagne du Sinaï

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR DENISE MEUNIER

FAYARD

Cartes dessinées par Eli Shafir, Haïfa.

PREFACE

Ce livre a pour base le Journal des années 1955-1957 tenu par les services du chef d'Etat-major. Les notes reportées au jour le jour rendaient compte non seulement de toutes les nouvelles militaires qui arrivaient constamment sur le bureau de celui-ci, mais du contexte politique dans lequel elles s'inséraient.

Bien entendu, ce Journal n'est pas présenté ici dans sa totalité et le style « télégraphique » de l'original n'a pas nécessairement été reproduit. Certaines sections ont été éliminées, d'autres abrégées, d'autres encore développées. De nombreux emprunts ont été faits en outre aux rapports écrits des unités participant à la campagne et aux comptes rendus oraux que me faisaient leurs commandants.

Pour le traitement des aspects politiques, j'ai suivi les indications de M. Ben Gourion qui était Premier ministre et ministre de la Défense lors des événements relatés dans ce livre et qui estimait que le moment n'était pas encore venu de publier tous les documents se rapportant aux circonstances précédant la campagne du Sinaï. Cependant, je revendique la responsabilité de tout ce qui a été écrit dans ces pages, faits et jugements.

Je tiens à souligner que ce livre présente les événements d'un point de vue strictement personnel et ne saurait donc être considéré comme une histoire

officielle de la campagne du Sinaï. Il ne couvre pas toutes les actions menées en liaison avec celle-ci, soit sur les fronts de combat, soit à l'arrière, et ne fait pas mention, par exemple, des activités des commandements régionaux ou des diverses armes, ni surtout de l'Etat-major général, qu'il s'agisse des plans ou de leur exécution.

Si je devais remercier nommément tous ceux qui ont aidé, directement ou indirectement, à la préparation de ce livre, la liste serait bien longue. Je désire néanmoins exprimer une gratitude toute spéciale au lieutenant-colonel (aujourd'hui colonel) M. Bar-on (Morele) qui était en 1956 à la tête du bureau du chef d'Etat-major et au capitaine Neorah Matalon (aujourd'hui madame Neorah Bar-Noah), alors secrétaire du chef d'Etat-major. C'est grâce au soin et à la diligence qu'ils ont mis à en réunir les éléments à l'époque que ce livre a pu être écrit. Grâce aussi au lieutenant-colonel Avraham Ayalon, chef des Services historiques des forces armées israéliennes et au lieutenant (mademoiselle) Michal Botrimovitz, qui m'ont apporté leur aide pendant la rédaction de l'ouvrage. A tous les autres membres des forces armées israéliennes dont je suis l'obligé, j'adresse mes remerciements les plus chaleureux par l'intermédiaire de l'actuel chef d'Etat-major, le général Yitzak Rabin.

Moshe DAYAN.
Zahala, Israël.
Septembre 1965.

1

LA TOILE DE FOND

I

La campagne du Sinaï a été le résultat d'une aggravation dans le conflit qui opposait Israël et les Etats arabes voisins pour des raisons de politique et de sécurité, jointe à la décision anglo-française d'établir par la force un contrôle sur la zone du canal de Suez.

Sans cette dernière opération, il est douteux qu'Israël eût lancé sa campagne et, s'il l'avait fait, elle aurait eu un caractère, aussi bien militaire que politique, différent.

Inversement, si les Etats arabes, conduits par le chef de l'Egypte, n'avaient pas poursuivi une politique d'hostilité sans cesse plus marquée à son égard, Israël n'aurait pas eu recours aux armes, même quand la crise de Suez entre l'Egypte, la Grande-Bretagne et la France eut explosé en un affrontement militaire.

Les connexions existant entre l'action anglo-française à Suez (Opération « Mousquetaire ») et la campagne israélienne du Sinaï sont étudiées au cours du Journal, mais il est nécessaire de dire quelques

mots des événements dont l'évolution a amené le gouvernement israélien à prendre la décision de se battre.

Peu après la signature des accords d'armistice entre Israël et les Etats arabes, en 1949, à la fin de notre guerre d'indépendance, les chefs de ces derniers se remirent à proclamer leur intention d'attaquer le Nouvel Etat et de le faire disparaître de la carte. Non seulement ils refusèrent de traduire ces accords en un règlement de paix durable, comme ils s'étaient engagés à le faire, mais le cessez-le-feu était à peine signé que les incursions et les coups de main contre les civils israéliens commencèrent dans les zones frontalières.

Au début, le gouvernement israélien considéra ces incidents comme des séquelles de la guerre et, tout en réclamant des Etats arabes qu'ils se conformassent aux stipulations des accords, il suivit une politique de patience et de modération.

Mais pendant la seconde moitié de 1954, le terrorisme s'intensifia et à mesure que les mois passèrent, il devint clair qu'il ne s'agissait pas là d'incidents isolés provoqués par le caprice de certains individus, mais d'une opération organisée, entreprise au vu et au su des gouvernements arabes, sur l'initiative et sous la responsabilité de l'Egypte. La sécurité d'Israël ne cessant d'être de plus en plus dangereusement compromise, la situation finit par atteindre, en 1955-1956, un degré de gravité inconnu depuis la guerre de 1948.

Les causes essentielles de cette tension étaient au nombre de trois les préparatifs égyptiens pour une guerre ouverte contre Israël, les actes de terrorisme perpétrés par des bandes de guérilleros arabes entraî-

nés et le blocus des navires israéliens dans le golfe d'Aqaba.

II

L'accord conclu entre la Tchécoslovaquie et l'Egypte au mois de septembre 1955 fut l'indice décisif qui convainquit Israël que cette dernière était prête à passer à l'offensive. Aux termes de cette transaction, en effet, l'Egypte devait recevoir une grande quantité d'armes modernes et le gouvernement israélien jugea que c'était là une mesure préparatoire prise par Le Caire pour accomplir ses ambitieux desseins. Il jugea également que la possession de matériels supérieurs à ceux d'Israël en qualité et en quantité ne pourrait que l'inciter à exploiter cet avantage militaire et à précipiter son offensive.

Les armes tchécoslovaques reçues par l'Egypte comprenaient 530 véhicules blindés — 230 chars, 200 camions transports de troupes et 100 canons autopropulsés ; 500 pièces d'artillerie environ de types divers ; presque 200 chasseurs-bombardiers et transports de troupes, ainsi qu'un certain nombre de navires de guerre — destroyers, vedettes lance-torpilles et sous-marins.

Mesuré à l'échelle des achats d'armes effectués à l'époque au Moyen-Orient, ce marché dépassait de très loin tout ce que l'on avait connu jusqu'alors. Ajoutée aux armes que l'Egypte possédait déjà, une telle livraison détruisait d'un seul coup l'équilibre précaire qui existait entre le potentiel militaire des Etats arabes et celui d'Israël. Jusqu'alors, l'Egypte possédait à peu près 200 chars et Israël autant.

Désormais les forces blindées de ce dernier pays étaient dominées dans la proportion de 1 contre 4 par celles de la seule Egypte, sans tenir compte des autres pays arabes. La situation était la même dans l'aviation. Auparavant, l'Egypte avait 80 appareils à réaction contre 50 à Israël ; d'un seul coup elle disposait de 200 — encore 4 contre 1. Pour l'artillerie, la marine et l'infanterie la situation n'était pas plus brillante ce n'était pas seulement la disparité en quantité mais la supériorité en qualité qui rompait l'équilibre de façon décisive. Les Migs et les Ilyouchines reçus par les Egyptiens avaient au moins deux stades d'avance sur les Meteors et les Ouragans alors en notre possession. Quant à leurs chars T-34 soviétiques, ils étaient incomparablement meilleurs que les vieux Sherman T-3.

Le prestige du colonel Gamal Abdul Nasser ayant suivi la courbe ascendante de sa puissance militaire, il devint le chef reconnu et prééminent de la Ligue des Etats arabes. Le 19 octobre 1955, un haut commandement unique fut créé pour l'Egypte et la Syrie, auquel, comme prévu, la Jordanie se joignit un an plus tard. Ainsi, l'Etat d'Israël se trouva-t-il encerclé sur trois côtés (sud, est, nord) par des armées arabes placées sous une autorité unifiée et son gouvernement ne pouvait douter ni des desseins agressifs de cette organisation ni du but qui lui avait été assigné. Aucune illusion n'était permise.

III

La pénétration des frontières d'Israël par des bandes spécialisées dans le vol, le sabotage et le

meurtre avait été chaudement approuvée par les gouvernements arabes voisins depuis la création de l'Etat en 1948. Mais au mois d'avril 1955 un fait nouveau intervint l'Etat-major général égyptien décida d'utiliser les actes de terrorisme comme arme de guerre et mit sur pied dans ce dessein une formation spéciale dont les membres prirent le nom de *fedayin* [1]. Placée sous le commandement de la branche « Renseignements » de l'armée égyptienne dans le territoire de Gaza, elle fut répartie dans trois camps (9, 10 et 16) non loin du littoral, à l'ouest de la ville. Au moment de sa création, elle comptait environ 700 hommes, mais l'intention était de lui donner plus d'extension et d'organiser des formations semblables dans d'autres Etats arabes — Jordanie, Syrie, Liban.

En plus de leur solde mensuelle régulière (9 livres égyptiennes), ces hommes recevaient une bonification pour chaque incursion en territoire israélien et une autre pour chaque action « réussie » — meurtre ou sabotage. Leur service comportait d'ailleurs d'autres avantages, comme l'indique la lettre suivante, envoyée par le chef des services de renseignements de l'armée égyptienne dans le territoire de Gaza, le colonel Mustafa Hafez, au gouverneur de la région, afin d'intercéder en faveur d'un certain Yunes Mabrak, qui répondait d'un meurtre devant le tribunal local

« Au gouverneur général administratif

« 1. — Le susdit [Yunes Mabrak] est un repré-

1. La traduction littérale de ce terme arabe est « Immolateur de soi-même ».

sentant de nos services et l'un des plus fidèles ; on peut lui confier des missions importantes et dangereuses. Il a donné l'exemple d'un esprit de sacrifice héroïque et d'un courage suprême dans son dévouement à la cause de l'Egypte et des forces armées égyptiennes.

« 2. — Le susdit s'est porté volontaire pour les forces fedayin et, s'étant infiltré en territoire israélien, y a accompli avec ses camarades des actes de sabotage, des dynamitages et des exécutions. Ci-après quelques-unes de ses actions dignes de louange :

A. *a*) Tué trois ouvriers dans une plantation d'orangers à Beit Hanun.

b) Tué un mécanicien à la centrale électrique près de Al Kabeiba.

c) Fait sauter le pylone principal du poste émetteur « La voix d'Israël outre-mer » (réseau de coordination 12721448).

d) Attaqué la station agricole de Juala (R.C. 127881438) près de Zarnoga dans la région d'Al Kabeiba, où un homme fut tué, quatre blessés, un bâtiment détruit et des dégâts occasionnés à l'entrepôt coopératif du village.

e) Tendu une embuscade à un convoi de véhicules à R.C. 12951486.

B. Le 30 août, il a accompli les actions suivantes :

a) Tendu une embuscade à un véhicule près du village de Ajur et tué trois personnes. Le véhicule a été détruit.

b) Attaqué le village de Tzumeil (R.C. 13001190) et fait sauter les bâtiments.

c) Tendu une embuscade à un véhicule sur la route Pelugot-Bet Guvrin.

d) Et à trois véhicules militaires au même endroit.

« 3. — Depuis l'action ci-dessus, est l'un des accusés du procès pour meurtre N° 26/55. Prenant en considération sa magnifique conduite, nous demandons qu'une bienveillante et miséricordieuse attention soit accordée à ses états de service et à son passé de sacrifice, afin qu'un moyen soit trouvé pour l'assister dans toute la mesure du possible. Il sera également possible de l'utiliser à nouveau dans l'avenir s'il constate que les autorités savent apprécier le résultat de ses courageux exploits.

« En conséquence, nous vous demandons d'agir avec compassion à l'égard de notre représentant et de refermer le dossier que vous avez contre lui. »

Mustafa HAFEZ.
Chef du Service de Renseignements, Palestine.

Depuis la fin de l'année 1955 et pendant 1956, les actes de terrorisme commis par les unités fedayin ne cessèrent de se multiplier, bouleversant la vie du pays, surtout parmi les villages d'immigrants nouvellement implantés dans les régions frontalières.

Cette liste d'incidents survenus dans le sud du pays pendant cinq jours du mois d'avril 1956, donnera une idée de la situation

7-4-56 :

Conduite d'eau crevée entre Ashqelon et Yad Mordekhay. Jeep civile mitraillée à Ahuzzam, un civil tué, un blessé.

Camion civil mitraillé à Shoval, un tué, un blessé.

Camion militaire mitraillé à Tel Kuneitra, deux blessés.
Camion militaire mitraillé et incendié près d'Ahuzzam, deux blessés

8-4-56

Grenades à main lancées dans une maison et un véhicule à Ashqelon, un tué, trois blessés.
Deux véhicules civils mitraillés à Ahuzzam, un tué, deux blessés.
Grenades à main lancées dans une maison à Shafir et une autre maison, un blessé.
Grenades à main lancées dans une maison du kibboutz Gal'on et tir d'armes automatiques, un blessé.

9-4-56

Un command-car de l'armée saute sur une mine à Be'erotayim ; deux autres mines trouvées non loin.
Attaque à la grenade et aux armes automatiques contre le camp des ouvriers de la Compagnie des Eaux à Qetz'iot, deux tués, trois blessés.
Command-car de l'armée mitraillé au kibboutz Bet Re'im, un mort, un blessé [1].

10-4-56

Un command-car de l'armée saute sur une mine à Magen, trois blessés.

1. Ce même jour, cependant, quatre bandes tombèrent dans des embuscades israéliennes et furent durement accrochées. Près de Yad Mordekhay, deux terroristes furent tués et un capturé ; un soldat israélien blessé. Près de Bet Guvrin, quatre terroristes capturés, deux blessés. Un autre groupe tomba dans une embuscade le même jour, dans la même région et deux de ses hommes furent tués. Près des dunes de Nir Gallim, une escarmouche entre une patrouille israélienne et une bande de cinq terroristes en fuite s'acheva par la destruction de cette dernière ; un soldat israélien tué.

Un véhicule militaire saute sur une mine près de Kissufim, trois blessés [1].

1-4-56

Un command-car saute sur une mine au sud de Kerem Abu Iraq, un blessé.

Autocar et camion civils mitraillés sur la grand-route Tel Aviv-Ramla, six blessés.

Coups de feu tirés dans la synagogue de l'Ecole d'agriculture à Shafrir, six élèves tués, deux blessés.

Grenades à main lancées dans deux maisons du village d'Ahi'ezer, trois blessés.

Véhicule d'une patrouille frontalière mitraillé près de l'aéroport international de Lod, un blessé.

IV

Le gouvernement israélien ne pouvait, bien entendu, demeurer indifférent à de tels agissements, ni les accepter avec sérénité. Il était clair que ce terrorisme n'aurait point de fin tant que les gouvernements arabes, celui du Caire surtout, pourraient nuire à Israël sans danger pour leurs pays et leur armée.

Israël adopta donc une politique de représailles ou plus exactement de ripostes militaires, car elles ne prenaient bien entendu pas la même forme que les attaques de fedayin contre les civils. Après une vague de terrorisme, une unité de l'armée israélienne fran-

1. Ce jour-là également, les fedayin essuyèrent des échecs. Un groupe tomba dans une embuscade israélienne près de Khirbet Likia, perdant un tué et deux prisonniers ; un autre fut cerné près de Bet Guvrin, mais parvint à s'échapper.

chissait la frontière et frappait un objectif militaire — camp de l'armée ou fortin de la police — dans le secteur d'où le détachement était venu. Le but de cette tactique était de montrer aux Arabes que si Israël n'était pas en mesure de protéger la vie de chaque conducteur de tracteur labourant un champ près de la frontière, ni d'empêcher la pose de mines dans un sentier de terre battue menant à un village d'immigrants, le pays responsable des sabotages n'en aurait pas moins une note à payer. Quand une unité israélienne réussissait à opérer en territoire arabe sans que l'armée locale fût en mesure de la gêner sérieusement, c'était chaque fois la démonstration aux yeux des populations de la faiblesse et de l'insuffisance de leurs propres troupes. Ainsi, en fin de compte, les activités terroristes, au lieu de rehausser le prestige des régimes arabes, ébranlèrent-elles la confiance que leurs ressortissants avaient pu mettre en eux.

Ce processus d'actions et de réactions mit les gouvernements arabes au pied du mur. Désormais, il leur fallait choisir ou renforcer les coups de main contre Israël et réparer ainsi les dommages causés à leur autorité, ou abandonner complètement cette tactique, évitant ainsi de provoquer des ripostes qui laissaient dans leur sillage des installations militaires dévastées, ainsi que des dizaines de morts sur le terrain — soldats et civils.

Il est possible qu'ils auraient finalement choisi la seconde solution, mais de 1955 à 1956 les événements se précipitèrent, entraînant des réactions en chaîne. Aussi bien les agressions terroristes que les représailles israéliennes qu'elles déclenchaient augmentèrent de fréquence et d'ampleur. En outre, étant

donné qu'une réaction israélienne était toujours à prévoir, les Etats voisins d'où partaient les commandos fedayin, sachant ce qui les attendait, concentrèrent des forces près de la frontière afin de pouvoir repousser les attaques, ce qui eut évidemment pour résultat de transformer de simples coups de main en véritables batailles dans lesquelles artillerie et blindés finirent même par intervenir.

Au printemps de 1955, la tension avait atteint un point tel qu'aucune solution ne paraissait possible. L'atmosphère était celle d'une veille de guerre. Le chef égyptien, toujours soucieux de sa réputation, répugnait à mettre fin aux activités des fedayin dont le renom s'étendait désormais dans le monde arabe où ils passaient pour être « les vengeurs de la Palestine conquise » ; mais en même temps la réaction israélienne équivalait pour lui à un ultimatum ou préserver la paix, ou glisser dans la guerre. Au cours du mois précédant la campagne du Sinaï, c'est-à-dire entre le 12 septembre et le 10 octobre 1956, des unités de l'armée israélienne ripostant aux meurtres commis par les terroristes, lancèrent quatre attaques au cours desquelles elles firent sauter des fortins de la police à Rahawah, Gharandal, Husan et Qalqilyah. Leurs pertes en tués et blessés dépassèrent la centaine, alors que celles des Arabes s'élevaient à 200 environ. Ce n'était pas encore la guerre, mais ce n'était certainement plus la paix.

V

L'un des problèmes fondamentaux dans le conflit entre Israël et l'Egypte était la libre circulation des

navires israéliens en mer Rouge. Pour accéder à cette dernière, les bâtiments quittant le port de Haïfa, en Méditerranée, étaient obligés de passer par le canal de Suez et ceux quittant Elat, à l'extrême-sud d'Israël, le détroit de Tiran. L'Egypte entendait leur interdire ces deux voies, coupant ainsi les lignes de communication directes d'Israël avec l'Afrique orientale et l'Asie.

Or Israël n'est pas riche en ressources naturelles et parmi les rares minerais qu'il possède, la potasse et les phosphates, qui tiennent la première place, sont exportés pour la majeure partie en Extrême-Orient. Le blocus des routes maritimes qui y mènent n'était donc pas seulement un problème politique de première importance, mais un coup très dur pour l'économie du pays et une grave menace pour son développement.

Comme cette intervention, indiscutablement illégale, constituait une violation de la convention du canal de Suez (signée à Constantinople en 1888), du droit international, des accords d'armistice et de la charte des Nations Unies, Israël avait porté l'affaire devant cette dernière organisation et de fait, le 1er septembre 1951, le Conseil de Sécurité avait adopté une résolution demandant la levée du blocus. Or, non seulement l'Egypte n'en tint aucun compte, mais à la fin de 1953, elle prit de nouvelles mesures restrictives, interdisant le passage de *toutes* les cargaisons en provenance ou à destination d'Israël, fussent-elles sans aucune valeur militaire (comme des denrées alimentaires) et transportées par des bâtiments non israéliens.

Mis en face de ces entraves supplémentaires,

Israël, une fois encore, adressa une plainte au Conseil de Sécurité ; elle vint en discussion le 29 mars 1954, mais l'Union Soviétique exerça son droit de veto et l'affaire fut rayée de l'ordre du jour.

Le gouvernement israélien n'abandonna cependant pas la lutte et, le 28 septembre 1954, à 06.00, un de ses bâtiments, le *Bat-Galim,* se présenta à l'extrémité méridionale du canal de Suez. On pensait que si les autorités égyptiennes lui refusaient le passage, les Nations Unies seraient obligées de se saisir de l'affaire et de faire en sorte que le gouvernement égyptien respectât le droit international.

En fait, les choses se passèrent tout autrement. Les Egyptiens saisirent le *Bat-Galim* et emprisonnèrent son équipage ; une fois encore le différend vint devant le Conseil de Sécurité (aux mois de décembre 1954 et janvier 1955) et une fois encore sans résultat. L'Egypte confisqua le *Bat-Galim* et le 1er janvier 1955 renvoya son équipage par la voie de terre à travers le territoire de Gaza, après trois mois de prison. Ainsi s'acheva cette vaine tentative pour l'amener à se conformer aux obligations du droit international.

Cette carence dans l'affaire du canal de Suez suscita, certes, déception et colère en Israël, mais enfin personne ne considérait qu'elle pourrait être réglée en dehors du cadre diplomatique. Il en allait tout autrement pour celle du détroit de Tiran.

Ce dernier fait communiquer la mer Rouge avec le golfe d'Aqaba [1] dont les rives sont partagées entre quatre pays : Egypte, Israël, Jordanie et Arabie séou-

1. Ou d'Elat sur les cartes israéliennes. (N. de la T.)

dite. De telles voies maritimes, bordées par les territoires de nations différentes, doivent, aux termes du droit international, être librement ouvertes aux navires de *tous* les pays et aucune zone ne peut en être revendiquée comme eaux territoriales par les Etats riverains. Ceux-ci n'ont pas non plus le droit de réglementer la navigation en transit. L'Egypte, refusant d'admettre ce principe, entendait empêcher la circulation des bâtiments entre la mer Rouge et le port d'Elat. En 1953, elle institua un véritable blocus de la navigation israélienne et posta une unité de garde-côtes à Ras Natsrani. Appuyée par des batteries côtières, celle-ci arrêta désormais tous les bâtiments pénétrant dans le détroit et les soumit à une visite pour s'assurer qu'ils n'étaient pas de nationalité israélienne.

Au début de septembre 1955, elle décida de renforcer et d'étendre ses mesures restrictives. Elle fit savoir à toutes les compagnies maritimes et aériennes que le golfe était territoire égyptien et que désormais ceux qui désireraient emprunter cette voie, par mer ou par air, devraient en avertir les autorités égyptiennes soixante-douze heures à l'avance et obtenir leur autorisation. Quant à Israël, l'Egypte se considérant en guerre avec lui, ni ses navires, ni ses avions ne seraient admis dans le détroit de Tiran. A la suite de cette déclaration, la ligne aérienne israélienne « El Al » qui reliait Tel Aviv à l'Afrique du Sud en survolant précisément le détroit, fut interrompue.

Blocus étendu et aggravé, rupture de nos liens aériens avec l'Afrique — cette fois c'en était trop.

Le 22 octobre 1955, alors que je passais mes

vacances en France, je reçus un câble de l'aide de camp de Ben Gourion [1] me priant de rentrer immédiatement. Le message était ainsi conçu « Le vieux s'est levé ce matin [2]. Ses premiers mots ont été pour vous réclamer. Il veut que vous rentriez immédiatement. Câblez heure arrivée. » Le lendemain, je le rencontrai dans sa chambre de l'hôtel « Le Président », à Jérusalem. A la fin de l'entretien, il m'ordonna, en tant que ministre de la Défense, de me tenir prêt à prendre le détroit de Tiran — Sharm el-Sheikh, Ras Natsrani, les îles de Tiran et Sanapir — afin d'assurer le libre passage des navires dans le golfe d'Aqaba et la mer Rouge.

Dix jours plus tard, le 2 novembre 1955, Ben Gourion reprenait son poste de Premier ministre. En présentant son nouveau gouvernement à la Knesset, il prononça un discours de politique générale et quand il en vint aux problèmes de la défense, déclara :

> « Les incursions provenant du territoire de Gaza ont, à elles seules, causé 153 tués et blessés pendant les neuf premiers mois de 1955. Les représentants égyptiens à l'O.N.U. ont ouvertement déclaré que l'état de guerre continuait entre leur pays et Israël. Le gouvernement égyptien a violé les dispositions fondamentales du droit international régissant la liberté de la navigation dans le canal de Suez, dispositions qui avaient également fait l'objet d'une résolution du Conseil de Sécurité. Cette même Egypte essaie maintenant de fer-

1. Ben Gourion, revenu au gouvernement après sa retraite temporaire à Sede Boker, était de nouveau ministre de la Défense, mais ne devait redevenir Premier ministre qu'un peu plus tard.
2. Il était malade depuis quinze jours.

mer la mer Rouge aux navires israéliens, contrairement au principe international de la liberté des mers. *Cette guerre unilatérale devra cesser, car elle ne saurait rester indéfiniment unilatérale.* Le gouvernement israélien est prêt à exécuter scrupuleusement les stipulations de l'accord d'armistice dans tous leurs détails et à en respecter aussi bien la lettre que l'esprit. Mais c'est là un devoir qui incombe également au partenaire. Un accord violé par les autres signataires, nous ne le jugerions pas non plus astreignant. S'ils ouvrent les lignes de l'armistice aux saboteurs et aux meurtriers, ils s'apercevront qu'elles ne sont pas non plus fermées à nos défenseurs. Si nos droits sont mis en péril par des actes de violence sur terre ou sur mer, nous nous réservons toute liberté d'action pour les défendre de la façon la plus efficace.

Nous recherchons la paix — pas le suicide. »

Le Premier ministre ne pouvait proclamer plus clairement à la tribune de la Knesset son intention de donner l'ordre à l'armée de franchir la frontière si une situation aussi anarchique se prolongeait. Or, bien loin de s'améliorer, les conditions de notre sécurité devenaient plus précaires encore et le blocus d'Elat était maintenu ; aussi, Ben Gourion en conclut-il que le devoir du pays était d'assurer la liberté de navigation à ses bâtiments et que pour ce faire il lui faudrait s'emparer du détroit de Tiran. Au début du mois de novembre 1955, il soumit le problème à la discussion du Cabinet, mais malgré ses objurgations et ses explications, le gouvernement décida que le moment n'était pas propice, ajoutant cependant

qu'Israël devrait agir « dans le temps et le lieu qu'il jugerait appropriés ».

La résolution me fut communiquée et j'y répondis par la lettre suivante, adressée à Ben Gourion, le 5 décembre 1955.

« Au ministre de la Défense

Concerne/Relations israélo-égyptiennes.

1. — Il y a six semaines, la compagnie aérienne « El Al » a cessé de survoler le détroit de Tiran sur son parcours Israël-Afrique du Sud, cela après l'annonce faite par les Egyptiens qu'ils tireraient sur les appareils passant dans cette région qu'ils prétendent être territoire égyptien. Toute cette histoire du détroit est bien connue et je ne la récapitulerai pas ici, mais je considère que notre politique actuelle dans cette affaire est erronée et aboutira en fait à la perte de notre liberté de passage par mer et par air. Elat deviendra donc pour nous une bande côtière le long d'un lac fermé dont l'entrée et la sortie dépendront de l'agrément égyptien.

A l'époque, un problème semblable s'est posé à propos de la liberté d'accès au mont Scopus [1] et de l'usage de la route Jérusalem-Tel Aviv. La garantie de l'une et de l'autre avait été en principe décidée aux termes des conventions d'armistice, mais en raison d'une part de l'opposition de la Jordanie et d'autre part du fait que nous n'avons pas utilisé la force pour la rendre effective, elle est toujours restée lettre morte.

1. A Jérusalem.

L'affaire du détroit de Tiran est beaucoup plus grave car

a) L'Egypte n'a aucune excuse légale pour nous interdire le passage.

b) L'importance des mouvements par le détroit est beaucoup plus considérable que celle des mouvements par la route de Latrun et l'accès au mont Scopus.

c) Le blocus du détroit fait partie d'un plan d'ensemble pour la prise du Negev.

2. — A la suite de la déclaration égyptienne, nous avons arrêté nos vols sur ce parcours et pourtant nous continuons à siéger à côté des Egyptiens à la commission d'armistice. Cela indique que nous ne jugeons pas leur action de nature à rendre caduque la convention d'armistice, mais bien plutôt que nous admettons dans la pratique leur « interprétation » et que nous continuons à prendre cette convention comme base de nos relations avec eux — bien qu'ils nous dénient le droit de passer par le détroit.

3. — La formule indiquant que nous agirons « dans le temps et le lieu » jugés appropriés est réaliste dans la mesure où le temps et le lieu s'imposent de toute évidence. En pratique, une action entreprise *dans n'importe quel lieu* autre que le détroit — en vue d'amener indirectement la levée du blocus de cette voie maritime — devrait nécessairement être agressive, prolongée et décisive. Quant au *temps,* il ne semble pas que le moment de l'action — prise du détroit — sera plus favorable d'ici à quelques mois. Le renforcement des unités égyptiennes, aériennes surtout, ne pourra qu'affaiblir nos chances de succès dans une telle

opération. Il se peut, bien entendu, qu'un jour prochain une situation soit créée qui rende l'intervention militaire possible, mais ce sera alors l'effet du hasard et non pas le résultat d'un retard calculé pour qu'elle ait lieu en un « temps » et en un « lieu » bien déterminés.

4. — Je vois donc notre inaction actuelle et la continuation de la reconnaissance des conventions d'armistice israélo-égyptiennes, en pareille circonstance, comme un abandon *de facto* de notre libre passage par mer et par air dans le détroit de Tiran. En outre, et il faut nécessairement en tenir compte, des déclarations sans équivoque ont été faites sur ce sujet par vous-même ainsi que par les Premiers ministres qui vous ont précédé et vous avez fait connaître au Premier ministre égyptien, par l'intermédiaire du général Burns [1] la politique du gouvernement, stipulant qu'Israël n'accepterait pas un respect unilatéral des conventions d'armistice.

En conséquence, mon opinion est que nous devrions entreprendre aussi rapidement que possible (délai inférieur à un mois) *la prise du détroit de Tiran.*

5 — Je tiens à souligner que si les forces égyptiennes disposent de Migs 15, alors que nous n'avons aucun appareil d'une qualité comparable, nos chances de succès seront très réduites. C'est en effet une opération difficile et complexe dans laquelle notre liberté d'action aérienne jouera un rôle décisif. »

1. Officier canadien, chef d'Etat-major de l'organisme des Nations Unies chargé de veiller à l'observation de l'armistice.

En fait, ma lettre n'aurait pas dû être adressée à Ben Gourion, car c'était lui qui désirait ardemment donner l'ordre à l'armée de briser le blocus, alors que le gouvernement jugeait que le moment n'était pas encore venu de le faire.

Mais temporiser ne résolvait pas le problème et un an plus tard Israël se trouvait toujours devant la même alternative abandonner la liberté d'accès à la mer Rouge, ou se l'assurer en prenant le détroit.

VI

Le règlement du différend par la négociation — qui eût évité le recours à la force — nous était interdit, parce que les Arabes refusaient toute discussion. Et il n'y avait là rien de fortuit. Ils avaient adopté cette attitude parce qu'ils ne voulaient ni reconnaître Israël, ni établir des relations pacifiques avec lui. Pour eux, il ne s'agissait pas de trouver une solution à tel ou tel problème — il s'agissait d'anéantir le nouvel Etat dont ils ne pouvaient admettre l'existence. Or, ce n'est pas une chose que l'on peut faire à une table de conférence.

La première guerre qu'ils avaient déclenchée contre le peuple d'Israël ne leur avait pas été favorable et, en 1948, la tentative faite pour conquérir et détruire la collectivité juive s'était soldée par un échec. L'armée iraqienne, qui avait participé à l'attaque, était rentrée chez elle après la défaite ; mais l'Egypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie avaient été contraints de signer des conventions d'armistice avec Israël, sans quoi l'armée de ce pays aurait continué son avance et pénétré dans leur territoire. (En réa-

lité, c'est bien ce qui s'était produit au nord et au sud, où des unités israéliennes avaient poursuivi les Egyptiens jusque dans le Sinaï et les Libanais jusqu'à la rivière Litani.)

Les conventions d'armistice élaborées sous la présidence du Dr. Ralph Bunche, représentant de l'O.N.U., se fondaient sur les décisions du Conseil de Sécurité et sur la Charte de l'Organisation. Le préambule de chacune stipule

Les signataires du présent accord, répondant à la résolution du Conseil de Sécurité en date du 16 novembre 1948, les requérant de négocier un armistice en tant que mesure provisoire additionnelle aux termes de l'article 40 de la Charte des Nations Unies et en vue de faciliter la transition de la présente trêve à une paix permanente en Palestine ; ayant décidé d'ouvrir des négociations sous la présidence des Nations Unies concernant la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité en date des 4 et 16 novembre 1948 et ayant désigné des représentants mandatés pour négocier et conclure un armistice... sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes... »

Mais l'action des représentants de l'O.N.U. ne se borna pas là ; après la discussion, la rédaction et la signature des conventions sous leur égide, la surveillance de l'application en fut confiée à un groupe d'observateurs militaires spécialement créé dans ce dessein.

Il n'est donc pas étonnant que ces représentants, ainsi que le Secrétaire général et le chef d'Etat-major de l'organisation chargée de la surveillance de l'armistice, eussent joué le rôle de médiateurs et d'agents de liaison entre Israël et ses voisins arabes, volant de capitale en capitale, surtout entre Jérusalem et Le

Caire, pour essayer de prévenir les incidents de frontière et de diminuer la tension.

Les activités du chef d'Etat-major mandaté par l'O.N.U. (de 1954 à 1956, ce fut le général Burns) étaient dans une large mesure de caractère technique et il ne prenait part à des discussions politiques que quand il accompagnait le secrétaire général, qui était à l'époque Dag Hammarskjoeld. L'organisme en lui-même était surtout occupé aux enquêtes *post factum.* A la suite d'une plainte adressée par l'une des parties, il faisait des investigations et transmettait son rapport au secrétaire général, ou, si l'incident était suffisamment grave, au Conseil de Sécurité. Ni l'un ni l'autre camp — Israël et les Arabes — n'avait grande confiance dans cet organisme, sachant bien qu'il ne s'agissait guère que d'une boîte aux lettres qui recevait les réclamations, mais ne pouvait rien y faire. En 1955, alors que les attaques terroristes atteignaient leur paroxysme, le général Burns tenta d'obtenir des autorités égyptiennes qu'elles y missent fin, mais sa demande fut repoussée. Dans son livre *Between Arab and Israeli,* il écrit : « Il n'a jamais été possible de prouver que les ordres donnés aux fedayin et autres maraudeurs de pénétrer en territoire israélien et d'y commettre des actes de terrorisme, vinssent du Caire. Pressé sur ce point en privé par le secrétaire général ou moi-même, on admettait tout au plus que les raids pourraient être arrêtés par les autorités, mais non pas qu'elles en étaient les instigatrices. » (p. 89.)

Les activités du secrétaire général Dag Hammarskjoeld se situaient dans le domaine politique et ses contacts étaient pris à un niveau plus élevé, mais ils n'avaient pas plus de résultats. Tous ses efforts pour

convaincre Nasser de respecter, ou même de s'engager à accepter les décisions du Conseil de Sécurité concernant le passage des navires israéliens dans le canal de Suez, la libre navigation dans le détroit de Tiran et la cessation des attaques fedayin, se révélèrent vains.

C'est à la fin de 1955 et au début de 1956 que, la tension ne cessant de croître dans la région, les activités des représentants de l'O.N.U. atteignirent leur point culminant. Au mois de décembre 1955, le Premier ministre David Ben Gourion fit venir le général Burns et lui dit que le gouvernement israélien avait reçu de source sûre l'information que le gouvernement égyptien était responsable des opérations terroristes. Il le pria donc d'exiger de Nasser qu'il se conformât strictement aux conventions d'armistice et à deux de leurs articles en particulier : l'un prescrivait un cessez-le-feu absolu et interdisait toute attaque contre les civils d'un Etat par son voisin — l'autre (l'article 1) contenait quatre injonctions essentielles défense de « recourir à la force militaire dans le règlement de la question palestinienne », obligation pour les deux parties de ne pas « entreprendre, préparer ou faire craindre... une action agressive par les forces armées de terre, de mer ou de l'air contre les populations ou les forces armées de l'autre » ; le « droit de chacune des parties à être en sécurité et libre de toute crainte d'une attaque par les forces armées de l'autre » ; enfin « l'établissement d'un armistice entre les forces armées des deux parties, étape indispensable vers la liquidation du conflit armé et la restauration de la paix ».

Le général Burns ne put obtenir de Nasser l'engagement voulu, et Dag Hammarskjoeld, qui se rendit

au Caire et vit le chef égyptien quelques semaines plus tard, n'eut pas davantage de succès.

Deux mois s'écoulèrent et le 14 mars 1956, Israël adressa au Conseil de Sécurité une plainte rédigée en termes très vifs au sujet des violations de l'armistice le long de la frontière du territoire de Gaza. Jointe à ce document, une liste énumérait 180 actes hostiles — pose de mines, mitraillages, meurtres — commis par les Egyptiens durant les trois mois précédents, de décembre 1955 à mars 1956. La situation allait s'aggravant et les coups de main, entraînant chaque fois la riposte de l'armée israélienne, devenaient plus fréquents et plus violents ; aussi le Secrétaire général décida-t-il de revenir du Moyen-Orient pour essayer de résoudre la crise. Il arriva en Israël le 10 avril ; puis, après y avoir eu des conversations, s'envola pour Le Caire, revint ensuite à Jérusalem, se rendit de là à Amman, revint une fois encore à Jérusalem et enfin au Caire, le tout en sept jours. Cette fois, on put croire que ses efforts seraient couronnés de succès.

Le 17, il reçut la lettre suivante de Ben Gourion

« Je vous écris ceci pour confirmer, au nom du gouvernement israélien, que, conformément à l'article 2, paragraphe 2 de la convention générale d'armistice israélo-égyptienne, des ordres ont de nouveau été donnés portant exécution à 18 heures (heure israélienne), le 18 avril 1956, en vue de l'application scrupuleuse des instructions interdisant à toutes les unités des forces israéliennes de tirer par-delà les lignes de l'armistice et interdisant le franchissement de la frontière à toutes les formations militaires ou paramilitaires, y compris les troupes irrégulières, dans quelque dessein que ce soit. Cet engagement est pris sous réserve d'une réciprocité pleine et entière de la

part de l'Egypte. » (Deux jours plus tard, le 19 avril, Hammarskjoeld qui était alors au Caire, informait Ben Gourion que le gouvernement égyptien avait pris un engagement similaire et que l'ordre de cesser le feu entrerait en vigueur le 18 avril à 18 heures.)

Le médiateur croyait bien avoir réussi à éteindre le foyer d'incendie et empêché l'embrasement général, mais le 29 avril, alors qu'il était encore au Moyen-Orient, on apprenait que le remarquable chef du kibboutz, Nahal Oz, Roï Rutenberg, avait été tué par une patrouille égyptienne qui avait ouvert le feu sur lui depuis l'enclave de Gaza. Le même jour, un command-car de l'armée sautait sur une mine près de Nir Yizhaq, à la frontière sud de l'enclave. Israël ne réagit pas, espérant que ces deux incidents avaient été provoqués à l'insu du Caire, mais ses illusions ne tardèrent pas à être anéanties. Les fedayin se remirent à l'œuvre avec une vigueur renouvelée, pénétrant en territoire israélien à la fois par l'enclave de Gaza et la Jordanie, minant les routes, massacrant les ouvriers, lançant des grenades dans les maisons, tirant sur les autocars. Cela devint le scénario habituel.

Cette fois Hammarskjoeld ne prit pas l'initiative d'un nouveau déplacement et le Premier ministre israélien ne l'y invita pas non plus. Le 15 octobre 1956 à une séance de la Knesset, Ben Gourion, passant en revue la situation politique, déclara

« Dans son rapport au Conseil de Sécurité, le 9 mai 1956, le Secrétaire général des Nations Unies a condamné ces « actions de représailles ». Même si la Charte de l'Organisation n'avait pas expressément garanti à toutes les nations le droit de se défendre, ce droit existe, en et par lui-même. L'appareil de l'O.N.U. a fait la preuve de l'incapacité — je ne parle

pas de mauvaise volonté — où il se trouvait d'empêcher le massacre systématique de citoyens israéliens. Pour autant que je le sache, nous sommes le seul pays où la vie des habitants est mise en péril par des bandes de meurtriers agissant sur l'ordre des chefs d'Etat voisins. Je ne peux imaginer un autre pays, quel qu'il soit, acceptant une situation telle que ses citoyens soient à la merci d'assassins organisés par les gouvernements voisins. Les observateurs et le Secrétaire général de l'O.N.U. savent parfaitement que ces bandes agissent pour le compte de leur gouvernement et que l'Egypte est la grande instigatrice et responsable de leur organisation, de leur équipement, de leur entraînement et du plan de leurs opérations. Des membres de leurs groupes pris par nous l'ont admis lors de leur jugement et le ministre du Waqf[1] Hassan al Bakuri a déclaré, le 11 avril de cette année dans une émission de la Voix du Caire » (*Sa'ut al Arab*) soumise au dictateur égyptien : Il n'y a pas de raison pour que les fedayin qui haïssent leurs ennemis ne s'enfoncent pas en Israël, faisant de la vie de son peuple un enfer sur terre. » Le gouvernement israélien ne permettra pas que ce pays soit changé en un enfer et ni les assassins ni leurs maîtres n'échapperont au châtiment. »

Quatorze jours plus tard, le 29 octobre 1956, la campagne du Sinaï était déclenchée.

1. Trésor constitué par les redevances que servent les fidèles musulmans. (N. de la T.)

2

PRELUDE AU SINAI

1er septembre 1956.

Réunion de l'état-major au grand complet ce matin avec le Premier ministre et ministre de la Défense, David Ben Gourion, pour revoir la question de l'utilisation des blindés. Au milieu de la discussion on m'apporte un message urgent » de notre attaché militaire à Paris avec des renseignements sur le plan anglo-français pour la prise du canal de Suez. Il indique que le but de la manœuvre est d'occuper la zone du canal et d'annuler l'ordre de nationalisation [1], ajoutant que l'opération qui a reçu le nom de « Mousquetaire », sera commandée par le général anglais sir Charles Keightley, avec le vice-amiral français Pierre Barjot en second.

Au cours des derniers jours, d'autres sources de renseignements nous ont également signalé que la situation politique allait sans doute s'aggraver.

Pendant la pause du déjeuner, nous avons brièvement examiné ces nouveaux développements et

1. Nasser avait annoncé la nationalisation du canal, le 27 juillet 1956.

conclu qu'il fallait, en tout état de cause, nous préparer à la possibilité d'une guerre dans notre secteur. En conséquence, j'ai donné l'ordre à mon état-major de rogner les réunions de services prévues pour moi au cours des deux semaines à venir et de leur substituer une série de visites à nos unités opérationnelles.

Si vraiment la Grande-Bretagne et la France prennent le canal et lui rendent son statut international par la force des armes, les conséquences politiques en seront de la plus extrême importance pour nous. Non seulement cette voie d'eau sera ouverte (je l'espère) aux navires israéliens, mais la Grande-Bretagne se trouvera engagée dans un conflit militaire avec l'Egypte au sujet d'intérêts qui sont aussi les nôtres. Je n'ai pas oublié ce que le roi Adbullah de Jordanie m'a dit, peu avant d'être assassiné. Il m'a assuré qu'il était prêt à rechercher un accord avec nous, mais que le représentant britannique Kirkbride [1] s'y opposait, car il craignait que cela nuisît aux relations amicales entre son pays et l'Egypte. A cette époque — vers la fin des années 40 — la Grande-Bretagne soutenait et encourageait le nationalisme arabe, voyant dans son association avec l'Egypte le fondement de sa position au Moyen-Orient. On aimerait savoir si Anthony Eden, le Premier ministre actuel, juge toujours qu'il valait la peine d'empêcher la paix entre la Jordanie et Israël simplement pour que la Grande-Bretagne n'eût pas l'air pro-israélienne aux yeux de l'Egypte (l'Egypte du roi Farouk) !

Ce soir, la radio du Caire a annoncé que de lourdes pertes avaient été infligées à des patrouilles israé-

1. Sir Alexander Kirkbride, ministre de Grande-Bretagne à Amman.

liennes le long de la frontière du territoire de Gaza. La vérité, c'est que pas un de nos hommes n'a été blessé, et pas un n'est manquant. Je me demande si les gens de Gaza croient ce que la radio leur raconte, ou s'ils se sont déjà rendu compte que tout ce qui concerne Israël est de la propagande plutôt que de l'information.

7 septembre.

Visite hier au Q.G. des blindés, accompagné par les chefs des divers services de l'Etat-major général, afin de voir ce que l'on pourrait faire en vue d'accélérer la formation de nouveaux équipages pour les chars que nous avons reçus.

Aujourd'hui Q.G. de l'Air. Il s'agissait d'examiner leur situation et leur programme d'entraînement en fonction de ce qu'un proche avenir peut nous apporter. J'ai souligné que les circonstances politiques dans lesquelles nous nous trouvons nous obligent à être en état d'intervenir et d'engager tous nos appareils — y compris les nouvelles acquisitions — afin de ne pas manquer des occasions politiquement favorables pour frapper l'Egypte, ou d'aller au combat avec de vieux avions faute de pilotes pour les nouveaux. Je suis persuadé que l'aviation a pleine conscience de l'urgence et fera tout ce qu'elle pourra pour accélérer la « production » de personnel. Ils ont l'intention de mettre les pilotes d'avions à hélice directement sur des avions à réaction, en supprimant les stages intermédiaires habituels. Ils passeront des Harvards aux Meteors, en sautant l'entraînement sur les Mustangs.

Les problèmes chroniques ont été soulevés, comme

d'habitude — manque d'effectifs et crédits limités. Il nous faut gratter dans tous les coins pour augmenter un peu le budget des opérations. Entre autres choses, j'ai annulé le départ de neuf officiers qui devaient partir faire des stages d'entraînement à l'étranger. Evidemment, ce sont 70 000 dollars gagnés, mais je doute que je l'aurais fait en d'autres circonstances.

Après-demain, inspection de la brigade d'infanterie Golani pour vérifier sur place son état de préparation. J'en ferai autant le 19 pour les parachutistes.

17 septembre.

Il y a une semaine, j'ai donné l'ordre aux services de l'Etat-major général d'étudier les divers plans d'opérations sur le front égyptien, depuis la prise de toute la péninsule du Sinaï jusqu'à des actions limitées comme le contrôle du détroit de Tiran ou de l'enclave de Gaza. Comme suite, j'ai convoqué aujourd'hui une réunion de tout le bureau des opérations y compris les officiers supérieurs de l'aviation et de la marine.

J'ai tracé les grandes lignes du contexte politique et stratégique, distinguant, selon les instructions du ministre de la Défense, entre les problèmes internationaux et ceux qui nous sont propres. L'opération qui sera vraisemblablement montée aura eu pour cause déterminante l'abrogation du statut international du canal de Suez. Ce n'est pas là une affaire spécifiquement israélienne, encore qu'elle nous touche de près, bien entendu. Nous ne désirons pas atteindre Suez, ni nous trouver mêlés à cette querelle. Mais il en va tout autrement pour le détroit de Tiran et

l'enclave de Gaza. L'un sert de base à l'Egypte pour le blocus d'Eilat, l'autre pour ses raids terroristes contre Israël, deux problèmes qui nous sont particuliers.

Une action militaire contre ces objectifs peut être déclenchée de notre propre initiative à n'importe quel moment, soit en liaison avec les troupes opérant contre l'Egypte, ou au contraire sans le moindre contact avec elles, quand le gouvernement israélien décidera que la situation la justifie.

24 septembre.

Ben Gourion a réuni le Cabinet en séance extraordinaire aujourd'hui, pour approuver des actions de représailles militaires contre la Légion jordanienne. Malgré tout le désir que nous avons de ne pas aggraver le conflit entre les Arabes et nous à un moment où l'Occident est en litige avec eux au sujet de Suez, et de ne pas fournir aux Britanniques un prétexte pour nous condamner afin de camoufler ainsi leur inefficacité dans l'affaire du canal, nous ne pouvons éviter de prendre des mesures militaires vigoureuses contre la Jordanie. Pour l'opinion publique des pays arabes, le terrorisme contre Israël fait partie d'une guerre nationale obligatoire. Il aide à satisfaire leur désir de vengeance et leur rend un peu de l'honneur terni par la défaite de leurs armées dans la guerre d'indépendance israélienne. Leurs chefs, y compris le roi Hussein de Jordanie, prétendent — à l'usage de l'étranger — qu'ils ne peuvent empêcher les actes commis, selon eux, par des réfugiés palestiniens. Mais pour l'usage interne, ils applaudissent au terrorisme qui est l'œuvre de l'unité spéciale envoyée de Gaza opérer à partir de la Jordanie, de

la Syrie et du Liban (où armes et salaires leur sont fournis par les ambassades égyptiennes). Il n'y a pas de doute que, dans les circonstances présentes, nous n'avons qu'un moyen d'arrêter leurs attaques contre les civils israéliens des opérations vigoureuses contre des objectifs militaires dans leurs propres territoires. Elles convaincront peut-être les gouvernements arabes, du moins nous l'espérons, qu'il est de leur intérêt d'arrêter l'activité des fedayin car, en fin de compte, c'est la faiblesse de leurs armées qui sera démontrée et l'incapacité où elles sont d'affronter nos troupes sur le terrain. La conséquence ne pourrait en être qu'une perte d'autorité et de prestige pour eux. Au point de vue politique, il n'est pas simple de faire entrer des forces armées en action et de leur ordonner en temps de paix d'attaquer des objectifs au-delà des frontières, mais la semaine dernière a vu une intensification marquée des actes de terrorisme à partir de la Jordanie — le point est très largement dépassé où nous pouvions encore nous permettre la modération.

Le 22 de ce mois, il y a deux jours, les positions de la Légion arabe, juste au nord de Bethléem, ont tiré à la mitrailleuse sur un groupe de nos archéologues qui visitaient les fouilles de Ramat Rahel, à la lisière sud de Jérusalem. Le poste arabe est tout près du monastère de Mar Elias et les Israéliens se trouvaient en pleine vue, sans le moindre abri. En quelques minutes, quatre d'entre eux ont été tués et seize blessés.

Deux autres incidents encore, l'un également dans le voisinage de Jérusalem, à la nouvelle colonie d'immigrants d'Amminadav, tout près de la frontière jordanienne. Deux femmes, une mère et sa fille,

étaient en train de ramasser du bois, lorsque des légionnaires arabes de Kafr Beitir, juste de l'autre côté de la frontière, ont ouvert le feu sur elles. Toutes deux ont été blessées, mais la mère est parvenue à rejoindre Amminadav pour demander du secours. Quand elle est revenue avec plusieurs des colons, ils ont trouvé la fille morte. Les soldats arabes avaient franchi la frontière, égorgé la malheureuse et coupé une de ses mains qu'ils avaient emportée.

Le second incident s'est produit au kibboutz Ma'oz Hagyim, dans la vallée de Bet She'an. Dans cette région, c'est le Jourdain qui marque la limite entre Israël et la Jordanie. Des soldats arabes ont franchi le fleuve et abattu un jeune conducteur de tracteur dont ils ont traîné le corps en Jordanie. Dans les trois cas, les agresseurs ne pouvaient ignorer que leurs victimes étaient des civils vaquant innocemment à leurs occupations, ni qu'ils le faisaient du côté israélien de la frontière.

25 septembre.

Rencontré Ben Gourion ce matin à 08.30 sur le terrain militaire de Ramla. Il revenait en Piper Cub de Sede Boqer. Bien qu'il ne soit plus jeune — 68 ans cette année — il veut absolument faire tous les vendredis le trajet en voiture, par de mauvaises routes, depuis Jérusalem ou Tel Aviv à sa baraque du kibboutz de Sede Boqer dans le désert du Negev, et revenir par Piper, vol des plus inconfortables, le dimanche matin. Pour lui, la colonisation du Negev est l'expression suprême d'un Israël ressuscité, changeant le désert sauvage en une source de vie grâce au courage de ses nouveaux immigrants et des jeunes,

nés sur place, qui ont quitté le confort des villes pour participer à l'aventure des pionniers. L'antithèse à ses yeux, c'est la ville de Tel Aviv et je l'ai entendu marmonner tandis qu'il marchait dans ses rues encombrées « Ninive ! »

Shimon Peres [1] était aussi sur le terrain et nous sommes partis tous les trois en voiture pour Jérusalem. Comme réplique aux meurtres de ces derniers jours, j'ai proposé à Ben Gourion une action contre l'un ou l'autre de quatre objectifs possibles. Dhahiriya dans les montagnes de Hébron, Jenin en Samarie, Husan ou Surif dans les montagnes de Jérusalem. Il y a des forces jordaniennes stationnées dans toutes ces localités et le but serait de les frapper sans atteindre les civils.

Ben Gourion est enclin à autoriser des actions limitées dans le voisinage de Jérusalem, pour souligner le lien qui existe entre cette opération et la région d'où sont parties les attaques jordaniennes.

Poursuivant notre trajet, nous avons examiné les résultats de la visite faite par Peres en France d'où il vient juste de rentrer. Il en ressort que Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, a quitté la deuxième conférence de Londres (21 septembre) profondément déçu. Alors qu'elle aurait dû être consacrée à la fondation de l'Association des usagers du canal de Suez proposée par John Foster Dulles, secrétaire d'Etat américain, Pineau a vite compris qu'en fait le dessein des U.S.A. était de prévenir toute tentative pour annuler la nationalisation décrétée par les Egyptiens. Il ne croit pas non plus que les Britanniques prennent l'initiative d'une action

1. Directeur général du mi istère de la Défense.

militaire contre ces derniers. Leur Premier ministre, Anthony Eden, est en faveur d'une intervention, mais il se heurte à une forte opposition à l'intérieur même de son parti. En revanche, les milieux du ministère français de la Défense nationale jugent essentielles les opérations militaires contre l'Egypte et pensent que la France devrait les déclencher, même s'il lui faut agir seule. Si elle le fait, ils croient que la Grande-Bretagne finira par se joindre à elle ; ils ne pensent pas que les U.S.A. se mettent à la traverse ; quant à l'Union soviétique, ils n'ont pas la moindre idée de ce que sera sa réaction.

26 septembre.

La nuit dernière, action de représailles contre la position de la Légion arabe au fort Tegart [1] de Husan. Pendant de tels engagements, j'aime être au P.C. avancé de l'unité après tout, la bataille, même sur une échelle limitée, est l'affaire essentielle de l'armée. Je ne sais pas trop si le commandant est ravi de m'avoir sur le dos, mais je préfère, chaque fois que cela est possible, suivre l'action — voire même intervenir dans sa conduite en cas de nécessité — sur les lieux et pendant qu'elle se déroule, que d'en lire le récit dans un rapport le lendemain et faire parade de ma sagacité après coup.

Le Q.G. de cette unité était au centre agricole Mevo Betar ; j'y ai laissé ma voiture et suis allé à

1. Nom donné aux postes de police solidement construits et implantés aux points stratégiques à travers le pays, par l'administration du mandat britannique vers la fin des années 30 sur la recommandation de Sir Charles Tegart, conseiller en matière de sécurité.

pied jusqu'au P.C. de la brigade situé sur une colline à quelques centaines de mètres des positions ennemies. A mon retour, peu avant l'aube, j'ai constaté que plusieurs de nos hommes restés au Q.G. avaient été blessés lors du bombardement de la colonie par les mortiers de la Légion arabe et parmi eux mon chauffeur, Noam. Peu gravement atteint, il n'avait pas perdu son sens de l'humour et expliquait à qui voulait l'entendre que tous ses malheurs venaient de ce qu'il n'avait pas suivi mon conseil qui est de se placer toujours bien à découvert pendant un combat et non derrière quelque abri qui vous cache à votre étoile, car alors comment pourrait-elle veiller sur vous ?...

L'objectif a été atteint, le fort complètement démoli, toutes les positions arabes emportées ; mais le prix est lourd 10 tués, 16 blessés. Les pertes de l'ennemi s'élèvent, pour autant qu'on le sache jusqu'à présent, à 39 tués et 12 blessés. La Légion a essayé d'envoyer des renforts en toute hâte, mais nos hommes leur ont tendu une embuscade et les ont empêchés de prendre part au combat.

La plupart de nos pertes se sont produites au moment où nos hommes prenaient d'assaut les positions retranchées de l'ennemi au flanc de la montagne. Là, les légionnaires ont opposé une très forte résistance, peut-être parce que la retraite leur avait été coupée. Après cela, autre obstacle un profond fossé antichar qui arrêtait nos véhicules. Il a fallu utiliser une compagnie pour le combler de pierres et de terre.

La difficulté majeure dans ces actions de nuit provient du temps limité qui leur est imparti. Pendant les quelques heures d'obscurité complète, sur un ter-

rain accidenté, aux pentes abruptes recouvertes de gros blocs rocheux et de buissons épineux, nos combattants doivent emporter les avant-postes retranchés de l'ennemi, se porter jusqu'au fort, le prendre d'assaut, frayer un chemin aux véhicules transportant les explosifs dans l'enceinte fortifiée, faire sauter les bâtiments, puis revenir avec tous les leurs — morts et blessés compris — avant la première lueur de jour.

Dans ces combats, nos chefs marchent à la tête de leur unité et chaque fois certains parmi les meilleurs sont touchés. Au début du mois, lors de notre opération contre le fort de la police jordanienne à Rahawah [1] le soldat le plus célèbre de nos commandos a été blessé. Il s'agit du capitaine Meir Har-Zion, 21 ans, dont le courage extraordinaire et la valeur militaire sont légendaires dans l'armée. Gravement atteint à la trachée-artère, il a été sauvé par le médecin de l'unité qui a rampé jusqu'à lui sous le feu et a pratiqué une trachéotomie avec son couteau de poche. Je ne crois pas qu'il y ait parmi les vétérans un seul officier parachutiste qui n'ait été blessé au cours d'une action.

L'unité est rentrée en territoire israélien à l'aube avec ses morts et ses blessés ; des ambulances qui les attendaient les ont aussitôt emmenés à l'hôpital. Dans la salle à manger de Mevo Betar, on distribuait d'un côté du thé et des sandwiches aux soldats qui revenaient, cependant que de l'autre les travailleurs du kibboutz, tôt levés, se hâtaient de déjeuner avant d'aller travailler dans les champs.

Après avoir entendu le rapport des officiers sur les détails de l'engagement — et la liste des erreurs

1. Sur la grand-route Hebron-Be'er Sheva.

commises, d'après eux, par les responsables des plans — je suis revenu au G.Q.G. J'avais emmené avec moi un officier parachutiste U., légèrement blessé, qui avait refusé d'être évacué sur l'hôpital. La fraîcheur de l'aube et les virages innombrables excluant le sommeil, nous avons bavardé. Entre autres choses, il m'a raconté que deux officiers de son unité, atteints du virus spirite, « conversaient » avec leurs camarades tombés : ils posaient des questions à l'esprit des morts qui répondaient par des petits coups et autres signes. Quand il m'a donné leur nom, j'ai eu peine à en croire mes oreilles. Je ne peux imaginer jeunes gens plus intelligents et plus pondérés qu'eux. Je l'ai dit à U. et à ma stupeur il a répliqué avec le plus grand sérieux que pour ceux qui ont passé deux ans en action, à voir des amis très chers tomber à leurs côtés presque chaque semaine, l'intelligence et la pondération ne sont d'aucun secours et que la ligne de démarcation entre la vie et la mort s'estompe inévitablement. J'ai essayé de le pousser plus avant, mais il a préféré changer de sujet.

27 septembre.

Aujourd'hui la plus grande partie de l'entretien avec Ben Gourion a été occupée par son analyse de notre situation au point de vue de la sécurité et de la politique. La question des positions respectives des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne continue à l'inquiéter, les premiers lui inspirant de l'appréhension et la seconde de la méfiance. Il a l'impression qu'elle pourrait vouloir prouver son amitié pour les Arabes en employant la force contre nous sous forme d'un soutien à la Jordanie. Une guerre ouverte entre

cette dernière et nous pourrait éclater dans l'un des trois cas suivants

1 — Si la Jordanie se porte au secours de l'Egypte dans l'éventualité où celle-ci se trouverait en guerre avec nous.

2 — Si les actions terroristes parties du territoire jordanien et nos réactions militaires prennent l'ampleur de batailles sérieuses.

3 — Si l'armée iraqienne pénètre en Jordanie et, en particulier, occupe des positions le long de la frontière israélienne.

Pour le moment, les relations jordano-iraqiennes ne sont pas claires du tout. La Jordanie hésite entre une orientation pro-égyptienne et une orientation pro-iraqienne, ou plutôt se demande sur lequel des deux pays elle pourrait s'appuyer. A l'heure actuelle il semble qu'elle essaie de renforcer ses liens avec l'Iraq dans le cadre de la royauté hachémite.

Son chef d'Etat-major Ali Abu Nawar, s'est rendu en Iraq au mois de juin et le résultat de sa visite a été la création d'une commission mixte réunissant les chefs d'Etat-major et les ministres de la Défense des deux pays, avec pour mission de déterminer les modalités d'une aide iraqienne à la Jordanie. Elle a décidé qu'au cours d'un premier stade, l'Iraq stationnerait une division renforcée à la frontière avec la Jordanie, prête à se porter au secours de cette dernière si elle en faisait la demande.

Plus récemment, la tension s'aggravant entre la Jordanie et Israël, le roi Hussein s'est rendu par avion en Iraq où il a rencontré le roi Fayçal à l'aérodrome de Habbaniyah. Objet de la rencontre le transfert de la division iraqienne en territoire jordanien.

La possibilité de voir des troupes iraqiennes sur notre frontière inquiète beaucoup Ben Gourion qui déclare carrément qu'en pareil cas Israël ferait passer ses troupes sur la rive ouest du Jourdain. Je ne sais s'il est absolument décidé à le faire, ou s'il espère que la menace suffira à prévenir un tel mouvement. Quoi qu'il en soit, la situation est très tendue en ce moment entre Israël et la Jordanie, en raison à la fois des incidents frontaliers et de l'intention qu'a cette dernière d'ouvrir ses portes à l'armée iraqienne, aussi la question de l'attitude qu'adopterait la Grande-Bretagne au cas où éclaterait une guerre israélo-jordanienne n'est-elle nullement hypothétique.

28 septembre.

Réunion de l'Etat-major général ce matin à 10.00. Nous partons ce soir pour Paris et devons mettre au point la liste du matériel militaire que nous allons essayer d'obtenir des Français. Le décompte de nos ressources logistiques nous fait plus que jamais toucher du doigt notre pauvreté. Nous avons néanmoins réduit notre liste aux postes les plus urgents et les plus essentiels. D'une part nous ne voulons ni exagérer, ni même donner l'impression que nous exagérons et d'autre part nous ne voulons ni imposer à notre armée l'obligation d'absorber au dernier moment plus de matériel nouveau qu'il n'est absolument nécessaire, ni encombrer les routes assez peu nombreuses qui desserviront les fronts.

Malgré cela, la liste est impressionnante. Elle comprend des chars, des transporteurs de chars, des half-tracks, des bazookas et des avions de transport.

Décollage à 19.00 d'un terrain militaire pour Paris

via Bizerte. Nous devions partir de L. mais nous sommes partis de D. en raison d'une erreur de navigation et d'un raisonnement correct de l'équipage français venu nous chercher à midi. Leur plan de vol comportait l'atterrissage à L., mais ils n'ont pas pu le repérer. Tout à coup, ils ont vu un autre terrain avec des appareils français au sol — Mystères et Ouragans. Il s'est trouvé que c'était D. Le commandant a pensé « De toute façon ce terrain-là est ami, puisque voilà de nos appareils » et il a demandé la permission de se poser. Le commandant de la base, E. W., n'avait bien entendu pas été prévenu de l'arrivée de l'avion, mais lui aussi, après avoir identifié les cocardes, a conclu « Quel qu'il soit, il est des nôtres » et lui a permis de se poser.

Nous avons mis sept heures et demie pour rejoindre Bizerte. L'équipage a partagé de grand cœur ses rations avec nous et c'est ainsi que nous avons touché chacun une énorme bouteille de vin rouge, un pain français, du fromage et des mètres de saucisses. Je ne sais pas trop comment ce voyage se terminera, mais jusqu'à présent la coopération gastronomique a été parfaite.

A Bizerte, un commandant de l'Etat-major général nous attendait ; il nous a conduits à l'amiral commandant la base dont nous avons été les hôtes à dîner. Quelques heures de sommeil, et demain 29 septembre, départ à 05.00 pour Paris.

1er octobre.

Ce matin, rencontre avec le chef d'Etat-major général de l'armée française, le général Ely, au domicile de notre ami Louis Mangin, conseiller politique

du ministre de la Défense nationale, Maurice Bourgès-Maunoury. La délégation israélienne était composée de moi-même et d'officiers du cabinet de notre attaché militaire. Le général Ely était accompagné de son adjoint pour les forces aériennes, le général Maurice Challe, du général Martin, second de Challe, du colonel Simon du bureau des Opérations à l'Etat-major général et d'un officier de marine. Louis Mangin assistait à la discussion.

Le général Ely a parlé d'Israël avec amitié et chaleur ; il est très différent aussi bien de son prédécesseur, le général Guillaume, que je connaissais, que des généraux Challe et Martin. Grand, mince, les cheveux gris, il a l'apparence et la façon de s'exprimer d'un intellectuel. Il a perdu l'usage d'une main.

Le but de notre rencontre était d'échanger des informations et de clarifier des questions techniques. Le général Ely a commencé par nous demander quelle était l'importance des forces égyptiennes et nous lui avons dit ce que nous en savions. Nos renseignements semblent concorder avec ceux de ses services. Il a ensuite abordé nos problèmes de sécurité, me demandant comment je voyais l'évolution de la situation au Moyen-Orient et en quoi la France pouvait nous aider.

Ses premières questions révélaient déjà son attitude. Il était très désireux de nous aider, mais n'entendait pas parler des plans français au sujet du canal de Suez. Mes efforts pour l'amener à en discuter ont été vains.

Vers la fin de la réunion, il a demandé quel était le matériel que nous attendions de la France et je lui ai tendu la liste qui comprend 100 chars (Super

Sherman), 300 half-tracks, 50 transporteurs de chars, 300 camions à quatre roues motrices, 1 000 bazookas et deux escadrilles d'avions de transport. Je ne sais s'il avait été renseigné ou non auparavant sur l'importance et l'armement des forces israéliennes, mais j'ai vu sa surprise quand je lui ai dit que les effectifs de nos unités équivalaient en gros au quart de ceux de leurs homologues dans l'armée française ; que nos stocks de munitions, pièces détachées et carburant ne pourront suffire que pour 20 à 30 jours de combat, que nous avons deux escadrilles d'avions de chasse seulement, et que tous nos blindés sont des chars d'un type périmé (Sherman T-3). J'ai ajouté ma conviction que même avec le matériel dont nous disposons, nous pourrions, si la guerre éclatait entre l'Egypte et nous, battre son armée et prendre la péninsule du Sinaï en quinze jours. Si nous n'obtenons pas de chars supplémentaires, nous utiliserons des bazookas montés sur des jeeps et des command-cars. Notre problème essentiel est d'avoir assez de véhicules qui puissent évoluer dans le désert. Je ne sais si l'opposition des blindés égyptiens sera très dure, mais je sais que le désert est un obstacle redoutable et pour le vaincre, pour transporter nos troupes, nos munitions et autres approvisionnements jusqu'à Sharm el-Sheikh, il nous faut des moyens appropriés.

Le général Ely a parcouru la liste et dit qu'il essaierait de satisfaire nos demandes. Mais il a des difficultés l'armée d'Algérie ne cesse de réclamer plus de matériel et il répugne également à réduire les quantités destinées à ses unités de Chypre qui interviendraient en cas d'opérations à Suez.

Incidemment, je lui ai expliqué, au cours de la réunion, que notre armée était en grande partie com-

posée de réservistes. Quand je lui ai dit qu'il n'y avait pas assez d'équipement pour eux, si bien qu'ils étaient obligés d'utiliser des véhicules civils et de porter leur propre pardessus l'hiver, j'ai très bien senti qu'il se représentait une armée populaire du XVIIIe siècle, capable peut-être de planter des drapeaux sur des barricades, mais non pas de mener une campagne dans le désert avec des véhicules blindés, ni de maintenir ouvertes des lignes de ravitaillement.

Nous repartons ce soir. Malgré une pluie battante, nous avons décidé de passer les quelques heures avant le décollage à nous promener dans les rues de Paris. Mais tout d'abord, nous avons fait un bon repas français au *Coq Hardi,* puis nous sommes allés prendre le café aux Champs-Elysées. En sortant, tandis que nous nous frayions un passage entre les tables serrées les unes contre les autres, nous avons entendu une voix stupéfaite s'exclamer en hébreu *sabra* [1] « Dites donc, les gars, vous avez vu ? Moshe Dayan et Shimon Peres. Doit y avoir quelque chose de secret qui se prépare. Moshe Dayan avait mis des lunettes noires pour qu'on ne le reconnaisse pas ! »

2 octobre.

Ce soir à 20.00 j'ai réuni l'Etat-major général pour lui communiquer un ordre de mise en alerte et l'avertir de la possibilité — bien que le gouvernement n'ait pas encore pris de décision — d'une campagne contre Nasser. La date envisagée pour l'ouverture des hosti-

1. **Sabra** (castus) est le qualificatif employé pour tout ce qui est essentiellement israélien d'origine par opposition aux apports de l'immigration. (N. de la T.)

lités est le 20 octobre et d'après mes estimations les opérations dureraient environ trois semaines. Je leur ai expliqué qu'en raison des réactions britanniques et françaises à la nationalisation du canal de Suez, la situation pourrait devenir telle qu'une action militaire israélienne serait possible contre le blocus égyptien du golfe d'Aqaba. Pour l'entreprendre, il nous faudrait occuper la péninsule du Sinaï. Comme l'éventuelle entrée en guerre d'autres Etats arabes contre nous doit être prévue, nous serons amenés à assurer les fronts jordanien et syrien. A ce stade, la mobilisation des réserves n'est pas nécessaire, mais tous les préparatifs doivent en être commencés. Pour éviter la divulgation de nos plans, ces mesures seront expliquées par la possibilité d'une entrée des forces iraqiennes en Jordanie, mouvement qui contraindrait l'armée israélienne à prendre la rive ouest du Jourdain.

J'ai donné l'ordre de faire revenir tous nos officiers en stage à l'étranger. Participer à la campagne leur donnera plus d'expérience et leur en apprendra plus que tout ce que l'on pourrait leur enseigner dans une école militaire. En outre, ils sont nos camarades et ne nous pardonneraient pas de les laisser assis dans des salles de cours en France ou en Grande-Bretagne pendant que nous nous battons ici. Ce n'est pas pour cela qu'ils se sont portés volontaires.

L'annonce de ces préparatifs en vue du combat a électrisé l'assistance. Tous ceux qui étaient présents se sont efforcés de dissimuler leur surexcitation derrière une façade de calme et de sang-froid, mais on sentait la tension monter dans la pièce. On eût dit que pour eux la campagne avait déjà commencé.

Les principaux responsables des forces israéliennes

se trouvaient réunis autour de la table — commandants de région, chefs des unités blindées, de l'aviation et de la marine. La plupart n'ont pas quarante ans et pourtant ce n'est pas seulement leur relative jeunesse qui donne la clef de cette attitude, c'est leur caractère. Au cours des dernières années, les officiers choisis pour commander des formations de combat ont été des hommes dont la réaction naturelle à une mission difficile n'est jamais un « Mais... ». Ces jeunes chefs savent bien ce qu'est la bataille, ayant acquis une expérience considérable à la tête de sections et de pelotons avant d'être promus directement au commandement de brigades et de divisions. Ils ont compris ce que signifie mon ordre de mise en alerte, mais ils n'ont pas reculé devant ses incidences — au contraire, ils les ont accueillies avec une sorte de soulagement. L'intensification du terrorisme au cours de l'année passée et nos réactions militaires ont suscité une intensification correspondante des tensions psychologiques. Le plus pénible pour eux, c'était de sentir que, malgré ces actions qui nous faisaient verser le sang de nos meilleurs combattants, le problème fondamental restait sans solution.

Ce soir, au moins, ils ont été avertis de l'imminence d'une campagne décisive, dont le but est de chasser l'armée égyptienne d'El Arish au nord et de Sharm el-Sheikh au sud, campagne qui, si elle réussit, assurera le libre accès au port d'Elat et anéantira les bases des militaires et des terroristes égyptiens dans l'enclave de Gaza ainsi que dans la péninsule du Sinaï.

Mon exposé a été suivi de plusieurs questions, pour la plupart techniques, concernant la mobilisation, les perspectives d'augmentation des effectifs et des stocks

de pièces détachées, la distribution aux unités des munitions entreposées par le G.Q.G. pour les cas d'urgence. Il y a eu également une question non technique. Le général de brigade Y. a demandé quelles étaient les chances de voir envoyer des « volontaires » de Russie ou d'autres Etats du bloc soviétique à l'aide de l'Egypte. Nous nous l'étions souvent posée, mais jusqu'à présent exclusivement dans le cadre d'examens d'ensemble de notre situation politique et stratégique. Ce soir, dans cette réunion, elle a pris un sens très précis. Notre armée a jusqu'à présent lutté et préparé ses plans d'action contre des combattants arabes et nos chefs sont persuadés qu'ils peuvent vaincre cet ennemi-là, malgré leur infériorité en nombre et en matériel, parce qu'ils ont une indiscutable supériorité dans le domaine de la qualité. Mais que se passera-t-il s'ils doivent affronter des Polonais, des Tchèques ou des Russes ? En réponse, je leur ai donné mon avis qui peut se résumer ainsi

1 — Plus la campagne sera courte, plus les chances seront faibles de voir apparaître des « volontaires ».

2 — S'il en vient, ce seront probablement des Tchèques ou des Polonais, mais non pas des Russes.

3 — Ces « volontaires » ne seront probablement ni des unités d'infanterie, ni des équipages de chars, mais des pilotes ; nous n'aurons donc à les affronter que dans les airs. Je ne doute pas que ce soit moins agréable que d'y rencontrer des Egyptiens, mais enfin les Polonais et les Tchèques ne sont jamais que des Polonais et des Tchèques.

La réunion s'est alors achevée. Chacun des participants avait fait signe en temps utile à ses officiers d'état-major de se tenir prêts et ils sont aussitôt partis

à toute allure pour leurs Q.G. respectifs. La roue commence à tourner.

Il reste dix-sept jours avant le 20. C'est peu pour tous nos préparatifs, d'autant que, afin de préserver le secret, nous ne pouvons pas commencer à mobiliser nos réserves. Mais je ne le regrette pas. Malgré les imperfections et les lacunes provoquées par cette précipitation, nous y gagnerons un avantage majeur — la surprise. Si nous parvenons à camoufler nos plans de manière que les Egyptiens ignorent jusqu'au jour du déclenchement des hostilités, que notre objectif est la prise du Sinaï, ce sera un atout militaire énorme. Je mesure parfaitement les risques que nous prenons en différant la mobilisation jusqu'à J-4 ou 5. Les hommes seront arrachés à leurs occupations civiles dans les champs, les usines, les bureaux et jetés presque sans préparation dans la bataille — oui, je connais les difficultés d'une entrée en action dans de telles conditions. Mais le jeu en vaut la chandelle.

3 octobre.

Conférence dans mon bureau du Q.G. Première partie consacrée aux problèmes du matériel. Là pas de désaccords importants. Nous recevrons apparemment de l'aide pour l'équipement de nos unités d'infanterie et de blindés, encore que toutes nos demandes ne soient pas satisfaites. Paris nous a informés que l'autorisation avait été obtenue pour l'envoi de 200 half-tracks, 100 super-Shermans, 20 transporteurs de chars et 300 camions à six roues motrices.

Deuxième partie — moins agréable plan des opérations. Nous avons commencé par l'aviation.

Il est évident que sa tâche sera très lourde, qu'elle sera employée jusqu'à la limite de ses possibilités et si nous ne réussissons pas à prendre les Egyptiens par surprise dès le début des hostilités, en détruisant leurs avions au sol, notre plan échouera.

Nous sommes ensuite passés aux forces terrestres : infanterie, blindés, parachutistes — et j'ai souligné l'importance décisive du facteur temps. Il nous faut achever la campagne dans les plus brefs délais possible. Plus elle se prolongera, plus les complications politiques s'accumuleront — pression des U.S.A., envoi de « volontaires » pour aider l'Egypte, etc. Elle ne devra pas durer plus de deux semaines au maximum et pendant ce laps de temps, il nous faudra parachever la conquête de toute la péninsule du Sinaï.

D'ailleurs, il n'y a pas que des considérations politiques qui commandent de faire vite. Au point de vue opérationnel, la rapidité de l'avance est d'une importance décisive, car elle nous permettra de mettre pleinement à profit notre avantage essentiel sur l'armée égyptienne non pas la supériorité du combattant pris individuellement — pilote contre pilote, équipage de char contre équipage de char — mais celle de la conduite des opérations dans leur ensemble, celle de l'utilisation et du maniement de notre armée tout entière et de ses formations (groupes de brigade et bataillons) opposées à leurs homologues chez l'ennemi. Les Egyptiens sont ce que j'appellerai schématiques dans leurs opérations et leurs Q.G. sont à l'arrière, loin du front. Pour tous les changements dans leurs dispositions — formation d'une nouvelle ligne de défense, substitution d'objectif à attaquer, mouvements de troupes non

conformes au plan primitif — il leur faut du temps, le temps de réfléchir, le temps de recevoir des rapports par tous les échelons de la filière normale, le temps de prendre une décision après délibération de l'Etat-major général, le temps que les ordres redescendent tous les degrés de l'échelle depuis l'arrière jusqu'aux fronts.

Nous, au contraire, nous avons l'habitude d'agir avec beaucoup plus de souplesse et moins de routine militaire. Nous pouvons prendre comme base de nos opérations des unités qui ne dépendent pas les unes des autres, dont les chefs sont au milieu de leurs hommes, recevant les rapports et donnant les ordres nécessaires sur place. Cet avantage, si nous pouvons l'exploiter, nous permettra, après la percée initiale, de poursuivre notre avance avant que les Egyptiens aient eu le temps de s'adapter aux changements de leur front. Je suis convaincu que nous pouvons mener cette campagne d'une manière telle que l'ennemi n'aura pas le temps de se réorganiser après le premier assaut et qu'il n'y aura point de pause dans les combats. C'est cela la base de nos plans. Nous organiserons des groupements autonomes pour chacun des principaux objectifs qu'ils devront atteindre en livrant une bataille continue, sans reprendre souffle — combattre et foncer, combattre et foncer jusqu'à ce que la mission soit accomplie.

Cette méthode ne conviendrait peut-être pas à toutes les campagnes, mais à mon avis elle est bonne et applicable dans les circonstances actuelles, alors que l'objectif est la péninsule du Sinaï et l'ennemi, l'armée égyptienne. Elle convient aussi au caractère de notre armée et de nos officiers. Je peux montrer le canal de Suez sur une carte au

commandant d'une unité israélienne et lui dire « Voilà votre objectif et voilà votre axe de progression. Ne me demandez ni hommes, ni armes, ni véhicules pendant le combat. Tout ce que nous pouvons vous donner, vous l'avez, il n'y a rien derrière. Signalez constamment votre avance. Il faut que vous ayez atteint Suez en 48 heures. » C'est un genre d'ordre que je peux donner à nos chefs, parce que je les sais capables d'assumer des tâches de cet ordre et de les exécuter.

J'ai expliqué qu'à mon avis, il conviendrait d'ouvrir la campagne par un lâcher de parachutistes au voisinage de nos objectifs ultimes, afin de barrer la route aux renforts égyptiens et de prendre des positions d'une importance tactique majeure. Ces hommes se maintiendront sur place jusqu'à ce que le gros de nos forces les rejoigne, ce qui ne devrait pas prendre plus de 48 heures à mon estime.

Ceux des assistants qui faisaient des réserves sur ma façon de présenter les choses ont dit que le problème ne résidait pas dans la conception du plan, mais dans la possibilité de le mettre en œuvre et qu'il nous fallait examiner s'il était praticable, surtout au point de vue logistique. Selon eux, il est très ambitieux et ne tient pas compte des risques d'accrochages, de retards ou d'échecs locaux. La discussion s'est terminée sur l'impression que nos dispositions ne sont pas encore assez au point pour être communiquées aux unités. Nous avons convenu d'une autre conférence pour la semaine prochaine. Moi non plus, je ne suis pas entièrement satisfait de ce plan. Je trouve qu'il mise trop exclusivement sur l'attaque frontale et la progression régulière. Le bureau des Opérations a désigné des positions clefs sur l'axe

nord pour y larguer les parachutistes. Il faut changer cela : à l'heure H, il devra y avoir un lâcher important tout près du canal.

7 octobre.

Rencontré ce matin le directeur de l'armement. Il a déversé sur mon bureau un monceau de problèmes techniques qu'il faut résoudre avant de nous lancer. (Où est, hélas ! le bon vieux temps des guerres simples, quand, au moment de la bataille, le maréchal montait sur son cheval blanc, quelqu'un sonnait de la trompette et il n'y avait plus qu'à charger l'ennemi !) Pour maintenir nos half-tracks en état de fonctionnement pendant la campagne il nous faut au moins 500 bandes de roulement en réserve — en plus des 100 qui nous sont arrivées de l'étranger et des 70 fabriquées ici. Ce type de véhicule est le seul qui puisse traverser le désert et les dunes ; dans bien des secteurs, nos mouvements en dépendront exclusivement. Beaucoup de nos jeeps et de nos camions sont bloqués dans les ateliers avec leur moteur à réparer, ou des pièces à changer qui nous manquent. L'usine Kaiser-Fraser qui les monte sur place a eu des difficultés et attend des experts envoyés des U.S.A. par la maison mère.

Et puis il y a les chars. Pour monter les tourelles et les nouveaux canons sur les Shermans, nous serons apparemment obligés de « cannibaliser [1] » quelques-uns de nos vieux T-3, mais ce sera autant de moins

1. Consistait à prendre les éléments récupérables de plusieurs véhicules ou machines pour en faire un ou une en état de marche. (N. de la T.)

pour la bataille. Les AMX légers (français) sont équipés d'un filtre qui ne répond pas au problème de la poussière et du sable que nous allons rencontrer dans le Negev : il faudra les remplacer par un filtre à huile spécial, plus approprié aux conditions dans le désert.

Des ennuis avec les fusils. Nos experts qui se sont rendus en Belgique ont constaté que les usines F.N. qui les fabriquent pour nous ne s'étaient pas conformées aux spécifications — et ils les ont refusés... ce qui ne trouble d'ailleurs pas du tout les gens de là-bas qui ont une commande du même type d'arme pour les Syriens !

L'équipement de nos parachutistes est insuffisant — voire même en partie inutilisable — pour les tâches très lourdes qu'on leur a assignées dans le Sinaï. Il faut leur procurer plus de chaînes, de poulies, de harnais et de sacs.

Pour ce qui est des fusils, nous avons décidé que le directeur de l'armement irait lui-même en Belgique pour s'arranger avec l'usine ; il nous les faut absolument. Pour ce qui est des chars, Shimon Peres a promis de faire venir par avion les pièces dont nous avons besoin. Les tarifs de fret sont élevés, certainement, mais nous n'avons pas le choix. Quant à l'équipement des parachutistes, nous essaierons d'en emprunter aux Français ; en attendant nous allouerons 3 000 LI [1] sur les 250 000 qui seraient nécessaires et nous fabriquerons ici les éléments les plus essentiels. Nous n'avons pas assez d'argent et c'est là un problème irréductible. J'ai également ordonné à mes services d'examiner la possibilité d'utiliser

1. Livre israélienne = 0,60 F environ (N. de la T.)

les cinémas dans les camps militaires comme dépôts de matériel. Nous n'avons ni le temps ni l'argent voulus pour construire les bâtiments nécessaires à la campagne — nous devons nous arranger avec ceux que nous avons. Il a été décidé qu'au sud de Be'er Sheva, les munitions seraient stockées à ciel ouvert.

Conférence d'Etat-major cet après-midi. Sujet la mobilisation des réserves. Nous sommes pris entre notre désir de reculer l'appel presque jusqu'au dernier moment avant l'ouverture de la campagne et la nécessité de donner aux unités le temps de s'organiser, de mettre leurs chars au point, d'exécuter des patrouilles et de faire les nombreux autres préparatifs indispensables à la veille d'une bataille. La proposition qu'on me soumet prévoit l'horaire suivant mobilisation à J et J — 1 des unités destinées à repousser d'éventuelles attaques sur les fronts jordanien et syrien, ainsi que les réservistes du G.Q.G. Cela en se fondant sur l'hypothèse que même si ces deux pays décident de se porter au secours de l'Egypte et de nous attaquer, ils ne pourront pas le faire sans une préparation préalable qui leur prendra du temps. Les unités assignées à la prise de l'enclave de Gaza seraient appelées à J — 4, tous les blindés à J — 8 et les unités qui opéreront le long des axes sud de Sharm el-Sheikh et Nakhl, à J — 7.

En aucun cas, je ne pouvais accepter ce projet. Il équivalait à une mobilisation générale une semaine avant le début de la campagne, réduisant ainsi à néant tout effet de surprise. Nous avons finalement décidé que seuls les officiers seraient appelés quelques jours avant le déclenchement des opérations

et les unités blindées à J — 3 ; toutes les autres à J — 2.

J'ai reçu hier soir une lettre du Premier ministre et ministre de la Défense. Ben Gourion estime préférable de ne pas riposter pour le moment à la provocation qui a eu lieu à Sedom où plusieurs de nos civils ont été tués. (Le 4 octobre un camion transportant des ouvriers aux salins des usines de potasse à Sedom était tombé dans une embuscade et cinq des hommes avaient été tués, les agresseurs prenant la fuite en Jordanie.) Il juge particulièrement important à l'heure actuelle de préserver notre position d'accusateur aux yeux de l'opinion publique mondiale et d'éviter dans toute la mesure du possible de fournir à Eden et Hammarskjoeld le moindre prétexte pour nous créer des difficultés.

8 octobre.

Ce matin, groupe de commandement. Sujet : la campagne du Sinaï. Son nom de code sera « Kadesh » et le premier ordre porte l'indication Kadesh 1 (cf. Appendice I [1]). Après l'avoir lu, j'ai répondu aux questions et expliqué certains des points qui avaient besoin d'être éclaircis. J'ai terminé en soulignant les principes suivants qui serviront de directives au cours de cette campagne :

Notre tâche est de provoquer l'effondrement des forces ennemies et de contrôler aussi rapidement que possible la péninsule du Sinaï dans sa totalité.

1. C'est le Cadès biblique où les Israélites séjournèrent pendant longtemps — sans doute pour s'organiser avant d'engager la lutte contre leurs ennemis — au cours de leurs cheminements à travers le désert vers la « Terre promise ».

Il nous faudra essayer de prendre ce que nous pourrons d'armes et d'équipement à l'ennemi, mais nous n'avons pas intérêt à tuer le maximum de ses hommes. Même si l'Egypte perdait des milliers de soldats, elle serait en mesure de les remplacer assez vite. Le problème des effectifs ne se pose ni pour Nasser, ni pour les autres chefs arabes et l'avantage que nous pourrons acquérir sur leurs armées ne le sera jamais par la supériorité numérique. Nos unités doivent s'en tenir strictement à l'objectif assigné et continuer à avancer jusqu'à ce qu'il soit atteint. Elles seront donc autonomes et transporteront avec elles tout ce dont elles auront besoin pour arriver au but final, sans dépendre d'approvisionnements extérieurs. Une fois la voie dégagée, elles se porteront en avant sans s'arrêter pour nettoyer les positions ennemies isolées. Il n'y a pas à craindre que les unités égyptiennes ainsi dépassées passent à la contre-attaque, ou coupent nos lignes de ravitaillement. Nous devons éviter les analogies et la tentation de croire que l'ennemi se comportera comme le feraient des armées européennes en pareille circonstance.

Pour rendre mes intentions plus tangibles, j'ai assigné l'ordre de priorité suivant à nos opérations

Premièrement : intervention des parachutistes, largués ou aéroportés ; deuxièmement avance en débordant les positions ennemies ; troisièmement percée. Le point essentiel est qu'il vaut mieux s'emparer immédiatement des objectifs au cœur du territoire ennemi par des opérations de parachutage, que de les atteindre par des avances frontales et graduelles, après des attaques directes contre chacune des positions depuis la frontière jusqu'à Suez. De même, notre infanterie et nos blindés

devront, partout où cela sera possible, avancer en contournant les positions ennemies, les laisser sur leurs arrières et foncer, ne recourant aux assauts contre les points d'appui que là où ils ne pourront être débordés ou, dans une phase ultérieure de la campagne, quand ils seront isolés et coupés de leurs bases en Egypte.

Conformément à cette tactique, j'ai souligné que notre premier devoir est de prendre les hauteurs aux mains de l'ennemi dans le voisinage du canal, qui est notre objectif ultime. Cela ne pourra, bien entendu, être fait que par un lâcher de parachutistes. Ensuite, ce sera au tour d'El Arish, puis Abu Ageila et Sharm el-Sheikh. C'est seulement vers la fin de la campagne que nous nous occuperons de Gaza, qui est à nos portes.

Nos parachutistes auront donc deux opérations à accomplir en un temps très court sauter près de Suez et s'emparer des objectifs assignés ; puis, lorsque la colonne d'infanterie les rejoindra, se regrouper et sauter à nouveau derrière les lignes ennemies sur la route menant à Sharm el-Sheikh, le plus éloigné de nos objectifs géographiquement et le plus important de la campagne. La chute de cette dernière agglomération marquera en fait notre prise de contrôle totale sur le Sinaï.

J'ai également souligné la nécessité de prévoir les opérations de chaque groupe de manière qu'aucun ne dépende des autres, pour que, si l'un d'eux est accroché, il n'arrête pas l'avance du reste.

9 octobre.

Réunion ce matin pour les affectations d'urgence.

Certains de nos meilleurs chefs ont actuellement des postes au G.Q.G. et comme instructeurs, ou sont en congé d'études. J'estime qu'ils devraient être affectés à des formations qui prendront part à la campagne et certains même en remplacement des titulaires actuels, quand la mutation sera justifiée. Je sais que cela ne sera pas facile. D'une part les chefs d'unités seront ulcérés d'être déplacés à la veille de la bataille et d'autre part, ces changements de personnel laisseront des vides à l'Etat-major général aussi bien que dans les formations d'instruction. Néanmoins, il faut le faire. Si nous nous engagions dans une guerre de longue durée, ce serait différent, mais pour une campagne de quelques semaines, nous sommes en droit de concentrer nos énergies dans la zone des combats aux dépens des autres secteurs, même si ces derniers doivent en être affaiblis pendant la durée des opérations. Quant aux sentiments personnels des chefs déplacés, il faut les mettre en regard du critérium décisif le succès militaire. Le plan de l'opération « Kadesh » est fondé sur un degré d'indépendance quasi sans précédent accordé aux commandants sur le terrain. Ce sont eux qui prendront les décisions vitales en pleine bataille, c'est de leur action et de leurs qualités de chef que dépendront le succès ou l'échec de la campagne.

J'espère que cette décision sera comprise et acceptée dans l'esprit qui convient par les officiers qu'elle touchera. Quoi qu'il en soit, après avoir signé les nouvelles affectations, j'ai eu l'impression que nous avions fait de notre mieux pour que l'équipe envoyée dans le Sinaï soit vraiment « l'élue d'Israël ».

Vers midi, la région Sud a demandé l'autorisation d'exécuter des patrouilles dans le secteur de Rafah

pour examiner la possibilité de faire évoluer des blindés dans les dunes. J'ai peur que ces mouvements soient repérés et éveillent des soupçons. Je n'ai donc autorisé qu'une patrouille et encore seulement après avoir eu l'assurance qu'elle suivrait le lit caillouteux de l'oued, que deux hommes, pas plus, marcheraient sur le sable et porteraient des sandales de Bédouins, faites à Hébron, pour que leurs empreintes soient semblables à celles des maraudeurs arabes ordinaires.

3

QALQILYA

12 octobre.

La nuit dernière (10/11 octobre) action de représailles contre les Jordaniens. L'objectif était le fortin de la police à la lisière nord de la petite ville de Qalqilya. L'ampleur de l'opération a dépassé celle de tous les autres engagements du même ordre et nous avons subi des pertes sévères 18 tués dont 8 officiers et plus de 50 blessés dont 14 officiers. Les chiffres dont nous disposons actuellement pour l'ennemi indiquent une centaine de tués.

Après la vague de meurtres le mois dernier et notre raid contre le fort de Husan, le 25 septembre, nous souhaitions vivement éviter toute nouvelle action militaire et nous avions espéré y parvenir au moins jusqu'à la fin des réunions du Conseil de Sécurité où la France et la Grande-Bretagne doivent prendre une décision définitive au sujet de leurs opérations contre l'Egypte.

Mais la provocation du 9 a été trop flagrante pour pouvoir être ignorée. En plein jour, deux ouvriers agricoles ont été assassinés alors qu'ils travaillaient dans une plantation d'orangers, près de Tel Mond.

Les terroristes, après les avoir abattus à coups de fusil, leur ont coupé les oreilles qu'ils ont emportées comme preuve du succès de leur mission.

Cette région, la vallée de Sharon, est celle où il est le plus facile de traverser la frontière qui n'est protégée par aucun obstacle naturel. La distance entre Qalqilya juste à la lisière du territoire jordanien et notre voie ferrée, doublée d'une grand-route reliant Haïfa à Tel Aviv, est inférieure à 10 km ; jusqu'aux faubourgs mêmes de Tel Aviv il y en a moins de 20. Nous ne pouvons empêcher l'infiltration des terroristes ni par des moyens techniques, ni par le renforcement des gardes ; si les villages frontaliers de la Jordanie centrale deviennent des bases pour des coups de main contre Israël, des unités de fedayin pourront attaquer notre région à la fois la plus dynamique et la plus vulnérable — celle de Tel Aviv. Cette fois, devant une telle menace dirigée contre le cœur même du pays, nous avons été pris d'une véritable angoisse.

A cette action provocatrice, il faut ajouter l'attitude intolérable du roi Hussein. Par le passé, chaque fois que nous avons demandé à son gouvernement d'empêcher les activités des terroristes venant du territoire jordanien, la réponse, transmise par l'intermédiaire des représentants de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et des Nations Unies, a invariablement été qu'il faisait tout ce qu'il pouvait, mais qu'il n'était pas en mesure de contrôler les infiltrations.

Tout en sachant très bien qu'il ne prendrait aucune des mesures nécessaires, nous avons décidé, après le meurtre des trois Druses israéliens à Ein Ofarim, il y a un mois (12 septembre) de transmettre au roi Hussein les renseignements que nous avions reçus

sur l'identité des criminels. Nous espérions qu'au niveau le plus élevé du régime, au moins, on se dissocierait des meurtriers et l'on donnerait l'ordre de les poursuivre. Or notre initiative a eu l'effet contraire. Dès qu'il a été en possession de notre message, le roi a envoyé un coureur spécial porteur d'un ordre d'élargissement pour la bande terroriste arrêtée entre-temps par la police jordanienne pour contrebande et qui s'était vantée d'avoir tué non seulement les trois Israéliens d'Ein Ofarim, mais aussi les cinq ouvriers de Sedom, le 4 octobre.

Cette attitude de Hussein, apportant la caution royale à la terreur contre Israël, a considérablement aggravé la situation. Il est clair que notre sang-froid et notre modération ont été pris pour de la faiblesse et si nous continuons dans cette voie, le terrorisme sera intensifié. Nous n'avons apparemment pas le choix il faut qu'une réaction énergique de notre part fasse toucher du doigt aux dirigeants jordaniens les conséquences graves auxquelles ils s'exposent s'ils persistent dans cette politique.

L'action a été fixée au 10, après la tombée de la nuit. Quelques heures auparavant, Ben Gourion avait adressé la déclaration suivante à la presse et au général Burns

« Le 12 septembre 1956, on le sait, trois Druses israéliens ont été assassinés à Ein Ofarim par une bande armée venue de Jordanie. Nous avons été informés à l'époque par les autorités de ce pays que les meurtriers avaient été arrêtés par la police à Kafr Dahel. Les hommes ont reconnu qu'ils avaient tué les Druses israéliens et l'on a trouvé en leur possession les armes prises aux victimes. Pourtant, il y a quelques jours, le roi Hussein a donné person-

nellement l'ordre de libérer les meurtriers sans jugement ni châtiment. Il est impossible d'interpréter cet ordre donné par le roi lui-même autrement que comme un encouragement direct à la poursuite de tels actes. Nous jugeons inutile de souligner la gravité de cette affaire, d'autant plus que les meurtres commis par des individus armés qui s'infiltrent dans notre territoire sont en nette augmentation.

Le fort de la police à Qalqilya avait été choisi comme objectif parce qu'il est tout près d'une petite ville populeuse (20 000 habitants environ) et que sa destruction aurait ainsi des effets étendus sur l'opinion publique. Mais cette proximité même imposait des restrictions à l'opération et créait des difficultés particulières. Pour éviter de porter préjudice aux civils, l'unité engagée avait reçu l'ordre de ne pas pénétrer dans la ville — de ne même pas la traverser pour atteindre son but. De plus, comme nous craignions qu'il y eût des familles de policiers dans le bâtiment, il avait été décidé que nos hommes le fouilleraient et le feraient évacuer avant de le détruire.

Le but d'une telle action est politique et pour l'atteindre nos réactions doivent se situer aussi près que possible des actes de violence dans le temps et l'espace. C'est seulement ainsi que les Arabes, les Israéliens et l'opinion publique mondiale reconnaîtront le caractère spécifique de l'opération une réponse au terrorisme. Sinon, s'il s'écoule un délai, fût-ce de quelques jours, elle sera considérée non pas comme une réplique, mais comme l'initiative d'une agression. C'est pourquoi, dès que j'ai appris le meurtre des ouvriers agricoles à Tel Mond, j'ai ordonné au bureau des Opérations de préparer le

soir même un plan d'action contre le fort de Qalqilya, à exécuter dans les vingt-quatre heures. Le lendemain matin, 10 octobre, je suis allé à Jérusalem soumettre à l'approbation du ministre de la Défense le projet qui m'avait été remis

A. — Objectif

Prise et destruction du fort de la police à Qalqilya par la brigade de parachutistes.

B. — Méthode

1 — L'objectif sera éclairé par des projecteurs (situés à 3 km).

2 — L'attaque sera menée avec un soutien d'artillerie fourni par un détachement de chars.

3 — Après la préparation par cette unité de soutien, deux compagnies prendront d'assaut le bâtiment et le feront sauter.

4 — Des barrages seront établis sur la route entre Khirbet Sufin et Nebi Elias, entre le fort et la ville, ainsi que sur la route partant de la ville en direction du sud-est.

5 — Un détachement d'artillerie prendra position en face de Qalqilya pour exécuter des tirs de contrebatterie si nos positions étaient bombardées.

6 — Des tirs directs seront dirigés sur la ville si des armes automatiques ouvrent le feu contre nos forces.

7 — L'heure H est fixée entre 19.00 et 20.00.

Ben Gourion m'a posé plusieurs questions et recommandé avec une particulière insistance de faire en sorte que l'action contre le bâtiment de la police ne déborde pas sur la ville, y provoquant la mort de civils arabes.

Après avoir accepté le plan, il a convoqué une

réunion du Cabinet pour 11.00 et le gouvernement l'a approuvé lui aussi.

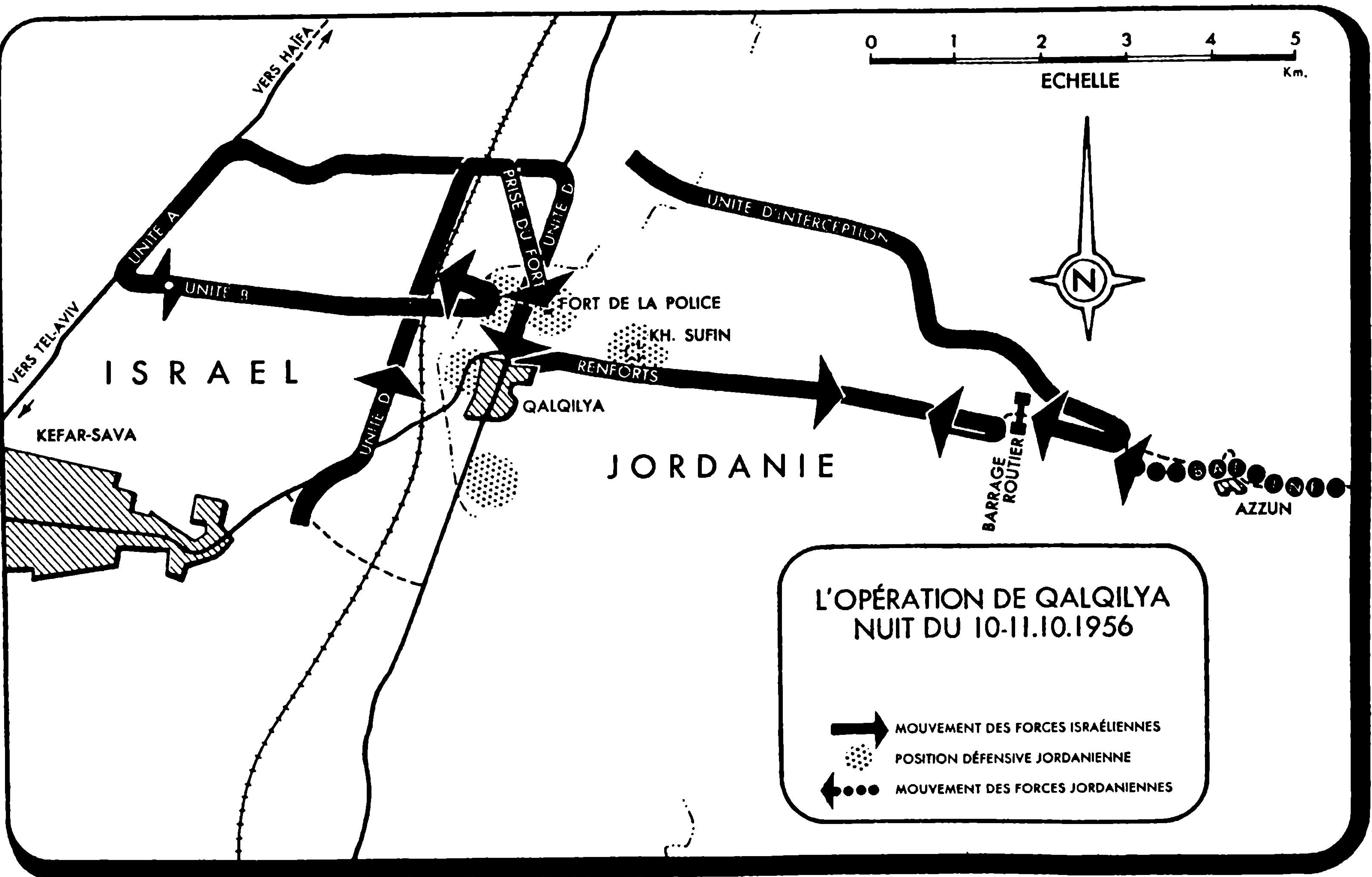
Comme nous comptions sur cette autorisation, le commandant de la brigade de parachutistes avait été convoqué dès le 9 à minuit, au G.Q.G. qui lui avait donné les instructions nécessaires. Au cours des heures restant avant le début de l'action, la brigade avait dû rassembler ses hommes égaillés aux deux bouts du pays. Deux compagnies de half-tracks se trouvaient au sud de Be'er Sheva et une compagnie de parachutistes dans les montagnes de Galilée, au nord. Les chefs des unités engagées avaient été convoqués à 09.00 pour mettre le plan d'opération au point. Après quoi, ils durent étudier le terrain d'après des cartes et des photographies aériennes, puis visiter notre fort de Kefar Sava qui est plus ou moins semblable à celui de Qalqilya. Tous deux ont été construits par les Anglais pendant la période de leur mandat, selon le plan Tegart. A 16.45, nouvelle réunion pour leur donner les dernières instructions et à 21.00 l'opération était déclenchée.

J'ai été vivement critiqué au G.Q.G. pour la façon dont nous avons procédé pendant les vingt-quatre heures écoulées entre les meurtres et le début de notre action. On a prétendu que ce laps de temps trop court n'avait pas permis une préparation suffisante et que ni les officiers ni les hommes n'avaient pu se reposer avant l'engagement, ce qui risquait de nous coûter cher. En tant qu'argument objectif, il est assurément valable et je suis bien d'avis qu'une préparation méticuleuse et du repos pour le personnel engagé sont essentiels avant d'entrer en action. Mais, à mon sens, les critiques n'ont pas prêté assez attention à d'autres considérations. L'action militaire

n'est pas une fin en soi ; elle est utilisée pour atteindre un but politique et l'armée doit s'adapter aux conditions imposées par les circonstances dans ce dernier domaine, sinon une victoire sur le terrain peut fort bien se traduire par une défaite autour des tapis verts. En outre, si nous n'apprenons pas à nous organiser dans ces limites de temps pour attaquer une seule position ennemie située contre la frontière, comment pourrons-nous entreprendre des actions rapides dans une campagne de grande envergure, où les difficultés de coordination seront infiniment plus grandes et les facteurs politiques certainement tout aussi restrictifs ?

A 21.50, alors que les premiers éléments de l'unité de choc arrivaient à quelque 200 mètres du fort, les Jordaniens ont ouvert le feu sur eux. Le bâtiment a alors été éclairé par nos projecteurs et nos canons de 25 livres sont entrés en action, mais malgré la précision de leur tir, l'ennemi a opposé une résistance acharnée, peut-être parce que les parachutistes avaient demandé trop tôt l'arrêt du soutien d'artillerie et s'étaient lancés à l'assaut. Dans l'avant-cour du bâtiment, bien préparée à la riposte, une compagnie de Jordaniens les attendait (100 hommes environ) avec une autre en réserve non loin. Un engagement sévère s'en est suivi, tournant au corps à corps et huit des nôtres ont été tués dont le commandant de la compagnie avec son second et 29 blessés, pour la plupart légèrement. A 23.30, après que toute la zone eut été fouillée et nettoyée, le bâtiment a été dynamité.

Quant à la seconde unité, chargée de bloquer les voies d'accès, la première partie de sa mission s'était accomplie sans anicroche. Elle avait pénétré


L'OPÉRATION DE QALQILYA
NUIT DU 10-11.10.1956
MOUVEMENT DES FORCES ISRAÉLIENNES
POSITION DÉFENSIVE JORDANIENNE
MOUVEMENT DES FORCES JORDANIENNES
ECHELLE
0 1 2 3 4 5 Km.
N
VERS HAÏFA
VERS TEL-AVIV
KEFAR-SAVA
ISRAEL
JORDANIE
UNITE A
UNITE B
UNITE D
PRISE DU FORT
FORT DE LA POLICE
KH. SUFIN
RENFORTS
QALQILYA
UNITE D'INTERCEPTION
BARRAGE ROUTIER
AZZUN

sur une profondeur de 10 km environ en territoire jordanien et tendu une embuscade sur la route reliant Qalqilya au camp de la Légion arabe à Khirbet Azzun. De fait, aussitôt après le début de l'attaque contre le fort, deux compagnies du 9e bataillon (bédouin) s'étaient élancées dans la direction de la bataille à bord de quinze camions. Notre unité avait alors ouvert le feu, immobilisé les quatre premiers véhicules de la colonne et les autres avaient fait demi-tour. Elle était ensuite allée s'établir sur une autre hauteur commandant également la route et une heure plus tard, des renforts de la Légion repartis en direction de Qalqilya étaient à nouveau tombés dans notre embuscade. Deux de leurs camions et un certain nombre de leurs hommes ayant été touchés, le reste s'était retiré.

A minuit, notre unité d'interception a reçu l'ordre de se replier. Jusqu'alors elle n'avait subi aucune perte, mais dès qu'elle a commencé à faire mouvement vers la frontière, elle a été soumise à un tir intense. Les troupes de la Légion qui n'avaient pu avancer en camion étaient descendues pour prendre position sur les arrières de nos hommes, si bien que ceux-ci, après avoir barré le passage aux renforts jordaniens, se trouvaient bloqués à leur tour et la retraite coupée. L'ennemi est aussitôt passé à l'attaque et au bout de peu de temps nos 54 parachutistes avaient 11 blessés et 1 tué. Le commandant et son second ont été parmi les premiers à tomber, suivis de près par le médecin et deux des trois lieutenants, si bien que des officiers seuls deux restaient valides, dont un lieutenant.

L'unité était très éprouvée et ses hommes pouvaient à peine marcher tant ils étaient fatigués. Le

matin même ils avaient fait une dure étape à travers les montagnes de Galilée et le soir, dans une obscurité complète, ils avaient encore parcouru 10 km, escaladant les entablements et les blocs rocheux rendus glissants par la rosée. Désormais, ils essayaient de se frayer un passage en évitant les Légionnaires qui se ruaient sur eux armés de mitrailleuses et de grenades. N'ayant que trois civières avec eux, ils étaient obligés de porter la plupart de leurs blessés sur le dos.

Le seul officier supérieur indemne, un commandant, avait subi un tel choc qu'à tous nos appels radio il répondait « oui, oui » ; complètement hébété, il ne comprenait pas ce que nous lui disions. Sur ce, le général commandant la brigade a fait venir à l'appareil l'autre officier valide, qui n'avait que 21 ans, et lui a confié la responsabilité de l'unité. Le lieutenant a alors rassemblé ses hommes qui, tout en tirant sur leurs assaillants pour les tenir en respect et en traînant morts et blessés, sont parvenus à atteindre le sommet d'une hauteur où ils ont organisé leur défense.

A notre P.C. avancé, nous nous rendions compte de la situation générale. Les communications fonctionnaient bien. Il était évident que l'unité ne pouvait briser l'étau de la Légion par ses propres moyens pour rejoindre le territoire israélien et moins encore en ramenant ses tués ou blessés. Trois mesures essentielles devaient donc être prises. La première et la plus urgente — permettre à l'unité de tenir. Ses munitions s'épuisaient rapidement et déjà les Jordaniens avaient une puissance de feu nettement supérieure. La seconde — envoyer des renforts qui essaieraient de faire leur jonction avec les assiégés

et de les aider à se dégager pendant les heures d'obscurité. La troisième — préparer un groupe important capable d'effectuer une percée et la jonction de jour si l'action de nuit échouait.

Durant les deux dernières années, les parachutistes ont été engagés dans de nombreuses actions au-delà des frontières et ils n'ont jamais laissé qu'un seul de leurs blessés en territoire ennemi. Or voilà qu'une unité entière, plus de 50 hommes, se trouvait dans une situation désespérée, sans munitions, ses officiers hors de combat, la retraite coupée et cernée par des Bédouins de la Légion.

La seule aide immédiate que nous pouvions lui fournir était celle de l'artillerie.

La position assiégée se trouvait à 13 km et demi d'une batterie de 155 qui pouvait fournir un soutien et il y avait parmi les hommes un officier d'artillerie en fonction d'observateur de tir. C'est à lui que le commandant de cette arme, qui n'a pas quitté la batterie de toute la nuit, s'est adressé par radio pour lui expliquer ce qu'il avait l'intention de faire. Utilisant ses pièces de campagne comme des mitrailleuses. il allait arroser les pentes de la colline et la route utilisée par les Légionnaires les assiégés ont donc reçu l'ordre de s'enterrer le plus profondément possible pour que notre artillerie pût battre jusqu'aux lisières de la position.

L'officier de liaison n'avait pas besoin de grandes explications. Il savait qu'ils étaient cloués au sol et qu'ils n'avaient plus de munitions. Au bout de quelques minutes, leurs retranchements étaient encadrés par des obus qui explosaient à cinquante mètres d'eux — bien que les débris des projectiles de 155 soient projetés dans un rayon de cent mètres.

Toutefois l'artillerie ne pouvait qu'améliorer provisoirement la situation et non la résoudre. Sans l'arrivée de renforts, l'unité ne serait pas sauvée. La première à se porter à son secours a été une compagnie de parachutistes commandée par le chef de bataillon. C'était elle qui avait couvert l'assaut plus tôt dans la nuit et dont les pertes étaient légères. Il était désormais 01.30 et l'espoir était bien mince qu'elle pût rejoindre les assiégés et les ramener avant le jour, mais son soutien leur permettrait au moins de tenir jusqu'à l'arrivée d'autres renforts.

Cette compagnie était rapidement suivie par deux autres, sur half-tracks. Dans des circonstances normales, c'est là une chose que je n'aurais jamais autorisée. Une colonne de ces véhicules avançant par une nuit noire sur une route pavée constitue une cible plus vulnérable qu'un groupe de choc, surtout dans une région montagneuse où il n'y a pas la place de manœuvrer ; qu'un véhicule se retourne et tout le convoi est arrêté. Mais dans la situation où nous nous trouvions, nous n'avions pas le choix. Aucun autre groupe mobile n'était en mesure de rejoindre rapidement les assiégés et de les ramener avec leurs blessés. La colonne s'est donc engagée à vive allure sur la grand-route, tous phares allumés, a foncé au travers des positions jordaniennes à Qalqilya et Khirbet Sufin sous le feu nourri de l'ennemi et fait sa jonction avec les assiégés à 02.30 sans avoir subi de pertes. Mais en fait la moitié des véhicules seulement (9) est parvenue au but, les autres se sont perdus dans les ruelles de Qalqilya et n'ont pu rallier le peloton de tête. Ils ont dû se replier sur leur base.

Avec l'arrivée des half-tracks, la pression des

Légionnaires s'est relâchée. Peut-être était-ce dû également à la présence de deux Harvards et de deux Mustangs envoyés par le commandant de l'aviation survoler la zone des combats pour donner l'impression d'une puissante attaque menée par une colonne mobile avec soutien aérien.

A 03.00 le convoi a pris le chemin du retour. Les blessés étant étendus sur le plancher des véhicules, leurs camarades avaient été obligés de s'asseoir sur les côtés, exposés sans la moindre protection. Pendant ce temps, les positions de la Légion à Khirbet Sufin avaient été renforcées et lorsque la colonne a dû passer à proximité, elle a été soumise à des tirs nourris de mitrailleuses, de canons antichars et de grenades qui ont ajouté 5 tués et 20 blessés à la liste de nos pertes.

Mais les combats n'étaient pas encore terminés. Lorsque le convoi a été sorti de la zone de feu et regroupé dans la cour du fort démoli, on s'est aperçu que l'un des véhicules manquait. Mis hors d'action, il était resté bloqué dans un fossé non loin de Khirbet Sufin. Sur ce, quatre half-tracks sont repartis pour le tirer de ce mauvais pas ; ils ont bien réussi en effet à le remorquer jusqu'au fort, mais avec leurs phares allumés et sous un feu meurtrier de la Légion qui leur a encore coûté deux tués.

Aux premières lueurs du jour, les tirs ont cessé. Les deux hommes tués pendant le dégagement du véhicule à Sufin avaient été laissés sur place.

Nos troupes ayant désormais repassé la frontière, j'ai pu annuler les ordres que j'avais donnés pour la formation d'un groupe comprenant deux escadrons de chars, un bataillon d'infanterie et des chasseurs, afin d'établir le contact à l'aube avec

l'unité encerclée si nous n'avions pu la dégager auparavant.

Tôt dans la soirée, j'avais rejoint le chef d'opération à son poste de commandement, sur une colline dominant le fort de Qalqilya, mais dès que les choses avaient commencé à mal tourner, j'étais retourné au G.Q.G. La nouvelle de la situation désespérée où se trouvait l'unité d'interception s'était rapidement répandue et en arrivant dans mon bureau, j'y avais trouvé divers généraux avec leurs officiers des opérations qui attendaient déjà, au cas où j'aurais pris des mesures d'urgence. J'avais donc pu repartir pour le poste avancé et voir les hommes qui revenaient de l'engagement. Par le commandant de la brigade parachutiste, j'ai appris que les deux derniers tués à Khirbet Sufin étaient l'officier des Opérations qui était avec l'unité encerclée et le lieutenant Yirmeyahu Burdanov que tout le monde appelait Yirmi.

Bien qu'il fût démobilisé depuis longtemps, on lui demandait encore de temps en temps de prendre part à quelque action, mais cette fois il s'y était joint de sa propre initiative. Officier expérimenté, sapeur remarquable, son courage n'avait pas de bornes. Peu après le début de l'engagement, lorsque les Jordaniens avaient ouvert le feu sur notre P.C. avancé, nous avions sauté dans une tranchée pour nous mettre à couvert et nous étions tombés dans les bras l'un de l'autre — littéralement. Je ne m'attendais pas à le voir, mais je n'en avais pas été étonné. Je sais que de nombreux officiers parachutistes qui ont quitté l'armée n'en reparaissent pas moins chaque fois qu'il y a une action pour « donner un coup de main aux jeunots ». Lorsque le groupe de choc avait commencé sa progression vers le fort, Yirmi s'était glissé dans

ses rangs et quand la nouvelle était parvenue de la situation critique dans laquelle se trouvait l'unité d'interception, il avait sauté dans le premier véhicule de la colonne de secours pour la conduire sur les lieux. Au retour, quand on s'était aperçu qu'un half-track était bloqué à Sufin, Yirmi avait donné l'ordre au conducteur de rebrousser chemin et c'est lui qui, encore habillé en civil, avait attaché le câble au véhicule endommagé. Sa chemise blanche avait attiré le feu des Légionnaires et une rafale de mitrailleuse l'avait atteint au ventre.

15 octobre.

L'affaire de Qalqilya a fait plus de bruit que toutes les autres opérations de représailles sur le front jordanien et surtout créé une tension aiguë dans nos relations avec les Britanniques. Il semble qu'ils aient envisagé la possibilité d'une intervention armée aux côtés de la Légion arabe. Leur consul à Jérusalem a jugé bon de prendre contact avec notre ministre des Affaires étrangères la nuit même de la bataille pour l'informer d'une demande jordanienne dans ce sens. Il a dit que, durant le combat, le roi Hussein était entré en communication avec le général Charles Keightley, commandant les forces britanniques au Moyen-Orient, pour réclamer la mise en application du traité de défense anglo-jordanien. Il a demandé que la Royal Air Force soutienne les troupes jordaniennes.

Si cette « information » nous a été ainsi transmise au beau milieu de la nuit, c'est assurément pour nous avertir que la Grande-Bretagne est disposée à faire droit à ces demandes. Au reste le lendemain, 12, le

différend a encore pris de l'ampleur. Le chargé d'affaires britanniques à Tel Aviv, Mr. Peter Westlake, a sollicité du Premier ministre un entretien au cours duquel il lui a dit qu'une division iraqienne était sur le point d'entrer en Jordanie et que la Grande-Bretagne apporterait son aide à ce dernier pays si Israël déclenchait une action militaire. Ben Gourion a répondu qu'Israël était opposé à l'entrée des Iraqiens et entendait se réserver toute liberté d'action au cas où ce mouvement aurait lieu.

En réalité, il y a une semaine, après le meurtre des archéologues à Ramat Rahel et nos représailles contre le fort de la police à Husan, le chargé d'affaires britannique a dit au général Burns (représentant de l'O.N.U.) que toute nouvelle action israélienne de cet ordre entraînerait l'application du traité anglo-jordanien. Nous avons eu connaissance de cette conversation et jugeons qu'elle représente bien l'attitude britannique devant la situation actuelle.

Je ne sais si la Royal Air Force aurait effectivement attaqué nos appareils au cas où la bataille se serait prolongée après l'aube, mais l'opinion générale parmi nous est que, depuis la mise à pied de Glubb par les Jordaniens, la Grande-Bretagne tient beaucoup à leur prouver qu'ils ont fait une erreur et qu'elle est leur seul soutien sûr dans la défense contre Israël.

Quoi qu'il en soit, ses représentants ont informé deux fois en 48 heures le gouvernement israélien qu'elle se propose d'accorder une aide militaire à la Jordanie. Depuis un certain temps déjà, les relations anglo-israéliennes pouvaient être qualifiées de glaciales, mais avec l'intrusion du plan iraqien, la température a encore baissé de plusieurs degrés.

Celui-ci a été mis en avant la semaine dernière par Nuri Saïd, Premier ministre d'Iraq, qui s'est rendu à Londres. Avant de quitter Bagdad, il a déclaré dans un entretien avec le correspondant du *Times*, que le litige arabo-israélien devait être réglé sur la base de la Résolution de 1947 [1] qui accordait aux Arabes le Negev et la Galilée. Le lendemain, un porte-parole du Foreign Office se hâtait d'annoncer que le gouvernement de Sa Majesté approuvait cette déclaration et était tout disposé à servir de médiateur entre les deux parties. Il a ensuite rappelé le discours prononcé par le Premier ministre au Guildhall, le 9 décembre 1955, dans lequel il suggérait qu'Israël fît des concessions territoriales aux Etats arabes et qu'un compromis fût trouvé entre les frontières existantes et celles fixées par la Résolution de 1947.

Ce discours d'Anthony Eden, jugé hostile, a suscité un profond retentissement en Israël. Le gouvernement de Londres sait très bien que ce n'est pas l'espace qui manque aux Etats arabes et que leurs revendications territoriales n'ont nullement pour but la satisfaction de leurs besoins, mais le sabotage d'Israël dont la superficie, même maintenant, est pourtant assez limitée.

Aujourd'hui où le porte-parole britannique fait resurgir le discours du Guildhall, en rapprochant la suggestion de Eden et la déclaration de Nuri Saïd, c'est une prise de position officielle en faveur du soutien des exigences territoriales arabes aux dépens d'Israël, sous l'appellation de plan iraqien. Quand

1. Le 29 novembre de cette année-là, l'O.N.U. prenait la décision de partager la Palestine et le 15 mai 1948, le mandat britannique prenait fin, cependant qu'éclatait la guerre judéo-arabe. (N. de la T.)

le consul, puis le chargé d'affaires britanniques ont transmis leur message après Qalqilya, le gouvernement israélien les a naturellement replacés dans le contexte de la déclaration Nuri Saïd et de son plan.

Notre ministre des Affaires étrangères, Golda Meir, a vigoureusement répliqué par une déclaration officielle, précisant qu'Israël considérerait l'entrée d'une armée iraqienne en Jordanie comme partie intégrante du plan Nuri Saïd qui vise à imposer un arrangement mettant en danger l'existence d'Israël et que cette initiative se heurterait à notre opposition. Ben Gourion a également dit aujourd'hui à la Knesset dans une déclaration sur la politique étrangère et la défense nationale qu'Israël est opposé à l'entrée de forces iraqiennes en Jordanie — même orientale — et que le gouvernement « se réserve toute liberté d'action en cas de violation du *statu quo* et l'entrée d'une force militaire étrangère en Jordanie ».

Bien entendu, les déclarations ne sont pas réservées à un seul camp et aujourd'hui le *Times* de Londres publie à nouveau un article expliquant que la Grande-Bretagne viendra au secours de la Jordanie si Israël continue ses attaques de représailles.

Quelles que soient les intentions du gouvernement britannique, il convient de noter, et c'est tout à son honneur, que la Jordanie ne se borne pas à négocier l'entrée de troupes iraqiennes et à demander l'intervention de Londres : elle prend aussi des mesures pratiques pour empêcher des infiltrations en territoire israélien. Elle a stationné un bataillon de plus sur la frontière centrale — région de Qalqilya — et son Premier ministre, Ibrahim el Hashem, a publié hier, avec l'assentiment du roi Hussein, une ordonnance qui accorde des pouvoirs spéciaux aux chefs de

région pour agir contre tous ceux qui mettent la sécurité en péril — y compris par leurs infiltrations. Ce qui est le plus révélateur, c'est que cette ordonnance a été promulguée à la demande du général Fauzi Mirad, commandant la région de Qalqilya. Il a réclamé une augmentation de la durée du couvre-feu le long des frontières et l'élargissement à 7,5 km de la zone limitrophe dans laquelle tout mouvement est interdit pendant cette période. Ordre a également été donné à la Légion arabe d'exécuter des patrouilles tout le long de la frontière et de tirer sur tous ceux qui essaieraient de la franchir, « car il est essentiel de prévenir les infiltrations arabes qui servent de prétexte à Israël pour lancer de cruelles attaques sur le sol jordanien ».

Le matin du 14, après le retour à leurs bases des unités engagées à Qalqilya, je suis allé à Jérusalem par la route pour rendre compte au ministre de la Défense, accompagné par le commandant de la brigade parachutiste qui avait la responsabilité de l'opération. Comme nous tous, Ben Gourion est navré et inquiet de nos lourdes pertes et ce n'est pas le message du consul concernant la demande d'aide jordanienne à la Grande-Bretagne qui l'a rassuré. Sans exprimer la moindre critique, il n'a cessé de revenir à la même question : d'aussi lourdes pertes étaient-elles absolument inévitables ? Ni le commandant de la brigade ni moi-même n'avons pu défendre sans réserve la façon dont l'opération a été conduite, car nous avions eu — au moins moi — certains doutes à cet égard. En bref, une rencontre pénible entre trois hommes au cœur lourd. Le 12, j'ai présenté mon rapport à la commission de la Knesset pour les Affaires étrangères et la Sécurité qui m'a

soumis — très légitimement — à un vigoureux interrogatoire. Hier, 14, j'ai convoqué une conférence au G.Q.G. afin d'étudier l'opération à fond et d'en tirer les conclusions appropriées pour l'avenir.

Là, des critiques ont été dirigées — surtout par les officiers parachutistes engagés dans l'action — contre l'Etat-major, c'est-à-dire moi, pour avoir ordonné, contre leurs avis, de limiter l'ampleur de l'opération et de ne pas prendre le saillant de Khirbet Sufin. Même maintenant, après la bataille, je crois qu'ils ont tort. La prise de ce secteur n'était pas nécessaire pour l'exécution de la mission assignée — la destruction du fort de la police — mais seulement pour le dégagement de l'unité encerclée. Donc, selon moi, la faute a été dans le choix de l'emplacement du barrage routier il était trop loin en territoire jordanien et c'est pourquoi la Légion a pu lui couper la retraite à Khirbet Sufin, comme elle aurait pu le faire dans n'importe quel saillant commandant la route Azzun-Qalqilya. De plus, j'estime que l'action a été conduite de façon trop conventionnelle, sans tirer un avantage suffisant du soutien d'artillerie exceptionnellement puissant qui avait été fourni cette fois-là. Lors des précédentes opérations, nous n'avions pas pu éclairer l'objectif, ni le soumettre au tir direct des chars et des pièces de campagne. Là, nous l'avons fait, mais le groupe de choc, par habitude, s'est hâté de partir à l'assaut avant que les possibilités de ce soutien aient été complètement exploitées.

Bien entendu, un tel comportement est dicté par les meilleures intentions. Les parachutistes ont acquis un esprit combatif et une technique de la guerre qui

se fondent sur l'offensive, l'audace et la rapidité. C'est devenu un réflexe presque automatique pour leurs chefs de charger et de prendre toute position d'où l'on tire sur eux. D'ailleurs, cette impulsion quasi irrésistible n'est pas seulement due à des principes militaires bien conçus. L'unité a subi de lourdes pertes depuis deux ans et chacun des hommes a vu nombre de ses meilleurs camarades et de ses chefs tomber à côté de lui. Quand il va au combat, il estime que son devoir lui commande de ne pas leur être inférieur en courage et de foncer à l'assaut sans hésitation.

La brigade de parachutistes est faite de volontaires et elle attire les meilleurs, les plus idéalistes parmi nos jeunes. Leur dureté implacable dans l'action peut parfois faire illusion, mais en fait elle masque une intégrité et une abnégation sans limites rien ne compte pour eux que l'exécution de leur mission et la solidarité avec leurs camarades. C'est pourquoi ils prennent si grand soin, même dans les circonstances les plus difficiles, de ramener leurs morts et leurs blessés. C'est presque devenu un article de foi. Il y a certainement des explications rationnelles à un tel comportement, mais la cause réelle en est la profondeur du sentiment qui les lie les uns aux autres, exposés comme ils le sont aux mêmes dangers incessants. Cependant ces magnifiques qualités combatives et ce mépris absolu du péril ne devraient pas dispenser leurs chefs — de tous grades — de chercher à atteindre les objectifs en prenant le moins de risques possible. Lors de mes entretiens avec les officiers de la brigade, j'ai donc exprimé l'opinion que le fait de ne pas avoir exploité l'avantage du soutien d'artillerie était non seulement une erreur tactique, mais,

ce qui est beaucoup plus grave, la preuve d'un effort insuffisant pour tirer le meilleur parti des circonstances particulières rencontrées lors de chaque engagement.

Cependant, le but essentiel de la réunion n'était pas d'exposer des divergences de vues sur des points de détail, mais de reconsidérer tout le problème des actions de représailles. Sur la nécessité de reviser le système actuel, tout le monde est d'accord. Ce qui est si grave dans l'affaire de Qalqilya, ce n'est pas seulement ce qui est arrivé, mais surtout ce qui aurait pu être et qui a presque été.

Nous avons bien failli ne pas pouvoir dégager l'unité encerclée pendant les heures d'obscurité. Les munitions des assiégés étaient pratiquement épuisées — ce qui aurait scellé leur sort avant même le lever du soleil. Et si nous avions été obligés d'envoyer de jour un groupe blindé avec soutien aérien, la possibilité ne pouvait être exclue de ce heurt avec la Royal Air Force que Ben Gourion a redouté, et tout fait pour éviter depuis la création de l'Etat d'Israël.

La principale cause de la situation créée à Qalqilya c'est la prolongation de notre recours à la méthode des représailles. Au début, nos actions contre les Egyptiens et les Jordaniens les prenaient chaque fois par surprise. Maintenant, les Arabes savent qu'après chaque meurtre commis en Israël par les fedayin, ils peuvent s'attendre à une attaque contre l'une de leurs installations militaires, si bien qu'au moment où nos unités entrent en action, elles trouvent l'ennemi bien préparé et bien organisé pour la défense.

Dans toutes nos discussions cette semaine devant

la commission de la Knesset, avec le Premier ministre et au G.Q.G., la même question a été posée « Et maintenant ? » J'ai déclaré qu'à mon avis, cet état qui n'est ni la paix, ni la guerre ne peut se prolonger et qu'il nous faut contraindre nos voisins arabes à choisir arrêter le terrorisme, ou nous affronter à découvert dans un conflit déclaré. Nous avons deux moyens pour y parvenir. L'un, c'est de frapper désormais la journée, en faisant intervenir blindés et aviation, ce qui aurait pour effet non seulement de diminuer nos pertes, mais d'infliger au prestige des Etats arabes un coup qu'ils ne pourraient accepter sans réagir. Aucun pays ne peut ignorer de telles provocations et ceux qui ont un régime militaire moins encore que les autres. Le second moyen, c'est de franchir la frontière, de prendre des positions-clefs en territoire ennemi et de mettre comme condition à notre évacuation l'arrêt du terrorisme arabe. Cela s'appliquerait à l'enclave de Gaza où se trouve situé le Q.G. fedayin. L'Egypte n'a actuellement aucun allié européen qui soit obligé de se porter à son aide. Nous pourrions par conséquent nous emparer des positions frontalières le long de l'enclave et annoncer que nous les occuperons tant que l'Egypte ne cessera pas ses activités terroristes contre nous.

Ni au G.Q.G., ni à la commission de la Knesset, ni dans les entretiens avec le Premier ministre, nous n'avons pris de décision précise au sujet de l'avenir, mais il est évident pour nous que nous en sommes arrivés à la fin du chapitre des représailles nocturnes.

4

VEILLEE D'ARMES

16 octobre.

Nous avons appris aujourd'hui que le 14, il y a moins de 48 heures, des éléments avancés de l'armée iraqienne sont passés en Jordanie. Si nous avons l'intention de riposter par des opérations militaires, il faut le faire sans tarder, avant que la présence de ces troupes devienne un fait reconnu et accepté. Il nous sera très difficile de trouver les forces nécessaires et peut-être de mener une guerre sur deux fronts — jordanien et égyptien — mais je ne vois pas d'autre issue. Ce qui est en train de se passer au-delà de ces deux frontières, à l'est et à l'ouest, sera sans doute déterminant pour notre avenir et, malgré toutes les épreuves qui en découleront, il nous faut faire face.

Bien entendu, les Britanniques pourraient nous épargner le second front, mais ils sont tout contents d'avoir l'occasion — peut-être même la font-ils naître — de montrer aux Arabes que, s'ils sont avec nous sur le front politique contre l'Egypte, cela ne signifie nullement qu'ils abandonnent les Arabes

sur les autres lignes dans le conflit de ceux-ci avec Israël.

Bien que nous ne sachions pas si la campagne de Suez sera effectivement lancée, nous devons faire tous les préparatifs nécessaires. Ce matin, je me suis rendu au G.Q.G. de la Région Sud afin de revoir le plan « Kadesh » qu'elle a préparé. Dans l'ensemble il est satisfaisant ; les principaux changements que j'y ai apportés sont destinés à augmenter l'autonomie de chaque groupe opérationnel, de manière qu'il ne puisse pas retarder les autres. J'ai également ordonné une réduction dans le nombre des véhicules assignés à la formation qui opérera le long de l'axe méridional, par Nakhl. Ce n'est pas seulement que nous en manquons — surtout à traction avant — mais s'ils sont trop nombreux ils encombrent le convoi et ralentissent ses mouvements, l'abondance de biens devenant alors nuisible.

21 octobre.

Ce matin, l'attaché militaire français est venu me voir à mon bureau pour clarifier certains points concernant le matériel que nous acquérons pour le ravitaillement des avions. Avant de nous attaquer aux questions techniques, nous avons parlé de l'entrée des troupes iraqiennes en Jordanie. Il m'a dit qu'au cours d'un entretien avec des membres de l'ambassade française à Londres, les Britanniques avaient déclaré que non seulement la Jordanie ne tenait pas du tout à avoir cette armée sur son sol, mais que Nuri Saïd lui-même n'approuvait pas l'initiative elle est entièrement britannique. Londres est convaincu que la présence des troupes iraqiennes

lors des élections au Parlement jordanien renforcera les sentiments anti-égyptiens.

J'ai eu l'impression, je dois l'avouer, que le Tout-Puissant mis à part, il n'y a que les Britanniques pour arriver à compliquer les choses à ce point ! Au moment même où ils se préparent à renverser Nasser, leur ennemi et le nôtre, ils s'acharnent à faire entrer l'armée iraqienne en Jordanie au risque de provoquer ainsi entre ce dernier pays et nous une guerre dans laquelle ils prendront parti contre nous. Le résultat, c'est qu'au lieu d'abattre Nasser et de sauvegarder au Moyen-Orient leur réputation de pays fermement résolu à faire valoir ses droits sur le canal, ils laisseront le dictateur égyptien avaler sa proie pendant qu'ils se précipiteront pour allumer un nouveau conflit israélo-anglo-jordanien. Je doute que quiconque puisse expliquer pourquoi ils ne mettent pas leur plan iraqien dans un tiroir jusqu'à la fin de la campagne de Suez.

Mais où l'ironie atteint son comble, c'est qu'au moment même où l'attaché m'explique très gravement que les représentants français n'ont pu convaincre les Britanniques d'abandonner leur fameux plan, je sais déjà qu'il n'est plus applicable. Les élections jordaniennes se sont achevées hier par une victoire retentissante pour les partisans de Nasser et le gouvernement d'Amman, voyant ce qui se passait, s'est hâté de dénoncer ses accords militaires avec l'Iraq. De son côté, Nasser a annoncé qu'il fournirait une aide militaire à la Jordanie et il semble en outre que cette dernière négocie depuis un certain temps son entrée au Conseil d'état-major mixte égypto-syrien.

Je ne sais ce qui est le meilleur — ou le pire — pour nous l'armée iraqienne en Jordanie ou un

rapprochement jordano-égyptien, mais ce qui est sûr, c'est que les élections en Jordanie constituent une amère défaite pour la Grande-Bretagne. Cette marée de nationalisme commençait déjà à monter au début de l'année. Le Britannique Glubb, qui était à la tête de la Légion arabe depuis le jour de sa création, avait été sommairement renvoyé avec ordre de quitter le pays dans les 48 heures. Radi Eynab, son successeur, n'ayant pas été jugé assez antibritannique, avait été remplacé par Ali Abu-Nawar. Entre-temps, la contagion gagnant de proche en proche, le Parlement demandait l'annulation du traité anglo-jordanien. Le gouvernement qui s'y était opposé avait été renversé par un vote de censure le 25 juin et le roi Hussein dissolvait l'assemblée, puis annonçait des élections pour le mois d'octobre, espérant que ce délai de trois mois lui donnerait la possibilité d'organiser les choses de manière que la nouvelle législature eût une majorité favorable au traité. Désormais, la consultation populaire terminée, il se révèle que la position est inchangée, que les élus s'opposeront à toute alliance avec le pro-britannique Nuri Saïd et réclameront des contacts plus étroits avec Nasser.

Quant à nous, inutile de nous inquiéter plus longtemps du plan iraquien le nationalisme jordanien, conscient de sa marque « *Made in Britain* », y a mis fin sans ménagement. Encore une combinaison moyen-orientale du Foreign Office qui s'en va à vau-l'eau et avec elle un gros obstacle sur notre route.

25 octobre.

Après de nombreuses conférences à l'intérieur et

de non moins nombreux contacts ou consultations avec l'extérieur, commencés il y a environ deux mois, nous pouvons résumer comme suit la situation à ce jour :

1 — Le Premier ministre et ministre de la Défense David Ben Gourion a donné son accord de principe à la campagne et à ses objectifs.

2 — Nos forces entreront en action au crépuscule le 29 octobre et devront achever la conquête de la péninsule du Sinaï en sept à dix jours.

3 — La décision de lancer la campagne aussi bien que le plan prévu se fondent sur le postulat que les forces britanniques et françaises sont sur le point d'intervenir contre l'Egypte.

4 — Selon les renseignements en notre possession, les forces anglo-françaises se proposent de déclencher leurs opérations le 31 octobre. Leur but est de s'assurer le contrôle de la zone du canal et pour cela il leur faudra effectuer un débarquement par mer ou des parachutages, assurément avec une couverture aérienne appropriée.

Rencontré à 13.45 les officiers supérieurs du bureau des Opérations. J'avais préparé en vue de cette réunion des directives (Appendice 2) qui se substituent à celles de « Kadesh I » en date du 5 octobre. Indépendamment de l'horaire, qui précise le jour et l'heure du déclenchement des opérations, il contient plusieurs modifications. La première se trouve dans le paragraphe concernant les objectifs. L'accent est mis désormais sur la création d'une menace contre le canal, le but essentiel de la campagne — prise du détroit de Tiran et défaite des forces égyptiennes — ne venant qu'après.

Sur cette dernière question, j'ai eu plusieurs entre-

tiens avec Ben Gourion. Il est évident que nous n'avons pas intérêt à « anéantir les forces ennemies », formule qui figure habituellement dans la définition des buts d'une guerre et mieux vaut verser aussi peu de sang que possible. J'ai donc utilisé la phrase « désorganiser les forces égyptiennes et provoquer leur effondrement ». En d'autres termes, il s'agit pour nous de prendre les nœuds de communication et les positions militaires clefs, ce qui nous donnera le contrôle de la région et contraindra l'ennemi à se rendre.

La deuxième modification concerne les phases de l'action et la troisième l'emploi de l'aviation.

J'espère que ce sont les dernières. Plus que quatre jours avant le début de la campagne.

Au début de la réunion, j'ai fait connaître ce que je pouvais du contexte politique dans lequel nous aurons à conduire nos opérations. Au point de vue tactique, il nous faudra distinguer entre la période antérieure au début de l'intervention anglo-française et la période postérieure. On peut admettre que le déclenchement de cette offensive contraindra l'aviation égyptienne à cesser ses activités contre nous. Les unités ennemies dans le Sinaï recevront presque certainement l'ordre de se replier sur leur territoire et celles qui resteront sur leurs positions auront un moral fort atteint. Par conséquent, inutile de tenter avant l'offensive anglo-française ce qui deviendra peut-être possible après.

J'ai souligné que le ministre de la Défense se montrait inquiet des lourdes pertes que nous risquions de subir lors de la première phase de la campagne. Il croit que l'aviation égyptienne attaquera Tel Aviv et Haïfa avec ses bombardiers

Ilyouchine en provoquant des ravages dans la population, dès que nous aurons lancé notre offensive. Je ne partage pas cette appréhension. Bien sûr, nous ne pourrons peut-être pas « passer entre les gouttes » et sortir de là complètement secs, mais je crois que nous ne serons pas trop mouillés. Je pense que nous parviendrons, au cours des premiers stades, à donner le caractère de représailles à notre action et même si nous avons des effectifs assez importants près du canal, il y a peu de chance pour que les Egyptiens y voient le signe précurseur d'une campagne de grande envergure et foncent bombarder des objectifs civils en Israël.

J'ai expliqué que c'était dans cet esprit que j'avais apporté des modifications à notre plan primitif. Notre première tâche ne sera donc pas de prendre des objectifs sur l'axe nord, mais de lâcher un bataillon de parachutistes au défilé de Mitla (Gebel Heitan). La première version prévoyait l'ouverture de la campagne par la prise d'objectifs commandant la principale ligne de communication entre Israël et l'Egypte, qui traverse l'extrémité nord du Sinaï et longe la Méditerranée, desservie par une voie ferrée, une grande route asphaltée, un terrain d'aviation et des sources d'eau douce. Bien entendu, c'est dans la région environnante que se trouve concentré le gros des forces égyptiennes assignées au front israélien.

En revanche le défilé de Mitla est proche de l'extrémité sud du canal et relié géographiquement à Israël par une piste non pavée qui traverse le désert du Sinaï ; elle est défendue par de petites unités de l'armée égyptienne et le passage lui-même est tout à fait inhabité. J'espère donc que l'Etat-major du Caire interprétera une descente de parachutistes dans

cette région comme l'indice d'un simple raid. Je ne pense pas qu'il puisse envisager comme première action d'une campagne destinée à conquérir le Sinaï autre chose qu'une tentative contre les deux axes nord, ceux d'El Arish et Bir Gafgafa. De plus, je pense que même le lendemain, quand notre brigade mobile prendra Thamad et Nakhl, points d'appui sur l'axe de Mitla, il pensera que nous le faisons pour envoyer des renforts à notre unité encerclée dans cette dernière agglomération et que notre intention est de décrocher pour nous replier en territoire israélien.

Le second changement concerne l'emploi de l'aviation au lieu d'ouvrir la campagne par le bombardement des terrains égyptiens, elle se bornera, pendant les deux premiers jours, à assurer le soutien des troupes au sol et la protection de notre espace aérien. Cette modification est elle aussi destinée à renforcer l'impression que nous sommes engagés dans une action de représailles limitée et non pas dans une guerre ouverte.

Se fier à mes hypothèses présente évidemment des risques si l'aviation égyptienne réagit à la prise de Mitla en bombardant nos villes, nous paierons très cher de n'avoir ni profité de la surprise, ni détruit les avions ennemis alors qu'ils étaient encore au sol.

Mais, à mon avis, cela ne se produira que si les Egyptiens obtiennent des renseignements sur nos plans. Dans des circonstances normales, je doute que la première nuit de notre action, le G.Q.G. du Caire ait la moindre idée précise de ce qui se passe. Il recevra, certes, des informations envoyées par les unités attaquées sur la frontière israélienne, mais

elles lui signaleront la présence de bataillons et de brigades, même si elles n'ont en face d'elles que des sections et des pelotons, et il a l'habitude des fausses alertes. C'est seulement le lendemain matin, quand les alarmes se seront révélées justifiées, qu'il étudiera la manière de réagir. Il n'hésitera certainement pas à lancer toutes ses troupes contre les unités israéliennes qui auront pénétré dans son territoire, mais je ne crois pas qu'il se hâtera d'envoyer ses avions bombarder Tel Aviv.

Il est presque sûr que le premier jour les engagements seront limités à l'axe Nakhl-Mtila, secteur où nos troupes auront envahi le Sinaï. L'entrée en action des forces britanniques et françaises est attendue pour le jour suivant, à l'aube. Si elle a bien lieu, nous serons alors en mesure de poursuivre nos opérations dans deux directions d'une part continuer l'avance vers le sud et Sharm el-Sheikh, d'autre part déclencher une offensive au nord, contre Rafah et El Arish. Cependant, si les choses tournent mal, si pour une raison ou une autre nous sommes obligés de mettre fin à la campagne, nous évacuerons notre unité de Mitla par l'axe Nakhl-Thamad, qui sera alors sous notre contrôle, en prétendant qu'il ne s'agissait que d'une action de représailles et que nos troupes sont rentrées chez elles après l'avoir effectuée.

26 octobre.

Hier soir, conférence de l'Etat-major général au grand complet. Si tout se déroule comme prévu, ce sera la dernière avant l'ouverture de la campagne. Les ordres ont déjà été donnés individuellement à

chaque unité par le bureau des Opérations et cette réunion générale a pour but essentiel d'éclairer le contexte politique ainsi que ses incidences.

Sujet compliqué. Je ne peux transmettre toutes les informations dont je dispose, ni expliquer toutes celles que je transmets, mais enfin l'ambiance a été bonne ; nous avons tous essayé de dominer notre énervement et nos appréhensions.

Sur nos relations avec les forces anglo-françaises, j'ai dit que si nos prévisions sont confirmées et si elles attaquent bien l'Egypte, nous nous comporterons comme le cycliste qui grimpe une côte et qui, voyant passer un camion, s'y accroche aussitôt. Nous essaierons d'obtenir le maximum d'aide, sans lâcher le véhicule et en exploitant ses mouvements autant que faire se pourra ; c'est seulement quand les routes bifurqueront que nous le lâcherons pour poursuivre la nôtre avec nos seules ressources.

Cette image a provoqué les objections auxquelles on pouvait s'attendre ne risquons-nous pas d'être écrasés sous les roues, ou entraînés dans une direction où nous n'aurions pas souhaité aller ? Je n'ai peut-être pas choisi la comparaison la plus exacte, mais enfin ils ont bien compris la situation.

Quelqu'un a demandé si nous avions l'intention d'occuper le Sinaï, ou de nous retirer éventuellement. Tout ce que j'ai pu dire, c'est que notre première tâche était de prendre la péninsule dans son entier « de manière que si nous devons partir, nous ayons au moins une base de départ ».

A la fin de la réunion, j'ai profité de la bonne atmosphère qui régnait pour aborder le problème des rapports entre le G.Q.G. et les unités combattantes. Il nous faut tous éviter de donner à celles-ci l'impres-

sion que l'Etat-major les accable de missions dépassant leurs possibilités et que les officiers confortablement retranchés à Tel Aviv ne se soucient pas de leur fournir les moyens de se battre. Or, au cours de l'année écoulée, l'armée a acquis un moral extrêmement élevé. D'après tout ce que j'ai pu constater, les chefs d'unité se plaignent au G.Q.G. non pas que leurs tâches sont trop lourdes, mais qu'elles sont trop légères, non pas d'avoir reçu moins de véhicules ou de renforts que les autres, mais de ne pas avoir été engagés dans telle ou telle action. Cet état d'esprit constitue un atout de première grandeur — il convient de l'entretenir et de le renforcer encore. Dans l'opération « Kadesh », les unités auront des missions difficiles et les revers sont inévitables. En pareil cas, certains officiers essaieront peut-être de rejeter le blâme sur l'inévitable bouc émissaire, le G.Q.G. S'ils le font, ils commettront une grave erreur. Il n'y a rien de plus facile que de se « défiler », mais le chef qui le fait détruit de ses propres mains son droit à demander et à obtenir de ses hommes un suprême effort pour atteindre les objectifs assignés.

Je n'ai pas donné d'exemples concrets, bien que, nous le sachions tous, le problème n'a rien de théorique et personne ne m'a confredit sur le fond. S'il nous fallait des illustrations, nous pourrions en trouver depuis la guerre d'indépendance jusqu'à l'affaire de Qalqilya.

Nous allons nous lancer dans la campagne du Sinaï après de nombreuses actions de représailles au cours desquelles l'armée est parvenue à un résultat notable. Ses petites unités sont désormais non seulement capables d'accomplir des missions difficiles et audacieuses, mais toutes prêtes à le faire. Nous

allons avoir besoin d'exploiter cet avantage à fond, encore que — je m'en rends parfaitement compte — la plupart des actions de représailles ont été exécutées par de petits groupes d'officiers et de soldats triés sur le volet, parachutistes surtout, alors que maintenant, c'est l'armée tout entière qui va être mise à l'épreuve. La question la plus grave est de savoir si nous ne nous trompons pas en attendant des troupes régulières et des réservistes qu'ils atteignent le même niveau de combativité que nos unités d'élite. J'espère qu'ils y parviendront et je ne doute pas que la clef de la situation soit entre les mains de leurs chefs.

Ce matin, rencontré d'abord le commandant en chef de l'aviation, puis celui de la marine. Après les entretiens, les directives suivantes ont été lancées

Directives du chef d'Etat-major concernant l'emploi de l'aviation dans l'opération « Kadesh », 26 octobre 1956.

1 — Lors d'une première phase, de J à J + 2 inclusivement, les tâches de l'aviation seront essentiellement défensives et ses actions déterminées par les mesures que prendra l'ennemi dans les airs. Pendant cette phase, l'intention est le limiter la guerre aérienne autant que faire se pourra, tout en empêchant l'intervention des appareils égyptiens contre les bases et la population civile en Israël.

A la lumière de ces préoccupations, trois types de mission peuvent devenir nécessaires, dans l'ordre de priorité suivant

a) Couverture et soutien aériens pour les forces

terrestres dans le Sinaï, au cas où l'ennemi limiterait son activité aérienne à la zone des combats.

b) Préparation à la défense éventuelle de l'espace aérien israélien et à la mise en action du système anti-aérien.

c) Attaque contre l'aviation et les terrains de l'ennemi, au cas où celui-ci étendrait ses opérations et attaquerait des objectifs en Israël.

2 — Au cours de la phase 2, à partir de J + 2, notre aviation concentrera ses forces sur les quatre fonctions suivantes

a) Soutien de nos forces terrestres.

b) Interception.

c) Protection de l'espace aérien israélien.

d) Action éventuelle contre les autres Etats arabes s'ils prennent part à la campagne.

3 — Pendant toute la période des combats, à partir de l'heure H, les forces aériennes joueront un rôle capital dans les transports elles seront chargées de lâcher et de débarquer les troupes, de parachuter du ravitaillement aux forces terrestres encerclées et en général d'assumer les missions de ravitaillement et d'évacuation.

Directives du chef d'Etat-major concernant l'emploi de la Marine dans l'opération « Kadesh
26 octobre 1956.

1 — Fournir ravitaillement et soutien sur les côtes de la mer Rouge (golfe d'Aqaba).

2 — Préparer des plans et tenir la marine prête à être utilisée au cas où la Syrie et le Liban prendraient part aux combats.

La Marine a été déçue de constater que ses tâches

ne comportaient pas d'opérations en Méditerranée, mais nous partons de l'idée que les bâtiments anglo-français immobiliseront la marine égyptienne et que nous devons faire intervenir les forces navales en mer Rouge. En outre, des activités de notre part en Méditerranée, sans coordination préalable avec les forces anglo-françaises, risqueraient de provoquer des incidents.

Pour que notre marine puisse agir dans le golfe d'Aqaba, il nous faut transporter nos péniches de débarquement par voie de terre jusqu'à Elath. L'opération ne pourra être faite qu'au moyen de véhicules spéciaux et elle exigera également des mesures exceptionnelles, à commencer par l'élargissement des virages en épingle à cheveux dans le défilé du Scorpion sur la grand-route Be'er Sheva-Elath, pour finir par la coupure des fils téléphoniques là où ils traversent la route à trop faible hauteur. Tout en écoutant ces détails, je me disais que notre histoire de bateaux sur remorques ne serait peut-être pas moins extraordinaire que *Le Marin à cheval* de Jack London.

Dans l'après-midi, déblayé toutes les questions qui ne se rapportent pas exclusivement à l'aspect opérationnel de la campagne et délégué mon autorité dans tous les domaines où, en temps normal, je suis seul à pouvoir l'exercer.

1 — Permission aux unités d'opérer au-delà des frontières israéliennes aux officiers généraux commandant les régions frontalières.

2 — Photographie aérienne et patrouilles au-delà des frontières : au chef du Service de Renseignements.

3 — Tout ce qui concerne la défense passive à son chef.

4 — Confirmation des jugements du Conseil de guerre à l'adjudant-général [1].

5 — Approbation des dépenses (sans restriction) au conseiller financier.

Le soir, conférence avec le bureau des Opérations. Le nom de code des opérations pour la prise du détroit de Tiran sera « Yotvata ».

Notre Service de Renseignements répand le bruit que l'armée iraqienne a pénétré en Jordanie, cela dans le cadre de notre plan pour donner l'impression que nos activités sont dirigées vers ces deux pays. (Aux Opérations, ils prétendent que le Renseignement travaille si bien qu'il commence à croire ses propres rumeurs !)

La Jordanie ira-t-elle au secours de l'Egypte ? La plupart d'entre nous le croient. Nous ne pouvons imaginer que son nouveau gouvernement pro-nassérien avec Nabulsi comme Premier ministre, Ali Abu Nawar comme chef d'Etat-major et qui vient de se joindre à l'alliance égypto-syrienne, veuille s'aliéner Le Caire. De toute manière, je me fonde sur l'hypothèse que la Jordanie commencera ses opérations contre nous à J + 2 ou 3 et nous avons préparé nos plans sur ce front en conséquence.

J'ai jeté un coup d'œil dans les bureaux voisins en quittant le mien après minuit. Dans l'un on s'affairait à préparer des commandes de traverses destinées au tronçon de voie ferrée à poser entre Tel Aviv et Gaza — si nous prenons la ville ; dans un autre on rédigeait des proclamations en arabe pour les habitants

1. Général dirigeant le service du personnel et l'administration générale de l'armée. (N. de la T.)

du Sinaï. C'est seulement avec tous ces emplois, dont j'ignorais jusqu'à l'existence, que l'on peut occuper une armée entière !

27 octobre.

Arrivée aujourd'hui des 200 camions 6X6 à traction avant envoyés par les Français. Ils sauvent la situation. 100 ont été attribués à la brigade parachutiste (202e) qui devra prendre l'axe de Nakhl et le suivre à travers le désert pour faire sa jonction avec ceux de ses hommes qui auront été lâchés à Mitla ; les 100 autres ont été envoyés à la 9e brigade qui a pour objectif Sharm el-Seikh en passant par l'oued qui longe la rive ouest du golfe d'Aqaba. Après les piètres résultats donnés par des réquisitions de véhicules civils, je ne sais ce que nous aurions fait si les camions français n'étaient pas arrivés.

Nous avons décidé que dès le premier soir (29 octobre) il fallait prendre les postes égyptiens sur la frontière pour nous permettre d'ouvrir nos principales voies d'accès. Ils sont situés à Nizzana, Quseima, Kuntilla et Ras en-Naqb. En conséquence et après approbation du ministre de la Défense, j'ai autorisé que l'on évacue de Nizzana les observateurs de l'O.N.U. Mieux vaut des protestations et des réclamations que le risque de les voir signaler nos mouvements de troupes.

Le chef de la défense passive suggère que nous ordonnions un blak-out dans nos principales villes la nuit du jour J, mais j'ai refusé. Cette mesure ne servirait qu'à susciter des soupçons et à faire monter la tension. Je m'en tiens à l'idée que les Egyptiens ne nous attaqueront pas les premiers jours, et accep-

teront notre version, en pensant que l'opération est simplement une action de représailles un peu plus importante que les autres. J'ai repoussé également la demande du même organisme qui aurait voulu que les titulaires d'occupations « essentielles ne soient pas mobilisés. La campagne sera si courte que l'économie ne risque absolument pas d'être paralysée ; inutile d'introduire toutes les dispositions complexes prévues pour une guerre prolongée. Cela ne s'applique pas, bien entendu, aux services de première nécessité comme la distribution d'électricité et d'eau ; le problème de leur personnel est pris en main par diverses commissions qui sont autorisées à exempter ceux qu'elles jugent indispensables.

Plus que deux jours avant le déclenchement des opérations. Demain inspection des blindés. C'est à eux que reviendra le rôle principal dans la déroute des forces égyptiennes.

28 octobre.

Conférence ce matin avec les services de l'adjudant-général pour faire le point sur la mobilisation des réserves. Pendant les deux premiers jours, nous avons évité les convocations d'urgence pour ne pas ameuter l'opinion publique. Mais les résultats ont été fort peu satisfaisants. En raison d'erreurs matérielles — fausses adresses, changements de domicile non signalés, etc. — de nombreux réservistes n'ont pas reçu leur feuille, surtout parmi les hommes des unités blindées. Au début, dans la 27e brigade par exemple, 50 % seulement se sont présentés. Un grand nombre d'entre eux étant originaires d'Europe orientale, leurs adresses sont restées écrites en hon-

grois, en roumain ou autres transcriptions et les porteurs chargés de remettre les ordres à domicile ont eu du mal à les déchiffrer. On a donc décidé avant-hier de recourir au système de la convocation d'urgence et la situation s'est considérablement améliorée. Le changement n'est pas seulement dû aux avantages techniques de la méthode d'ailleurs, mais aussi — surtout peut-être — à son effet psychologique. Tant qu'aucune mention n'était faite d'un état d'urgence, les réservistes pensaient qu'il s'agissait d'une vérification de routine concernant le plan de mobilisation ; mais quand ils se sont rendu compte que c'était un appel aux armes, ils ont afflué à leurs unités — même ceux qui n'avaient pas reçu leurs papiers. Il a suffi qu'un certain nombre d'entre eux aient été touchés et se soient présentés pour que le bruit s'en répande et que les autres se précipitent à leurs centres.

Nous voyons maintenant que sur un total de 100 000 hommes que nous nous proposons de mobiliser, 90 % rejoindront leur corps. La vérité, c'est que nous ne comptions pas sur une réponse aussi généreuse. Cette proportion élevée témoigne d'un élan volontaire qui est plus important encore que le résultat numérique.

En revanche, je suis moins satisfait de « l'esprit d'initiative » des commandants de région qui, malgré les instructions, se sont permis d'appeler plus d'hommes qu'il ne leur en avait été alloué. La Région Nord a dépassé son contingent de 2 000, le Centre de 1 500 et le Sud de 1 000.

Mais le problème crucial de la mobilisation, c'est celui des véhicules. L'ordre de réquisition avait été lancé pour 13.13 (le secrétaire qui a trouvé le moyen

d'inclure deux 13 dans le total ne devait pas être superstitieux !). Il semble que 60 % seulement aient été livrés. On a d'abord cru que les propriétaires répugnaient à confier leurs voitures à l'armée et tentaient d'esquiver l'ordre, mais rien n'a changé après l'intervention de la police civile et militaire. Les principales raisons de ce déchet sont la diversité et le mauvais état de notre parc automobile. Je ne sais si en quelque pays et en quelque temps que ce soit, une armée est jamais entrée en action avec un ramassis aussi hétéroclite de voitures ; il y en a de tous les types, de toutes les couleurs, de toutes les formes et de toutes les dimensions. Nathan Alterman (poète israélien des plus distingués qui tient une rubrique dans un hebdomadaire) pourrait écrire un magnifique article sur les fourgons de blanchisseur et les camions à margarine faisant leur entrée à Suez (s'ils y arrivent). Nous pouvons passer sur un coffre à outils qui manque ou des pneus usés, mais quand une voiture arrive avec une culasse fendue ou un arbre défectueux, elle ne vaut pas la peine d'être réquisitionnée. Je crains qu'en ce domaine nos estimations n'aient été trop optimistes et que nous ne nous retrouvions avec sensiblement moins de transports que nous ne prévoyions.

Pour justifier leur convocation, on a dit aux réservistes qu'un conflit était probable avec la Jordanie, en raison de l'entrée des forces iraqiennes sur son territoire et de sa participation au commandement mixte égypto-syrien. Cette explication concorde bien avec les nouvelles et articles publiés par la presse ces derniers jours et nous avons bon espoir de pouvoir camoufler les buts véritables de la mobilisation.

Malgré toutes les erreurs et les insuffisances, ce

sera un succès de première grandeur si nous parvenons à mettre sur le pied de guerre en une semaine tout l'appareil militaire destiné à l'opération du Sinaï et d'après les derniers rapports reçus aujourd'hui, il est clair que nous y parviendrons. Dans l'aviation, par exemple, la mobilisation des réservistes a été achevée en 43 heures.

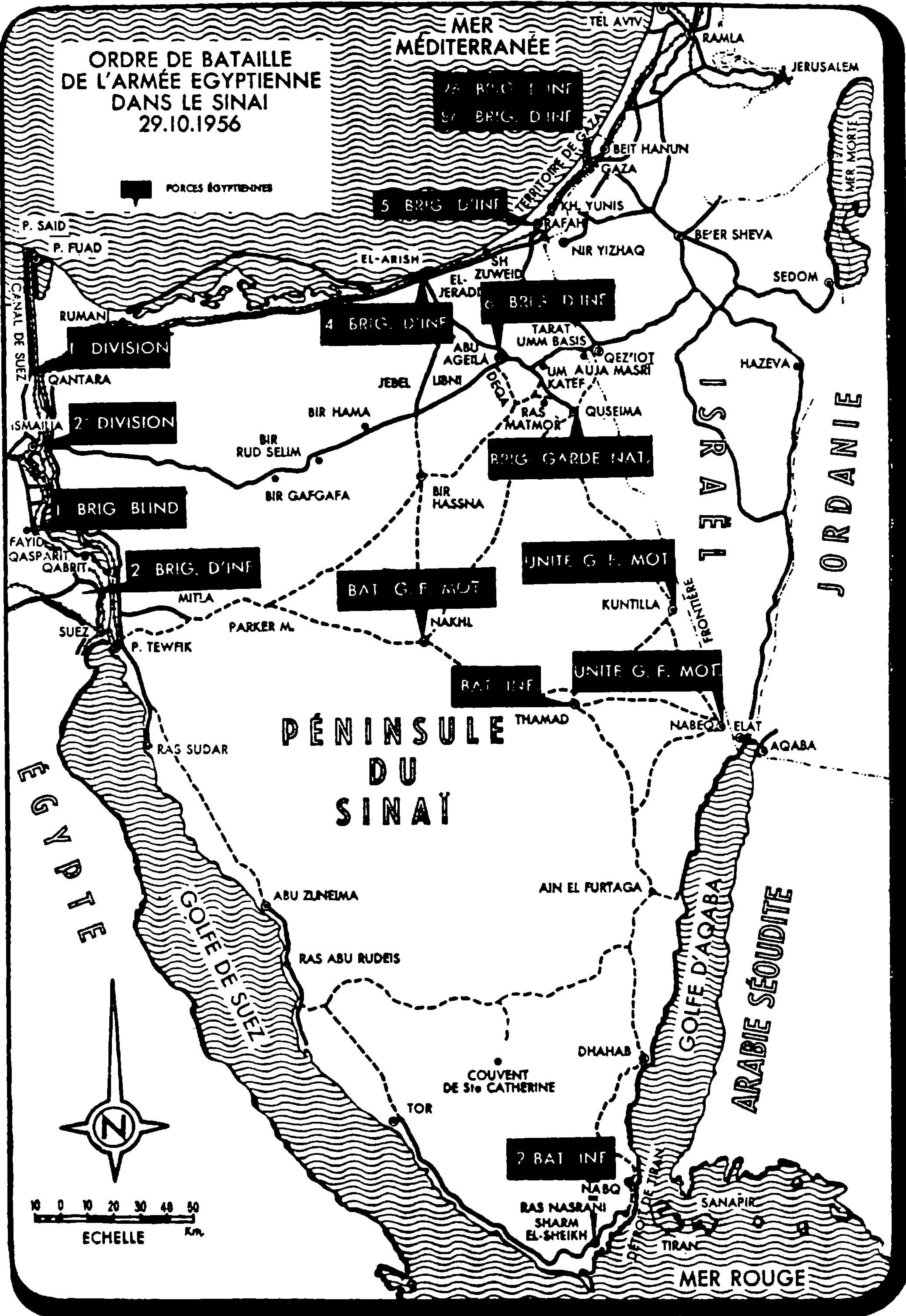
A la fin de la conférence avec l'Etat-major de l'adjudant-général, j'ai demandé que l'on me fournisse un rapport quotidien sur les progrès de l'appel dans les catégories suivantes infanterie, blindés, marine et train. Je n'arrive toujours pas à m'y reconnaître dans le labyrinthe des états d'effectifs réglementaires avec leurs abréviations, leurs initiales et leurs interminables pages de chiffres.

29 octobre.

Hier à 10.00, Ben Gourion a soumis la question de la campagne du Sinaï à l'examen et à la décision du gouvernement, qui a donné son approbation. Il a ensuite rencontré les représentants de l'opposition et les a informés de la résolution prise ; après quoi une déclaration officielle a été publiée pour expliquer la nécessité de convoquer les réservistes.

Elle indique qu'à la suite des activités arabes et de leurs desseins agressifs, un certain nombre de bataillons de réservistes ont été mobilisés « pour que nous ne soyons pas surpris par des attaques venant du sud, du nord ou de l'est et qu'il nous faudrait affronter avec des moyens de défense insuffisants ». L'annonce s'achève sur la note pathétique chère à nos premiers colons : « Non, il ne sommeille ni ne dort, celui qui garde Israël. » (Psaume 121, 14.)

Cette déclaration, essentiellement destinée au



ORDRE DE BATAILLE
DE L'ARMÉE EGYPTIENNE
DANS LE SINAI
29.10.1956
FORCES ÉGYPTIENNES
MER
MÉDITERRANÉE
TEL AVIV
RAMLA
JERUSALEM
MER MORTE
BEIT HANUN
GAZA
TERRITOIRE DE GAZA
KH. YUNIS
RAFAH
NIR YIZHAQ
BE'ER SHEVA
SEDOM
5 BRIG D'INF
P. SAID
P. FUAD
EL-ARISH
SH
ZUWEID
EL-
JERADI
4 BRIG. D'INF
RUMANI
1 DIVISION
CANAL DE SUEZ
QANTARA
ISMAILIA
2 DIVISION
TARAT
UMM BASIS
QEZ'IOT
ABU
AGEILA
UM
KATEF
AUJA MASRI
JEBEL
LIBNI
DEQA
RAS
MATMOR
QUSEIMA
HAZEVA
BIR HAMA
BIR
RUD SELIM
BRIG GARDE NAT.
BIR GAFGAFA
BIR
HASSNA
1 BRIG BLIND
FAYID
QASPARIT
QABRIT
2 BRIG. D'INF
UNITE G. F. MOT
BAT G. F. MOT
MITLA
KUNTILLA
FRONTIÈRE
ISRAËL
JORDANIE
SUEZ
PARKER M.
NAKHL
P. TEWFIK
BAT INF
UNITE G. F. MOT
THAMAD
NABEQ
ELAT
AQABA
RAS SUDAR
PÉNINSULE
DU
SINAÏ
ÉGYPTE
AIN EL FURTAGA
ABU ZUNEIMA
GOLFE DE SUEZ
GOLFE D'AQABA
ARABIE SÉOUDITE
RAS ABU RUDEIS
DHAHAB
COUVENT
DE Ste CATHERINE
TOR
N
2 BAT INF
NABQ
RAS NASRANI
SHARM
EL-SHEIKH
DETROIT DE TIRAN
SANAPIR
TIRAN
MER ROUGE
10 0 10 20 30 40 50
ECHELLE
Km.

public israélien, est beaucoup plus remarquable par ce qu'elle ne dit pas que par ce qu'elle dit : elle ne donne nullement l'assurance que la mobilisation sera de courte durée et ne contient rien qui puisse diminuer la tension et l'ambiance de veillée d'armes qui règnent dans le pays. Pour ce qui est des affaires étrangères, elle explique et condamne les intentions agressives des Etats arabes qui ont entraîné l'obligation de rappeler des réservistes, masque les buts véritables de la mobilisation et, conjointement avec les autres moyens employés, contribue à attirer l'attention sur la frontière jordanienne en tant que source de tension et théâtre probable d'engagements militaires.

Entre-temps, le Président des Etats-Unis nous a câblé un autre message. Comme dans le précédent (en date du 27 octobre) Eisenhower exprime l'inquiétude que lui inspire notre mobilisation. Dans les deux, il lie cette mesure à l'entrée de l'armée iraqienne en Jordanie et nous assure que, selon ses informations, aucune unité n'a franchi la frontière. Ben Gourion a insisté dans sa réponse sur les visées agressives de l'Egypte et n'a pas promis d'arrêter la mobilisation des réservistes comme le Président le demandait. Quand il a su qu'un second câble avait été envoyé, il s'est montré très inquiet, mais après l'avoir reçu et lu attentivement, il a été quelque peu rassuré. Les termes des deux messages sont généraux et peuvent être « avalés ». Le second contient la répétition, plus appuyée, de l'avertissement déjà donné dans le premier, demandant « qu'il n'y eût aucune initiative violente de la part de votre gouvernement qui pût mettre en danger la paix et l'*amitié* grandissante entre nos deux pays ».

En plus de ces messages, l'ambassadeur des Etats-Unis a annoncé qu'il avait reçu des instructions lui prescrivant d'évacuer immédiatement tous les ressortissants américains se trouvant en Israël (1 800 personnes environ). Nous lui avons promis notre aide. Il a dit que des instructions semblables avaient été données pour les ressortissants américains en Egypte, en Jordanie et en Syrie.

Un des problèmes politico-militaires qui exige une solution, c'est la déclaration que devra faire le porte-parole de l'armée. Il est évident que ce soir, aussitôt après le parachutage à Mitla, une annonce officielle est indispensable, ferme et menaçante, mais qui ne révèle rien de nos véritables intentions. Après bien des rédactions, corrections et remaniements, nous avons soumis le communiqué suivant à l'approbation de Ben Gourion : « Le porte-parole de l'armée annonce que les forces israéliennes ont pénétré à Ras en-Naqb et Kuntilla où elles ont attaqué les unités fedayin et pris des positions à l'ouest du carrefour de Nakhl dans le voisinage du canal de Suez. Cette action fait suite aux agressions armées de l'Egypte contre les transports israéliens par terre et par mer, destinées à provoquer des destructions et à empêcher les citoyens israéliens de vivre en paix. »

Nous avons trouvé Ben Gourion au lit avec 39°6 de fièvre. Il semble que ce soit la grippe, mais les fatigues et les tensions des dernières semaines ont aussi laissé des traces. Il continue cependant à travailler et quand je suis parti pour aller rejoindre en toute hâte mon poste de commandement (nous avons quitté les bâtiments du G.Q.G.) des membres du ministères des Affaires étrangères attendaient encore pour le voir.

La situation dans laquelle nous nous trouvons vis-à-vis des U.S.A. n'est ni simple ni agréable. Alors que nous éprouvons le désir et le besoin de maintenir des liens étroits avec eux, nous sommes dans la pénible obligation de leur dissimuler nos véritables intentions. Il est vrai que l'alternative, c'est l'abandon de toute réaction militaire et la résignation passive devant les activités hostiles des Arabes — blocus du golfe d'Aqaba, terrorisme fedayin, préparation d'une offensive contre Israël. Les U.S.A. s'opposent inflexiblement à toute action militaire de notre part et pourtant ils n'empêchent pas celles des Arabes contre nous — peut-être parce qu'ils ne le peuvent pas. En outre, ils refusent de nous fournir des armes, ce qui nous expose aux agressions des Arabes qui ont libre accès à la production du bloc soviétique.

L'absurdité de leur position dans les événements actuels du Moyen-Orient est également due au fait que leurs alliés, Grande-Bretagne et France, leur ont caché l'intention qu'ils ont d'attaquer l'Egypte. Dans son second message à Ben Gourion, le président Eisenhower déclare que, sur la base de la responsabilité conjointe des signataires de la déclaration tripartite du 25 mai 1950 (par laquelle les U.S.A., la Grande-Bretagne et la France garantissaient l'intégrité territoriale des Etats du Moyen-Orient), il est disposé à discuter le problème de la sécurité d'Israël avec la Grande-Bretagne et la France. D'après ses deux câbles, il ressort nettement qu'il croit d'une part que le conflit est imminent entre Israël et la Jordanie et d'autre part que la Grande-Bretagne et la France l'aideront à l'empêcher. Qu'il connaît mal la situation ! Dans tous ses aspects, la réalité est à

l'opposé de ce qu'il s'imagine. L'arène n'est pas la Jordanie mais l'Egypte ; quant à la France et à la Grande-Bretagne, elles se trouveront selon toutes probabilités dans le camp d'Israël contre l'opposition américaine.

Mais à mon sens, il y a là plus qu'une simple ignorance des faits. La raison essentielle de la stérilité dont est frappée la position des Américains à l'égard d'Israël, c'est qu'ils n'ont aucune solution spécifique à proposer pour les problèmes qui nous assaillent de façon si aiguë. Je ne sais si cela provient de quelque indifférence politique ou de toute autre cause, mais j'ai été frappé par le vide des phrases du Président dans ses deux messages « Seule une attitude pacifique et modérée améliorera véritablement la situation » — et sans doute pour apaiser nos craintes « J'ai donné des instructions afin que nos appréhensions soient transmises aux autres pays du Moyen-Orient, demandant instamment qu'ils s'abstiennent de toute action conduisant à des hostilités. » Quel élément de réalité peuvent encore contenir des formules aussi usées, quel effet pratique peuvent-elles avoir sur le terrorisme des fedayin, le blocus de la navigation israélienne dans le canal de Suez et le golfe d'Aqaba, ou le pacte militaire syro-jordanien ?

Je suis de plus en plus convaincu que la force principale des U.S.A., quand ils cherchent à influencer le cours des événements au Moyen-Orient — à moins bien entendu d'utiliser leur puissance militaire — réside dans la pression qu'ils exercent sur nous et non pas du tout dans les solutions qu'ils peuvent proposer pour nos problèmes avec les Etats arabes voisins.

Au poste de commandement, la tension était extrême. Elle ne s'exprimait ni par des cris, ni par des vociférations. Au contraire, chacun parlait presque à voix basse et se déplaçait comme s'il tenait des piles de verres à sept étages. Mais les expressions montraient bien à quoi nous pensions — ce soir, nous lançons la campagne !

Dans la mesure où j'en peux juger, il me semble que toute la nation est en faveur de cette opération, bien que rien ne soit plus loin d'elle, plus étranger à son esprit que des ambitions militaristes. Les hommes qui se sont présentés à leur unité sans avoir été convoqués sont ces mêmes idéalistes qui ont fondé moschavim [1] et kibbutzim [2] dans le dessein d'édifier une société juste sur la base d'une vie simple consacrée au travail manuel. Pour tous ceux qui prendront part à cette campagne, les motifs déterminants sont les mêmes que ceux qui ont inspiré les efforts des trois dernières générations afin de restaurer la nation juive en Israël. Le public sent que cette opération « Kadesh » — bien que le nom n'en soit pas encore connu — est directement liée à des épisodes tels que le débarquement d'immigrants « illégaux » malgré l'interdiction de Bevin et l'établissement de kibbutzim dans le Neguev malgré les restrictions du Livre Blanc pendant la période du mandat.

Parmi les officiers supérieurs, beaucoup estiment en outre que l'occasion est venue de « régler les comptes », que le jour « tant attendu » est arrivé

1. Coopératives agricoles. (N. de la T.)
2. Centres d'exploitation agricoles organisés sur une base strictement communautaire, dont les membres ne possèdent aucun bien personnel. (N. de la T.)

où ils pourront enfin se libérer d'une partie de l'amertume accumulée pendant les huit ans écoulés depuis la création de notre Etat, huit ans de menaces arabes contre notre existence même, accompagnées des manifestations d'un terrorisme et d'une hostilité sans rémission. Au cours de ces dernières semaines, patrouilles, reconnaissances aériennes, élaboration des plans, préparatifs de toutes sortes se sont multipliés dans un tourbillon d'activité et pourtant la plupart de nos officiers ne croyaient pas vraiment que nous irions jusqu'au bout. Tous nous avons pensé qu'au dernier moment, comme toujours, des instructions venues d'en haut annonceraient que la campagne était décommandée ou, selon la formule habituelle, « remise à une date indéterminée ».

Quant à moi, mon état d'esprit était un peu différent et je me suis fait souvent l'impression d'évoluer en vêtements de travail au milieu de célébrants aux riches ornements. Ce n'était pas seulement le fait de mon caractère positif. La vérité, c'est que pour moi le moment décisif est déjà passé, le moment où, hésitations et doutes dissipés, j'ai pris la décision de déclencher la campagne. Cela s'est produit le 25, il y a quatre jours. Pourtant, même maintenant, je ne suis pas certain que nous pourrons mener l'affaire jusqu'à son terme. Je sais trop combien sont complexes les circonstances politiques dans lesquelles Israël lance son opération « Kadesh » et je me rends compte qu'à tout instant le ministre de la Défense peut m'informer qu'en raison de la situation il est devenu nécessaire de cesser le combat.

V

LA CAMPAGNE S'OUVRE

30 octobre.

Quatre actions ont été prévues pour la première nuit de la campagne (29/30 octobre) Mitla, Ras en-Naqb, Kuntilla et Quseima. La première a commencé à 17.00 (16.59 pour être précis) par le parachutage de 395 hommes au défilé de Mitla.

Indépendamment de son rôle opérationnel direct dans la campagne — contrôle du croisement des routes Nakhl-Suez et Ismaïlia-Tor — cette action était aussi un test pour nos plans qui visaient à leurrer et à surprendre l'Etat-major égyptien.

Le parachutage s'est déroulé presque sans incident : 13 blessés légers. L'unité avait décollé à 15.20 dans 16 Dakotas volant en quatre formations transportant chacune une compagnie.

Ce que nous redoutions, c'est que ces appareils fussent repérés par les Egyptiens et attaqués par leurs chasseurs. Très lents, chargés chacun de 25 hommes avec tout leur équipement, ils eussent constitué des cibles à peu près sans défense pour les Migs ennemis.

En outre, la zone de parachutage était pratiquement sous le nez des Egyptiens — à 70 km de leur terrain de Qabrit — et à des centaines de kilomètres de nos propres bases aériennes. Pour échapper aux radars ennemis, les Dakotas ont volé à une altitude de 150 mètres seulement, ne montant à 450 qu'au moment où ils approchaient du but. 10 Meteors assuraient le soutien rapproché, tandis que 12 Mystères patrouillaient le long du canal afin d'intercepter tout avion égyptien décollant pour aller attaquer nos appareils.

Les Dakotas ont atteint Mitla et parachuté le bataillon sans rencontrer un seul avion ennemi ; mais, quand nos Mystères sont passés au-dessus du terrain de Qabrit, ils ont bien entendu été repérés pourtant la seule réaction des Egyptiens a été de disperser leurs appareils au sol. Une fois nos Dakotas revenus sains et saufs à leur base, nous avons respiré. Nul d'entre nous ne pouvait être absolument certain qu'aucun renseignement n'était parvenu aux Egyptiens et qu'ils ne soupçonnaient rien de nos véritables intentions, aussi voyions-nous déjà nos avions de transport se traîner lourdement, péniblement au milieu d'une nuée de chasseurs rameutés des terrains avoisinant Mitla et qui les décimaient.

Il apparaît, d'après les rapports, que les pilotes ont fait une erreur et lâché les troupes à 5 km environ dans l'est de la zone désignée — ce qui a été rectifié par une marche de deux heures. A 19.30 l'unité était en position à l'endroit désigné, le Parker Memorial (monument élevé à la mémoire du colonel A. C. Parker, gouverneur britannique du Sinaï de 1910 à 1923), et à 21.00 du matériel complémentaire leur était parachuté comme prévu huit jeeps, quatre

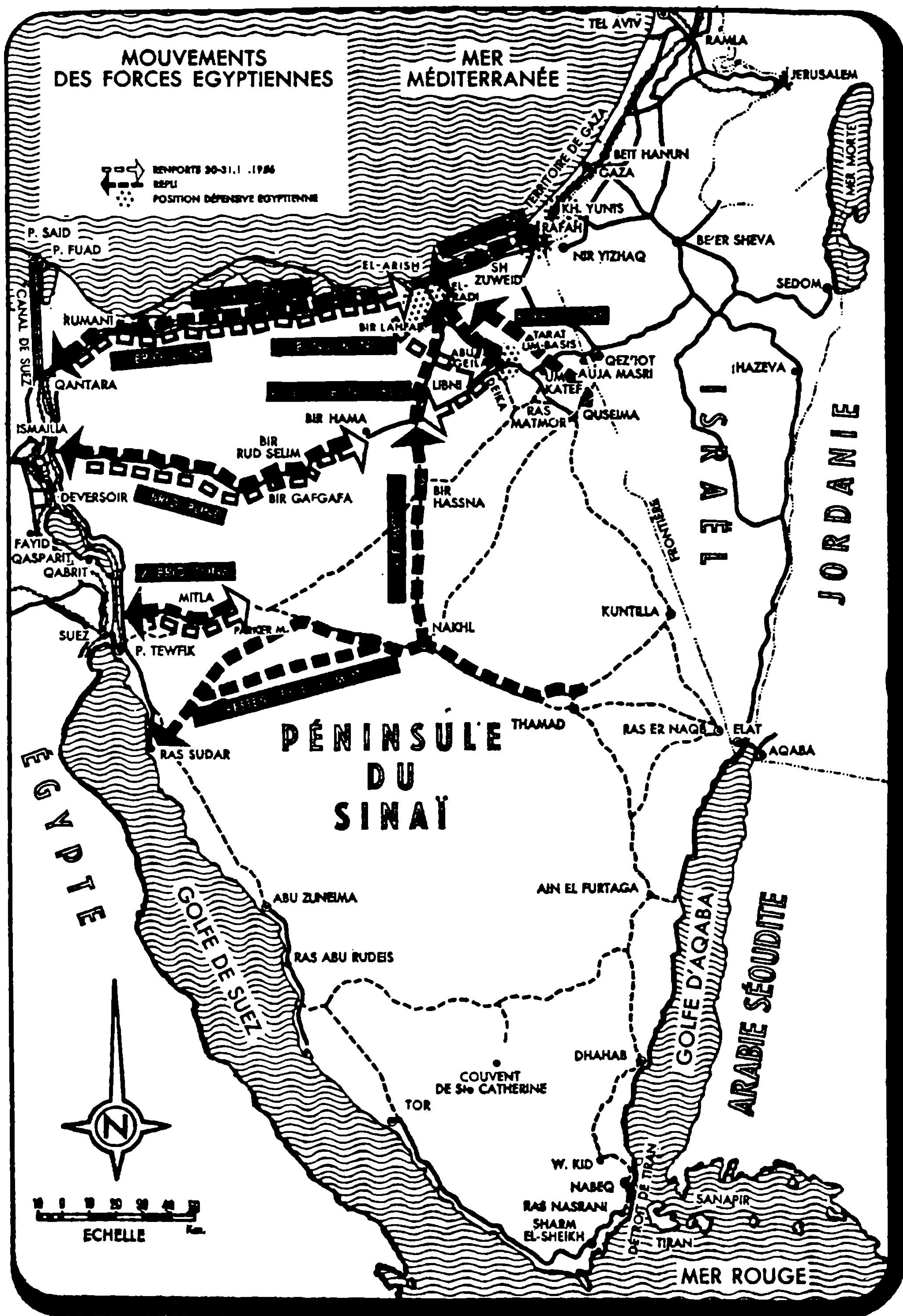
canons de 106 sans recul, deux mortiers de 120, des munitions et de l'équipement.

Un peu auparavant, leurs éclaireurs avaient rencontré deux véhicules égyptiens ; l'un d'eux a été détruit, mais l'autre a pu s'échapper et repartir dans la direction de Nakhl.

Il n'est pas sûr que le saillant où les parachutistes se sont retranchés soit le meilleur emplacement. Notre premier plan prévoyait un saut à l'extrémité ouest du défilé de Mitla ; mais des photographies aériennes prises le 6 octobre y ont révélé la présence de seize baraquements et d'autres ont montré la veille de l'opération, le 28, qu'il y avait également vingt-trois tentes et divers véhicules. Sans que nous puissions savoir au juste ce que cela signifie, nous avons décidé de changer l'objectif et de prendre le saillant du Parker Memorial, situé à l'extrémité est du passage. Soit dit en passant, pour des raisons qui n'ont pas été tirées au clair, les résultats de la première reconnaissance aérienne du 6 n'ont pas été transmis à la brigade elle n'en a eu connaissance qu'après la seconde et c'est à ce moment seulement, donc la veille de l'opération, qu'il a été décidé de changer la zone de parachutage.

Maintenant l'unité s'est retranchée tout près du monument et je lui ai donné l'ordre, ce soir, de ne pas faire mouvement vers l'ouest. A ce stade, nous n'avons aucun intérêt à provoquer davantage les Egyptiens et à étendre nos activités militaires ; il nous faut essayer de passer les 24 heures qui viennent sans nouvel engagement.

La clef de la situation, au cours des prochaines 24 heures, c'est l'équilibre des forces aériennes. Les


MOUVEMENTS
DES FORCES EGYPTIENNES
MER
MÉDITERRANÉE
RENFORTS
REPLI
POSITION DÉFENSIVE EGYPTIENNE
TEL AVIV
RAMLA
JERUSALEM
MER MORTE
TERRITOIRE DE GAZA
BEIT HANUN
GAZA
KH. YUNIS
RAFAH
NIR YIZHAQ
BE'ER SHEVA
SEDOM
P. SAID
P. FUAD
CANAL DE SUEZ
EL-ARISH
SH
ZUWEID
EL-
RADI
RUMANI
BIR LAHFAN
TARAT
UM-BASIS
QEZ'IOT
ABU
AGEILA
UM
KATEF
AUJA MASRI
QANTARA
LIBNI
REIKA
RAS
MATMOR
QUSEIMA
HAZEVA
ISMAILIA
BIR HAMA
BIR
RUD SELIM
BIR
HASSNA
DEVERSOIR
BIR GAFGAFA
FAYID
QASPARIT
QABRIT
MITLA
PARKER M.
NAKHL
KUNTILLA
SUEZ
P. TEWFIK
FRONTIÈRE
ISRAEL
JORDANIE
THAMAD
RAS ER NAQB
ELAT
AQABA
PÉNINSULE
DU
SINAÏ
RAS SUDAR
ÉGYPTE
ABU ZUNEIMA
AIN EL FURTAGA
RAS ABU RUDEIS
GOLFE DE SUEZ
GOLFE D'AQABA
ARABIE SÉOUDITE
DHAHAB
COUVENT
DE Ste CATHERINE
TOR
N
W. KID
NABEQ
RAS NASRANI
SHARM
EL-SHEIKH
DÉTROIT DE TIRAN
SANAPIR
TIRAN
MER ROUGE
10 0 10 20 30 40 50
ECHELLE
Km.

comparer n'est pas chose facile. D'une part nos modèles d'avions ne sont pas les mêmes que ceux des Egyptiens, chacun ayant ses avantages et ses inconvénients dans des circonstances déterminées. D'autre part, la distance entre les terrains et les zones de combat a une importance cruciale et cette distance est beaucoup plus courte pour l'ennemi. Mitla n'est qu'à cinq minutes de vol au maximum de leurs aérodromes, à 21 minutes de notre base la plus proche. Cela signifie que nos appareils ne peuvent survoler cette région que pendant 10 minutes environ avant de manquer de carburant. A ces considérations, on doit ajouter l'habileté comparable des pilotes, le rayon d'action des radars, l'entretien des appareils, le niveau technique du personnel et du matériel au sol, et plusieurs autres facteurs qui déterminent dans une large mesure la qualité de l'action aérienne.

L'aviation égyptienne est composée exclusivement d'appareils à réaction, alors que la nôtre compte encore une proportion considérable d'appareils à hélice. A notre connaissance, ils ont reçu des Russes environ 200 chasseurs Mig 15 et une cinquantaine de bombardiers Ilyouchine 28. La question est de savoir combien d'entre eux sont organisés en groupes opérationnels avec pilotes entraînés et personnel au sol. En suivant leurs vols, nous avons identifié jusqu'à maintenant 8 groupes de chasseurs à réaction, 4 de Migs 15, 4 de Meteors et Vampires, chacun comprenant 15 à 24 appareils.

Que pouvons-nous leur opposer au Sinaï ? Cinq groupes de chasseurs à réaction, soit au total 79 appareils — 37 Mystères, 42 Meteors et Ouragans. Quant aux bombardiers, nous avons deux B-17 à hélice

contre 30 à 60 Ilyouchine 28 — deux groupes. Je sais que dans toutes les armées européennes, les avions à hélice ont été envoyés à la ferraille, mais nous utiliserons les nôtres. Nous en avons 64 — 28 Mustangs, 13 Mosquitos, 21 Harvards et les 2 B-17. Donc, en additionnant « les lapins et les chameaux », nous disposons de 143 appareils en tout — dont presque la moitié à hélice — contre les 150 à 250 égyptiens, tous à réaction.

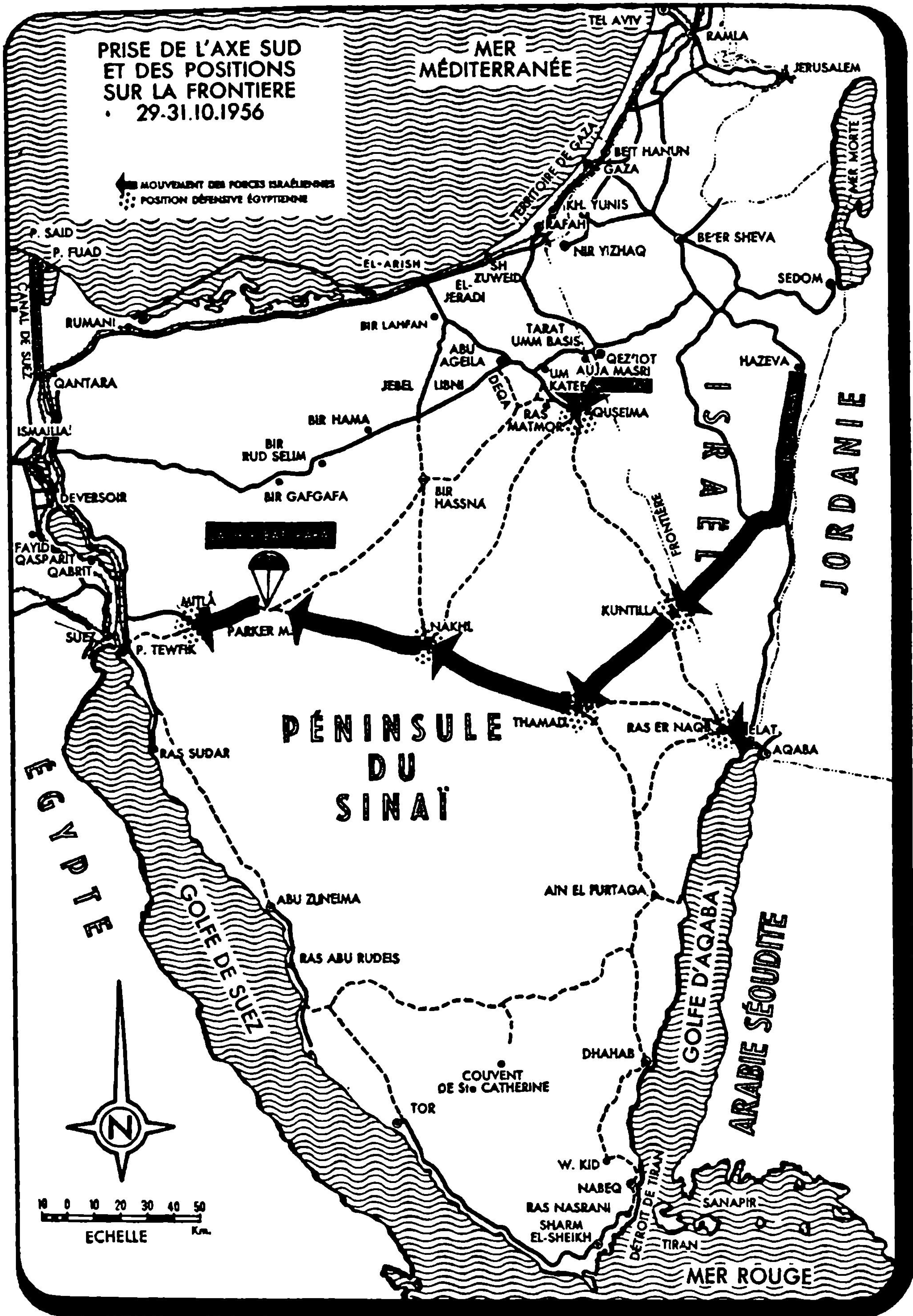
Le commandant de nos forces aériennes prétend que ces chiffres sont encore trop optimistes et ne donnent pas une idée exacte de la situation. Selon lui, sur nos 37 Mystères, 14 seulement sont utilisables et même eux n'ont que des canons de 30 mm, car nous n'avons encore reçu ni roquettes, ni bombes pour eux. En outre, la plupart de nos pilotes sont novices non seulement ils n'ont jamais été en action, mais leur entraînement n'est même pas achevé. Nous avons commencé à recevoir les Mystères, nos meilleurs appareils, qu'en avril, et la plupart d'entre eux ne sont arrivés qu'en août — il y a juste deux mois. Je suis persuadé que ces chiffres et ces estimations sont exacts, mais quand on inspecte les bases et que l'on parle aux hommes, on ne trouve aucun point de ressemblance entre le tableau décourageant qui ressort des études statistiques et le moral à toute épreuve, la confiance et l'allant des pilotes. Au reste, ce sont les combats en plein ciel qui départageront et non pas des comparaisons de listes et de chiffres faites dans un bureau en action les facteurs déterminants seront l'esprit de sacrifice et la valeur professionnelle.

Ce soir à 22.30, le premier bataillon de la colonne

mobile (202e brigade parachutiste) a atteint le Parker Memorial et fait sa jonction avec le bataillon parachuté. Le reste des unités de la brigade les rejoindra dans les heures qui suivent. Il leur aura fallu 28 heures pour s'ouvrir l'axe routier de Nakhl, long de 300 km dont 200 en territoire égyptien. Le plan prévoyait 24 à 36 heures pour l'opération.

Pour le protéger les Egyptiens ont stationné des troupes dans trois points d'appui Kuntilla, sur la frontière israélienne, Thamad et Nakhl. La première localité a été trouvée déserte, car ses défenseurs (un peloton environ) s'étaient repliés sur Thamad dès qu'ils avaient vu approcher nos hommes. (Le rapport que j'ai reçu est ainsi rédigé « Quand les troupes égyptiennes de Kuntilla ont vu notre colonne faire mouvement dans leur direction, elles ont envoyé un rapport à l'arrière et l'ont immédiatement suivi. ») Il n'y a eu de combat qu'à Thamad, car à Nakhl également les Egyptiens ont pris la fuite dès les premiers coups de feu. Il semble que, de toutes les difficultés rencontrées par la brigade dans son avance, la prise des positions égyptiennes ait été de loin la moindre.

Les principaux problèmes ont été d'ordre logistique et technique, le plus grave étant le manque de véhicules adaptés aux conditions du désert. On lui avait d'abord promis 153 camions 6×6 ; 24 heures avant l'heure H, on l'a prévenue qu'elle allait en toucher 90 et finalement elle est entrée en action avec 46. Elle n'est pas mieux lotie pour le matériel auxiliaire. Au lieu des 5 ambulances qu'elle attendait, elle en a eu une et au lieu de 4 remorqueurs de chars, un seul. Ses éléments du génie n'avaient ni grillage, ni lattes métalliques pour les passages difficiles et dans


PRISE DE L'AXE SUD
ET DES POSITIONS
SUR LA FRONTIERE
29-31.10.1956
MOUVEMENT DES FORCES ISRAÉLIENNES
POSITION DÉFENSIVE ÉGYPTIENNE
MER MÉDITERRANÉE
TEL AVIV
RAMLA
JERUSALEM
MER MORTE
TERRITOIRE DE GAZA
BEIT HANUN
GAZA
KH. YUNIS
RAFAH
NIR YIZHAQ
BE'ER SHEVA
SEDOM
P. SAID
P. FUAD
EL-ARISH
SH ZUWEID
EL-JERADI
CANAL DE SUEZ
RUMANI
BIR LAHFAN
TARAT UMM BASIS
QEZ'IOT
AUJA MASRI
UM KATEF
ABU AGEILA
QANTARA
JEBEL LIBNI
DEQA
RAS MATMOR
QUSEIMA
HAZEVA
ISRAEL
JORDANIE
ISMAILIA
BIR HAMA
BIR RUD SELIM
BIR GAFGAFA
BIR HASSNA
DEVERSOIR
FRONTIÈRE
FAYID
QASPARIT
QABRIT
MITLA
PARKER M.
NAKHL
KUNTILLA
SUEZ
P. TEWFIK
THAMAD
RAS ER NAQB
ELAT
AQABA
PÉNINSULE DU SINAÏ
RAS SUDAR
ÉGYPTE
GOLFE DE SUEZ
ABU ZUNEIMA
AIN EL FURTAGA
RAS ABU RUDEIS
GOLFE D'AQABA
ARABIE SÉOUDITE
DHAHAB
COUVENT DE Ste CATHERINE
TOR
N
W. KID
NABEQ
DÉTROIT DE TIRAN
RAS NASRANI
SHARM EL-SHEIKH
SANAPIR
TIRAN
10 0 10 20 30 40 50
ECHELLE
Km.
MER ROUGE

toute la colonne pas une clef ne s'adaptait aux écrous des roues pour les véhicules à traction avant, si bien que tout camion ayant un pneu crevé devait être abandonné.

Pour ne pas dévoiler nos intentions, le point de concentration assigné à la brigade était Ein-Hussub, sur la frontière jordanienne et c'est de là qu'elle est partie avec un retard de quatre heures, encore bien loin d'être complètement organisée. Mais l'heure H approchait et elle ne pouvait tarder davantage. La colonne a couvert en neuf heures la distance de plus de 100 km à travers le désert du Negev de la frontière est à la frontière ouest d'Israël, atteignant sa ligne de départ aux confins de l'Egypte, presque à l'heure fixée (une demi-heure de retard seulement). Mais cette partie de l'itinéraire a déjà prélevé un lourd tribut sur les véhicules certains se sont ensablés, d'autres sont tombés en panne et beaucoup ont dû être abandonnés, surtout ceux qui n'étaient pas à traction avant. Quant aux chars, sur les 13 partis d'Ein-Hussub, 7 seulement sont parvenus jusqu'à Kuntilla. Néanmoins, le commandant de la brigade ne s'est pas laissé détourner de son but par ces difficultés et contretemps inattendus avec ou sans véhicules, la colonne a poursuivi son avance et, trouvant Kuntilla vide de troupes ennemies, a poussé en direction de Thamad. Cette localité était tenue par plus de deux compagnies et la topographie — saillant rocheux dominant la région environnante — lui fournissait des défenses naturelles. Nous avons lancé notre attaque à 06.00. Couverts par le tir direct de deux chars, nos parachutistes montés sur deux half-tracks, ont pris la position ennemie d'assaut. (Les difficultés de mouvement dans ces terrains pourris

sont bien illustrées par le fait que sur les 13 chars mis à la disposition de la brigade et dont 7 avaient atteint Kuntilla, 3 seulement sont arrivés à temps pour prendre part à l'attaque du principal point d'appui ennemi sur l'axe et sur ces 3, l'un s'est retourné, si bien qu'en fin de compte il n'y en a eu que 2 engagés dans le combat.)

Le soleil est venu à l'aide de nos hommes. Il était derrière eux et aveuglait les défenseurs égyptiens, gênés en outre par la fumée et la poussière de nos half-tracks et de nos chars qui faisaient comme un écran à la colonne. Au bout de quarante minutes de combat, la position était entre nos mains. Il est intéressant de noter que les défenses de Thamad étaient très bien préparées fossés, champs de mines, mitrailleuses lourdes et canons sans recul. Nous avons eu 4 tués et 6 blessés ; les Egyptiens plus de 50 tués.

L'attaque contre Nakhl a commencé à 17.00. Le groupement (composé de deux compagnies d'infanterie appuyées par deux compagnies d'artillerie et deux chars parvenus à les rattraper) qui avait mission de prendre la place, a dépassé Thamad, avant même que l'ennemi en eût été délogé, et poursuivi sa progression. L'engagement n'a duré que 20 minutes. A 17.20 les deux compagnies égyptiennes qui défendaient la position s'enfuyaient en laissant derrière elles de nombreux blessés et 56 tués. Un autre rapport nous indique que pendant la matinée 4 Migs ennemis ont attaqué Thamad par deux fois après sa prise — blessant trois de nos hommes.

Nous ne connaissons pas l'importance exacte des forces qui ont déjà fait leur jonction et qui vont la faire pendant la nuit avec l'unité à Mitla. L'effectif total de la brigade est de 2 500 hommes, mais une

partie restera sans aucun doute en arrière jusqu'à nouvel ordre pour protéger l'axe et tenir Kuntilla, Thamad et Nakhl. La situation n'est pas claire non plus en ce qui concerne les véhicules. Pour le moment, deux tiers environ des camions de la brigade sont en panne le long de la route, mais j'espère que la plupart pourront être remorqués et remis en état de marche rapidement.

En fait, la force réelle des unités de parachutistes ne tient ni à leurs chars, ni à leur artillerie, ni à leurs véhicules, mais à leurs hommes et jusqu'à présent quelques-uns seulement ont été mis hors de combat. En outre, leurs rangs ne cessent d'être grossis par l'arrivée de réservistes qui n'ont pas reçu leur ordre de mobilisation à temps, ainsi que par des hommes qui se trouvaient à l'hôpital ou à l'entraînement et qui sont parvenus à rejoindre leurs camarades, parfois par des voies bien étranges. Malgré toutes les anicroches, les erreurs et les difficultés — inévitables dans certains cas, mais pas dans tous — le fait essentiel demeure que la colonne mobile du gros de nos forces est parvenue à percer, à franchir l'axe et à faire sa jonction avec son unité de parachutistes, cela dans les limites de temps imparties et avec des pertes très légères.

La position de Ras en-Naqb, sur la frontière sud, a également été prise la nuit dernière comme prévu. Selon nos renseignements, elle était tenue par deux sections mobiles égyptiennes appuyées par des patrouilles d'un bataillon de gardes-frontières motorisé. L'opération a été exécutée par les troupes de la région d'Elat, renforcées par trois compagnies de la 9e brigade. Hier, au coucher du soleil, une compagnie de reconnaissance partie d'Elat a pénétré dans

le Sinaï par une voie détournée, empruntant la « Montée des Eclaireurs » et la « Vallée de la Lune », pour s'emparer du carrefour routier Ras en-Naqb-Thamad-Kuntilla-Sharm el-Sheikh.

A 21.00, les sapeurs ont ouvert un passage dans les champs de mines et dégagé un chemin depuis Ein-Netafin jusqu'à la position égyptienne. Au moment où notre compagnie approchait du poste ennemi, elle a entendu un unique coup de feu et quand elle a pénétré dans le fort, elle l'a trouvé vide.

Avant l'aube, trois Land-Rovers égyptiennes qui se dirigeaient vers le carrefour ont été repérées par notre unité de reconnaissance qui a ouvert le feu l'une d'elles a été atteinte et abandonnée mais les deux autres ont pu s'échapper.

Je présume que quand le chef de l'opération a signalé « C'était fantastique », il faisait allusion non pas au comportement des Egyptiens, mais aux paysages. Dans tout le désert du Negev, il n'y a pas de région où ils soient plus impressionnants qu'autour du golfe d'Elat. L'imagination la plus débordante ne pourrait rêver union plus heureuse de mer, de désert lisse et de promontoires granitiques éclaboussés de couleurs à la Chagall.

Aux premières heures de la matinée, Quseima a été prise par la 4ᵉ brigade. Nous avons eu 4 tués et 36 blessés. Chez l'ennemi 45 tués et 370 prisonniers dont les blessés.

La localité était tenue par deux bataillons de la garde nationale et une compagnie de reconnaissance (probablement de la formation des gardes-frontières motorisés). En outre, une compagnie du 17ᵉ bataillon

égyptien tenait le saillant de Ras-Matmor, qui faisait partie du périmètre défensif.

Notre 4ᵉ brigade qui est composée de réservistes a connu toutes les difficultés inhérentes à l'envoi précipité au feu d'une unité mobilisée à la hâte. Leurs convocations, pour une raison mal définie, ne les ont touchés qu'avec beaucoup de retard et ils n'ont eu que 48 heures pour se rassembler et s'organiser au lieu des 72 prévues. Le nombre des porteurs disponibles pour distribuer les ordres a été très insuffisant si bien que toutes les feuilles n'ont pas atteint leur destinataire à temps et même celles qui l'ont fait sont arrivées à une mauvaise heure, alors que beaucoup de réservistes n'étaient pas chez eux. Il est vrai qu'en fin de compte 80 à 90 % des appelés se sont présentés, mais dans bien des cas avec du retard.

Les officiers n'ont pas eu le temps d'étudier les missions qui allaient leur être confiées ; le commandant en second de la brigade a été nommé le jour de la mobilisation et les chefs de bataillon n'ont connu leurs objectifs que 24 heures avant l'attaque.

Le principal problème a été, comme toujours, celui des transports. Le point de rassemblement qui leur avait été assigné se trouvait à Be'er Hafir, à 70 km de Be'er Sheva et à 20 environ de Quseima. La Région Sud avait indiqué à la brigade qu'il était accessible même avec des moyens de transport ordinaires, ce qui est exact en temps normal. Mais quand les chars et autres véhicules lourds se sont mis à faire mouvement sur la piste, ils ont rapidement broyé sa surface durcie, la transformant en une couche de sable poudreux, épaisse de plusieurs dizaines de centimètres dont seuls les véhicules à traction avant pouvaient venir à bout. Les camions

de laiterie ou de blanchisserie et les autocars réquisitionnés pour le transport des troupes n'ont pas tardé à être immobilisés. Dans cette situation critique, le commandant de la brigade n'avait d'autre ressource que de faire passer ses hommes avec leur équipement léger sur les voitures à traction avant, en laissant sur le bord de la piste son matériel auxiliaire, munitions, mines, barbelés, etc., dans l'espoir qu'il pourrait être récupéré par la suite.

Leurs mésaventures ne se sont pas arrêtées là. A Be'er Sheva, une collision entre deux autocars bondés de soldats a fait 13 blessés, bloquant la circulation et obligeant la colonne à faire un détour par un chemin en terre battue pour éviter l'agglomération. Les guides du convoi qui connaissaient mal la région se sont égarés dans un oued « imprévu » au pied d'une hauteur menaçante, perdant ainsi un temps précieux. La réunion du groupe de commandement de la brigade a duré beaucoup plus longtemps qu'il n'était nécessaire et là aussi des heures ont été gâchées en explications superflues.

L'heure H qui avait été fixée à 23.00, le 29, a dû être reportée au 30 à 03.30, et seule une unité, une compagnie d'infanterie dont l'objectif était le saillant de Sabha a opéré la nuit, parce que, par suite d'une erreur de transmission, elle n'avait pas été prévenue du changement d'heure. Mais elle aussi a eu de la malchance. Elle s'est trompée de chemin et est allée attaquer la localité connue sous le nom de Petit Sabha au lieu du Grand Sabha. Elle a trouvé le poste abandonné, mais comme il s'est révélé par la suite que l'autre l'était aussi, son erreur n'a pas eu de conséquences.

Finalement, à 04.00, l'assaut a été donné à

Quseima même et c'est alors que tous nos retards, toutes nos fautes et nos maladresses ont été réparés par les Egyptiens. Ils ont détalé, tout simplement. Seuls quelques postes groupés dans le saillant ouest ont opposé une résistance sérieuse, mais l'unité de reconnaissance de la brigade — excellente, soit dit en passant — est arrivée à point nommé pour faire pencher la balance. Quseima est tombée à 07.00. Au même moment, la 7ᵉ brigade blindée y faisait son entrée, envoyée par le commandant de la Région Sud qui, voyant la bataille se prolonger, avait craint pour son issue.

La prise de cette place parachève la première phase de nos plans. Les quatre objectifs assignés pour la première nuit de la campagne, Mitla, Ras en-Naqb, Kuntilla et Quseima sont entre nos mains, de même que l'axe Nakhl-Thamad et les parachutistes qui ont sauté à Mitla ne sont plus isolés.

31 octobre.

Les réactions égyptiennes au sol, lors de cette première phase, ont été celles que nous attendions. La plupart de leurs positions avancées, Ras en-Naqb, Kuntilla et Sabha ont été abandonnées sans combat dès l'arrivée de nos troupes ; dans les points d'appui désignés pour contenir une attaque israélienne, Quseima, Thamad et Nakhl, il y a eu une résistance initiale, mais quand les soldats ennemis ont vu que les nôtres continuaient leur progression et qu'ils allaient être débordés, ils ont décidé de prendre la fuite plutôt que de s'accrocher comme les ordres le leur prescrivaient. En outre, dans la plupart des cas,

la reddition s'est effectuée dès que nos troupes ont pénétré dans les positions, sans qu'on en soit jamais arrivé au corps à corps. Quant au nombre relativement élevé de morts et très réduit de prisonniers chez l'ennemi, dans les engagements le long de l'axe Kuntilla-Mitla, il est dû à la technique de combat utilisée par nos parachutistes et non pas du tout à la résistance des Egyptiens.

Dans les airs également, nos prévisions ont été justifiées comme nous le pensions, du moment que nous n'attaquions pas leurs terrains d'aviation, ils n'ont pas étendu leur activité au-delà des limites du Sinaï.

La première action offensive de l'aviation égyptienne s'est produite le 30 entre 07.30 et 09.30. Quatre Vampires ont effectué une reconnaissance au-dessus de nos troupes à Mitla et de notre colonne qui faisait mouvement de Kuntilla à Nakhl ; ils ont été suivis par deux paires de Migs 15 qui ont pris à partie nos unités à Mitla et Thamad, atteignant quatre de nos hommes ainsi qu'un Piper Cub au sol dans la première localité et trois hommes dans la seconde.

Les choses ont pris une meilleure tournure pour nous dans l'après-midi. Nos plans prévoyaient que nos appareils resteraient en l'air pendant toutes les heures de jour pour assurer la protection de Mitla et des forces qui suivaient l'axe de Nakhl entièrement à découvert. Mais, on ne sait pourquoi, aucun n'a paru au moment de l'attaque égyptienne. Cependant, par la suite, des patrouilles ont été assurées presque sans interruption et à partir de 10.30, après le mitraillage ennemi, notre aviation a été autorisée à attaquer des objectifs au sol en territoire égyptien

et à intercepter les appareils qui essaieraient de décoller des terrains avoisinant Mitla. De fait, dans l'après-midi, une bataille aérienne s'est déroulée au-dessus du terrain de Qabrit entre 12 Migs égyptiens et 8 de nos Mystères. Deux Migs ont été abattus, deux autres sont « probables » et un de nos Mystères a été touché, mais il a pu rejoindre sa base.

Bien que notre activité aérienne se soit dans une large mesure limitée à l'escorte rapprochée de la 202e brigade à Mitla, nos appareils ont attaqué de nombreux objectifs égyptiens au sol, surtout des convois de véhicules et d'artillerie faisant mouvement depuis la zone du canal vers Mitla. Ce n'est certainement pas le fait du hasard si, malgré ces actions qui ont eu lieu très près de leurs terrains, les avions égyptiens ne se sont pas aussitôt portés au secours de leurs unités au sol ils ont cherché à éviter le combat avec nos chasseurs. Après tout, ce ne sont pas les engins mais les pilotes qui doivent se battre. Sur ce point, la différence qui existe entre eux et nous a été illustrée de façon frappante lors d'une opération montée il y a deux jours pour couper des lignes téléphoniques et leur bombardement de la nuit dernière.

Le jour J, deux heures environ avant le lâcher de parachutistes à Mitla, deux paires de nos Mustangs ont décollé pour aller couper les fils téléphoniques le long des axes Thamad-Mitla et Quseima-Nakhl. Ils étaient munis de crochets qui devaient arracher les fils au passage, mais en fait, le dispositif n'a pas donné les résultats attendus. Si les pilotes étaient revenus à leur base pour signaler l'échec de la tentative, personne n'aurait songé à les blâmer. Mais au lieu de cela, ils ont décidé, après une brève

consultation entre eux, de prendre un risque et d'accomplir leur mission en coupant les fils avec leur hélice et leurs ailes. C'est presque un miracle qu'ils aient réussi sans s'écraser au sol — ils n'en étaient qu'à quatre mètres — et sans que les fils s'emmêlent dans les pales d'hélice.

Au contraire, le pilote égyptien qui avait reçu mission de bombarder un de nos terrains avec un Ilyouchine 28 a préféré la prudence il a largué ses bombes sur une hauteur déserte près de Jérusalem. C'est tout à fait par hasard qu'un habitant du village de Ramat Razi'el s'est aperçu de « l'attaque et a prévenu la police qui s'est rendue dans la matinée sur les lieux où elle a trouvé des fragments de bombes soviétiques (type 100×11).

Nous ne savons quelle sera la réaction du gouvernement égyptien à l'ultimatum anglo-français qui lui a été remis hier à 18.00 (heure israélienne). Il est possible qu'en raison de la menace d'intervention armée qu'il contient, Le Caire modifie les instructions données à ses troupes. En attendant, nous pouvons faire un bilan provisoire des résultats de nos opérations, bien que nos renseignements soient encore incomplets et pour une part incontrôlés.

La première question est de savoir ce que les Etats arabes vont faire. Apporteront-ils leur aide à l'Egypte et si oui de quelle façon ?

Il est évident que notre feinte a réussi. Jusqu'à la dernière minute, c'est-à-dire jusqu'au parachutage à Mitla, tous les Etats-majors arabes ont cru que notre intention était de marcher sur la Jordanie. Celle-ci a donc renforcé son système défensif le long de sa frontière avec Israël et les points d'appui où il y avait

auparavant une compagnie ont été occupés par un bataillon. L'Iraq a lui aussi augmenté les forces destinées à se porter au secours de la Jordanie et transféré une brigade de plus à Habbaniyah. Il a maintenant une division complète sur la frontière entre les deux pays (à Habbaniyab) et H-3 prête à faire sa jonction avec l'armée jordanienne.

Au point de vue opérationnel, cette manœuvre de la Jordanie a un caractère nettement défensif. Si elle préparait une attaque de grande envergure, elle concentrerait ses forces au lieu de les éparpiller, bataillon par bataillon, le long de la frontière ; le renforcement iraqien n'indique pas non plus la moindre modification des plans traditionnels, ni par son ampleur, ni par l'emplacement de ses points de concentration. Il ne peut être interprété comme l'indice d'une préparation sérieuse à la guerre.

Mais la nuit dernière, après que le G.Q.G. égyptien a été averti de notre parachutage à Mitla, de nos attaques contre Quseima et Ras en-Naqb ainsi que de l'avance de notre colonne mobile le long de l'axe Kuntilla-Nakhl en direction du canal, il a commencé à comprendre la portée véritable de nos actions. Nous ne savons pas encore s'il a envoyé des ordres à ses alliés sur le plan militaire, mais il a lancé un appel solennel aux divers Etats arabes proches ou lointains (peut-être pour que l'opinion publique, ameutée, fasse pression sur leur gouvernement) demandant qu'ils entrent en guerre contre Israël.

Sur une carte ou une boîte à sable, lors d'exercices militaires ou de grandes manœuvres, rien ne paraît plus simple. Les Jordaniens ont moins de 20 km à faire à vol d'oiseau, les Syriens moins de 50 — et

Israël est coupé en trois ! Dans la réalité, rien n'est plus utopique qu'une telle manœuvre. Il n'y a aucune apparence que ni l'Iraq ni la Jordanie se lancent dans pareille aventure. Ces deux pays peuvent nous harceler, certes, ajouter notablement à nos difficultés, immobiliser une partie de nos troupes sur leurs fronts, voire bombarder nos centres agricoles et nos villes (Jérusalem), gêner nos communications, etc. Mais supposer qu'ils puissent déclencher une guerre totale contre Israël en l'espace de 48 heures est pure folie.

Jusqu'à présent au moins, rien n'indique que l'un ou l'autre se prépare à attaquer. Je dois avouer qu'il semble pour le moment que je me sois trompé en pensant qu'ils iraient au secours de l'Egypte. Tant mieux !

Pour l'armée égyptienne elle-même, la surprise a été complète. Malgré les nouvelles publiées il y a plusieurs jours maintenant par la presse mondiale sur la mobilisation de nos réserves et nos préparatifs de guerre, Le Caire ne s'est pas douté que ces manœuvres étaient dirigées contre lui. Son chef d'Etat-major, Abd-el-Hakim Amer, parti il y a cinq jours avec un groupe d'officiers supérieurs inspecter les armées jordaniennes et syriennes, n'est revenu en Egypte qu'hier, comme prévu. Je ne peux imaginer qu'il n'aurait pas avancé son retour s'il s'était douté que des événements graves étaient imminents sur ses frontières.

Les prisonniers faits par notre brigade parachutiste ont révélé que la première indication sur ce qui se passait a été envoyée au G.Q.G. égyptien par la 2e unité de gardes-frontières stationnés à Thamad dont un détachement a vu les Dakotas lâcher nos troupes, puis par la suite la colonne mobile progres-

ser en direction de Suez ; les hommes en ont alors averti leurs chefs.

Je ne sais si les Egyptiens ont compris toute la signification de nos mouvements, mais on doit convenir qu'ils ont réagi sans perdre de temps. Ils ont mis leurs armées de terre, de mer et de l'air en état d'alerte les équipages des bombardiers Ilyouchine ont reçu l'ordre de se tenir prêts à effectuer des opérations offensives contre des objectifs en territoire israélien ; la 1re brigade (réserves générales) a été dirigée sur El Arish et la 2e a mission d'attaquer immédiatement nos forces parachutées à Mitla. Toutes les autres unités du « Front Oriental » — celui qui borde l'Etat d'Israël et comprend la péninsule du Sinaï, l'enclave de Gaza ainsi que la zone du canal — ont reçu l'ordre de concentrer leurs forces, d'accroître leur vigilance et de se tenir prêtes à repousser une offensive israélienne.

31 octobre.

Vif accrochage hier avec le commandant de la Région Sud qui, contrairement aux ordres du G.Q.G., a engagé la 7e brigade blindée avant le moment fixé.

Malgré des instructions précises, qui stipulaient que les blindés ne devaient pas être employés avant le 31 et les raisons fournies pour les expliquer, cet officier avait jugé qu'il ne fallait pas perdre un instant et que, dès le début des opérations, l'initiative aussi bien que la surprise devaient être exploitées à fond pour prendre tout ce qui pourrait l'être. Il avait donc décidé d'engager le jour J toutes les forces dont il disposait. Quant aux instructions du G.Q.G. et

aux considérations politico-militaires qui enjoignaient d'utiliser une méthode différente, il n'était pas disposé à tenir compte de la possibilité d'une intervention anglo-française et ne voyait donc aucune raison valable pour différer notre grande offensive de 48 heures. Il estimait que le G.Q.G. faisait là une lourde erreur que nous paierions très cher par la suite.

En raison des tâches qui s'accumulent toujours à la dernière minute, je n'avais pu quitter mon poste de commandement aux premières heures de la matinée comme je l'espérais et quand j'ai enfin pu partir, le trajet sur des routes étroites encombrées de véhicules et d'artillerie a pris plus longtemps que prévu.

A Be'er Sheva, pas un officier au Q.G. de la Région Sud tous étaient sur le terrain, dans divers P.C. avancés. Nous avons rejoint le commandant à Beerotayim et nous sommes aussitôt rendus avec lui à Quseima.

Ce village est dans une vallée et la bataille livrée quelques heures avant notre arrivée s'était déroulée sur les hauteurs avoisinantes, où les Egyptiens avaient établi leurs défenses. Néanmoins, la petite agglomération portait les marques du combat. Une misérable échoppe avait été pillée, ses rayons étaient vides et les fragments d'une jarre d'huile jonchaient le sol. A côté du puits, les carcasses de chameaux tués sans rime ni raison. Des soldats poursuivaient au travers des broussailles des poules affolées qui couraient plus vite qu'eux. Toute cette scène me parut lamentable et humiliante, d'autant plus peut-être que l'action du commandant avait excité ma colère.

Nous avons trouvé la tête de la 7e brigade blindée

au centre de la chaîne montagneuse du Ras Matmor à 20 km dans l'ouest de Quseima. Au loin, des nuages de poussière soulevés par les véhicules qui roulaient vers l'ouest. L'unité était déjà déployée à quelque quarante kilomètres dans l'intérieur du Sinaï, alors que selon les plans, elle aurait dû se trouver encore à 40 km dans l'intérieur du territoire israélien, à Nahal Rut, sa zone de concentration, silencieuse, immobile, discrète.

L'espace d'un instant, je me suis rappelé mon enfance lorsqu'un troupeau de vaches, exaspéré par les mouches et les taons, devenait subitement furieux et m'échappait cependant que, tout désorienté et honteux, je les regardais disparaître au loin dans les champs, la queue dressée à la verticale dans un geste d'ultime défi.

En route, j'avais eu le temps d'entendre les explications du commandant de la Région et de lui dire ce que je pensais de sa conduite avant de rencontrer le chef de brigade. Le moment était désormais venu de donner des ordres.

Dans mon esprit pas le moindre doute sur ce qu'ils devraient être je voyais déjà les chars amorcer leur virage et rebrousser chemin jusqu'à Nahal Rut. Au point de vue de la discipline et de l'organisation, c'était à n'en pas douter le bon parti à prendre — mais était-il aussi propre à assurer le succès de la campagne ?

Huit heures s'étaient déjà écoulées depuis que la brigade avait pénétré dans le Sinaï. Le commandant de la Région Sud assurait qu'il avait donné l'ordre d'avancer jusqu'aux localités défendues d'Umm Qatef et d'Umm Shihan, mais de s'arrêter juste avant de les atteindre et de ne pas attaquer.

Seulement, comme si souvent en pareil cas, « une erreur de transmission » s'était produite et le groupe d'appui du bataillon avait ouvert le feu sur Umm Qatef.

Cependant, la position n'était pas tombée, opposant même une résistance énergique, appuyée par les tirs précis d' « Archers » bien retranchés. Un de nos chars et un half-track avaient été touchés, un capitaine et trois hommes blessés ; l'officier de liaison, lui, avait été tué au moment où il descendait de son véhicule pour régler son compas. Entre-temps, le chef de la brigade arrivé sur les lieux avait estimé que le groupe d'appui n'avait aucune chance d'enlever la position par ses propres moyens. L'unité s'était donc retirée et il avait commencé à rassembler des forces additionnelles pour l'attaque.

Ce qui est fait est fait. Si l'avance de cette brigade blindée provoque un accroissement de l'activité égyptienne, surtout dans les airs, avant le moment prévu par notre plan initial, nous n'y pouvons plus rien désormais. Mieux vaut essayer au moins de tirer le plus d'avantages possible de cette initiative prématurée. J'ordonne donc à la brigade blindée de commencer immédiatement l'exécution de sa mission dans l'opération « Kadesh » — percer, puis prendre et tenir l'axe central Gebel Libni-Ismaïlia. Le commandant de la brigade a redit qu'il ne pouvait, sans lourdes pertes, prendre Umm Qatef avec les forces à sa disposition. Je lui ai par conséquent enjoint de ne pas insister, de déborder la localité par le sud et d'avancer en direction de Suez sur deux axes parallèles Bir-Hassna et Gebel Libni. Il est peu probable que toutes les positions égyptiennes opposent une forte résistance.

Il y aura nécessairement des points faibles et quand le front tout entier cédera, que les postes les plus coriaces se trouveront encerlés et isolés, ils seront moins difficiles à réduire. De toute façon, demain à l'aube, les forces anglo-françaises commenceront à bombarder les terrains d'aviation égyptiens, après quoi on peut penser qu'il nous sera plus facile d'atteindre nos objectifs.

Seulement, bien entendu, si la brigade blindée entre en action plus tôt que prévu, il faut que les autres opérations sur ce front suivent le mouvement. J'ai donc ordonné à la 10e brigade d'avancer de 24 heures son intervention et à la 30/31e de prendre dès cette nuit les avant-postes ennemis dans la région de Nizzana, c'est-à-dire Auja Masri et Tarat Umm Basis.

Retour à Quseima. Au moment même où nous arrivons au poste de commandement de la 4e brigade, la nouvelle parvient que l'unité de reconnaissance de la 7e brigade blindée a pris le défilé de Deiqa. C'est un étroit passage long de 20 km environ, à quelque 25 km dans l'ouest de Quseima qui relie l'axe Abu Ageila-Ismaïlia avec celui de Quseima-Bir Hassna-Suez qui lui est parallèle. A l'extrémité sud du défilé, le chemin franchit un pont qui a sauté au moment où notre unité s'en approchait. Trois méharistes ont été vus qui s'enfuyaient vers l'ouest. Nos hommes sont néanmoins parvenus à traverser le lit de l'oued et à poursuivre leur progression le long du défilé, atteignant l'extrémité nord où ils se sont organisés pour la défensive. Désormais, la brigade blindée pourrait prendre Abu Ageila à revers, par l'ouest. Quelles que soient les difficultés qu'elle aura demain, elle ne manquera ni d'objec-

tifs à attaquer, ni d'itinéraires pour avancer, ni d'espace pour se déployer.

Le commandant de la 4e brigade a établi son P.C. sur une hauteur à l'est du village pour « rompre le contact » avec les puces qui infestent les fourrés. Il m'a donné des détails sur la prise de Quseima et je l'ai informé des changements intervenus dans nos plans. Nous avons décidé, bien que ses hommes soient fatigués, qu'il enverrait immédiatement son unité de reconnaissance ouvrir la route de Nakhl et un bataillon d'infanterie à sa suite pour relever les parachutistes tenant cette position, car on a besoin d'eux ailleurs. Ce groupe de reconnaissance est une formation d'élite dotée de véhicules qui lui permettront de franchir les dunes. Quant au bataillon d'infanterie, on ne sait pas exactement si ce seront les autocars qui transporteront les hommes, ou les hommes qui transporteront les autocars. Tant pis, impossible d'attendre. Il nous faut garder le rythme de notre avance et surtout ouvrir de nouveaux axes à nos mouvements. J'espère que l'itinéraire Quseima-Nakhl sera moins meurtrier pour nos véhicules que celui de Quseima à Kuntilla qui est détestable. Le problème du ravitaillement va se poser de façon urgente dès que les unités auront épuisé les rations, les munitions et le carburant qu'elles ont avec elles et il faut que nous établissions rapidement des lignes de communication en mesure d'assurer un courant régulier d'approvisionnement.

Je suis parti de Quseima avec un souvenir — une pointe de flèche en silex. Les chenilles des chars ont labouré un monticule non loin du puits et mis au jour un tas d'éclats, de lames et autres objets manufacturés en silex. Apparemment, un atelier

s'était établi là il y a six à huit mille ans. On trouve des lames brisées, des têtes de flèches triangulaires et aussi les noyaux de silex dans lesquels les objets étaient façonnés. Qui sait quelle tribu guerrière a soudain fondu sur cette petite collectivité, il y a des millénaires, effrayant les habitants au point qu'ils s'enfuirent en laissant derrière eux outils, atelier et matériaux bruts ? Et puis les tempêtes de sable sont venues du désert recouvrant et préservant ces vestiges anciens jusqu'au jour où le virage brutal d'un Sherman les a fait surgir sous ses bandes de roulement.

De retour au G.Q.G. hier soir, j'ai mis au point les nouveaux ordres destinés aux diverses brigades pour le lendemain 31 octobre.

9e brigade Continuer les préparatifs pour l'avance sur Sharm el-Sheikh, mais ne pas bouger encore. (Sa colonne sera la plus vulnérable aux attaques aériennes et il ne faut à aucun prix la faire déplacer avant que nous ayons assuré notre suprématie sur l'aviation égyptienne.)

202e brigade : Se réorganiser sur ses positions actuelles et *ne pas* avancer vers l'ouest pour prendre le col de Mitla.

7e brigade blindée Prendre les points d'appui d'Abu Ageila, Bir Hassna et Gebel Libni puis continuer la progression jusqu'à Bir Hama et Bir Gafgafa.

10e brigade Prendre les postes d'Auja Masri et Tarat Umm Basis pendant la nuit du 30/31 et la nuit suivante, 31/1er, attaquer Umm Qatef et Umm Shihan.

77e formation : Prendre le périmètre défensif de Rafah dans la nuit du 31/1er.

27e brigade blindée Après la chute de Rafah, avancer sur El Arish et l'enlever rapidement.

Si tout se déroule conformément au plan, ces deux journées, celles du 31 octobre et du 1er novembre, verront les grandes batailles dans le secteur nord où le gros des forces égyptiennes est concentré.

Tard dans la nuit vu Ben Gourion toujours alité avec la grippe. On a appris que les forces anglo-françaises avaient différé leur attaque et ne commenceraient pas leurs bombardements demain matin 31, comme prévu. Cette nouvelle a beaucoup inquiété Ben Gourion qui craint pour nos hommes à Mitla et veut qu'ils se replient cette nuit même en Israël. L'affaire de Qalqilya est restée profondément gravée dans sa mémoire, ainsi que nos angoisses devant le sort tragique de ces hommes isolés et cernés en plein territoire ennemi. Moi non plus je n'ai rien oublié, mais je ne crois pas qu'il faille ramener notre unité de Mitla. Même si l'opération anglo-française est annulée, je suis persuadé que nous pouvons poursuivre notre campagne et Mitla a une importance considérable, ne serait-ce que comme centre de transit pour atteindre Sharm el-Sheikh par Tor. J'ai donc dit à Ben Gourion qu'au lieu d'en retirer nos troupes, il fallait les renforcer et j'espérais que nous serions en mesure de le faire sous peu. Il a fini par abandonner l'idée de l'évacuation, mais avec une extrême répugnance et j'ai bien vu que la logique militaire ne diminuait guère l'angoisse qu'il éprouve pour la vie de nos parachutistes.

Après cela, je n'ai pas osé lui parler des changements décidés sur le front de Quseima, ni de l'entrée en action de la 7e brigade blindée. D'ailleurs, malgré toutes mes imprécations sur ce manquement à la

discipline et sur la manœuvre elle-même, prématurée et mal conçue, je ne peux me défendre d'une certaine sympathie pour cette ardeur à se jeter dans la bataille avant d'y être envoyé. Mieux vaut être obligé de retenir l'étalon fougueux que de fouailler le mulet récalcitrant !

6

LA PERCEE

31 octobre.

Hier à 18.00 (heure israélienne) les gouvernements de Grande-Bretagne et de France ont adressé un ultimatum à Israël et à l'Egypte. Il exige :

1 — L'arrêt immédiat de toutes les actions de guerre sur terre, sur mer et dans les airs.

2 — Le retrait de toutes les forces armées à une distance de 16 km du canal de Suez.

3 — L'assurance du gouvernement égyptien qu'il acceptera l'occupation temporaire par les forces anglo-françaises de positions clefs à Port-Saïd, Ismaïlia et Suez, en vue de garantir la liberté de transit par le canal aux bâtiments de toutes les nations et de séparer les belligérants.

Une réponse est demandée « dans les douze heures ». Si, à l'expiration de ce délai, l'un des gouvernements ou les deux n'ont pas pris l'engagement de se conformer aux demandes présentées ci-dessus, les forces du Royaume-Uni et de la France interviendront avec la puissance nécessaire pour assurer l'observation de ces clauses.

Cet ultimatum ne nous inquiète nullement. Nous

ne sommes pas à moins de 16 km du canal et nous n'avons pas la moindre intention de nous en approcher davantage. Il est clair que son seul but est de donner aux gouvernements britannique et français un prétexte pour prendre la zone de Suez par les armes. A n'en pas douter les Egyptiens n'accepteront pas volontiers les conditions posées et surtout l'occupation anglo-française de certaines positions clefs dans la zone.

Simultanément, les Etats-Unis font eux aussi montre d'activité, mais dans le sens opposé. Ben Gourion a reçu aujourd'hui un troisième câble suggérant qu'Israël retire ses forces du Sinaï, puisque son but — la destruction des bases fedayin — a été atteint. Au cas où cette demande serait prise en considération le Président des Etats-Unis en exprimerait immédiatement sa profonde satisfaction à Israël.

Ne recevant pas la réponse souhaitée, le représentant des U.S.A. à l'O.N.U., Henry Cabot Lodge, a écrit au Président du Conseil de sécurité (qui se trouve être le représentant français, ce mois-ci) pour demander la convocation d'urgence de cet organisme afin d'envisager « des mesures pour la cessation immédiate de l'action militaire israélienne en Egypte ». Hier à 18.00 (heure israélienne), c'est-à-dire au moment précis où la Grande-Bretagne et la France lançaient leur ultimatum, le Conseil de sécurité s'est réuni et le représentant des U.S.A. a présenté une résolution demandant que « Israël retire immédiatement ses forces armées en deçà des lignes de démarcation établies par l'armistice » et que « tous les membres s'abstiennent de faire usage de la force ou de la menace de la force dans la région de quelque manière qui soit incompatible avec les buts des Na-

tions Unies... et s'abstiennent d'accorder toute aide militaire, économique ou financière à l'Etat d'Israël, tant qu'il ne s'est pas conformé à cette résolution... ».

A la demande de la France, de la Grande-Bretagne et d'Israël, la séance a été ajournée jusqu'à 23.00 (heure israélienne). Quand elle a repris, la nouvelle de l'ultimatum anglo-français était déjà connue et le président Eisenhower, considérant cette initiative comme un acte de déloyauté et de traîtrise à son égard de la part de ses alliés, a donné des instructions à son représentant pour qu'il jette tout le poids des Etats-Unis dans la balance afin d'empêcher l'exécution de ce plan.

L'exercice de leur droit de veto par la France et la Grande-Bretagne a empêché l'adoption de résolutions défavorables à leur endroit et à 04.20 (heure israélienne) le Conseil de sécurité s'est ajourné. Entre-temps, à minuit (30 octobre) le ministre des Affaires étrangères d'Israël envoyait notre réponse à l'ultimatum.

« Le gouvernement d'Israël a reçu la communication adressée conjointement par les gouvernements de France et du Royaume-Uni aux gouvernements d'Israël et d'Egypte pour la cessation des hostilités et le retrait de leurs forces à une distance de 10 milles (16 km) du canal.

« En réponse à cette communication, le gouvernement d'Israël a l'honneur de déclarer qu'il accepte les conditions relatives à l'heure et à la zone de la cessation des hostilités et qu'il est prêt à prendre les mesures pratiques nécessaires à cet effet.

« En prenant cet engagement, le gouvernement d'Israël présume qu'une réponse positive aura également été donnée du côté égyptien. »

Mais l'Egypte a répondu, comme on pouvait s'y attendre, qu'elle n'était pas disposée à accepter les clauses de l'ultimatum. Si c'est ce que voulaient les Anglais et les Français, ils l'ont obtenu et ils peuvent maintenant marcher contre une Egypte qui refuse de satisfaire à leurs demandes.

1er novembre.

A 19.00 (heure israélienne) le 31 octobre, les forces anglo-françaises ont commencé à bombarder les aérodromes égyptiens dans la zone du canal.

Cette action a commencé non pas à l'expiration de l'ultimatum, c'est-à-dire douze heures après sa publication, mais vingt-cinq heures après. La chronologie des événements a été la suivante le 29 à 17.00, lâcher des parachutistes israéliens à Mitla ; le 30 à 18.00, envoi de l'ultimatum anglo-français à Israël et à l'Egypte ; le 31 à 19.00, déclenchement de l'action militaire des forces anglo-françaises contre l'Egypte dans le dessein de prendre la zone du canal.

Jusqu'à maintenant — c'est-à-dire non seulement après l'ultimatum, mais après le bombardement anglo-français — le haut commandement égyptien n'a pas modifié ses ordres, ni enjoint à ses unités du Sinaï de se retirer sur l'autre rive du canal. Hier ses 1re et 2e brigades d'infanterie ainsi que son 1er groupe d'appui de brigade blindé ont continué leur mouvement hors de la zone du canal (où elles étaient en réserve générale) et fait leur jonction avec les unités du Sinaï. La Marine a également donné l'ordre à trois des vedettes lance-torpilles fournies par l'U.R.S.S. ainsi qu'au destroyer *Ibrahim el-Awal* d'entrer en action contre Israël et à la frégate *Damiat*

d'amener de toute urgence des renforts aux forces égyptiennes de Sharm el-Sheikh.

Malgré cela, je crois que ce n'est qu'une question d'heures — le haut commandement égyptien ne tardera probablement pas beaucoup à donner aux unités qui peuvent le faire, l'ordre de se replier et d'abandonner la zone du canal.

Aujourd'hui, les engagements — mis à part les combats aériens — se sont déroulés dans le secteur d'Abu Ageila où nos unités blindées ont fait montre de beaucoup d'activité et à Mitla où la 202e brigade est intervenue.

Au Gebel Heitan (nom officiel du défilé connu sous le nom de col de Mitla) la bataille a commencé à 12.30 hier (31 octobre). Le commandant de la brigade avait voulu se porter en avant et s'emparer du passage dès les premières heures de la matinée aussitôt après que le gros de la formation arrivant par l'axe de Nakhl eut fait sa jonction avec l'unité parachutée au Parker Memorial, mais un ordre exprès du G.Q.G. le lui interdisait. Il a donc demandé et obtenu la permission d'envoyer une « patrouille » et celle-ci est partie vers midi. En fait, il s'agissait d'un véritable groupe de combat, tout à fait capable de prendre le col, puisqu'il comprenait deux compagnies d'infanterie sur half-tracks, un détachement de trois chars, l'unité de reconnaissance sur camions et une compagnie de mortiers lourds en soutien. A leur tête, un chef de bataillon ; le commandant en second de la brigade s'était également joint à eux.

Dès que le convoi a pénétré dans le défilé, il a été soumis au feu de l'ennemi retranché sur les flancs montagneux des deux côtés. La patrouille n'avait été

autorisée qu'à la condition d'éviter tout accrochage sérieux, mais elle a continué à s'enfoncer dans l'étroit passage, supposant qu'il n'était tenu que par des forces légères. Mais l'intensité du feu ne cessait d'augmenter et les half-tracks — ainsi que les hommes qu'ils transportaient — ont été touchés. Le commandant de l'unité s'est aussitôt porté à leur secours, mais lui aussi s'est trouvé bloqué, ne pouvant ni avancer ni reculer. Néanmoins, la tête du convoi, comprenant plus d'une compagnie, est parvenue à atteindre l'extrémité du défilé malgré les tirs meurtriers qui convergeaient de toutes parts, mais le reste est demeuré cloué sur place, les pertes ne cessant de monter sous le feu nourri qui roulait des hauteurs.

Pendant sept heures, de 13.00 à 20.00, les parachutistes se sont battus avec acharnement, jusqu'à ce qu'enfin ils puissent dominer l'opposition ennemie et prendre le défilé. Jamais même une unité faite de vétérans endurcis au combat comme celle-là n'a connu pareille bataille. Les pertes aussi sont sans précédent : 38 tués et 120 blessés.

Les Egyptiens s'étaient établis dans des excavations naturelles et artificielles au flanc des montagnes, prenant le chemin au fond du défilé sous le feu de leurs armes automatiques et de leurs canons antichars. Tôt dans la matinée du 30, la 2e brigade égyptienne avait envoyé son 5e bataillon renforcé par une compagnie du 6e, occuper le passage ; ces cinq compagnies étaient dotées de 14 mitrailleuses moyennes, de 12 canons antichars de 57 mm et d'environ 40 canons tchèques sans recul, le soutien aérien étant assuré par 4 Meteors eux-mêmes couverts par six Migs du terrain de Qabrit. Ces appareils ont pu

opérer sans opposition. Il y avait bien à ce moment-là six de nos Ouragans dans le voisinage, mais en raison d'une défaillance des transmissions, nos hommes n'ont pas pu demander leur appui.

Dès le début de la bataille, le camion-citerne de l'unité parachutiste a pris feu, suivi par le fourgon des munitions et trois autres véhicules. Le commandant de la compagnie a été tué à la seconde où il descendait de son half-track. Les mortiers de 120 qui devaient appuyer la formation ont été mis hors d'action ; quatre half-tracks, un char, une jeep et une ambulance ont également été touchés et immobilisés.

Les parachutistes n'avaient pas le choix : il leur fallait escalader les pentes pour s'emparer une par une des positions ennemies, en se battant au corps à corps. C'était le seul moyen non seulement de terminer l'engagement en vainqueurs, mais de pouvoir dégager les dizaines de blessés et de morts qui gisaient sur le chemin à côté des véhicules calcinés.

C'est très exactement ce qu'ils ont fait. Je doute qu'une autre unité de notre armée aurait pu l'emporter sur l'ennemi dans de pareilles conditions. Ces hommes, qui étaient parvenus à se dégager de la souricière, renforcés par deux compagnies arrivées à la rescousse, ont grimpé jusqu'aux crêtes pour tourner les positions égyptiennes, puis sont redescendus et ont emporté la ligne des retranchements ennemis nichés dans les excavations des pentes. Finalement, les Egyptiens qui laissaient 150 morts sur le terrain ont décroché à la faveur de la nuit et ont fui de l'autre côté du canal.

Cette opération coûteuse aurait pu se justifier, si l'objectif de la brigade ayant été d'atteindre Suez,

elle en avait été empêchée par les Egyptiens retranchés dans le défilé de Heitan. Mais dans les circonstances actuelles, alors que notre plan est de progresser vers le sud pour prendre Sharm el-Sheikh et non pas du tout de nous approcher du canal, il n'était pas nécessaire d'attaquer l'unité ennemie qui défendait les abords de celui-ci. En outre, après avoir nettoyé le passage, les parachutistes ont maintenu leur base au Parker Memorial. Le col a donc été attaqué, pris et abandonné.

Plusieurs officiers de l'Etat-major général ne m'ont pas caché leur désapprobation ; ils me trouvent trop « coulant » avec les parachutistes, alors que je sais qu'ils ont attaqué le défilé en contradiction formelle avec mes ordres et que leur action a provoqué des pertes aussi sévères. Inutile de dire que nous déplorons tous ces conséquences sanglantes, mais le reproche que je fais au commandement de l'unité, un reproche très grave, c'est bien moins d'avoir livré bataille que d'avoir baptisé l'opération « patrouille » pour « contenter » le G.Q.G. Je suis profondément attristé de constater que je n'ai pas réussi à établir entre nous des relations assez confiantes pour que, s'ils ont envie de contrevenir à mes ordres, ils le fassent ouvertement, franchement.

En analysant l'engagement de Mitla, il faut distinguer entre les fautes ou les erreurs et l'acte d'indiscipline. Je suis furieux qu'ils aient décidé d'attaquer malgré mes ordres, mais je les comprends. Huit années seulement se sont écoulées depuis notre guerre d'indépendance, alors que j'étais à la tête d'un bataillon de commando motorisé et je peux me représenter une situation telle que j'aurais décidé de prendre une position tactique pour donner une base

PRISE DE L'AXE CENTRAL
31.10-2.11.1956

MOUVEMENT DES FORCES ISRAÉLIENNES
POSITION DÉFENSIVE ÉGYPTIENNE

MER MÉDITERRANÉE
TEL AVIV
RAMLA
JERUSALEM
MER MORTE
TERRITOIRE DE GAZA
BEIT HANUN
GAZA
KH. YUNES
RAFAH
NIR YIZHAQ
BE'ER SHEVA
SEDOM
P. SAID
P. FUAD
CANAL DE SUEZ
EL-ARISH
SH. ZUWEID
EL JERADI
RUMANI
BIR LAHFAN
ABU AGEILA
QEZ'IOT
AUJA MASRI
QANTARA
JEBEL LIBNI
UM KATEF
RAS MATMOR
QUSEIMA
HAZEVA
ISMAILIA
BIR HAMA
BIR RUD SELIM
BIR GAFGAFA
BIR HASSNA
DEVERSOIR
ISRAEL
JORDANIE
FRONTIÈRE
FAYID
QASPARIT
QABRIT
MITLA
KUNTILLA
SUEZ
PARKER M.
NAKHL
P. TEWFIK
THAMAD
RAS ER NAQB
ELAT
AQABA
RAS SUDAR
PÉNINSULE DU SINAÏ
ÉGYPTE
GOLFE DE SUEZ
ABU ZUNEIMA
AIN EL FURTAGA
GOLFE D'AQABA
ARABIE SÉOUDITE
RAS ABU RUDEIS
DHAHAB
COUVENT DE Ste CATHERINE
TOR
N
W. KID
NABEQ
DÉTROIT DE TIRAN
SANAPIR
RAS NASRANI
SHARM EL-SHEIKH
TIRAN
10 0 10 20 30 40 50
ECHELLE Km.
MER ROUGE

sûre à mon unité, même si cette action avait été en contradiction avec les ordres du G.Q.G. Je crois qu'un chef d'unité peut agir ainsi en toute sincérité, convaincu que les officiers d'état-major, loin à l'arrière, ne peuvent se rendre compte ni des conditions locales, ni de la position de l'ennemi et que seul celui qui est sur place peut apprécier la situation et prendre une décision correcte.

La principale faute des parachutistes dans leur assaut a été tactique. Le commandant de l'unité, estimant qu'il n'y aurait pas de forces égyptiennes importantes à Mitla, a avancé sur une voie aisée au point de vue topographique, le long de l'oued, avec ses hommes entassés à bord de véhicules formés en colonne. Il a cru que, même s'il rencontrait l'ennemi, il aurait le temps de se déployer et de se préparer à la riposte.

Les parachutistes ont une grande confiance en eux et ils ont mis au point une méthode de combat fondée sur la rapidité de l'organisation et de l'intervention. Mais elle n'était pas adaptée aux particularités du terrain.

Dans d'autres circonstances, les chefs auraient certainement fait effectuer des reconnaissances, soit terrestres soit aériennes, avant d'entrer en action, mais là, aventurés à des centaines de kilomètres en territoire ennemi, coupés du reste de nos forces et relativement proches des chars et des terrains d'aviation égyptiens, il n'est pas étonnant qu'ils aient voulu consolider leur position le plus vite possible.

L'unité a chèrement payé de son sang ses erreurs de jugement et ses fautes de tactique. Quant à sa désobéissance et à mon indulgence, la vérité, c'est que je considère le problème comme grave quand

une formation se dérobe au combat, pas quand elle va au-delà de son devoir et fait plus qu'on ne lui demande.

Pour ce qui est des actions terrestres, on peut dire que la journée d'hier a été celle de la 7e brigade blindée. Ses unités ont en effet pris Abu Ageila, le barrage de Ruafa, Bir Hassna, Gebel Libni et Bir Hama. Cependant, elles ont eu aussi leurs malheurs. Pendant la journée, elles ont été attaquées à plusieurs reprises par nos propres appareils qui, bien entendu, n'ont pas raté l'objectif ! Un half-track a été atteint et au Gebel Libni, quatre de nos Ouragans ont mitraillé un détachement de chars, blessant sept de nos hommes et endommageant quelques véhicules. Ces contretemps sont dus pour une large part au manque de contact entre l'aviation et la 7e brigade. Dès l'entrée de cette dernière à Quseima ses appareils de signalisation sont tombés en panne et pendant deux jours, les 30 et 31, on n'y a pas remédié, si bien qu'elle n'a pu ni demander du soutien, ni rétablir le moindre contact avec les forces aériennes.

La nuit précédente (30 octobre) après la prise de Deiqa, les groupements d'appui de brigade blindés ont franchi le défilé pour être prêts à attaquer dès l'aube leurs objectifs situés au nord de celui-ci. La progression dans ce passage étroit où le seul pont avait sauté a été difficile et pénible. Elle a pris la nuit entière et laissé les hommes épuisés. Malgré tous les efforts, les transports ordinaires et même les camions 6 × 6 ont été vaincus par les difficultés du terrain ; seuls les véhicules de combat, half-tracks et chars, sont parvenus à l'extrémité nord du défilé au petit jour.

A 05.30, un groupement blindé s'est porté en avant pour attaquer Abu Ageila. L'unité égyptienne qui tenait la position avait entendu et vu nos blindés faire mouvement durant la nuit et elle avait prévu une réception assez chaude, ouvrant le feu sur eux, alors qu'ils étaient encore à 3 km de distance. L'infanterie a été stoppée, mais chars et half-tracks ont continué leur avance. Quand les premiers chars sont arrivés à 200 ou 300 mètres de la position égyptienne, ils ont été accueillis par le tir direct des canons antichars et des mitrailleuses. Un détachement qui avait essayé de tourner la position par la gauche s'est trouvé arrêté au bord d'un ravin profondément encaissé (le lit de l'oued El Arish), mais comme de là il avait néanmoins un bon champ de tir, les half-tracks ont pu, grâce à ce soutien, progresser sur la route et percer les défenses ennemies.

Pendant ce temps, notre flanc droit restait exposé et le commandant égyptien s'en étant aperçu, a envoyé une compagnie d'infanterie attaquer nos hommes dans cette direction. Elle a pu avancer tant qu'elle a été couverte par le feu de sa base, mais aussitôt repérée, elle a été accrochée par un peloton de half-tracks qui se trouvait en queue de colonne et qui a manœuvré pour la déborder, la contraignant ainsi à se replier sur ses positions. La bataille a été décidée, lorsque les chars et les half-tracks ont atteint ces défenses, bien qu'un certain nombre d'Egyptiens aient continué à faire montre d'un grand courage tirant au bazooka contre les chars qui fonçaient sur eux. A 06.30, l'engagement était terminé. Il avait duré une heure. Nos pertes ont été légères. Celles des Egyptiens ne sont pas connues. Le point d'appui était tenu par une compagnie d'infanterie et des

unités de soutien auxquelles s'étaient jointes les forces qui avaient abandonné Quseima la veille. Un groupe de soldats égyptiens avec un officier à sa tête s'est présenté à notre unité d'interception pour se rendre, mais conformément aux ordres du chef de bataillon, on les a envoyés rejoindre leurs camarades qui avaient fui à travers les sables et personne n'a pris la peine de les compter.

Peu après sa chute, Abu Ageila a été violemment bombardé par l'artillerie égyptienne en position à Umm Shihan, cependant qu'une formation comprenant de l'infanterie motorisée, des canons antichars Archer et plusieurs chars, commençait à faire mouvement à partir d'El Arish. Deux fois, elle a essayé de parvenir jusqu'aux positions prises et deux fois, repoussée par le feu des chars, elle a battu en retraite dans un nuage de poussière. Lors de la troisième tentative, nos forces ont été soutenues par l'aviation et les Egyptiens ont définitivement disparu, laissant derrière eux des véhicules en flammes et des colonnes de fumée noire.

Le combat le plus rude de la journée pour la brigade a été celui du barrage de Ruafa et l'unité engagée celle-là même qui avait pris Abu Ageila le matin.

Les hommes, qui se battent depuis trois jours sans arrêt, sont à l'extrême limite de leurs forces, mais le chef de bataillon ne cesse de les pousser à exploiter au maximum l'élan de la percée. La nuit dernière, seuls les sapeurs ont dormi trois heures : *eux* n'ont pas le droit de somnoler en déblayant les champs de mines, les conséquences pourraient être catastrophiques.

Le groupe de commandement a duré trois minu-

tes. Le chef de bataillon s'est contenté d'indiquer que l'objectif était le périmètre défensif de Ruafa et d'assigner son secteur à chaque compagnie.

L'attaque a été lancée après le coucher du soleil. Dans la pénombre lourde de poussière, les yeux fatigués des équipages de chars y voyaient à peine. Les Egyptiens ont ouvert le feu avec tout ce qu'ils avaient et aussitôt marqué un coup au but : un des half-tracks et tous ses hommes ont été touchés, ce qui a arrêté le reste des véhicules, mais au bout de quelques minutes ils se sont ressaisis et ont repris leur progression. Bientôt, l'obscurité étant tombée, la nuit noire n'a plus été illuminée que par les trajectoires entrecroisées des projectiles et les énormes gerbes de flammes jaillissant des dépôts de munitions égyptiens que nous avions atteints. Tous les chars qui ont pris part à l'assaut ont été touchés, mais la plupart ont pu poursuivre leur avance. Pendant la dernière phase de la bataille, ils ont manqué de munitions et leurs équipages ont dû se battre à la grenade et à la mitraillette. Après que les postes ennemis et les boyaux de communication eurent été nettoyés des derniers îlots de résistance, les blessés ont été rassemblés et pansés à la lumière des phares. Si les Egyptiens avaient contre-attaqué à ce moment-là, il est peu probable que nos hommes auraient pu soutenir le choc ; le seul char à peu près intact n'avait plus ni carburant ni munitions. Mais l'ennemi avait lui aussi besoin de quelques heures pour monter une riposte et quand elle a été déclenchée, tout de suite après 21.00, notre unité qui était déjà parvenue à refaire le plein de ses réservoirs et à approvisionner ses chars en munitions, était prête à la recevoir. Cette attaque était appuyée par l'artillerie des pos-

tes d'Umm Qatef et Umm Shihan, ainsi que par le feu d'Archers mobiles en soutien rapproché. Mais elle a échoué et l'ennemi s'est replié sur El Arish, laissant derrière lui 4 Archers et 37 tués de plus. Nous avons eu 10 tués et 30 blessés.

Nous n'avons pas encore reçu de chiffres précis sur les quantités et les types d'armes, d'équipement et de munitions pris par cette brigade dans les postes et les camps de l'ennemi, mais il paraît qu'ils sont considérables. Quant aux prisonniers, à Ruafa comme à Abu Ageila, personne ne s'est soucié de les rassembler. Nos unités blindées n'ont ni les moyens matériels ni le temps de le faire. Aussitôt après la réduction d'une position ennemie, les officiers estiment que leur première tâche est de se regrouper et de poursuivre leur avance ; ils ne sont pas disposés à consacrer des heures et des hommes aux problèmes du secteur pris. En outre, les équipages doivent réviser leurs véhicules. Après l'attaque contre le barrage de Ruafa, par exemple, où tous nos chars ont été touchés, les hommes ont passé la nuit à les réparer et le lendemain matin, ils étaient en état de marche, sauf trois.

A l'heure actuelle nous contrôlons pratiquement les trois axes sud : Nakhl-Mitla, Gebel Libni et Bir Hassna. Cette dernière localité a été prise ce matin sans difficulté par un groupement blindé. En même temps, un autre progressait sur un itinéraire parallèle mais plus au nord, vers le carrefour routier du Gebel Libni dont il s'est emparé vers midi, poussait en direction de l'ouest, atteignait Bir Hama à 16 heures et l'emportait sans rencontrer non plus d'opposition sérieuse. Seuls les points d'appui d'Umm Qatef et Umm Shihan restent encore entre les mains des

Egyptiens, mais eux aussi sont presque encerclés — nos forces les cernent sur trois côtés — et ne communiquent plus avec leur base que par El Arish.

Notre plus grande surprise a été provoquée par les blindés ennemis. Selon nos renseignements, il y en a deux unités dans le Sinaï : le 3e bataillon sous le commandement de la 3e division dont le Q.G. est à El Arish et le groupement d'appui de la 1re brigade, appartenant aux réserves générales dans la zone du canal. Ce dernier, qui a été envoyé le 30 dans le Sinaï pour prendre part aux combats, comprend deux bataillons de T-34 soviétiques, huit SU-100 autopropulsés (soviétiques) et un bataillon d'infanterie motorisée dont les véhicules blindés sont également de fabrication soviétique. Hier notre 7e brigade blindée a recherché le contact avec cette unité égyptienne, mais n'est pas parvenue à l'établir. Nos avions ont signalé qu'ils l'avaient attaquée à plusieurs reprises, qu'elle faisait mouvement entre Bir Gafgafa et le Gebel Libni et qu'elle avait envoyé un détachement dans la direction de Mitla, par Bir Hassna. Après la prise du barrage de Ruafa, nos avions ont bien attaqué plusieurs chars qui avaient ouvert le feu sur nos troupes dans ce secteur, mais ils appartenaient probablement au bataillon de Shermans dont la base est à El Arish. Quelle qu'en soit l'explication, le fait est que nos forces terrestres n'ont pas rencontré de blindés jusqu'à présent et que l'opposition à nos assauts contre les emplacements ennemis est surtout venue des armes antichars statiques de la localité défendue. D'ailleurs ces pièces, canons de 57 mm, Archers, bazookas et mortiers de 25 livres ont été efficaces. En d'autres termes, les systèmes de défense fondés sur les armes statiques à tir blo-

qué ont plus ou moins rempli leur fonction, alors que les unités opérationnelles — chars et infanterie motorisée — n'en ont rempli aucune jusqu'à présent et n'ont pris aucune part aux combats. C'est ce qui s'est passé pour le 2e bataillon de gardes-frontières motorisé sur l'axe de Nakhl, ainsi que la 1re brigade d'infanterie et le 1er groupement d'appui blindé envoyés en renfort dans le Sinaï par le G.Q.G. égyptien. Ces unités sont apparemment en train de tourner en rond quelque part à l'arrière sans arriver — si tant est que leurs chefs y tiennent — à intervenir dans les opérations.

Le bombardement anglo-français des aérodromes égyptiens commencé la nuit dernière a neutralisé les forces aériennes qui auraient pu opérer contre nous. Même avant cette intervention, pendant la première nuit de la campagne (29 octobre) et les deux jours de combat qui ont suivi, leur activité n'a pas débordé les limites du Sinaï. Les Etats arabes voisins, Syrie et Jordanie, qui avaient promis d'attaquer Israël par air, n'ont en réalité rien fait du tout. L'aviation égyptienne a bien envoyé par deux fois des Ilyouchines 28, dans la nuit du 30 et celle du 31 (un appareil pour chaque mission) mais ils ont lâché leurs bombes au hasard, en terrain découvert, loin de toute agglomération et sans causer le moindre dommage.

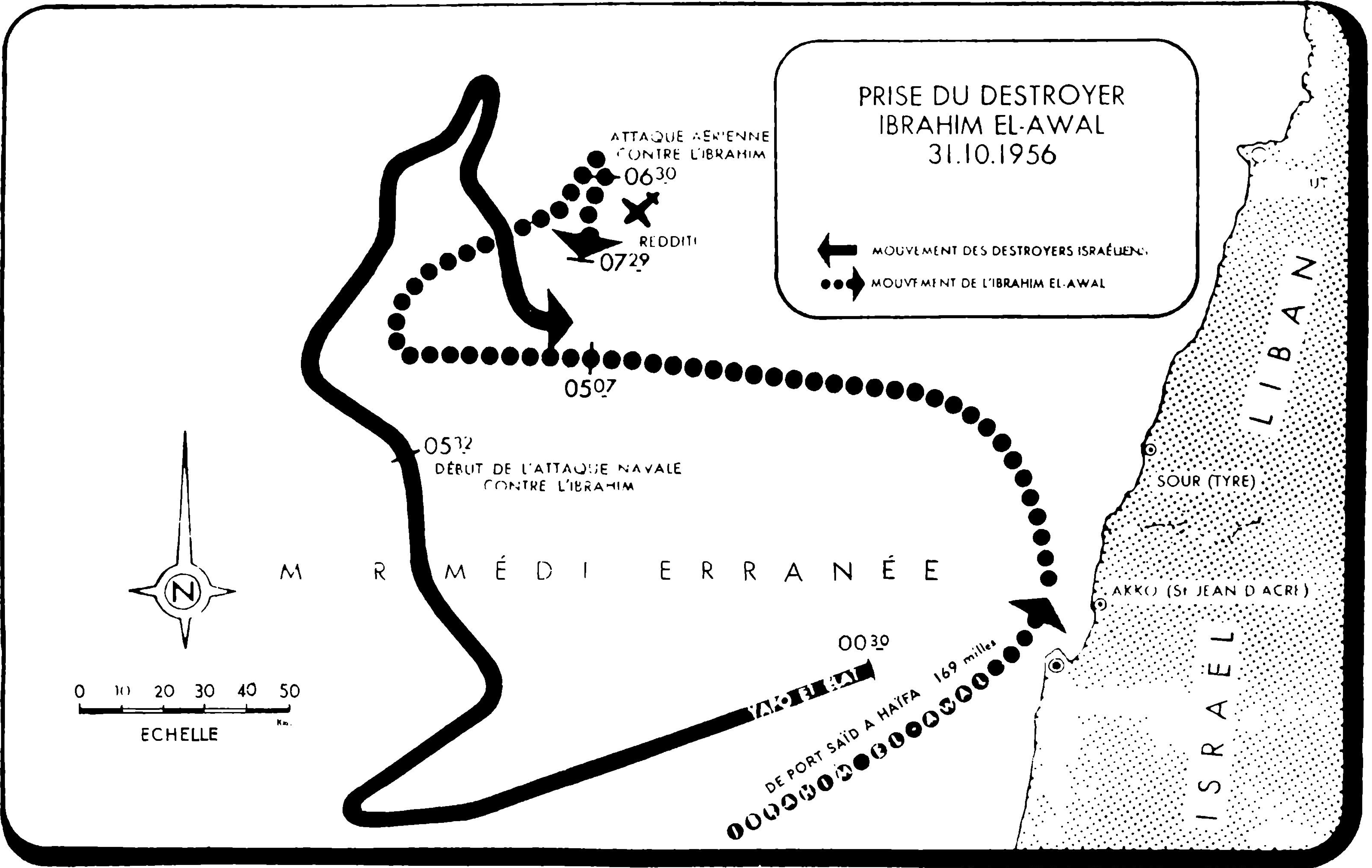
En dehors de leurs Ilyouchines, les Egyptiens ont engagé des Vampires, des Meteors et des Migs 15, les deux premiers volant en général avec une escorte des troisièmes pour les protéger ; leur tâche consistait à patrouiller et à attaquer des objectifs au sol, surtout dans la région de Mitla et le long de l'axe de Nakhl. En plus de leurs missions d'escorte, les

Migs devaient appuyer le groupement blindé de la 1re brigade et le couvrir contre nos attaques aériennes.

Or, bien que le champ de bataille eût été très proche de leurs bases, les pilotes égyptiens ne se sont pas surmenés. Le premier jour (30) ils ont fait environ 40 sorties (moins d'une par appareil) et le lendemain 90.

On peut dire qu'en règle générale les pilotes de Migs n'ont pas refusé le combat et ils ont même été jusqu'à tendre quelques traquenards à nos avions quand ceux-ci rentraient d'opération leurs réservoirs presque vides et leurs munitions épuisées. Mais ils ont toujours pris grand soin de se présenter en formations relativement importantes (4 à 8 appareils) et cherché à terminer l'engagement aussi vite que possible. Nos avions qui volaient bas pour mieux viser les objectifs au sol, ont été parfois atteints par la D.C.A., mais pas un seul n'a été perdu en combat aérien (il y en a eu 14). En revanche, 4 Migs et 4 Vampires au moins ont été abattus par nous.

Les attaques aériennes de l'ennemi contre nos troupes au sol n'ont eu des conséquences graves qu'en une seule occasion — pendant la bataille dans le défilé de Heitan. Il est difficile de connaître exactement la proportion des pertes qui leur sont imputables et celles provoquées par l'infanterie. Mais on estime qu'elles sont responsables d'une dizaine de morts, de vingt blessés, ainsi que des mortiers lourds, du fourgon de munitions et des trois autres véhicules qui ont été détruits. Dans toutes les autres occasions où les appareils ennemis ont attaqué nos unités — Thamad, Parker Memorial et colonne allant d'Elat à Nakhl — nos pertes en hommes et en matériel


PRISE DU DESTROYER
IBRAHIM EL-AWAL
31.10.1956
MOUVEMENT DES DESTROYERS ISRAÉLIENS
MOUVEMENT DE L'IBRAHIM EL-AWAL
ATTAQUE AÉRIENNE
CONTRE L'IBRAHIM
06 30
REDDITI
07 29
05 07
05 32
DÉBUT DE L'ATTAQUE NAVALE
CONTRE L'IBRAHIM
M R MÉDI ERRANÉE
00 30
DE PORT SAÏD A HAÏFA 169 milles
SOUR (TYRE)
AKKO (St JEAN D ACRE)
LIBAN
ISRAEL
0 10 20 30 40 50
Km.
ECHELLE

ont été insignifiantes ; elles n'ont eu aucune incidence sur le déroulement de la bataille.

Nous ignorons bien entendu l'étendue exacte des dégâts infligés par notre aviation, mais il n'est pas douteux qu'ils ont, en quelques jours, influencé la campagne de façon décisive. Je crois qu'il n'est pas exagéré de mettre au compte de nos actions aériennes la moitié au moins des pertes ennemis en hommes et en matériel.

Leurs principales missions ont été des attaques contre des objectifs au sol — positions ennemies, voie ferrée Egypte-Gaza, convois, colonnes blindées — que l'aviation égyptienne s'est montrée totalement incapable de défendre. Presque aucune de nos opérations n'a échoué du fait de l'intervention des pilotes ennemis. Il est probable que si la 1re brigade blindée égyptienne ne parvient pas à progresser à l'est de Bir Gafgafa, c'est en raison de l'attention que lui consacre notre aviation et que si leur 3e bataillon blindé n'a pris aucune part effective à la défense d'Abu Ageila et de Ruafa, c'est qu'il a été attaqué par nos appareils. Le fait est que pendant les deux premiers jours de la campagne, seules nos forces aériennes se sont attaquées aux chars ennemis — et elles l'ont fait avec un succès marqué.

Hier à l'aube, action navale ennemie contre Haïfa. Impossible d'imaginer résultats plus dramatiques. Au bout de quelques heures, le destroyer *Ibrahim el-Awal* a été touché, son équipage s'est rendu et le bâtiment a été remorqué dans le port.

D'après les indications recueillies la veille (30), quand ce bâtiment a jeté l'ancre à Port-Saïd, son commandant, le capitaine de corvette Hassan Rushdi

Tamzan, a reçu par téléphone du chef de la marine égyptienne, l'amiral Sliman Azat, l'ordre de se tenir prêt à partir en opération dans la nuit même, l'objectif devant lui être indiqué une fois qu'il serait en haute mer.

L'équipage a donc passé la journée à mettre le navire en état, à remplir les soutes de tous les approvisionnements nécessaires et, au crépuscule, il s'est glissé hors du port.

Selon le journal de bord, le commandant a reçu ses ordres, codés, à 19.00. Ils lui prescrivaient d'effectuer à l'aube une attaque contre Haïfa pour y bombarder les bateaux dans le port, les réservoirs de pétrole et les bases militaires.

L'officier a décidé alors de ne pas attendre le moment indiqué, mais d'opérer pendant les heures d'obscurité, de manière à être déjà loin de la zone d'action au lever du jour.

A 03.30 donc, le 31, l'*Ibrahim el-Awal* qui se trouvait à six milles à peine de Haïfa, a tiré 220 obus de 101, tout en se déplaçant à une vitesse de 12 à 14 nœuds. Certains des coups, bien ajustés, ont touché le quai et les chantiers de construction, mais sans causer ni victimes ni gros dégâts.

Notre radar a bien détecté le bâtiment et suivi son approche, mais sans l'identifier comme ennemi. Nos propres navires de guerre qui patrouillaient au large des côtes israéliennes ne l'ont pas remarqué et c'est seulement après le début du bombardement que le dispositif de défense a été alerté. Le destroyer français *Kersaint* qui se trouvait alors non loin de Haïfa a été le premier à repérer le bâtiment égyptien et a ouvert le feu à 03.38, tirant 64 obus, mais ne l'a pas poursuivi et le contact a été perdu. Le

commandant de l'*Ibrahim* se voyant démasqué a rapidement forcé la vitesse et s'est retiré dans la direction de Port-Saïd.

Le Q.G. de la Marine israélienne a donné l'ordre à son escadre de destroyers qui était alors en mer à quelque 32 milles dans l'ouest de Haïfa, d'intercepter et d'attaquer l'ennemi. Le *Jaffa* et l'*Elat* se sont immédiatement (03.56) dirigés vers l'*Ibrahim* qu'ils ont repéré à 05.27, identifié et bombardé à une distance de 8 000 mètres.

Le duel d'artillerie s'est poursuivi pendant un certain temps, après quoi l'Egyptien a tenté d'échapper au feu de nos bâtiments. S'étant rendu compte que la route de l'Egypte était coupée, il a voulu s'enfuir vers le nord, en direction du port libanais de Beirout, mais n'est pas parvenu à « semer » nos destroyers. Le *Jaffa* a tiré 242 coups et l'*Elat* 194, certains obus éclatant assez près de l'*Ibrahim* pour lui causer des dégâts.

Juste avant l'aube, le Q.G. de la Marine a demandé le soutien de l'aviation. Le premier à décoller a été un Dakota qui après avoir identifié le bâtiment égyptien (à 05.46) a été rejoint par deux Ouragans. Il a dirigé les appareils à réaction sur l'*Ibrahim* qui se trouvait alors à 37 milles de la côte israélienne et ceux-ci ont piqué sur lui — sans même attendre que nos propres navires aient cessé de tirer — lâchant leurs roquettes perforantes (chacun en avait 16) et balayant les ponts au canon. Les roquettes ont endommagé l'avant du bateau. Quand le commandant égyptien s'est rendu compte que son bâtiment ne gouvernait plus, que les circuits électriques étaient en panne et l'ascenseur de la soute à munitions bloqué, il a fait hisser le drapeau blanc. Il était 07.10.

Aucun avion égyptien n'était signalé dans les parages.

Quand le *Jaffa* et l'*Elat* se sont approchés de l'*Ibrahim,* ils ont vu qu'il avait mis une embarcation à la mer, mais celle-ci avait sombré — le fond criblé par les projectiles — et ils ont repêché 53 membres de l'équipage dont 2 blessés. Sur le pont, 6 blessés, 2 tués et le reste d'un équipage qui avait compté 153 hommes. L'*Elat* a alors remorqué le navire jusqu'à Haïfa.

Les mécaniciens égyptiens avaient essayé de le couler en ouvrant les robinets d'arrêt sous la ligne de flottaison ; mais les valves étaient rouillés et ils n'ont pas pu les manœuvrer.

Le journal de bord de l'*Ibrahim* contient les derniers messages échangés avec le Q.G. de la Marine à Alexandrie :

Alexandrie :

06.31. Vous avez couverture aérienne en plus de bombardiers envoyés d'urgence à votre aide depuis la Syrie.

Ibrahim el-Awal :

06.41. Sommes attaqués par trois avions ennemis et deux de leurs bâtiments. Notre aide pas encore arrivée.

06.50. Suis en panne.

Alexandrie :

06.55. Aide arrive de Beirout. Continuez à tirer.

Ibr. el-Awal :

06.56. Le bâtiment est hors de combat.

Ibr. el-Awal :

07.00. Nos munitions sont épuisées.

Alexandrie :

07.01. Abandonnez le navire.

Alexandrie :

07.03. Abandonnez le navire après avoir détruit documents et instruments et pris toutes mesures pour le couler.

Ibr. el-Awal :

07.25. Opération Haïfa réussie. Ne peux préciser pertes ennemies. Avons quelques blessés. Coulons le navire.

Ibr. el-Awal :

07.32. Abandonnons tous le navire. Allons nous rendre.

Alexandrie :

07.37. Avez tous accompli votre mission et devez être fiers de vous. La patrie sera toujours fière de vous. Nous aurons soin de vos familles. Dieu soit avec vous.

Ibr. el-Awal :

07.50. Avons ouvert les robinets d'arrêt pour couler le navire. Sommes entre deux destroyers israéliens, le *Jaffa* à bâbord et l'*Elat* à tribord.

Aussitôt après le début de notre action dans le Sinaï, quand la nouvelle s'en est répandue dans le monde, des cris d'indignation se sont élevés un peu partout, encore plus véhéments depuis l'entrée en lice de la Grande-Bretagne et de la France — d'abord avec leur ultimatum, puis avec le bombardement des bases aériennes égyptiennes.

A la tête de la campagne contre les opérations Suez-Sinaï, on trouve le gouvernement des Etats-Unis et l'Union soviétique a bien entendu pris la même position. Ces deux « solistes » sont accompagnés par un chœur fourni et divers adeptes enthou-

siastes de « la paix à tout prix » — surtout quand le prix n'est pas payé par eux.

Depuis que le Conseil de sécurité s'est séparé hier (31 octobre) à la suite du veto anglo-français, le représentant yougoslave, ardemment soutenu par Dag Hammarskjoeld, a demandé la réunion immédiate de l'assemblée générale. La Grande-Bretagne et la France ont voté contre, l'Australie et la Belgique se sont abstenues, mais les sept autres membres du Conseil ayant voté pour, une session extraordinaire a été convoquée pour aujourd'hui 17.00 (minuit, heure israélienne).

Les réactions ont été plus inquiétantes encore au Parlement et dans de nombreux milieux britanniques, les critiques étant surtout dirigées contre le Premier ministre. Il n'y a aucun doute : ni la majorité de l'opinion publique, ni la majorité des membres du gouvernement ne soutient Eden dans cette affaire. Sa tâche n'est pas facilitée non plus, d'ailleurs, par les chefs militaires qui, persuadés de la puissance des armées égyptiennes, avaient préparé une opération compliquée et assigné une date plus tardive au débarquement de leurs forces terrestres.

Au point de vue politique, il n'est pas douteux que le temps travaille contre nous et que la pression sur la Grande-Bretagne, la France et certainement nous-mêmes se fera de plus en plus forte afin d'amener la cessation des opérations militaires. Qui sait combien de jours nous avons encore devant nous pour poursuivre la campagne ? Nous ne l'avons commencée qu'hier, il est vrai, mais nous devons la terminer très vite, sans quoi nous risquons d'être arrêtés avant que la tâche soit accomplie, ce qui annulerait tous les gains militaires et politiques.

Hier matin, inspecté le secteur de la 10e brigade avec le commandant de la Région Sud. Nous avons traversé les positions ennemies prises la nuit précédente Auja Masri et Tarat Umm Basis, puis inspecté celles de la brigade devant Umm Qatef et Umm Shihan. Malgré les directives du plan « Kadesh », les chefs de bataillon n'avaient pas pris les dispositions nécessaires pour l'attaque de ces points d'appui ; les deux unités devant prendre part à l'action n'ont été amenées qu'hier de leur zone de rassemblement près de Qezi'ot et, après la prise de Auja Masri et Tarat Umm Basis ne se sont pas mises en position pour donner l'assaut à Umm Qatef et Umm Shihan.

J'ai expliqué à leurs chefs qu'il fallait prendre aussi rapidement que possible la première de ces deux localités. Le temps passe et il est indispensable d'ouvrir un axe aux mouvements de la 7e brigade blindée et la 202e brigade de parachutistes. Umm Qatef commande la seule route asphaltée qui puisse être utilisée par nos forces qui ont poussé jusqu'au Gebel Libni et Bir Hassna. La circulation intense de nos véhicules a mis la piste qui traverse Quseima dans un tel état, que seuls actuellement les transports à quatre roues motrices peuvent l'emprunter et ce goulet d'étranglement ralentit les convois de ravitaillement, ce qui pourrait compromettre notre avance. Il se révèle que l'ordre de différer l'attaque primitivement fixée au 30 octobre a été donné par le commandement de la Région Sud et, sur sa demande, le bureau des Opérations du G.Q.G. a autorisé la 37e brigade blindée, maintenue jusqu'alors dans les réserves générales, à se joindre à la 101e brigade d'infanterie pour prendre Umm

Qatef et Umm Shihan. On m'a promis que l'attaque serait lancée cette nuit (la nuit dernière) par l'infanterie et achevée le lendemain matin (ce matin) avec l'aide des blindés. Malgré tous ces ordres, dispositions, mesures et promesses, je n'ai pas eu l'impression d'avoir réussi à faire comprendre aux chefs sur place l'urgence extrême d'un effort total pour prendre ces deux positions ennemies sans délai.

L'entretien avec ces officiers a été difficile, fort désagréable et nous nous sommes tous mis en colère. Non seulement j'ai senti que je ne parvenais pas à établir le contact avec eux malgré mes efforts pour les inciter à l'action, mais il me paraît évident que nous ne voyons pas les choses sous le même angle. J'étais là à demander sur tous les tons au commandement de la brigade d'engager le combat, d'avancer, de prendre Umm Qatef d'assaut et lui — lui, il n'était pas prêt et voilà. Les officiers m'ont dit que, d'après les indications données par la Région Sud, l'opération devait être effectuée par une autre unité ; ils ont mille bonnes raisons pour expliquer qu'ils n'ont pu emporter cette nuit les positions égyptiennes avec leurs champs de mines et leurs défenses bien organisées, mais le fait, dans toute sa brutalité, c'est que si on les a amenés là, c'est uniquement pour qu'ils les prennent et il est essentiel pour le déroulement de la campagne que l'opération soit achevée aussi vite que possible. J'ai agi avec eux comme s'il s'agissait d'une unité régulière de parachutistes ou de blindés, alors qu'en réalité la 10e brigade est une formation de réservistes. Il est visible que les officiers ne sont pas sûrs de la valeur des hommes, plus âgés que la moyenne et insuffisamment entraînés. Il se peut

aussi que le Negev soit pour eux une sorte de terre inconnue, qui les déconcerte.

Je connais cette impression. Il y a quelques années, quand j'ai été nommé commandant en chef de la Région Sud, j'ai eu, pendant un temps assez long, la sensation d'être dans un monde différent. Tout ce que l'expérience m'avait appris était bon à jeter par-dessus bord l'estimation des distances, l'orientation, le repérage du terrain, rien ne correspondait plus. J'ai dû tout apprendre à nouveau, m'adapter à des espaces sans un arbre, sans une maison comme point de repère et à des surfaces plates recouvertes de silex noir qui me faisaient l'effet de champs brûlés.

Mais je ne les ai pas ménagés. Je n'ai écouté ni les réclamations, ni les problèmes, ni les difficultés. Les hommes sont fatigués, les approvisionnements ne leur arrivent pas à temps, les nuits sont froides, les journées sont torrides, la poussière encrasse les fusils, le sable immobilise les véhicules, tout cela je le sais, mais je n'y peux rien. Je ne peux pas changer le Negev et *il faut* que ce nouvel axe soit ouvert.

Nos deux attaques contre Umm Qatef, la nuit dernière et ce matin, menées par la 10e brigade d'infanterie et une unité de la 7e brigade blindée ont échoué — c'est-à-dire que l'échec est certain, ce qui l'est moins c'est que ces actions méritent le nom d'attaques.

La défense égyptienne dans la région Abu Ageila-Umm Qatef-Quseima repose sur la 6e brigade d'infanterie qui comprend trois bataillons (12e, 17e, 18e) auxquels ont été joints deux autres de la Garde

nationale. Umm Qatef, position centrale de tout le périmètre défensif qui a reçu l'ordre de « combattre jusqu'au bout », est tenu par deux bataillons d'infanterie, une batterie de canons antichars (6 « Archers ») et une batterie de six mortiers de 25 livres ; elle est également englobée dans le soutien général fourni par le régiment d'artillerie divisionnaire.

Bien que nous ayons pris la veille de l'attaque les positions égyptiennes d'Abu Ageila et Ruafa, exposant ainsi le flanc gauche du périmètre défensif, ni Umm Qatef ni Umm Shihan n'ont été évacués. L'ennemi a continué à les tenir et à les défendre. Il est évident que la 6e brigade sera tôt ou tard obligée de les abandonner et de se replier sur El Arish — si l'endroit est encore aux mains des Egyptiens — mais le fait demeure qu'en attendant, elle est là et elle se défend vigoureusement.

Le 30 octobre, notre 10e brigade a reçu l'ordre de prendre, ce même jour, Auja Masri et Tarat Umm Basis, l'opération étant confiée à la compagnie de reconnaissance renforcée par une compagnie d'infanterie et un détachement de chars. A 15.30, Auja Masri était entre nos mains. Apparemment la localité n'était tenue que par une section d'infanterie renforcée qui a quitté ses postes dès que nos chars ont ouvert le feu, après quoi nos hommes sont entrés sans opposition dans les lieux ; l'unité de reconnaissance a ensuite continué sa progression et pris à 17.00 Tarat Umm Basis qui avait également été évacué à l'approche de nos troupes.

Le premier essai d'attaque, très tiède, contre Umm Qatef a eu lieu hier matin (31 octobre) sur l'ordre du commandement de la Région Sud. Une fois encore, c'est l'unité de reconnaissance qui a été engagée

renforcée par 10 half-tracks, plusieurs command-cars et une compagnie d'infanterie. Quand elle a atteint la crête en face de la position égyptienne, elle a été accueillie par le feu de l'artillerie ennemie, s'est retirée et son commandant a signalé qu'il ne pourrait prendre Umm Qatef de jour.

En conséquence, la brigade a monté une autre opération cette nuit, avec deux bataillons d'infanterie qui devaient prendre la localité de flanc, par le sud et par le nord. Le premier s'est égaré, n'a pas pu trouver la principale position ennemie, a perdu le contact avec ses compagnies, a erré toute la nuit dans les dunes pour prendre finalement, vers 10.00 le lendemain matin, un emplacement périphérique de peu d'importance à deux kilomètres environ d'Umm Qatef.

Le second bataillon a eu, lui aussi, des difficultés pour trouver l'objectif et c'est seulement après une nuit pénible de marches et contremarches dans le sable qu'il est parvenu à 03.40 près de la position ennemie. Une section a atteint les barbelés entourant le point d'appui, essuyé le feu des défenseurs, un homme a été tué, un autre blessé — et l'attaque arrêtée. Le bataillon s'est retiré, laissant le mort et le blessé où ils étaient tombés. Auparavant, pendant son mouvement de nuit, il avait eu 30 blessés, du fait de l'artillerie égyptienne.

L'attaque suivante, menée par la 37e brigade blindée a eu lieu à 04.00 (le 1er novembre). Si la cause principale de l'échec essuyé par la 10e brigade a été l'incapacité où elle s'est trouvée d'exécuter un assaut véritable, celui de la 37e est dû à la hâte excessive avec laquelle ses officiers se sont jetés contre les défenses ennemies.

Selon les plans, l'unité blindée devait participer à l'attaque avec deux bataillons de la 10e brigade et percer au centre, pendant que ceux-ci prenaient l'ennemi de flanc. Elle devait comprendre un escadron de chars — deux compagnies de chars moyens (Shermans) et une de chars légers (AMX) — deux compagnies d'infanterie sur half-tracks et un bataillon d'infanterie motorisée. La brigade a quitté la zone de concentration près de Reovoth dans l'après-midi et ses premières unités ont atteint Nizzana vers minuit, après avoir fait le plein d'essence à Be'er Sheva. Là elle a achevé ses derniers préparatifs et à 02.00 les deux compagnies de half-tracks étaient prêtes à attaquer. Mais les chars n'étaient pas encore arrivés. Le commandant de la brigade, avec l'accord de la Région Sud, a décidé d'attendre une heure, puis de passer à l'action, avec ou sans eux. A 03.00, comme ils n'avaient toujours pas paru — ils devaient arriver une heure plus tard — l'attaque a été déclenchée avec les deux compagnies de half-tracks. Il faisait encore nuit et la colonne avançait tous phares allumés. En approchant des positions ennemies, elle s'est déployée en formation de combat et les Egyptiens qui l'avaient non seulement entendue mais vue approcher ont ouvert le feu avec des armes antichars et de l'artillerie lourde. Les premiers véhicules s'étant engagés dans le champ de mines qui bordait les barbelés autour du saillant égyptien ont été mis hors d'action et se sont aussitôt mués en cibles magnifiques pour les pièces ennemies. Dans un des premiers half-tracks à être touchés, le commandant de la brigade a été tué et les officiers qui l'accompagnaient gravement blessés.

Continuer l'attaque était impossible. En fait un

peloton de half-tracks est bien parvenu à forcer les défenses ennemies et à tenir sur sa position, mais personne parmi les chefs de l'unité (tous hors de combat) n'était en mesure de recevoir son message, ni d'exploiter sa percée. L'officier de liaison, blessé lui aussi, était le seul physiquement capable de prendre une décision. Il a donc organisé les secours et sous le couvert de l'artillerie, avec le soutien des chars arrivés entre-temps, les blessés ont pu être retirés du champ de mines, après quoi l'unité s'est repliée sur sa base en emmenant plus de 80 hommes hors de combat.

Il n'y a pas de doute que la façon dont cette attaque a été menée était incorrecte et inconsidérée. Engager des véhicules la nuit sur un terrain miné et inconnu, partir sans attendre les chars qui devaient arriver d'un moment à l'autre, entasser tous les chefs de corps dans le même half-track — tout cela est injustifiable sur le plan militaire. Mais ce n'est pas seulement une erreur de jugement qui a conduit le commandement à agir comme il l'a fait ; deux autres facteurs sont intervenus. D'abord des renseignements inexacts. On ne sait pourquoi ceux qui sont parvenus à la Région Sud indiquaient que les troupes d'Umm Qatef se débandaient, que les homme s'enfuyaient et qu'il suffirait à notre unité de s'approcher et d'ouvrir le feu pour qu'ils se rendent. Le second facteur a été la pression exercée par le G.Q.G. de la Région — lui-même harcelé par moi — pour que soit hâtée l'ouverture de l'axe Umm Qatef-Abu Ageila. Selon ce que son commandant m'a dit, le chef de la brigade lui avait promis que ce serait chose faite aux premières lueurs du jour. Or, mes ordres étaient bien en effet de presser

l'opération — sans limiter le délai à la nuit, d'ailleurs, mais au lendemain midi, car je ne croyais pas à la possibilité d'utiliser des blindés la nuit — et j'avais bien en effet exigé que cela fût fait, même au prix d'une attaque frontale difficile entraînant de lourdes pertes.

J'avais donné l'ordre d'attaquer Umm Qatef dans les plus brefs délais possible et, en prenant les choses au pied de la lettre, l'ordre a été exécuté. Seulement Umm Qatef n'a pas été pris. La Région Sud avait tous les moyens nécessaires pour réussir : infanterie, blindés, artillerie, etc., mais ils n'ont pas été employés de façon rationnelle. L'attaque n'a pas suivi un plan bien conçu qui aurait permis aux forces assignées à l'opération d'intervenir avec le maximum d'efficacité.

Cette nuit nous attaquons le périmètre défensif de Rafah, après quoi notre intention est de poursuivre immédiatement la progression sur El Arish. Ces deux places sont la clef de l'axe d'Ismaïlia et leur prise fera tomber le Sinaï septentrional entre nos mains.

Au point de vue militaire, ce sera l'action capitale de la campagne, c'est d'elle que dépend l'issue de l'affrontement entre nos forces et l'armée égyptienne.

Dans les airs et sur les mers les opérations sont pratiquement terminées. Avec l'entrée en lice des forces aériennes et des unités navales anglo-françaises, il est peu probable que les Egyptiens poursuivent leurs activités dans ces deux domaines. Je dois dire, d'ailleurs, qu'avant même cette intervention, nos propres forces, surtout l'aviation, avaient pris le dessus malgré les nombreuses restrictions

que nous leur imposions, y compris l'interdiction de bombarder les aérodromes ennemis. A mon avis, si nous avions dû poursuivre seuls le combat, nous aurions neutralisé l'aviation égyptienne en quelques jours.

Quant à la guerre des blindés, nous n'avons pas encore pu nous mesurer sérieusement avec ceux de l'ennemi et il n'est pas sûr que nous parvenions jamais à le faire. Jusqu'à maintenant leurs unités évoluent à l'arrière en évitant le contact avec notre 7e brigade qui est pourtant à plus de moitié chemin du canal. Elles restent même à bonne distance de notre brigade parachutée à Mitla, bien qu'elle ne soit qu'à 50 km de Suez, coupée du reste de nos forces et isolée dans un terrain découvert très propice aux mouvements de blindés.

Cependant le gros des forces militaires ennemies qui défendent le Sinaï est constitué par les divisions d'infanterie renforcées : 3e, 8e (palestinienne) et 2e (réserve du secteur oriental). Le dispositif repose sur quatre bases principales El Arish, Rafah, Abu Ageila et Sharm el-Sheikh. Seule cette dernière constitue un périmètre autonome et indépendant ; les défenses des trois autres se chevauchent et s'enchevêtrent, assurées par une seule formation, la 3e division. L'enclave de Gaza, située au nord de Rafah et tenue par la 8e division palestinienne, est également reliée au système défensif d'El Arish. Si cette dernière localité et Rafah tombent entre nos mains, l'enclave sera isolée et ne pourra résister par ses propres moyens.

Aujourd'hui, 48 heures après le début de la campagne, le moment est venu de frapper au cœur les forces égyptiennes du Sinaï et de le faire avec

toute la vigueur de notre élan. Les phases préparatoires que nous avions prévues sont déjà terminées. Les Egyptiens reconnaissent que notre intention n'est pas d'effectuer une simple action de représailles. Le long des axes méridionaux, Nakhl-Mitla et Quseima-Gebel Libni, nos unités ont progressé et atteint leurs objectifs. En outre, les aviations anglaise et française ont commencé à bombarder les aérodromes égyptiens hier à la tombée du jour. Mais il est également certain maintenant que les pressions politiques les plus vigoureuses vont s'exercer sur nous pour nous amener à cesser immédiatement nos activités militaires, aussi devons-nous tout faire pour parachever notre conquête dans les plus brefs délais.

C'est pour cette raison aussi que j'ai décidé, contrairement à la recommandation de la Région Sud, que Rafah serait attaqué par le nord et non par le sud. Cela permettra d'employer le maximum de blindés dès le début de l'opération. Je sais que cela entraîne une attaque frontale précisément dans le secteur où les emplacements sont le mieux organisés pour la défense, mais je crains que, si nous cherchons des voies d'approche loin dans le sud pour les envelopper, nous nous enlisions dans les dunes, y perdant des chars et, ce dont nous avons le moins, du temps.

J'ai l'intention de me joindre aux troupes qui attaquent Rafah et de rester avec elles jusqu'à ce que la prise d'El Arish soit chose faite. Je peux parfaitement confier la conduite normale de la campagne à des officiers (Bureau des Opérations) dont l'habileté et le jugement sont d'un niveau extrêmement élevé. Néanmoins, l'Etat-major général

voit mes absences d'un très mauvais œil. J'ai passé les deux premiers jours des opérations en grande partie sur le terrain, le premier avec les 7e et 4e brigades à Quseima, hier avec la 10e brigade près d'Umm Qatef. Je suis retourné chaque soir au G.Q.G., mais évidemment mon éloignement pendant la journée complique les choses et bouleverse l'ordonnance régulière du travail. Dans mes déplacements, j'ai constamment un émetteur radio avec moi et le contact n'est jamais rompu avec le G.Q.G., mais mes officiers se plaignent que ce n'est pas suffisant. Ils ont peut-être raison, mais je ne peux ni ne veux agir autrement.

3 novembre.

Notre capacité pour les incidents est apparemment sans limites. Hier (2 novembre) à midi, un des escadrons de la 7e brigade a ouvert le feu par erreur, à moins de 1 000 mètres sur un autre de la 37e brigade, mettant huit de ses chars hors de combat en cinq minutes. Je n'ai pas encore pu savoir le nombre des victimes, mais il semble que le commandant soit parmi les tués.

La raison essentielle de ces contretemps, c'est la rapidité avec laquelle nous avons dû entrer en action et le manque de préparation qui en résulte. C'est ainsi que la coordination entre nos diverses unités n'est pas toujours convenablement assurée. En outre, conformément à mes ordres, les formations continuent à opérer même quand les communications sont interrompues et qu'elles perdent le contact soit entre elles, soit avec notre aviation ; évidemment, en pareil cas des malentendus peuvent

surgir qui amènent une unité à faire feu sur une autre. Il n'est pas toujours facile non plus de distinguer entre amis et ennemis. Nos chars n'ont pas de marques distinctives et quand ils sont de surcroît entourés par des nuages de poussière, il devient difficile de savoir s'ils sont à nous ou aux Egyptiens. En outre, quand nos troupes prennent du matériel, surtout des véhicules, en état de fonctionner, elles se hâtent de l'utiliser sans se soucier de le repeindre ni de le marquer.

Evidemment, nous devons veiller à ce que les chefs d'unité fassent le maximum pour reconnaître et identifier les autres formations engagées, mais même après le grave accident d'hier, je ne suis pas disposé à apporter aux instructions le moindre changement qui risque de diminuer la rapidité de notre avance, ou de limiter l'initiative de nos commandants. Toutes nos chances de succès dans la campagne dépendent en effet de ces deux facteurs rapidité et initiative.

Ce qui s'est produit hier est dû à un imbroglio d'un caractère assez spécial et qui aurait parfaitement pu être évité. L'officier des Renseignements de la Région Sud est arrivé à 08.30 au secteur de la 3e brigade où il a rencontré le commandant du bataillon blindé qui se trouvait alors non loin d'Abu Ageila et là il s'est aperçu que les prisonniers ennemis n'étaient pas interrogés comme il convenait. Sans perdre un instant, il s'est mis à questionner un soldat égyptien sur ce qui se passait dans la « poche » (Umm Qatef et Umm Shihan qui tenaient toujours).

Se fondant sur les déclarations de cet homme, l'officier, d'accord avec le commandant du bataillon,

a décidé alors d'envoyer une note au chef des forces égyptiennes à Umm Qatef, lui enjoignant de se rendre et lui fixant l'heure limite de 14.00. Le message, rédigé en arabe et en anglais, a été remis à 11.30 à deux prisonniers égyptiens qui conduisaient une jeep prise à l'ennemi et arborant un drapeau blanc.

A peu près au même moment, nos pilotes qui avaient été envoyés bombarder Umm Qatef signalaient qu'ils n'apercevaient aucun mouvement ennemi dans la région et que les forces égyptiennes avaient probablement évacué leurs emplacements pendant la nuit.

Le commandement de la 37e brigade a alors décidé d'envoyer de Quseima un escadron de chars avec mission de voir sur place si les positions étaient effectivement évacuées ou en train de l'être, de pousser en avant et de faire sa jonction avec la 7e brigade blindée qui se trouvait de l'autre côté des postes ennemis.

Tous deux avaient bien en effet été abandonnés pendant la nuit et quand l'escadron a pénétré dans le camp égyptien, les premiers prisonniers à se présenter ont été les deux « estafettes » envoyées là dans la jeep au drapeau blanc. Réexpédiant « l'ultimatum » et ses porteurs à la Région Sud, l'escadron a continué sa progression vers l'ouest pour effectuer la jonction avec la 7e brigade. De fait il a bien rencontré son feu en descendant la crête d'Umm Shihan, car la brigade était persuadée qu'il s'agissait d'une unité ennemie qui, au lieu de se rendre conformément à l'ultimatum du chef de bataillon, avait décidé de briser l'encerclement avec la puissance de ses blindés.

Les seuls à comprendre immédiatement ce qui se passait ont été nos pilotes qui savaient que les deux colonnes étaient à nous. Ils ont piqué et au moyen de divers signaux sont parvenus à faire cesser les tirs. Mais un seul char, le dernier de la colonne, avait pu se replier derrière la crête et éviter d'être touché.

Quant au retrait des forces égyptiennes d'Umm Qatef et Umm Shihan, il semble que, avant-hier, 1er novembre, dans le cadre d'un ordre de repli général lancé par le G.Q.G. égyptien à midi ce même jour, la 6e brigade ait reçu à 16.00 des instructions lui enjoignant de rallier El Arish. Les soldats devaient aller à pied en abandonnant leur matériel lourd. Le mouvement a commencé au crépuscule. Une arrière-garde maintenait un tir d'artillerie, faisant de temps en temps usage d'autres armes pour tromper nos forces. Ils n'ont fait sauter ni leurs réserves ni leurs installations de peur que nous soupçonnions leur intention de décrocher.

Au début, le mouvement s'est effectué en bon ordre. Les Egyptiens sont partis compagnie par compagnie, en traversant les dunes dans la direction du nord. Mais au bout d'un certains temps, la confusion s'est mise dans leurs rangs, les hommes ont perdu le contact avec leurs chefs et la retraite est devenue une débandade panique. Les soldats du 18e bataillon sont parvenus à atteindre El Arish pendant la nuit, en passant par Magdawa, mais les autres se sont dirigés vers Bir Lahtan où ils ont été faits prisonniers par les nôtres.

Les positions d'Umm Qatef et Umm Shihan — ou, comme les appellent les Egyptiens, les localités défendues d'Abu Ageila — sont le seul secteur

jusqu'à présent où les Egyptiens se sont extrêmement bien battus et nos forces extrêmement mal.

La faute capitale que nous avons commise là, c'est d'engager nos ressources par pièces et par morceaux. D'abord le 30 octobre une unité de la 7e brigade attaque Umm Shihan ; après cela, attaque d'Umm Qatef par les 10e et 37e brigades. Ni dans un cas ni dans l'autre l'unité ne s'est concentrée pour jeter tout son poids dans la bataille. Cette critique s'applique uniquement, bien entendu, au secteur est des défenses d'Abu Ageila, car à l'ouest ses deux avant-postes, Abu Ageila proprement dit et le barrage de Ruafa ont été enlevés le même jour (31 octobre) par un bataillon de la 7e brigade. Notre erreur a été de ne pas rassembler pour une attaque coordonnée et massive toutes les forces dont nous disposions sur ce front — et qui auraient pu être assignées à cette opération. La faute se situe à un niveau plus élevé que celui des unités combattantes. Elle incombe à la Région Sud, au G.Q.G. et au chef d'Etat-major (moi-même).

Les Egyptiens se sont bien battus pendant la phase statique du combat. Tant qu'ils ont eu à utiliser les armes installées dans des positions préparées à l'avance — canons antichars, pièces de campagne et batteries de D.C.A. — ils l'ont fait automatiquement, avec précision et efficacité. Mais il n'en a pas été de même quand ils ont été obligés de quitter leurs retranchements, ou de modifier leurs plans. Ils n'ont pour ainsi dire pas monté de contre-attaques et quand ils l'ont fait, leur action a été assez médiocre. En outre, ils n'ont pas engagé dans la bataille les chars assignés à ce secteur — 2e bataillon blindé, stationné à El Arish — ni leurs réserves

d'infanterie. Le Q.G. de la division à El Arish n'a pas pris une seule initiative qui pût influencer l'évolution de la situation sur ce front. Non seulement les forces à sa disposition n'ont pas été engagées, elles n'ont même pas bougé de leurs bases.

Quant à la valeur tactique d'Abu Ageila en tant que point d'appui défensif, le fait qu'une partie des positions n'a pu être enlevée par nous confirme mes vues sur les combats dans cette région.

Je ne sais si les doctrines militaires que suivent les Egyptiens leur ont été enseignées par leurs instructeurs britanniques, allemands ou russes, mais, ce qui est sûr, c'est que dans l'esprit de leur G.Q.G., Abu Ageila était destiné à opposer un barrage aux tentatives de percée vers le Sinaï dans le secteur central, celui de Quseima-Nizzana. Là, leur système défensif s'appuyait sur six positions principales, Quseima, Umm Qatef, Umm Shihan, Abu Ageila, le barrage de Ruafa et Ras Matmor, tenues par une brigade d'infanterie renforcée, avec diverses autres unités en soutien. Le but, tel que l'avait défini le haut commandement égyptien, était de neutraliser les forces israéliennes attaquant par l'est et d'anéantir les unités ennemies qui auraient pu être parachutées ou s'introduire dans la région par quelque autre moyen.

Nous connaissions bien ce dispositif et j'y voyais trois erreurs fondamentales. D'abord j'étais convaincu que les Egyptiens exagéraient la valeur défensive de telles positions. Des points d'appui avec des fonctions similaires ont été construits en Europe lors de la dernière guerre, mais entourés par de vastes champs de mines et d'énormes fortifications en béton, mais doté d'énormes quantités

d'armes antichars, d'artillerie lourde et de pièces de D.C.A. Les pays du Moyen-Orient ne peuvent pas établir des zones fortifiées d'un tel type. Ils n'ont ni la main-d'œuvre, ni le matériel, ni les sommes considérables qu'elles exigent.

C'est donc pure illusion de croire qu'un périmètre comme celui d'Abu Ageila puisse résister à des attaques sérieuses et de fait ni la position centrale proprement dite, ni le barrage de Ruafa n'ont tenu une heure contre l'assaut de notre groupe d'appui blindé qui est intervenu avec deux compagnies de chars et une compagnie d'infanterie sur half-tracks.

La seconde erreur provient elle aussi d'une analogie abusive avec l'Europe : croire qu'en s'emparant des saillants clefs, il est possible de bloquer la pénétration de forces militaires importantes dans le Sinaï et en Egypte. Cela peut peut-être se faire en Europe où il y a beaucoup de rivières, de marais, de forêts et de montagnes ; là des barrières de défense peuvent être établies « d'une mer à l'autre », construites et fortifiées de manière à rendre leur rupture extrêmement difficile.

Mais ce dispositif ne saurait être reproduit au Moyen-Orient et au Sinaï moins encore qu'ailleurs. Le terrain dans le Negev et la moitié nord de la péninsule est tel qu'il permet de contourner et de déborder les bases défensives comme Abu Ageila. Les dunes de sable ne peuvent remplacer des lignes puissamment fortifiées et le défilé de Deiqa n'est pas le Rhin. Les unités blindées de la 7e brigade ont donc pu avancer en direction de l'ouest et du nord, après la destruction du pont de Deiqa et malgré les graves difficultés causées par le manque de routes asphaltées, nos forces sont parvenues

à éviter Abu Ageila pour progresser vers Suez en utilisant les pistes du désert.

La troisième erreur des Egyptiens, la plus grave, réside dans leur conception même de la guerre. Abu Ageila ne pouvait jouer un rôle décisif dans la défense du Sinaï que s'il assurait une base solide à des unités mobiles pouvant effectuer des sorties et engager le combat avec tout ennemi essayant de percer en direction du canal. Dans un désert comme celui du Sinaï, rien ne peut se substituer aux blindés, aux avions, aux parachutistes et à l'infanterie motorisée. Il faut que la défense puisse affronter l'attaquant en lui opposant ses propres unités mobiles. Les Egyptiens ont commis une erreur fatale en s'imaginant que leurs positions fortifiées d'Abu Ageila, Rafah et El Arish nous empêcheraient de pénétrer dans le Sinaï et protégeraient le canal sans que leurs forces blindées et aériennes eussent à intervenir ni leurs hommes à sortir du périmètre défensif pour se battre avec nous.

Ces trois thèses égyptiennes sur les positions défensives — force et capacité de résistance, efficacité pour bloquer les voies de pénétration, « ersatz » valable de la guerre de mouvement — ont été ruinées par les faits. La base d'Abu Ageila est restée quelques jours entre leurs mains sans que notre avance en ait été interrompue.

Ce chapitre des combats autour d'Abu Ageila comporte un épisode. Après l'emploi défectueux de la 10e brigade, j'ai été informé de la décision prise par la Région Sud de muter son commandant et d'en nommer un autre à sa place. J'ai confirmé ce mouvement. Un commandement militaire n'est ni

un devoir que chaque citoyen doit assumer, ni un privilège auquel chacun a droit. La fonction suprême d'un chef d'unité est de mener celle-ci à la bataille ; s'il ne se montre pas à la hauteur de sa tâche, il ne doit pas être puni, mais remplacé. Je ne peux ni ne veux entrer ici dans le détail des actions de la 10e brigade la nuit de son attaque. Son échec n'a été dû ni à une mauvaise direction des opérations, ni à un manque d'habileté, une perte de contrôle ou des erreurs tactiques. Ce qui s'est passé était plus grave, au point de vue militaire — l'unité n'a pas fait l'effort nécessaire pour s'engager effectivement dans le combat.

Quelle que soit la valeur que l'on attribue aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, il n'est pas douteux que l'étau de ses exigences continue à se resserrer autour de notre cou.

Convoquée d'urgence, elle s'est réunie il y a deux jours, le 1er novembre à 17 heures. Les représentants français et anglais ont discuté la légalité de la convocation en se fondant sur des points du règlement, mais leur opposition a été balayée et la séance a continué. Les divers orateurs ont réclamé un cessez-le-feu immédiat. Mais les Etats arabes et leurs partisans sont allés plus loin, demandant que l'Assemblée condamne Israël, la Grande-Bretagne, la France et impose des sanctions.

Les Etats-Unis étaient représentés par leur Secrétaire d'Etat, John Foster Dulles. Après des déclarations d'amitié profonde à l'égard de la Grande-Bretagne, de la France — et d'Israël à un niveau quelque peu inférieur — il a sorti sa pilule : un projet de résolution dont voici le texte intégral

« L'Assemblée générale

Notant les infractions commises à plusieurs reprises par les parties aux termes de l'armistice israélo-arabe de 1948 et que les forces armées d'Israël ont pénétré profondément dans le territoire égyptien en violation de l'accord général d'armistice entre l'Egypte et Israël ;

Notant que les forces armées de la France et du Royaume-Uni mènent des opérations militaires contre le territoire égyptien ;

Notant que le trafic dans le canal de Suez se trouve interrompu, portant ainsi préjudice à de nombreux pays ;

Exprimant la grave inquiétude que lui causent ces événements ;

Demande en priorité que toutes les parties impliquées dans les hostilités dans cette région se mettent d'accord pour rechercher immédiatement un cessez-le-feu et, en conséquence, cessent tout mouvement de forces militaires et d'armes dans cette région ;

Demande que les parties aux accords d'armistice retirent rapidement toutes leurs forces derrière les lignes d'armistice, s'abstiennent de toute incursion à travers les lignes d'armistice dans le territoire voisin et observent scrupuleusement les dispositions des accords d'armistice ;

Recommande que tous les membres s'abstiennent d'introduire des fournitures stratégiques dans la zone des hostilités et s'abstiennent en général de tout acte qui retarderait ou empêcherait l'application de cette résolution ;

Demande qu'à la mise en vigueur du cessez-le-feu des mesures soient prises pour rouvrir le canal de Suez et rétablir la liberté de navigation sans danger ;

Demande au Secrétaire général de faire rapport rapidement au Conseil de sécurité et à l'Assemblée sur la façon dont cette résolution sera observée pour qu'ils prennent toutes mesures qu'ils pourraient juger nécessaires en conformité avec la Charte ;

Décide de rester en session extraordinaire jusqu'à ce que cette résolution ait été appliquée. »

Les dispositions de ce projet qui réclament une action contiennent deux exigences à l'égard des combattants : cessez-le-feu immédiat et retrait des troupes derrière les lignes fixées par l'armistice. Elles contiennent également deux recommandations que les Etats membres de l'O.N.U. s'abstiennent de tout acte susceptible d'entraver la mise en œuvre de la résolution et que le canal de Suez bloqué (par les Egyptiens) soit rapidement ouvert à la navigation.

Le cessez-le-feu aurait surtout des répercussions sur les opérations des forces anglo-françaises. Selon leurs plans, elles devaient continuer à bombarder les aérodromes et autres installations militaires dans la zone du canal et la région de Port-Saïd jusqu'au 6 et débarquer seulement après leurs unités sur le sol égyptien.

Quant à nous, si nous pouvons arriver à faire traîner les négociations pendant deux ou trois jours encore, nous aurons pris Sharm el-Sheïkh entretemps et comme c'est cela qui marquera l'achèvement de la conquête du Sinaï, nous pourrons accepter un cessez-le-feu.

Mais il n'en va pas de même pour la seconde exigence le retrait derrière les lignes d'armistice. Elle est explicitement dirigée contre nous et nous ne pouvons nous y soumettre — à moins d'être

disposés à nous retirer complètement de la campagne.

La séance de l'O.N.U. s'est terminée tard et, comme prévu, la résolution américaine a été adoptée. Le lendemain, 2 novembre, le Secrétaire général Dag Hammarskjoeld en a remis le texte aux représentants de la Grande-Bretagne, de la France et d'Israël en demandant à être informé aussi rapidement que possible de sa mise en application.

Le représentant d'Israël, Abba Eban, n'a pas répondu directement à cette demande, mais a réclamé des éclaircissements et fait des suggestions pour gagner du temps.

Soit dit en passant, le blocus du canal par les Egyptiens est un nouveau revers politico-militaire pour les Britanniques. Ils savaient que l'Egypte avait l'intention de remorquer des bateaux et de les couler dans le chenal, aussi avaient-ils prévu de les bombarder à leurs mouillages à Port-Saïd, Port Suez et les Lacs Amers pour les empêcher d'arriver à destination. Je ne sais pourquoi ce plan a échoué. Les Egyptiens ont-ils avancé le mouvement de leurs bâtiments, les bombardiers britanniques ont-ils manqué leurs objectifs ? Tout ce que je sais, c'est qu'hier déjà le canal était bloqué.

Les Arabes ont également réussi, contrairement aux espoirs britanniques, à saboter le pipe-line de l'Iraq Petroleum qui passe aussi par la Syrie. Le 1er novembre, des unités du génie syrien se sont emparées des trois principales stations de pompage sur le parcours de la canalisation et les ont fait sauter. Apparemment, ni les Britanniques, ni Nuri Saïd, Premier ministre iraqien, n'ont assez d'influence à Damas et, si l'armée syrienne n'est

pas disposée à risquer une attaque contre Israël, elle peut au moins détruire les installations pétrolières britanniques sur son propre territoire.

Voilà deux actions, blocus du canal et arrêt des livraisons de pétrole iraqien, qui ne vont pas renforcer la position d'Eden en Grande-Bretagne, ni augmenter le soutien à sa politique. Je ne sais pas exactement dans quelle mesure son pays dépend des pétroles du Moyen-Orient, mais d'après la presse, c'est une question de vie ou de mort économique.

7

LA DECISION

3 novembre.

Contrairement au centre et au sud qui sont rocheux et montagneux, le nord du Sinaï du côté de la Méditerranée est plat et sablonneux. En l'absence de caractères topographiques plus avantageux, les défenses de Rafah étaient donc constituées par un grand nombre d'emplacements qui exploitaient de légères éminences et dont chacun pouvait apporter le soutien de ses pièces à tir courbe et direct à ses voisins.

Ils étaient tenus par la 5ᵉ brigade d'infanterie appartenant à la 3ᵉ division. Cette unité, qui comprenait normalement quatre bataillons d'infanterie, avait été renforcée par deux autres après le début de nos opérations dans le Sinaï, les 45ᵉ et 46ᵉ bataillons de la 87ᵉ brigade (Garde nationale palestinienne).

Les forces ennemies que nous allions avoir à affronter comprenaient donc 6 bataillons d'infanterie, 2 compagnies du bataillon de gardes-frontières motorisés, un régiment d'artillerie, une batterie antichars (Archers) et une batterie de D.C.A. L'escadron de chars désigné pour appuyer la position se trouvait

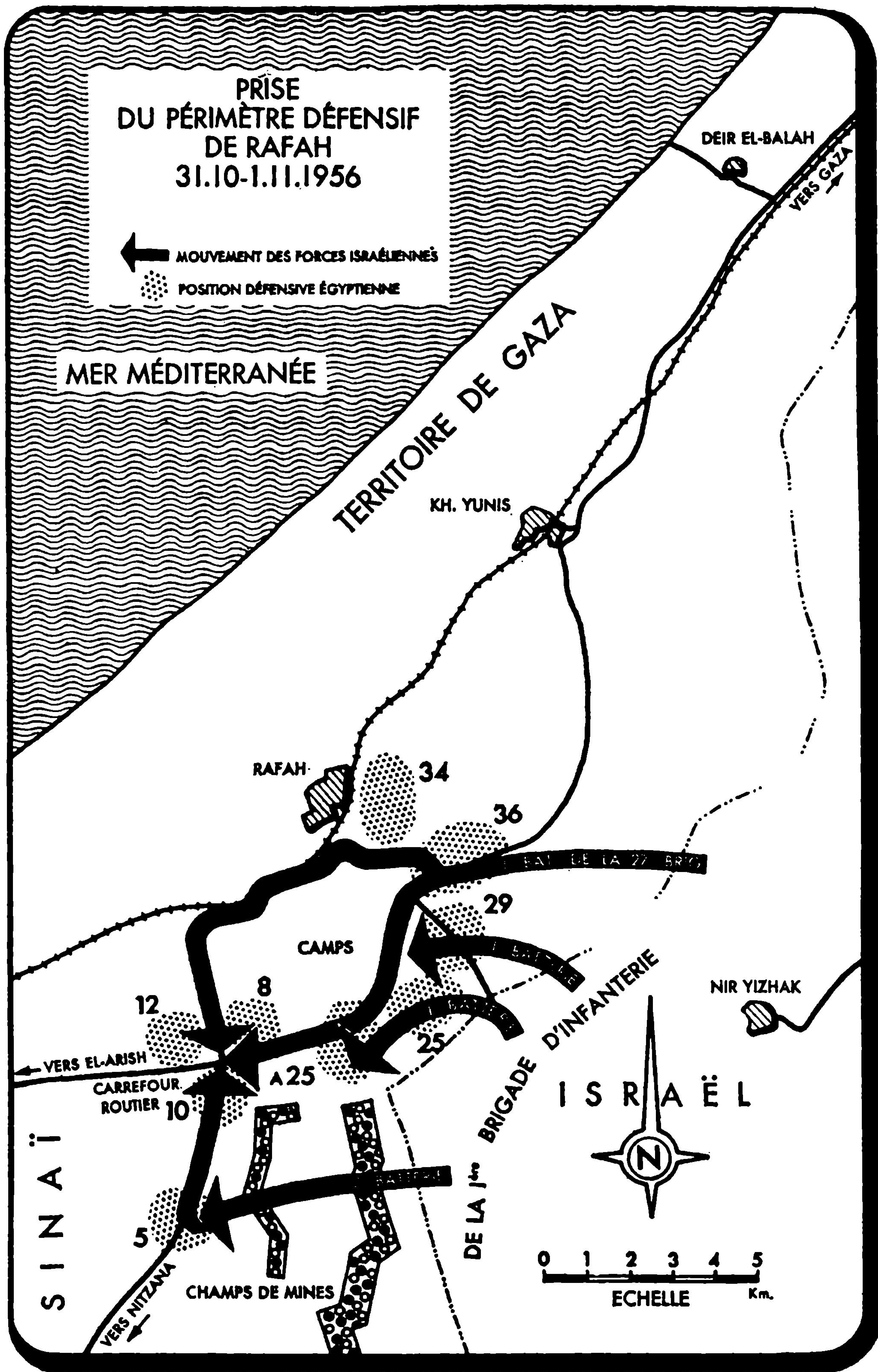
au Q.G. divisionnaire d'El Arish qui avait décidé d'employer son 3e bataillon blindé (Shermans) comme réserve concentrée, sans l'affecter, escadron par escadron, aux brigades d'infanterie.

La fonction de Rafah était d'empêcher la pénétration des forces israéliennes dans le Sinaï par l'axe d'El Arish et ses défenseurs avaient reçu l'ordre de « se battre jusqu'au bout ». Mais quelques heures après le début de notre attaque, le 1er novembre, le commandement divisionnaire enjoignait à certaines des formations de se replier sur El Arish. Ce sont elles qui, se trouvant dans le secteur de Magrontin, c'est-à-dire à l'arrière, ont pu s'échapper avant que nos troupes coupent la route El Arish-Rafah.

Connaissant les forces égyptiennes concentrées à Rafah, nous jugions l'opération des plus difficiles. Aussi avions-nous désigné pour prendre ce périmètre défensif et s'assurer ensuite le contrôle de tout l'axe Rafah-El Arish, la 1re brigade d'infanterie et la 27e brigade blindée. Cette dernière comprenait il est vrai, en plus de son bataillon d'infanterie motorisée trois formations appelées groupes de combat blindés, mais en fait elle consistait en 4 escadrons de chars seulement — un d'AMX légers, un de Shermans 50 et deux de super-Shermans.

La première brigade d'infanterie comprenait 4 bataillons les trois siens et un qui avait été détaché d'une autre brigade pour cette opération seulement ; elle disposait aussi d'un escadron de super-Shermans de la 27e brigade.

La prise de Rafah n'était pas rendue très difficile simplement par la concentration de forces égyptiennes considérables et leurs défenses soigneusement


PRISE
DU PÉRIMÈTRE DÉFENSIF
DE RAFAH
31.10-1.11.1956
MOUVEMENT DES FORCES ISRAÉLIENNES
POSITION DÉFENSIVE ÉGYPTIENNE
MER MÉDITERRANÉE
TERRITOIRE DE GAZA
DEIR EL-BALAH
VERS GAZA
KH. YUNIS
RAFAH
34
36
29
CAMPS
8
12
25
VERS EL-ARISH
A 25
CARREFOUR
ROUTIER
10
5
NIR YIZHAK
BRIGADE D'INFANTERIE
DE LA 1ère
ISRAËL
N
SINAÏ
CHAMPS DE MINES
VERS NITZANA
0 1 2 3 4 5
ECHELLE
Km.

organisées, mais aussi par les conditions dans lesquelles nos hommes auraient à opérer. L'avantage de la surprise nous était refusé. Bien plus, les Egyptiens s'attendaient à une attaque, s'y étaient préparés et avaient reçu des renforts dans ce dessein. En outre, le temps dont disposaient nos forces était très limité. Alors que 24 heures plus tôt nous les retenions encore, désormais nous les pressions. La tempête soulevée à l'Assemblée de l'O.N.U. et en particulier la vigueur inattendue de l'hostilité américaine nous faisaient une obligation absolue de terminer la campagne au plus vite.

Les facteurs opérationnels posaient eux aussi des problèmes redoutables. Nos plans initiaux prévoyaient la prise de Rafah dans la nuit du 30 octobre au 1er novembre, de manière que, le matin, les positions clefs dominant la grand-route fussent entre nos mains, nous permettant de procéder à la conquête d'El Arish. Mais en fin de compte, tout ce qui restait de la nuit pour l'action de notre infanterie, c'était moins de deux heures et demie d'obscurité, entre 03.05 et 05.30. La période précédente devait être occupée par un bombardement naval et aérien destiné à désorganiser les défenses. Pour diverses raisons, le premier n'a pu commencer avant 02.00 et il a duré une demi-heure ; le second l'a suivi de 02.30 à 03.05.

Après coup, nous nous sommes rendu compte qu'en réservant ces précieuses heures d'obscurité à la préparation d'artillerie, nous avions fait une bien mauvaise affaire. En effet, le bombardement naval a été un fiasco et le bombardement aérien un désastre. Nous pensions tous que les destroyers allaient effectuer un pilonnage à l'échelle européenne

et nous nous représentions les scènes familières des films de guerre avec des obus puissants explosant sur les côtes la veille d'un débarquement. J'espérais moi-même — et je l'avais dit aux officiers chargés de l'opération à Rafah — que l'action navale provoquerait l'effondrement de la défense ennemie et que l'assaut mené ensuite par notre infanterie ne rencontrerait qu'une assez faible opposition.

Mais le léviathan a accouché d'un anchois. En tout un total de cent cinquante obus de 155 a été tiré sur les camps de Rafah — autrement dit n'importe laquelle de nos batteries d'artillerie aurait eu honte de ne pas faire mieux en pareille circonstance !

Quant à l'aviation, nos pilotes ont trouvé le moyen de lâcher leurs fusées éclairantes juste sur nos unités et de bien exposer celles-ci, après quoi ils se sont mis à les bombarder. Nous leur avons aussitôt signalé de s'arrêter et la « préparation » a été annulée avant qu'elle ait causé des dommages à nos hommes.

Mais ce qui était fait était fait. C'est seulement vers 03.00 que les forces terrestres ont pu entrer en action. Les deux brigades (1re et 27e) ont donné l'ordre à leurs unités de se lancer à l'attaque des positions de Rafah.

Elle s'est effectuée sur trois axes au sud et au centre pour la 1re brigade (deux bataillons d'infanterie par axe) et au nord par le bataillon d'infanterie motorisée de la 27e brigade. Le plan était de prendre non pas tous les points d'appui mais seulement les plus importants et d'ouvrir aux blindés une voie qui leur permît d'atteindre la grand-route Gaza-Qantara, puis de progresser jusqu'à El Arish.

La clef de la base défensive était le croisement des routes Gaza-El Arish et Rafah-Nizzana. A l'ouest du carrefour, dans la direction d'El Arish, il n'y a qu'une route, mais au sud, au nord et au nord-ouest, il y en a trois au sud celle qui mène à Nizzana et Qezi'ot ; au nord celle qui traverse les camps de Rafah, au nord-est celle de Khan Yunis et Gaza. Ce sont elles qui ont déterminé les objectifs assignés à nos diverses unités. Le groupe sud devait ouvrir une brèche par laquelle les blindés pourraient atteindre la route de Nizzana ; le groupe du centre dégager un passage jusqu'à la route nord-est et celui du nord, jusqu'à la route desservant les camps. Bien qu'il fût évidemment souhaitable d'ouvrir ces trois voies, nous avions tenu compte de la possibilité que deux seulement ou même une le fussent pendant la première nuit ; mais même ainsi les blindés devaient exploiter immédiatement la percée et atteindre la route Rafah-El Arish, puis progresser en direction de l'ouest. Le périmètre défensif de Rafah était un véritable labyrinthe de positions retranchées, creusées dans le sable et disséminées au milieu de vergers et de haies de figuiers de Barbarie. Au cours de l'action, toutes nos unités sans en excepter une seule se sont trompées d'objectif et de chemin pour l'atteindre. Ni les balles traçantes, ni le tir de l'artillerie n'ont eu la moindre utilité. Les positions ennemies étaient trop proches les unes des autres. Balles et obus, les leurs et les nôtres, zébraient les airs dans toutes les directions et il était impossible de les distinguer. C'est donc la structure de ce système défensif qui a déterminé le caractère de notre opération. Nos forces, qui comptaient près de 3 000 hommes, se sont divisées et subdivisées

en petites unités qui devaient chacune se frayer un chemin au travers des champs de mines et des barbelés, atteindre son objectif et le prendre par ses propres moyens.

La prise de l'axe sud s'est effectuée en deux temps. Pendant le premier, un bataillon devait s'emparer des trois premiers postes ennemis 6, 2 et 293 ; après quoi l'autre bataillon suivrait dans son sillage et enlèverait les postes restant sur cet axe.

L'avance du premier bataillon a été laborieuse. Le commandant de la 4e compagnie qui était censé prendre le poste 6 ne pouvait pas le trouver. Dès que les Egyptiens ont ouvert le feu (artillerie d'abord à laquelle des mitrailleuses se sont jointes ensuite), il a demandé la permission de se retirer, en suggérant que la tâche soit confiée à une autre unité. Finalement, ses appels étant repoussés et son chef de bataillon lui ayant catégoriquement ordonné de poursuivre sa mission, il a signalé que c'était chose faite « Le poste 6 est entre mes mains. »

C'est seulement à l'aube que la vérité s'est fait jour, elle aussi : le poste 6 n'avait été ni attaqué, ni pris — les Egyptiens l'avaient abandonné dès le début de notre opération !

La seconde position (2) a également été abandonnée et la 3e compagnie s'en est emparée sans opposition. La troisième (293) a été prise par la 2e compagnie sur half-tracks. A l'approche de l'ennemi, ils se sont déployés en ligne pour lancer une attaque frontale malgré un feu nourri ; ce que voyant les Egyptiens ont cessé de tirer et détalé. Le poste a été pris, ce qui marquait la fin de la première phase sur cet axe, celle de la pénétration.

Le bataillon a eu deux tués et huit blessés, par l'artillerie ennemie au moment où l'unité se préparait à franchir la ligne de départ. Au moment de la prise des postes, aucune perte. Les half-tracks eux-mêmes se sont rués entre deux rangées de mines en bakélite sans en faire exploser une seule.

Il s'agissait désormais de passer à l'action principale dans ce secteur — la prise des positions essentielles sur l'axe sud. Le bataillon chargé de cette mission était une unité motorisée, montée sur camions 6 × 6 et half-tracks. En soutien, un escadron de chars moyens (Super-Shermans) de la 27e brigade.

Bien que ce convoi suivît dans le sillage des half-tracks du 1er bataillon, son véhicule de tête a sauté dès son entrée dans la zone minée. Le half-track de commandement a voulu le contourner par la droite, mais a lui aussi fait exploser une mine et s'est mis à brûler. Le tir de l'artillerie égyptienne qui avait suivi le convoi tout le long de son trajet est alors devenu à la fois plus intense et plus précis, parce que les flammes du véhicule éclairaient les cibles. Les sapeurs israéliens se sont glissés entre les obus qui éclataient de toutes parts pour déblayer un nouveau passage dans le champ de mines, à gauche des half-tracks immobilisés. Le chef de bataillon a rassemblé ses hommes qui s'étaient abrités derrières des monticules de sable et des buissons, après quoi le convoi s'est ébranlé à nouveau. Plusieurs half-tracks et deux chars sont bien passés par le nouveau chemin, mais le troisième a heurté une mine qui avait été oubliée et une fois encore la progression a été arrêtée. Une fois encore le génie a dégagé un nouveau passage, mais le

premier char qui s'y est engagé a sauté sur une mine qui lui a arraché ses bandes de roulement.

Le bataillon était bloqué et par ses propres véhicules, les deux chars, les half-tracks et les camions 6 × 6 qui barraient les étroits passages déblayés au travers du champ de mines. Sur ce, bien entendu, les Egyptiens se sont mis à pilonner l'unité prise au piège avec tout ce qu'ils avaient, artillerie, mortiers et mitrailleuses lourdes. Il était 04.30. Encore une demi-heure et le jour se lèverait ; si le convoi restait sur place, il serait anéanti par le feu des positions égyptiennes environnantes. Le chef de bataillon a donc demandé au commandant de sa brigade la permission de dégager les véhicules intacts pendant qu'il en était encore temps et de s'enterrer sur des positions voisines. Poursuivre la progression jusqu'au carrefour routier était impossible. Son supérieur a rejeté cette suggestion et exigé l'exécution de la mission assignée au bataillon la prise des postes dominant le carrefour. Si l'unité ne pouvait se servir de ses véhicules, qu'elle aille à pied et immédiatement.

Il est possible que dans d'autres circonstances la demande du chef de bataillon aurait été prise en considération, mais pas dans celles-là. Coûte que coûte, il fallait qu'au matin la brigade eût ouvert le passage aux blindés pour leur permettre de prendre El Arish. Aucune autre unité ne pouvait remplir la tâche confiée à ce bataillon. La brigade n'avait plus de réserves, toutes ses forces étaient engagées dans la bataille.

Cependant, l'unité accrochée ne pouvait atteindre son objectif à pied. Le carrefour était à 12 km — impossible donc d'y arriver à temps et plus impos-

sible encore, en supposant qu'elle y fût parvenue, de prendre ces positions fortement défendues sans le soutien des chars. Une seule chose à faire nettoyer un autre chemin pour les véhicules au travers du champ de mines.

Les dernières minutes d'obscurité s'enfuyaient, mais il est une récompense pour le courage obstiné. A 05.15, les sapeurs redressaient leur dos endolori. Le passage dégagé, cette fois au nord des véhicules endommagés, se révélait sûr et le dernier char du convoi le franchissait sans incident. Le bataillon reprenait alors sa progression, guidé par l'unité de reconnaissance et suivi par l'escadron de chars, avec la 3ᵉ compagnie sur ses half-tracks en queue. La 4ᵉ compagnie dont les véhicules avaient été mis hors d'action a sauté à bord des chars en s'agrippant à la crinière des chevaux — les Super-Shermans. Le moral était élevé — peut-être plus chez les hommes que chez les officiers. L'essentiel était d'être tiré de cet enfer miné et bombardé, de bouger, d'avancer !

Le convoi a maintenu une allure rapide et à 05.50 il atteignait son premier objectif, le poste 5. Le jour était levé et les Egyptiens ont ouvert un feu nourri auquel ont riposté les jeeps de l'unité de reconnaissance. Les chars, sans même attendre d'ordre, ont fait ce qu'ils avaient à faire : ils se sont déployés sur la droite et ont ouvert le feu. La 3ᵉ compagnie s'est avancée sur une seule ligne, broyant les barbelés du périmètre sous ses chenilles pour prendre la position d'assaut. A 05.55, cinq minutes après avoir ouvert le feu, le chef de bataillon signalait « Le 5 est à nous. » La voie menant au carrefour était ouverte ; de l'autre côté de la position prise, on voyait luire la surface noire de la route Rafah-Nizzana.

A 06.30, le convoi s'ébranlait en direction du carrefour. Au milieu de la route, les chars transportant les « cavaliers » de la 4e compagnie, suivis par les half-tracks et flanqués de chaque côté par les jeeps qui contrôlaient la marche de la colonne.

Le carrefour était défendu par trois postes 8, 10 et 12. A l'approche de nos troupes, ils ont ouvert le feu avec des mitrailleuses et des pièces de D.C.A. Le convoi s'est arrêté et son commandant a demandé le soutien de l'artillerie. Le duel s'est poursuivi ainsi pendant un moment, après quoi les chars se sont lancés à l'assaut, ce que voyant, les Egyptiens du premier poste ont commencé à détaler, jambes et véhicules disparaissant en direction de l'ouest, d'El Arish. A 07.50, la 3e compagnie s'emparait du poste 8 et la 4e du poste 10. Le poste 12 a été le dernier à tomber et, pour la circonstance, tout le bataillon s'était reformé presque comme pour la parade les 1re et 3e compagnies avançant parallèlement, flanquées par les chars sur leur gauche et les jeeps sur leur droite. A 09.00, le message arrivait « 12 entre nos mains » et après un intervalle de quelques secondes « Carrefour à nous, je répète, carrefour à nous. »

Le bataillon s'est alors organisé avec beaucoup de soin pour la défense. Le carrefour était tombé certes, mais les vainqueurs ne tenaient qu'un coin étroit long de 15 km enfoncé entre les positions ennemies qui le flanquaient. Tant que la prise des objectifs le long des axes centre et nord n'était pas achevée, les Egyptiens pouvaient réduire à néant notre succès au carrefour. Mais ces craintes se sont révélées sans fondement. Non seulement les unités ennemies ne songeaient pas à contre-attaquer, mais elles ne

s'étaient même pas préparées à défendre sérieusement leurs positions. Dans la plupart des cas, elles se sont battues jusqu'au moment où nos hommes ont bondi à l'assaut, mais pas une minute de plus ; dès qu'elles les ont vus arriver sur elles, elles ont jeté leurs armes et décampé. Sur les sept postes échelonnés le long de l'axe sud, trois ont été abandonnés avant que nos forces les atteignent (2, 6 et 8) et seuls 10 et 12 ont continué la résistance jusqu'au moment de l'assaut.

C'est pourquoi les pertes de notre bataillon ne sont pas élevées : 2 tués et 22 blessés, dus surtout aux tirs d'artillerie et aux mines. Il en est de même pour les véhicules 4 chars, 2 half-tracks et un camion 6 × 6 ont sauté sur des mines et un seul char a été touché par un obus antichar (deux blessés dans l'équipage).

L'opération sur l'axe central du périmètre défensif de Rafah avait été confiée à deux bataillons de vétérans appartenant à la 1re brigade dont un devait prendre deux positions ennemies, proches l'une de l'autre, 25 et 25 *a*. Il a décidé de les attaquer simultanément, le poste 25 devant être pris par la 1re compagnie et 25 *a* par la compagnie Nahal (nom formé par les initiales, en hébreu, de « Jeunes Combattants et Pionniers », formation qui, dans l'intervalle des combats, crée des centres agricoles le long des frontières et les met en valeur). Les deux unités se sont lancées à pied. Elles avaient une distance assez considérable à parcourir et ne sont arrivées devant leur objectif qu'à 05.00 du matin. La 1re compagnie s'est alors préparée à donner l'assaut, mais les Egyptiens l'ayant repérée ont ouvert le feu, appuyé aussitôt par les postes voisins. Nos

hommes avaient eu l'intention de faire une brèche dans les réseaux de barbelés au moyen de tubes d'une torpille, mais le long cylindre rempli de T.N.T. une fois mis en place n'a pas explosé. Leur chef a décidé de ne pas différer l'attaque et donné l'ordre au détachement de couverture de se préparer à concentrer le tir de ses mitrailleuses sur les positions égyptiennes contrôlant les réseaux extérieurs. Au moment où celui-ci ouvrait le feu, la compagnie s'est ruée sur les barbelés, arrachant les piquets de fer à mains nues et rampant sous les fils métalliques. Mais, de l'autre côté, une surprise l'attendait un champ de mines entourait le poste. Pendant qu'ils franchissaient les obstacles extérieurs, l'ennemi les avait repérés et il s'est alors mis à diriger contre eux un tir nourri et précis. La retraite aurait entraîné des pertes, sans rien résoudre. Il fallait que la compagnie pût franchir le champ de mines et vite, avant le jour. L'officier du génie, rampant à quatre pattes, se mit en devoir de retirer les mines à la pioche pour déblayer un passage à la compagnie qui le suivait en file indienne. C'est ainsi qu'elle est parvenue jusqu'aux pentes du saillant, les a escaladées et s'est ruée dans les défenses ennemies avec mitraillettes et grenades. Les sections se sont réparties dans les boyaux de communication et ont avancé rapidement. Quand l'ennemi s'est rendu compte que les assaillants étaient dans la place, sa résistance a aussitôt cessé. Tout semblait aller pour le mieux, mais quand les premiers de nos hommes sont arrivés au centre du saillant, quelle n'a pas été leur stupéfaction en voyant arriver vers eux la compagnie Nahal qui était censée attaquer 25 *a* ! Il semble qu'elle se soit trompée et qu'elle ait pénétré dans le

poste 25 par l'autre côté, croyant qu'il s'agissait de 25 *a*. Pendant plusieurs minutes, les deux chefs ont hésité sur le parti à prendre. Leurs troupes s'étaient mélangées et se trouvaient éparpillées parmi les avant-postes et les tranchées qui sillonnaient cette importante position défensive. Il était évident que 25 *a* devait être attaqué et pris, mais comment et par qui ? Entre-temps, on avait découvert un boyau qui reliait les deux postes. Bien entendu, il était extrêmement dangereux de l'utiliser. Si l'ennemi était embusqué à l'autre extrémité, les assaillants seraient pris au piège. Cependant, après un examen rapide de la situation, les deux officiers ont décidé de tenter la manœuvre, malgré ses risques et une unité mixte, comprenant des éléments des deux compagnies, s'est engouffrée dans le boyau. Personne ne l'attendait à la sortie, mais elle n'en a pas moins été accueillie par un tir tenace des armes lourdes ennemies. Cependant cette résistance venait trop tard et à 05.30, alors qu'il faisait déjà jour, le poste 25 *a* tombait.

Les pertes pour les deux opérations s'élèvent à 6 tués et 28 blessés. Les morts de l'ennemi n'ont pas été dénombrés et conformément aux ordres du chef de bataillon, on n'a fait aucun prisonnier. Les soldats égyptiens qui voulaient s'enfuir avaient toute liberté d'accès aux dunes.

L'autre bataillon avait pour mission de prendre les postes 29 et 27 également voisins. Le premier était considéré comme le plus central et le plus important du périmètre de Rafah, mais en réalité, on a constaté que les estimations avaient été exagérées et sa prise a présenté moins de difficultés que prévu.

L'unité a franchi la ligne de départ à 03.30, pro-

gressé rapidement et atteint le voisinage de son objectif au bout d'une heure. Les compagnies se sont déployées pour donner l'assaut, mais impossible pour les chefs de distinguer les postes dans l'obscurité. Le chef de bataillon a demandé un tir d'artillerie et des balles traçantes sur 29, ce qui a été fait mais n'a rien arrangé parce que les nombreux emplacements égyptiens ont eux aussi ouvert le feu de plusieurs directions et il était impossible de démêler où se trouvaient les nôtres. La 1re compagnie se trouvant tout à coup devant un réseau de barbelés l'a franchi — pour se trouver devant un autre. Plutôt que de fureter à quatre pattes entre les deux — elle était désormais à quelque distance de la première brèche — elle s'est ouvert un autre passage, a débouché en terrain découvert et continué à chercher son objectif. Pendant ce temps, l'un des postes égyptiens avait intensifié son tir, ce qui a permis à nos hommes de l'identifier c'était le fameux 29.

Il était désormais 05.00. Les half-tracks se sont déployés, dirigeant le tir de leurs bazookas contre les emplacements ennemis couvrant les abords du poste. Deux des véhicules sont parvenus à progresser malgré le feu des mitrailleuses et des canons antichars, mettant deux de ceux-ci hors d'usage, presque à bout portant. Le tir du poste a faibli et les half-tracks renforcés par un peloton de la 3e compagnie ont ouvert une brèche dans les barbelés et emporté la place. Comme le jour se levait, la 1re compagnie a également trouvé, qui serpentait entre les réseaux, un sentier portant des empreintes de pas toutes fraîches, d'où elle a conclu qu'il était utilisé par les Egyptiens et sans doute libre de mines. Son raison-

nement était juste et elle a pu le suivre pour pénétrer dans les emplacements nord du poste sans subir de pertes.

A 05.30, 29 était entre nos mains et le chef de bataillon organisait ses 3e et 4e compagnies pour l'attaque contre 27, situé non loin. Au même moment arrivait le groupe d'appui blindé de la 27e brigade qui a accepté aussitôt de fournir le soutien demandé par son collègue. Dès que les Egyptiens ont vu arriver les chars, ils ont commencé à s'enfuir et quand les deux unités d'infanterie ont pénétré dans le poste, elles l'ont trouvé vide. A 07.15, leur message arrivait 27 est à nous. » Le bataillon a eu 3 tués et 48 blessés dans les deux opérations.

Les pertes les plus lourdes dans la prise du périmètre défensif de Rafah ont été subies par le bataillon d'infanterie motorisée de la 27e brigade blindée qui a opéré le long de l'axe nord — et dont la mission était de prendre les postes clefs 34 et 36. Il comprenait 4 compagnies de fusiliers auxquelles on avait adjoint des chars AMX légers. La permission d'attaquer a été donnée tardivement, on ne sait trop pourquoi. Le convoi s'est ébranlé à 03.45 et un quart d'heure plus tard, il essuyait un feu nourri d'artillerie. Le chef de bataillon a dû ordonner à ses hommes de mettre pied à terre et de s'abriter ; mais malgré cela, les pertes se sont élevées à 11 tués et 88 blessés dont le commandant de la compagnie A et trois chefs de sections. Il a fallu évacuer les blessés, faire sortir le convoi de cette zone vulnérable et reconstituer le groupe de choc, le tout sous ce tir intense.

Le commandant de la 4e compagnie a pris sous

ses ordres la 1re, rassemblé environ deux sections et s'est lancé à l'attaque de 34. Le commandant de la 2e compagnie a réorganisé son unité et s'est dirigé vers 36, son objectif. Il a été le premier à l'atteindre. A la faveur des dernières minutes d'obscurité, ses hommes se sont déployés pour l'attaque et aux premières lueurs du jour, 05.35, un peloton d'infanterie sur half-tracks et le détachement de chars légers ont pénétré dans la position égyptienne. Les deux autres pelotons motorisés ont suivi dans le sillage des blindés et en un quart d'heure la compagnie était maîtresse de la place. L'action lui avait coûté trois blessés.

La 1re compagnie est arrivée aux abords de son objectif vers 05.45. Dissimulée par les haies, elle est parvenue à 800 mètres des emplacements de canons antichars qui protégeaient le flanc sud-ouest du poste et a réussi à les museler par des coups au but de ses bazookas. A ce moment, l'unité a été rejointe par les chars légers que la chute de 36 avait libérés et qui lui ont apporté le soutien de leurs pièces. La compagnie a pu alors réaliser la percée et se lancer à l'assaut des défenses ennemies. Entre-temps des renforts sont arrivés de la 4e compagnie tenue en réserve et à 06.30 la prise et le nettoyage de 34 étaient achevés. Quatre des nôtres ont été blessés pendant ces combats.

Le bataillon n'a pas été le seul à opérer et à subir des pertes pendant l'attaque de l'axe nord. A 05.00, un groupe d'appui blindé de la 27e brigade est également arrivé près des postes 34 et 36. C'est l'unité qui avait suivi dans le sillage du bataillon d'infanterie pour se porter jusqu'à la route de Rafah aussitôt la percée effectuée. Le chef de la 27e brigade

lui avait donné l'ordre de fournir un soutien à l'infanterie pour la prise des postes. Mais le commandant de l'unité a décidé d'attaquer le 34 avec une partie de ses forces et il s'est mis personnellement à la tête d'une compagnie de chars. Quand il est arrivé à 400 mètres de son objectif, il faisait déjà jour et le half-track sur lequel il se trouvait était exposé de toutes parts à l'ennemi (les appareils de transmission du char de commandement ne fonctionnant plus, il avait dû passer à bord de ce véhicule d'où il pouvait faire des signaux optiques). L'ennemi a concentré son tir sur cette cible facile et ses canons antichars l'ont touchée trois fois de plein fouet. Le commandant a été tué sur le coup et son second, qui se trouvait avec lui, blessé aux yeux.

A 06.30, tous les postes centre et nord du vaste périmètre défensif de Rafah étaient entre nos mains, mais deux des trois groupes d'appui blindés qui étaient intervenus durant la nuit, subissant des pertes en hommes et en véhicules avaient besoin de quelques heures pour effectuer des réparations, refaire le plein d'essence et se réorganiser. Le troisième, tenu en réserve jusqu'alors, a donc reçu l'ordre à 06.00 de s'engouffrer par la brèche nord (postes 34 et 36), de nettoyer la route Gaza-Rafah et de faire sa jonction avec nos forces au carrefour.

A 09.00, ses premiers chars arrivaient au voisinage du nœud routier. Au début, l'infanterie (de la 1re brigade) qui le tenait n'était pas très sûre de leur identité ; mais au bout de quelques minutes, quand les nuages de poussière se sont dissipés, elle a nettement reconnu le profil surbaissé de nos AMX se détachant sur l'horizon.

Les coups de feu, bien que disséminés, conti-

nuaient à claquer de toutes parts et de temps en temps on voyait surgir la tête de soldats égyptiens au-dessus des haies de cactus, mais les officiers et les hommes du bataillon de la 1re brigade n'ont pu se dominer ils sont sortis de leurs trous pour se précipiter au-devant des chars. Au bout de quelques minutes, le carrefour était plein de blindés et de soldats dont le masque de poussière s'éclairait de sourires radieux. Même les vétérans les plus endurcis tombaient dans les bras de leurs camarades. Ma victime personnelle — j'avais suivi la 27e brigade pendant toutes les actions — a été le commandant en second de la 1re brigade. Notre embrassade n'aurait pas déparé un film russe classique.

La seconde phase de l'opération a débuté à 10.30, quand la 27e brigade a commencé son avance en direction d'El Arish. A sa tête, un groupe d'appui blindé comprenant une unité de reconnaissance (7 jeeps), une section du génie, une compagnie d'infanterie sur half-tracks, deux compagnies de chars légers (6 chacun) et une batterie d'artillerie (4 canons de 105 autopropulsés). Il était suivi par deux autres groupes d'appui blindés. Le commandement de la brigade se trouvait juste derrière l'unité de tête et je m'étais moi aussi glissé parmi ses véhicules avec mon « unité » qui comprenait deux camions 6 × 6, une voiture-radio qui me permettait de maintenir constamment le contact avec le P.C. du G.Q.G. et l'aviation, et une autre à bord de laquelle je me trouvais, accompagné par l'état-major de la Région Sud, mon chef d'état-major et deux signaleurs.

Aussitôt Rafah laissé derrière nous, l'énervement et la tension ont disparu, faisant place à cette même sérénité que je ressentais après un saut, pendant mon

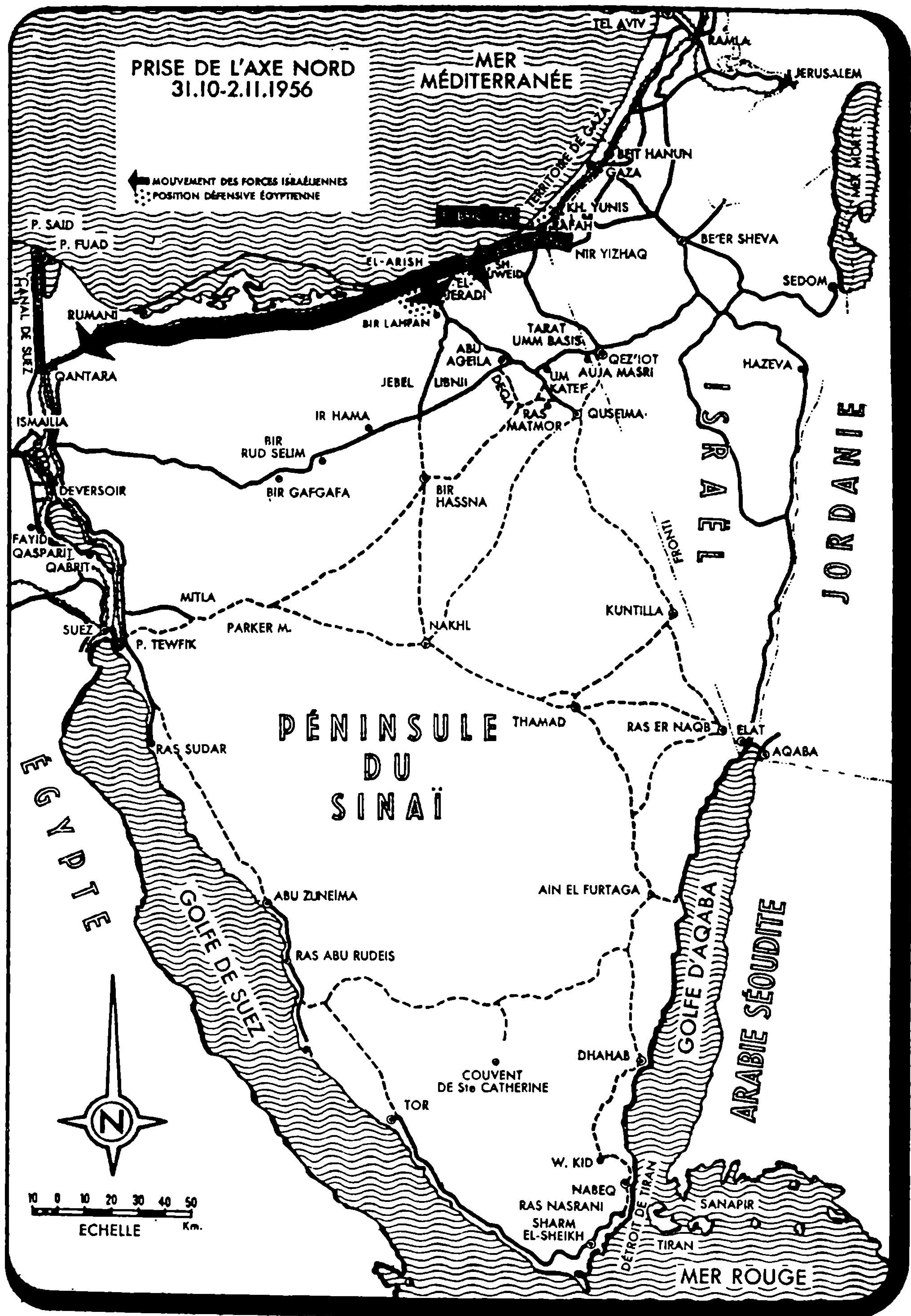
entraînement de parachutiste. Une fois hors de l'avion, c'était brusquement le silence — évanoui le rugissement assourdissant des moteurs, disparue la pression de l'air, oublié le choc du saut — pendant les quelques instants avant l'atterrissage, je flottais doucement, détendu, calme, libéré de toute angoisse.

Nous faisions route vers l'ouest. Un vent léger soufflait de la Méditerranée. Des dunes de sable s'étendaient des deux côtés de la route et de temps en temps nous dépassions un groupe de cases en pisé, des troupeaux de moutons, des Bédouins conduisant des bourricots chargés d'outres. Difficile d'imaginer décor plus pastoral pour cette course vers la bataille.

Nous n'avions même pas manqué l'heure du petit déjeuner. En effet, avant d'arriver au carrefour, les servants d'une batterie antichars qui n'avait pas détalé — il y a des exceptions à toutes les règles — ayant ouvert le feu sur nous, nous avions dû passer un moment dans le fossé au bord de la route.

Le premier poste égyptien où nous comptions rencontrer de l'opposition était celui de Sheikh Zuweid, à 10 km environ dans l'ouest du carrefour. Un épisode des « espions Nili » (groupe juif qui a exécuté des missions en Palestine pour le compte des Alliés pendant la première guerre mondiale) m'avait rendu le nom familier. C'est là, selon le récit de Lishinsky, qu'Avshalom Feinberg a été tué par les Bédouins.

Or, en arrivant, nous l'avons trouvé vide. C'est qu'en vérité nous n'étions pas les premiers Israéliens à lui rendre visite. Notre aviation nous avait précédés, laissant des témoins irrécusables de son passage véhicules fumants et canons abandonnés dont les servants avaient fui, pris de panique.


PRISE DE L'AXE NORD
31.10-2.11.1956
MOUVEMENT DES FORCES ISRAÉLIENNES
POSITION DÉFENSIVE ÉGYPTIENNE
MER MÉDITERRANÉE
TEL AVIV
RAMLA
JERUSALEM
TERRITOIRE DE GAZA
BEIT HANUN
GAZA
KH. YUNIS
RAFAH
BE'ER SHEVA
NIR YIZHAQ
SEDOM
P. SAID
P. FUAD
CANAL DE SUEZ
EL-ARISH
SH. ZUWEID
EL JERADI
RUMANI
BIR LAHFAN
TARAT UMM BASIS
ABU AGEILA
QEZ'IOT
AUJA MASRI
UM KATEF
QANTARA
JEBEL LIBNI
DEQA
RAS MATMOR
QUSEIMA
HAZEVA
ISMAILIA
IR HAMA
BIR RUD SELIM
BIR GAFGAFA
BIR HASSNA
DEVERSOIR
FAYID
QASPARIT
QABRIT
FRONTI
I S R A Ë L
J O R D A N I E
MITLA
PARKER M.
NAKHL
KUNTILLA
SUEZ
P. TEWFIK
PÉNINSULE DU SINAÏ
THAMAD
RAS ER NAQB
ELAT
AQABA
RAS SUDAR
É G Y P T E
ABU ZUNEIMA
AIN EL FURTAGA
GOLFE DE SUEZ
GOLFE D'AQABA
ARABIE SÉOUDITE
RAS ABU RUDEIS
DHAHAB
COUVENT DE Ste CATHERINE
TOR
N
W. KID
NABEQ
RAS NASRANI
SHARM EL-SHEIKH
DÉTROIT DE TIRAN
SANAPIR
TIRAN
MER ROUGE
10 0 10 20 30 40 50
ECHELLE Km.

Nous avons essuyé le feu de l'ennemi pour la première fois juste à mi-chemin entre Rafah et El Arish, c'est-à-dire après 20 km de trajet environ. Il provenait des guetteurs postés par l'ennemi à El Burj. Trois kilomètres plus loin, nouvel « arrosage » provenant cette fois d'El Jeradi, saillant qui garde les abords d'El Arish et choisi parce qu'il commande entièrement cet axe. En effet, des deux côtés de la route, des dunes de sable meuble, extrêmement difficiles à franchir, s'étendent fort loin, aussi ne pouvions-nous pas contourner les défenses égyptiennes. Le saillant était tenu par une compagnie d'infanterie, un détachement de trois Archers antichars et une batterie de six mortiers de 120.

Notre action de blindés contre ce point d'appui a commencé à 14.30 et duré plus d'une heure, surtout en raison des difficultés de mouvement dans les dunes (les mêmes qui ravissaient tant Lawrence et représentaient pour lui les derniers espaces intacts du monde). Là aussi, comme à Rafah, quand nos chars ont commencé à se rapprocher de leurs emplacements, les Egyptiens ont abandonné leurs armes et pris la fuite. Nous avons eu 10 blessés.

Nous ne nous trouvions plus alors qu'à 15 km d'El Arish et à mesure que nous avancions vers la ville, les traces des unités ennemies qui avaient fui en direction de l'ouest, harcelées par notre aviation, devenaient plus nombreuses. Caisses de munitions, canons et véhicules de toutes sortes avaient été laissés sur les côtés de la route — parfois même au beau milieu.

Nous avons rencontré le dernier poste égyptien à 6 km environ de la ville, lui aussi (comme El Jeradi) sous le commandement du 11ᵉ bataillon de la 4ᵉ bri-

gade d'infanterie. Il comprenait deux compagnies d'infanterie, des canons antichars en position de chaque côté de la route et huit mortiers de 25 livres.

Il se faisait déjà tard, notre convoi était trop dispersé pour s'organiser et se déployer en vue d'une attaque avant la tombée de la nuit, les énergies s'étaient quelque peu relâchées. Pas d'autre possibilité que de reporter l'assaut et l'entrée dans El Arish jusqu'au matin et d'employer la nuit à refaire le plein d'essence, à mettre les chars au point — et à prendre un peu de repos.

Après la chaleur torride du jour et la poussière, la nuit était fraîche, apaisante. Ayant trouvé un pli de terrain qui avait laborieusement enfanté quelques buissons de tamaris maigrichons, nous nous sommes organisés pour la nuit. J'ai examiné les derniers messages reçus, j'y ai répondu, j'ai répété mes instructions à la 9e brigade qui doit commencer sa marche sur Sharm el-Sheikh demain à l'aube (2 novembre) et à la 11e qui va lancer l'opération destinée à nous assurer le contrôle du territoire de Gaza. Nous abordons la phase finale de la campagne.

Le menu du souper a été conforme à la tradition — rations de viande au goût douteux et jus d'orange dont on s'étonne qu'il n'ait pas rongé ses boîtes. La situation a été, comme d'habitude, sauvée par le café — un café noir et bouillant, après quoi le monde paraît plus beau. Juste au moment où nous commencions à somnoler, les Egyptiens ont repris leur tir d'artillerie. Le bruit n'aurait pas suffi à troubler nos rêves, mais les jets de sable que les obus nous projetaient au visage en explosant nous ont obligés à chercher abri de l'autre côté du monticule. Le lendemain à 06.00, entrée à El Arish sans opposition.

Nous avons trouvé la ville vide de troupes. Les dernières unités ennemies s'en étaient retirées pendant la nuit.

A la pensée qu'elles étaient parvenues à l'évacuer quelques heures peut-être avant notre arrivée, nous avons bien entendu regretté amèrement de n'avoir pas fait l'ultime effort qui nous aurait jetés dans la place dès la nuit. Si nous avions rapidement poussé jusqu'à la sortie ouest d'El Arish et bloqué la route vers Suez, nous aurions pu prendre la majeure partie des véhicules et des armes de la 3e division et faire prisonnières les unités qui, entre-temps, se sont repliées sur la zone du canal.

Personne d'entre nous ne sait évidemment l'heure à laquelle l'évacuation a eu lieu. D'après ce que des prisonniers nous ont dit, c'est à midi le 1er novembre que le G.Q.G. égyptien a donné l'ordre aux forces du Sinaï de se replier immédiatement sur la rive ouest du canal. Il est bien certain qu'elles n'ont pas perdu un instant pour l'exécuter — ou plutôt pour profiter de la permission ainsi accordée. En réalité, aussi bien la 3e division à El Arish que le groupe d'appui blindé de la 1re brigade ont commencé à battre en retraite avant même que cet ordre eût été lancé. Le Q.G. divisionnaire à El Arish avait ordonné le repli dès la nuit du 31 octobre au 1er novembre à sa 5e brigade qui tenait Rafah, mais celle-ci n'était pas en mesure de l'exécuter, car notre attaque contre le périmètre défensif était alors à son point culminant et l'unité ne pouvait décrocher sans que sa retraite se transformât en débandade.

Le groupe d'appui est allé encore plus loin. Dans la matinée du 31, le G.Q.G. lui avait donné l'ordre de se porter le plus rapidement possible au carrefour

du Gebel Libni et d'y engager les unités blindées israéliennes (7e brigade) pour aider à la défense d'Umm Qatef. Selon un officier de chars ennemi que nous avons fait prisonnier, le commandant des blindés égyptiens a demandé le soutien de l'aviation et, celle-ci ne se manifestant pas, non seulement il n'a pas avancé comme il en avait l'ordre, mais il a donné des instructions à son unité pour qu'elle se prépare à quitter le Sinaï.

Compte tenu de ces faits, il est donc possible que, même si nous avions pris El Arish pendant la nuit, la plupart des troupes égyptiennes en auraient déjà été parties.

L'évacuation a été conduite dans le désordre le plus total, au moins pour la majeure partie. Au crépuscule deux trains étaient arrivés d'Egypte, mais ils ne pouvaient contenir qu'une fraction insignifiante des forces et la route El Arish-Qantara était beaucoup trop étroite pour permettre l'écoulement de tous les véhicules qui s'y pressaient. Voie ferrée et route ont donc été exclusivement réservées aux officiers, les autres devant faire retraite à pied. Rassemblés par petits groupes, ils ont pris lentement la direction de l'Egypte. Les puits leur fournissaient de l'eau, les dattes apaisaient leur faim. Les palmeraies qui s'étendent sur des kilomètres le long de la côte étant en pleine production à cette saison, il leur suffisait de lancer une pierre sur un régime bien mûr pour ramasser les fruits par poignées. Vus d'avions ces hommes faisaient penser à une interminable procession de pèlerins, leurs sous-vêtements blancs tranchant sur le fond de sable doré.

Aucune destruction, aucun sabotage n'a été exécuté à El Arish avant son évacuation. Quelques

magasins militaires ont été incendiés, mais ils ne représentent qu'une partie infime des quantités énormes d'équipement abandonné. De toute évidence, quand l'ordre de repli est arrivé, chacun a quitté son poste et s'est précipité vers les convois quittant la ville. A l'hôpital, le spectacle était horrible. Sur la table d'opération, le cadavre d'un soldat égyptien à qui on venait de couper une jambe : il avait été abandonné au beau milieu de l'opération sans que le docteur ni les infirmiers prennent le temps de faire un bandage et il s'était vidé de son sang. Les blessés, certains dans les salles mais la plupart cachés dans la cour et le jardin, nous ont dit qu'à l'instant où le personnel médical avait été informé que des ambulances l'attendaient, ses membres avaient lâché tout ce qu'ils tenaient pour se ruer vers les véhicules dans lesquels ils s'étaient entassés avec force bousculades et avaient disparu. Pas un seul infirmier n'est resté pour s'occuper des blessés et ceux qui avaient besoin de soins immédiats — 18 — sont morts pendant la nuit, dans la position même où ils avaient été laissés au moment de la fuite.

La route El Arish-Qantara était encombrée de véhicules dont certains encore en état de marche, mais la plupart en accordéon ou retournés. Il ne s'agissait pas, bien entendu, d'un barrage intentionnel, mais la débandade ayant provoqué un embouteillage monstre, transports lourds, half-tracks, chenillettes à fusil mitrailleur, camions-remorques, etc. avaient tenté de se frayer un passage en bousculant les véhicules plus légers qui les gênaient.

La route sud conduisant à l'aéroport et à Abu Ageila était également jonchée de véhicules militaires immobilisés, mais victimes ceux-là de notre aviation

qui avait à plusieurs reprises attaqué les convois en retraite à la roquette et au canon.

La 27e brigade blindée ne s'est pas attardée dans la ville. Des groupes de choc sont allés prendre l'aérodrome et s'assurer du contrôle de la route vers Abu Ageila, cependant que d'autres fonçaient vers l'ouest à la poursuite de l'ennemi en fuite, avec Suez comme objectif. C'est la Région Sud qui a assumé la responsabilité de la population ; elle va nommer un gouverneur militaire et prendre les mesures voulues pour rétablir une vie à peu près organisée. Je ne prévois pas de problème particulier dans ce domaine. Dès notre entrée dans la ville, nous avons été frappés de voir des drapeaux blancs qui flottaient partout, sur les toits, les palissades, etc., et devant la maison commune une délégation de notables nous attendait pour nous assurer de leur loyalisme et de leur volonté de coopérer avec nous.

La place de la ville, silencieuse et vide à notre arrivée, grouillait de vie et retentissait de clameurs une heure après. Les échelons de soutien de la 27e brigade ainsi que des unités hors rang de la Région Sud sont arrivés sur place et ont aussitôt commencé à mettre de l'ordre dans la ville ainsi que dans les nombreux camps de l'armée. Certains de nos hommes m'ont reconnu et m'ont demandé des autographes, me présentant des cartes, des manuels, des trousses de pansement, des étuis à cigarettes, etc. Un sergent de l'intendance, doué d'une indiscutable originalité, a remarqué un portrait de Nasser aux couleurs hurlantes sur le mur d'une boutique de barbier et il me l'a apporté en m'expliquant que le « document », le signataire et le lieu avaient quelque chose de spécial. Je pense bien et

la date aussi 2 novembre, anniversaire de la déclaration Balfour !

Tous les soldats égyptiens n'avaient pas quitté la ville, on s'en est aperçu quand le bruit s'est répandu qu'un camp de prisonniers avait été organisé ils s'y sont présentés en foule, de leur propre initiative. Mais certains autres se sont cachés dans l'agglomération, avec leurs armes et à un moment donné, alors que je me trouvais près de la fenêtre ouverte d'un bâtiment donnant sur la rue, nous avons été canardés par un tireur isolé, embusqué derrière une palissade. Une rafale de mitraillette et mon signaleur tombait mort à côté de moi.

A 11.00, j'ai pris un Piper à l'aérodrome d'El Arish pour rentrer au G.Q.G. J'ai demandé au pilote de survoler la ville à basse altitude, mais nous avons été très vite obligés de prendre de la hauteur pour échapper au tir des fusils et des mitraillettes dirigé contre nous : les dunes à l'est, au sud et à l'ouest de la ville étaient truffées de soldats égyptiens, seuls ou en groupes, qui s'abritaient derrière les buissons et les plis de terrain. Mais même ainsi, j'ai vu ce que je voulais voir la colonne blindée de la 27e brigade. Elle progressait en direction de l'ouest sans encombre. Cinq heures après notre entrée dans El Arish, elle a pu éliminer les obstacles et se frayer un passage. Ses véhicules de tête sont déjà à des dizaines de kilomètres dans l'ouest de l'agglomération, et le convoi semble glisser sur un tapis d'acier et de fumée. La bataille pour l'axe nord, Rafah-El Arish-Qantara est terminée.

Je repense à des documents égyptiens qu'un officier des Renseignements m'a montrés ce matin, entre autres aux instructions données à ses troupes par le

commandant de la 3ᵉ division et dont voici le texte

DIRECTIVES DU COMMANDANT
DE LA 3ᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Aux Commandant de la Région égyptienne en Palestine
Commandant de la 5ᵉ brigade d'infanterie renforcée

Date : 15 février 1956.

Résumé des directives de la 3ᵉ division transmises aux commandants et officiers aux dates ci-dessous :

El Arish : 1ᵉʳ février 1956 ; Rafah : 3 février 1956; Khan Yunis : 4 février 1956 ; Gaza 4 février 1956.

Veuillez assurer l'exécution de ces directives par tous les officiers et faire en sorte qu'elles ne soient pas communiquées par écrit aux grades inférieurs à celui de chef de bataillon ou aux grades assimilés dans les autres unités.

1. *Introduction*

Tout commandant doit se préparer ainsi que son corps à l'inévitable campagne contre Israël avec l'intention d'atteindre notre objectif suprême, c'est-à-dire la destruction et l'annihilation d'Israël dans les plus brefs délais possible, dans les batailles les plus brutales et les plus cruelles.

2. *Foi*

a) La foi est l'élément fondamental pour l'accomplissement de notre dessein. Sans elle, la victoire ne pourra être remportée.

b) Notre foi dans la bataille devra s'exprimer pour tous les grades, dans la foi en l'agressivité et la vitesse.

c) La foi devra inclure les éléments suivants :

1) Persévérance et volonté de se battre de la façon la plus cruelle.

2) Confiance en soi du commandement pour assurer la confiance des troupes en leurs chefs. Dans le cadre de la discipline, tout conflit entre les officiers et les hommes devra être évité.
3) Sérieux et réalisme dans toutes nos actions...

Revenant vers l'est, nous avons mis le cap sur Israël. L'oued El Arish serpentait au-dessous de nous. Seule cette bande de terrains en contrebas était marquée par le quadrillage des champs cultivés, tout le reste du paysage n'était que désert. Tout près de la frontière israélienne, un campement de Bédouins. Au moment où nous passions à sa verticale, nous avons traversé le léger nuage de fumée qui montait des feux allumés pour cuire la maigre pitance ; l'odeur âcre des brindilles de genièvre enflammées a envahi la carlingue de notre appareil et, l'espace d'un instant, je me suis trouvé emporté par un flot de souvenirs vers d'autres feux, d'autres expériences dans un autre monde.

Hier et avant-hier, pendant que les actions de la 27e brigade blindée nous assuraient l'axe nord, la 7e achevait la prise de l'axe central Quseima-Gebel Libni. Cette dernière conquête a également mis fin aux vaines tentatives du G.Q.G. égyptien pour faire intervenir sa principale force opérationnelle, le 1er groupe de brigade blindé, contre notre armée.

C'était le plus puissant élément mobile dont l'ennemi disposait dans le Sinaï. Organisé en formation autonome, il avait assez de ravitaillement, de matériel et d'unités hors rang pour opérer sans l'appui de bases en territoire égyptien. Il transportait des quantités de carburant et de munitions suffisantes pour sa première ligne, cependant que des stocks

considérables étaient entreposés à sa base dans le Sinaï, Bir Rud Selim.

Un officier de chars égyptien nous a dit que, le 31 octobre, le commandant de la brigade avait reçu l'ordre de se porter immédiatement vers l'est pour fournir un soutien à Umm Qatef et d'envoyer une unité blindée attaquer nos parachutistes à Mitla. Des détachements avaient bien en effet commencé à faire mouvement conformément à ces instructions, mais avaient eu beaucoup de difficulté à atteindre leurs objectifs en raison des attaques répétées de notre aviation. Le chef de la brigade avait demandé une couverture aérienne, mais s'étant convaincu qu'il ne l'obtiendrait pas, avait décidé de retourner en Egypte sans même essayer d'attaquer une seule de nos unités.

L'unique contact entre nos forces et la brigade ennemie s'est produit une fois amorcée la retraite de cette dernière. Il y a deux jours, le 1er novembre à 06.00, alors que l'un de nos groupes blindés arrivait au voisinage de Bir Rud Selim — à 40 km dans l'ouest du Gebel Libni — il a essuyé le feu de l'unité blindée qui servait d'arrière-garde à la brigade en retraite. Nos chars ont riposté, mettant 3 de leurs T-34 hors de combat avec des coups au but. L'infanterie motorisée a alors sauté en bas de ses véhicules et s'est dispersée parmi les dunes, tandis que le reste des blindés fonçait vers l'ouest à toute vitesse. Une demi-heure plus tard, à 06.30, nos hommes pénétraient dans la base de Bir Rud Selim où ils trouvaient un certain nombre de blessés, ainsi que plusieurs officiers et soldats valides qui, pour une raison ou une autre, ne s'étaient pas sauvés avec leur unité.

La nôtre s'est lancée à la poursuite de l'ennemi et, au bout de quelques kilomètres, l'artillerie et les chars ont concentré sur elle un feu intense. Le duel s'est poursuivi pendant une heure environ, après quoi notre groupe s'est trouvé dans l'impossibilité de continuer la poursuite. Ses blindés n'avaient presque plus de carburant et deux de ses neuf chars avaient été mis hors de service. Il lui fallait donc retourner à Bir Rud Selim, soigner ses blessés et faire le plein. (Dans ce camp égyptien des réservoirs contenaient des quantités importantes de carburant pour chars.) Le jour était d'ailleurs tombé et une chasse dans l'obscurité n'aurait rien donné.

Elle a été reprise dès l'aube le lendemain, 2 novembre. A part un unique char aperçu au milieu des dunes et aussitôt détruit, pas trace des blindés ennemis pendant toute la journée. Le camp de Bir Gafgafa était vide, ainsi que le secteur immédiatement à l'ouest. Eparpillés le long du trajet des camions, des canons antichars et de l'équipement. Des bandes de soldats en fuite, aussi, mais de la 1re brigade blindée point de nouvelles. C'est seulement à 16 heures, en arrivant à Qatib el-Sabha (à une cinquantaine de kilomètres dans l'est du canal) que les nôtres ont rattrapé la queue de la colonne égyptienne. Il s'agissait d'une compagnie de T-34 retranchés au bord de la route, dans des fossés, pour intercepter nos forces. Placés comme ils l'étaient, dans un creux, leur champ de vision était limité et nos jeeps de reconnaissance ont pu arriver à 300 mètres d'eux sans être repérées. L'un de nos hommes ayant déchargé son bazooka commençait juste à viser le char ennemi le plus proche quand un autre l'a vu et a aussitôt fait pivoter le canon de sa tourelle dans

la direction de notre véhicule. On pouvait croire que notre homme n'avait aucune chance de s'en tirer mais, exactement comme dans les contes de fées, le secours lui est venu à la dernière seconde, sous la forme d'un de nos Shermans qui, ayant vu ce qui se passait, est parvenu à tirer un obus sur l'Egyptien juste à temps. L'éclaireur dont la vie venait ainsi d'être sauvée avait son bazooka bien en position, il a tiré et atteint sa première cible. Les survivants ont alors sauté en bas des chars endommagés et détalé à toutes jambes — imités en cela par l'équipage d'un troisième qui, lui, n'avait pas été touché et qu'ils ont laissé entre nos mains.

Cela devait être notre dernière rencontre avec la formation blindée ennemie, car le crépuscule tombant, l'allure de la poursuite s'est ralentie et quand notre unité de reconnaissance a atteint la fin de son parcours — à 16 km de Suez — la 1re brigade égyptienne était déjà de l'autre côté du canal. Notre bataillon a eu un tué et dix blessés, il a également perdu un char et un half-track, mais la plupart de ces pertes ont été subies lors de l'attaque contre Umm Shihan et non pas dans la poursuite des forces ennemies. Celles-ci ont perdu 30 T-34 (dont 8 détruits par le bataillon blindé et le reste par notre aviation), 5 canons autopropulsés SU-100 et environ 40 transports de troupes blindés — la plupart touchés lors d'attaques aériennes.

Quand ces chiffres officiels ont été communiqués, j'ai senti la déception de nos hommes. Entre l'enthousiasme juvénile des rapports faits sur le champ de bataille et les grises statistiques, l'écart est souvent considérable. Le récit d'une attaque aérienne contre la 1re brigade égyptienne près de Bir Gafgafa le

31 octobre, est caractéristique à cet égard. Aussitôt après l'action le lieutenant Z. K. écrivait « Tout à coup, nous repérons une colonne blindée sur l'axe central. Ça chauffe aussitôt. Camion après camion et char après char s'enflamment. Au début, on aurait pu croire à un champ de tir en temps de paix, mais quand les obus se mettent à exploser tout autour de nous, l'affaire devient plus sérieuse. Le capitaine G. et le lieutenant P., leur pare-brise recouvert d'huile, foncent à l'aveuglette vers l'endroit où ils pensent trouver leurs cibles et le reste d'entre nous essaie de combler les brèches... G. et moi mettons le cap sur une concentration de chars que nous atteignons. Je vois immédiatement les petits nuages de fumée des obus de 40 qui déchirent l'air près de nous. En une seconde, j'ai repéré le canon qui tire et je pique sur lui. Ses servants essaient de m'ajuster, mais quand ils s'aperçoivent qu'il est trop tard, ils sautent à terre et se mettent à ramper. Une courte rafale de Browning et leur compte est réglé. Un incident similaire a été à deux doigts de provoquer un pépin sérieux quand j'ai tiré sur un fourgon de munitions qui a explosé. Le souffle m'a soulevé jusque dans la ligne de vol d'un autre appareil et nous avons failli entrer en collision. Nous étions tous à court de munitions sauf un et le lieutenant S. est resté en arrière pour vider ses chargeurs, pendant que les cinq autres appareils retournaient à leur base. »

A ce rapport un post-scriptum beaucoup plus prosaïque était joint, de la main du commandant « Je dois signaler que malgré cette description haletante, les pertes de l'ennemi, comme consigné dans le premier paragraphe, s'élèvent à 2 chars et 2 camions. »

Ce matin, nous avons achevé la conquête du terri-

PRISE DU TERRITOIRE
DE GAZA
2-3.11.1956

MOUVEMENT DES FORCES ISRAÉLIENNES

MER MÉDITERRANÉE

VERS TEL-AVIV

BEIT HANUN

GAZA

TERRITOIRE DE GAZA

VERS BE'ER SHEVA

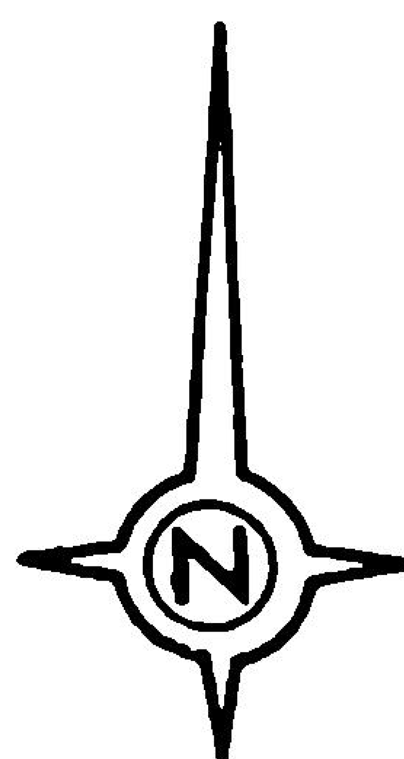
ALI MUNTAR

11 BRIG. D'INF.

DEIR EL-BALAH

ISRAËL

KH. YUNIS



VERS EL-ARISH

0 2 4 6 8 10
ECHELLE
Km.

toire de Gaza. Les unités égyptiennes n'ont pas opposé une très forte résistance. Leur moral est atteint, après les défaites de Rafah et d'El Arish ; d'ailleurs, militairement, elles ne sont pas capables de s'organiser pour une défense coordonnée et concertée. Les forces du territoire étaient divisées en petites unités dispersées dans des douzaines d'avant-postes et dont aucune n'était en mesure de se porter rapidement au secours d'une autre, ni de soutenir par ses propres moyens une attaque de chars ou de half-tracks. Même au point de vue de l'ensemble de la campagne, l'opération n'a pas été décisive. Cette étroite bande côtière, longue de 40 km et large de 10 en moyenne, ne pouvait pas tenir après la chute de Rafah et d'El Arish ; quant à la 8e division palestinienne qui y était stationnée, elle n'était pas constituée en force opérationnelle capable d'agir au-delà des limites du territoire. Il est vrai qu'elle comptait plus de 10 000 hommes (y compris la 87e brigade palestinienne à Rafah) mais des hommes qui ne pouvaient être utilisés qu'à leur poste accoutumé, pour la tâche qui leur était familière. Les « brigades », « bataillons » et « compagnies » ne constituaient que des cadres administratifs et non pas des formations tactiques — on ne pouvait les employer comme des unités militaires.

Ce qui fait essentiellement l'importance de notre contrôle sur la bande de Gaza, c'est qu'il débarrasse la région des Egyptiens. A la fin de notre guerre d'indépendance, en 1948, elle a été livrée à l'Egypte qui y a vu une tête de pont pour une attaque militaire contre Israël, et en temps de paix, une base pour des opérations de terrorisme et de sabotage. Contrairement au gouvernement jordanien qui a

annexé la rive ouest du Jourdain à son territoire et donné la nationalité jordanienne à ses habitants, celui du Caire a pris grand soin de considérer le territoire de Gaza comme distinct de l'Egypte, et cela sans aucun doute en partie parce que selon lui la « Palestine conquise » est une entité nationale et politique dont l'indépendance devra être restaurée, mais aussi, mais surtout peut-être, parce qu'il y a autour de Gaza près de 200 000 réfugiés arabes que l'Egypte ne veut et ne peut absorber, ni même faire vivre. (Ben Gourion est lui aussi d'avis de refuser, si jamais on nous le propose, le rattachement de la bande de Gaza au territoire israélien, précisément en raison de ces nombreux réfugiés.) Personne aujourd'hui ne peut savoir quel sera l'avenir de cette zone, mais Israël cherche à ce qu'elle cesse de servir les desseins agressifs de l'Egypte.

Sa défense était divisée en deux secteurs, nord et sud. Celui du nord qui comprenait la ville de Gaza était confié à la brigade de la Garde nationale composée de 14 « bataillons » à effectif total de 3 500 hommes environ qui garnissaient de nombreux postes tous pressés le long de la frontière avec Israël. En plus de ces formations d'infanterie, la brigade avait sous ses ordres une compagnie (8) de mortiers lourds (120) ainsi que deux pelotons de gardes-frontières motorisés. Le détachement de mortiers avait été fractionné et les pièces réparties par deux entre les avant-postes, tandis que les gardes-frontières constituaient une réserve mobile.

La défense du secteur sud dont le pivot était la petite agglomération de Khan Yunis était entre les mains de la 86e brigade palestinienne (dont les hommes étaient bien palestiniens, mais les chefs égyptiens

et militaires de profession) et basée sur trois points d'appui (force : un bataillon + soutien d'artillerie) tenus par les 11e, 34e et 44e bataillons, l'unité d'artillerie (mortiers de 120) étant stationnée au centre pour servir les trois.

La prise du territoire a été assignée à notre 11e brigade d'infanterie qui groupait deux bataillons avec un groupe blindé de la 37e brigade placé sous son commandement pour cette opération. Ce dernier comprenait un escadron de chars moyens (Shermans) et une compagnie d'infanterie sur half-tracks, mais de ses 13 chars 6 seulement étaient en état.

L'attaque a commencé le 2 novembre à 06.00. On avait décidé de rompre la ligne des défenses ennemies là où elle était tenue par les postes 122, 123 et 125 groupés à quelque trois kilomètres dans le sud du Tell Ali Muntar, saillant qui domine les abords de la ville. C'est le chemin qu'ont suivi au cours des siècles les armées cherchant à prendre Gaza. La tradition veut que ce soit la colline sur laquelle Samson porta les « battants de la porte de la ville » et c'est à son pied que l'armée britannique, sous les ordres de sir Archibald Murray, perdit 10 000 hommes pendant la Première Guerre mondiale lors de deux tentatives infructueuses contre les troupes turques tenant la ville (Murray lui, se trouvait à 100 km du front, dans un wagon spécial à El Arish).

Chars et half-tracks ont enlevé le poste 122 et, bien que soumis au feu nourri des positions environnantes, surtout celles de la crête du Tell, ont poursuivi leur progression pour pénétrer jusqu'à la place centrale de Gaza. Après un bref échange de coups de feu, le groupe blindé a poussé en direction du nord, prenant toutes les positions ennemies le long

de la grand-route et atteignant le village de Beit Hanun, à la lisière nord du territoire. Pendant ce temps, le bataillon d'infanterie entré dans Gaza à la suite de nos blindés, liquidait les îlots de résistance qui se maintenaient dans diverses parties de la ville. A midi, la fusillade ayant cessé, les responsabilités ont été confiées à notre gouverneur militaire et aux forces de police qui ont relevé les unités combattantes.

L'avance du groupe blindé vers le sud dans le secteur de Khan Yunis a été freinée par la nécessité de réparer les chars et surtout de regarnir les bandes-chargeurs — plus de 80 000 coups ayant été tirés pendant la matinée. Le nettoyage des postes ennemis dans le sud du secteur de Gaza n'a occasionné aucune difficulté. Un lieutenant-colonel égyptien monté avec l'officier des Opérations de notre 11[e] brigade dans une jeep de l'Office de Secours et de Travaux — organisme de l'O.N.U. s'occupant des réfugiés arabes — a ordonné aux soldats qui continuaient des tirs sporadiques dans certains emplacements, de déposer les armes.

Mais le secteur sud (tenu par la 86[e] brigade palestinienne) refusait de se rendre. Quand le groupe blindé est arrivé aux abords de Khan Yunis, le 3 novembre, à l'aube, il a été accueilli par le tir des mitrailleuses et de canons antichars. Un half-track a été touché par un de ces derniers et un char a sauté sur une mine. Le duel d'artillerie s'est poursuivi et c'est seulement après plusieurs coups au but enregistrés par nos blindés et l'assaut de notre infanterie qu'une brèche a été ouverte dans les défenses ennemies. Les chars sont passés et le deuxième bataillon d'infanterie a pénétré à leur suite

jusqu'au cœur du périmètre défensif. Après cela, la résistance s'est effondrée.

Le nettoyage des postes ennemis dans le reste du secteur a duré tout le matin, ponctué par des échanges de coups de feu. C'est seulement à 13.30 que les dernières positions ennemies dans le territoire de Gaza sont tombées et que la 11e brigade a fait sa jonction avec les unités d'infanterie de la 1re à Rafah. Elle a eu 11 tués et 65 blessés ; deux de ses chars et un half-track ont été touchés, mais très vite réparés et remis en service.

Les deux demandes d'armistice émanant des civils et des chefs militaires égyptiens ont été acceptées. En voici le texte

Demande de reddition par le gouverneur administratif du territoire de Gaza.

Je soussigné, général de brigade Mahmed Fuad e-Dagawi, gouverneur général administratif du territoire de Gaza, au nom du ministre de la Guerre, demande par la présente au commandant des forces israéliennes en campagne, le colonel Asaf Simhoni d'accepter ma reddition *sans conditions* conjointement avec toute l'administration dans la ville de Gaza et l'ensemble du territoire.

L'exemplaire hébreu fait foi.

14 h 20, 2 novembre 1956.

Signé par
Le Général de brigade Mahmen Fuad e-Dagawi, gouverneur administratif du territoire de Gaza, au nom du ministère de la Guerre égyptien.

Accepté, signé par
Le commandant de la Région Sud, Colonel Asaf Simhoni.

Demande de reddition par le commandant des forces armées égyptiennes dans le secteur de Gaza.

Je soussigné Gamal Adin Ali, 855, colonel (Bigbachi) commandant les forces armées égyptiennes dans le secteur de la ville de Gaza, demande par la présente au commandant des forces israéliennes, le colonel Asaf Simhoni, d'accepter ma reddition sans conditions et celle de toutes les forces sous mon commandement dans le secteur de la ville de Gaza et ses environs, troupes régulières, volontaires et irréguliers.

(Signé)
2 novembre 1956.

Avons accepté la reddition au nom du commandement de la Région Sud.

Mikhael SHAHAM, colonel.
Aharon DORON, colonel.

Tout le nord du Sinaï est à nous et nos unités ont atteint Suez — les parachutistes par l'axe sud (Mitla), la 7e brigade blindée par l'axe central (Gebel Libni), la 27e brigade blindée par l'axe nord (El Arish). Il est maintenant possible de se rendre en voiture de Tel Aviv à Suez par trois routes Gaza-Qantara, Be'er Sheva-Ismaïlia et Kuntilla-Port Tewfik, cette dernière n'étant d'ailleurs qu'une piste et moins commode que les deux autres.

Les Britanniques et les Français ont remis aujourd'hui à Hammarskjoeld leur réponse à sa demande faisant suite à la résolution votée le 1er par l'Assemblée des Nations Unies (cessez-le-feu immédiat). Tout comme nous, ils disent « Oui, mais... »

1 — Israël et l'Egypte doivent accepter l'entrée

dans la région des forces d'urgence de l'O.N.U. pour assurer la sauvegarde de la paix.

2 — L'O.N.U. doit accepter que ses forces restent sur place jusqu'à ce que des arrangements définitifs soient conclus entre Israël et l'Egypte au sujet de la paix et jusqu'à ce que des dispositions raisonnables soient prises concernant le statut du canal de Suez.

3 — L'O.N.U. doit accepter l'entrée immédiate des forces françaises et britanniques dans la zone du canal. Ces forces y resteront jusqu'à ce que la force d'urgence de l'O.N.U. soit organisée et en mesure de les remplacer.

Le sens de cette troisième clause, c'est que la Grande-Bretagne et la France s'en tiennent à leur projet de débarquer des troupes dans la zone du canal. La faiblesse de leur position, c'est que ces unités sont encore en mer, quelque part entre Malte et Chypre et ne pourront donc mettre le pied sur le sol égyptien avant le 6. D'ici là, les deux pays ne pourront opposer aux pressions que des mots creux au lieu d'un fait accompli.

Ben Gourion doute beaucoup qu'ils puissent résister à l'influence contraignante des Etats-Unis. Il désirerait, certes, qu'ils aillent jusqu'au bout de leurs plans et qu'Israël ne soit plus seul en butte aux pressions politiques (surtout de la part des U.S.A. et de l'U.R.S.S.), mais, d'un autre côté, il n'est pas d'avis que nous nous mêlions de quelque façon que ce soit du problème de Suez. A notre réunion d'aujourd'hui il a minutieusement répété ses ordres pour être bien sûr que nos unités n'approcheront pas davantage du canal. « Nous avons assez de difficultés sans Suez », a-t-il dit, « et je ne vois pas du tout l'intérêt de nous joindre à une coalition dans une entreprise qui a sou-

levé l'opposition du monde entier. Occupons-nous du Sinaï et n'intervenons pas dans l'affaire de Suez pour être embarqués dans cette galère. »

Hier soir à 21.00, un membre des services de l'attaché militaire français est venu me voir pour une question urgente. Il m'a dit que le commandement français dans l'opération « Mousquetaire était extrêmement déçu par l'obstination que mettent les Britanniques à refuser d'avancer la date des débarquements dans la zone du canal. Elle est fixée au 6, mais le 5 l'Assemblée de l'O.N.U. va se réunir à nouveau pour étudier l'affaire et les Français souhaiteraient beaucoup être déjà sur place à ce moment-là, ce qui leur permettrait d'accepter la demande de cessez-le-feu qui va certainement être réitérée. Ils voudraient donc avancer l'opération de deux jours et étudient actuellement la possibilité de le faire seuls, sans les Britanniques.

Leur plan est de débarquer au sud de Port-Saïd tôt dans la matinée du 4, et d'occuper le port. Pour cela, ils désireraient que nous prenions vers midi ce même jour Qantara-Est qui se trouve sur la rive est du canal, à l'est de la zone choisie pour leur parachutage. Notre entrée dans la ville couvrirait cette opération, protégerait leurs flancs et exercerait une pression sur les forces égyptiennes du secteur. Le représentant français a ajouté qu'il connaissait la préférence de notre commandement pour les actions de nuit et que, n'ayant pas le choix, les Français se battraient seuls pendant les heures de jour, en sachant que nous ferions notre jonction avec eux le soir.

J'ai répondu qu'il me faudrait bien entendu soumettre cette proposition au ministre de la Défense.

mais que, sur le plan militaire, je pouvais lui donner mon accord immédiatement. Nous serions prêts à prendre Qantara-Est à midi, le matin ou le soir, selon ce qu'ils jugeraient le plus commode. En outre, je lui ai suggéré que les Français — ainsi que les Britanniques s'ils décidaient de se joindre à eux — utilisent la grand-route El Arish-Qantara qui est entre nos mains, ou n'importe quel autre axe de mouvement à travers le Sinaï pour transporter leurs troupes jusqu'au canal.

Il n'avait très évidemment pas songé à cette possibilité et n'arrivait pas à savoir s'il se trouvait devant une absurdité ou l'œuf de Colomb. Au point de vue militaire, si les Français se servent des routes que nous contrôlons maintenant, ils pourraient s'emparer des positions-clefs dans la zone du canal sans aucune difficulté particulière. Leurs blindés atteindraient les régions de Port-Saïd, Qantara, Ismaïla et Suez, leur assurant la maîtrise de tout ou partie de ces secteurs avant la réunion de l'Assemblée de l'O.N.U.

Nous avons passé en revue plusieurs points se rapportant à ma proposition, après quoi le représentant français est parti en toute hâte pour rendre compte à son supérieur de ce que je lui avais dit. Il m'a promis de me faire connaître la décision définitive pendant la nuit.

Je suis allé chez Ben Gourion que j'ai trouvé détendu et de bonne humeur. Il a souligné à plusieurs reprises la nécessité de hâter la prise de Sharm el-Sheikh, mais sans trace de nervosité. La demande française a reçu son accord immédiat et sans réserve. Le nom de Qantara a fait jaillir un flot de souvenirs remontant à la Première Guerre mondiale ; à cette époque il avait assisté là à une conférence de repré-

sentants des bataillons juifs et il se rappelle encore exactement ce qu'avait dit, il y a quarante ans, chaque représentant des « Jeunes Ouvriers » et des « Ouvriers de Sion » [1] !

Je suis retourné au G.Q.G. d'où j'ai notifié aux Français la confirmation de mon accord au sujet de leur proposition. Cependant, mon opinion personnelle, c'est que ce plan ne sera pas mis à exécution. La situation est trop compliquée et l'opération anglo-française dépend de facteurs politiques plus que de considérations militaires. Sur ce dernier plan, ils n'auront pas de difficulté à battre l'armée égyptienne et à prendre la zone du canal, mais au point de vue politique, ils doivent affronter les Etats-Unis, l'Union soviétique et — ce qui est plus grave encore — une opinion publique hostile en Grande-Bretagne même. Je ne crois pas que les Anglais accepteront de collaborer avec nous comme le représentant français l'a laissé entendre. Après tout, ils se sont engagés dans cette affaire sur la base de leur ultimatum à l'Egypte et dans le but avoué d'empêcher des combats entre ce pays et Israël dans la zone du canal. Ils nous ont demandé (et au Caire également) de ne pas nous en approcher davantage, alors comment pourraient-ils soudain accepter que nous prenions Qantara-Est qui est juste sur ses rives ? Comment pourraient-ils monter une opération militaire de concert avec nous pendant qu'ils expliquent au monde que leur propre action est destinée à arrêter notre avance en direction de Suez ?

Pas la moindre surprise, donc, quand je reçois,

1. Anciens partis sionistes de gauche, absorbés depuis par les partis politiques d'Israël. (N. de la T.)

quelques heures plus tard, la réponse des Français, indiquant que leur demande est annulée, car il semble qu'ils ne pourraient agir sans les Britanniques et ceux-ci ne veulent en aucun cas renoncer au « plan des cent navires » — l'armada déployée en la circonstance excitait la verve des officiers français — ni établir un contact ou une coopération militaire quels qu'ils soient avec Israël. Selon les dirigeants de Londres Israël est un Etat dont les troupes approchent illégalement de Suez et le devoir des forces britanniques est d'ouvrir le feu sur elles si elles franchissent la limite des dix milles.

Soit dit en passant, ce n'est pas seulement là une conception politique, mais une attitude pratique. Ce matin, un avion britannique a été abattu au-dessus de Qantara et le pilote a pu sauter en parachute pour se poser à quelques kilomètres de nos détachements blindées qui contrôlent cet axe. Nos hommes se sont précipités à son secours, mais les chasseurs britanniques ont piqué et arrosé la route devant nos véhicules avec leurs mitrailleuses. L'allusion était claire et les nôtres ont fait demi-tour. Un peu plus tard, un hélicoptère britannique est arrivé pour récupérer le pilote.

Je regrette beaucoup que les forces anglo-françaises n'avancent pas la date de leur entrée dans la zone du canal. Selon les câbles de nos représentants à l'O.N.U., les pressions contre l'usage de la force dans la crise de Suez, bien loin de diminuer, ne font qu'augmenter et les nuées d'orage s'amoncellent. J'espère seulement que le 6, quand les débarquements commenceront enfin, nous aurons fini notre campagne.

Dès mon retour d'El Arish, je suis allé voir Ben

Gourion, que j'ai trouvé complètement remis de sa grippe et en grande forme. Il m'a questionné sur les batailles de Rafah et d'El Arish, ainsi que sur ce qui se passe dans les autres secteurs. Il veut voir séparément les chefs de l'aviation, de la Région Sud, des blindés et des parachutistes pour avoir des renseignements de première main sur les engagements auxquels leurs unités ont participé.

Je lui ai demandé des instructions sur plusieurs points. Le général Burns, qui dirige l'organisme de l'O.N.U. chargé de la surveillance de l'armistice, exige que ses observateurs soient autorisés à retourner dans le territoire de Gaza. Ben Gourion m'a chargé de refuser. Nous y laisserons les équipes qui s'occupent des camps de réfugiés arabes, mais quant aux autres : « Il n'y a pas de trêve entre Israël et l'Egypte, m'a-t-il dit, nous ne reconnaissons pas les lignes d'armistice et nos forces sont dans le Sinaï. Alors qu'est-ce que les observateurs auraient à observer ? » Je lui ai demandé à plusieurs reprises quelles étaient nos chances de rester dans le Sinaï et il m'a répondu qu'il avait bon espoir, mais sans être sûr du succès. « Nous n'y mettrons pas le même acharnement que pour Jérusalem », a-t-il dit. Quant à la suggestion — qui n'émanait pas de moi, la chose ne m'a jamais paru possible — de transférer les réfugiés de Gaza dans les Etats arabes voisins, il l'a rejetée catégoriquement. Il est vrai qu'il n'y a aucune possibilité d'établissement pour eux dans la région et mieux vaudrait qu'ils s'installent au Liban, en Syrie et en Jordanie, mais pas sans l'approbation de ces pays.

J'ai dit à Ben Gourion que des vaisseaux de guerre britanniques patrouillaient non loin de Sharm el-

Sheikh et lui ai demandé s'il jugeait probable qu'ils bombardent nos troupes. « Des Britanniques, je n'en sais trop rien, mais du Foreign Office je suis prêt à croire n'importe quoi », m'a-t-il répondu.

Avant de quitter la pièce, je l'ai entendu gronder gentiment des « officiels » venus lui raconter de sombres histoires sur ce qui se passe à l'O.N.U. « Pourquoi êtes-vous si préoccupés ? Tant qu'ils sont à New York et que nous sommes au Sinaï, la situation n'est pas mauvaise ! »

8

De Gaza à l'O.N.U.

La mission qui nous reste à accomplir, c'est la prise de Sharm el-Sheikh. La 9e brigade qui en a été chargée est partie de Ras en-Naqb hier, 2 novembre, à 05.00 pour suivre en direction du sud la rive ouest du golfe d'Aqaba. La distance entre sa zone de concentration et Sharm el-Sheikh représente plus de 400 km dont 100 en territoire israélien. Le premier jour — hier — elle a couvert 150 km dans un terrain très difficile (sable profond) qui monte continuellement.

Ce qui nous préoccupe, en plus de ces épineux problèmes de mouvement et de la lenteur de la progression, c'est la question du soutien dont disposera l'unité quand elle s'engagera dans le combat. Jusqu'à présent et malgré tout le respect que l'on doit à « la reine des batailles », la plupart de nos succès ont été remportés par nos unités blindées et notre aviation ; or la 9e brigade n'a pas de chars. Ceux que la Marine devait lui apporter ne lui sont pas encore parvenus et l'activité de nos avions dans cette région est très limitée — 5 à 7 minutes — en raison de l'éloignement considérable des bases.

Nous ne savons pas, bien entendu, quelle sera la force de l'opposition qui nous attend à Sharm el-Sheikh, mais le fait que sa retraite est coupée incitera peut-être l'ennemi à se battre avec acharnement. J'ai regretté que notre aviation ait reçu l'ordre de couler les vaisseaux égyptiens qui pourraient venir évacuer des troupes en Arabie Séoudite. A quoi bon faire mille prisonniers de plus ? J'aurais bien préféré que la 9e brigade trouvât la place vide en arrivant. Notre but est de nous assurer le contrôle du détroit de Tiran et non pas de rechercher la compétition avec l'armée égyptienne.

Nous avons décidé de renforcer les troupes assignées à la prise de Sharm el-Sheik et d'engager des unités de la brigade parachutiste qui attaqueront par le sud, cependant que la 9e brigade arrivera par le nord. L'ordre (Kadesh 6) a donc été donné aux parachutistes de passer la responsabilité de l'axe Mitla-Nakhl à la 4e brigade d'infanterie qui était à Quseima et de faire mouvement en direction du sud. Selon les plans, un bataillon de parachutistes a dû quitter hier soir, 2 novembre, le Parker Memorial, pour suivre en véhicules la route Ras Sudar-Abu Zuneima, parallèle à la rive est du golfe d'Aqaba. Pendant ce même temps, un détachement d'un autre bataillon devait être parachuté sur le terrain de Tor et une fois celui-ci entre nos mains, un bataillon d'infanterie pourra y être débarqué. Nous espérons surprendre l'unité égyptienne à Tor et prendre l'emplacement avant qu'elle ait pu recevoir des renforts.

Les cinquante kilomètres qui séparent le Parker Memorial de Ras Sudar sont très difficiles, mais de cette dernière localité à Tor, soit environ 170 km, il y a une route goudronnée. Il n'est donc pas improba-

ble que nos unités de parachutistes puissent atteindre Sharm el-Sheikh en même temps que la 9e brigade ou même avant. J'ai décidé hier de me rendre par avion auprès de cette formation le plus tôt possible et de m'entretenir directement avec son commandant. Après quoi, si tout se déroule conformément au plan et si Tor est pris avant la nuit, j'irai y rejoindre les parachutistes. La pression qui s'exerce sur nous pour nous amener à cesser le feu ne cesse d'augmenter et chaque jour de combat qui passe nous entraîne dans de grandes difficultés politiques. Il faut donc tout faire pour hâter la fin de la campagne et en plus des ordres que j'ai envoyés dans ce sens aux chefs d'unité, je ne juge pas du tout superflu de les rencontrer pour parler avec eux.

A minuit, conférence de l'Etat-Major général. Moins d'une semaine s'est écoulée depuis notre dernier entretien, qui avait été consacré à l'ouverture de la campagne et voilà que nous nous préoccupons déjà de sa liquidation.

Dans deux ou trois jours nous commencerons à libérer nos réservistes. Le contrôle du territoire conquis au Sinaï sera assuré dans une large mesure par les blindés, l'aviation et des unités de patrouille sur véhicules légers.

Un autre problème qui exige une action rapide est la récupération du matériel ennemi. Les unités en retraite ont abandonné des quantités considérables d'armes dans leurs postes et leurs camps, le long des routes et des pistes. La péninsule du Sinaï est pleine de Bédouins et de soldats égyptiens en fuite. Deux fois déjà nos hommes ont pris des caravaniers avec des chameaux lourdement chargés d'armes et de munitions. Il faut que nous fassions un sérieux effort pour

rassembler et stocker tout le matériel dans des enceintes gardées.

Jusqu'à présent nous avons eu une centaine de tués et presque 700 blessés — y compris les malades et les victimes d'accidents d'automobile. Quant aux pertes égyptiennes nous n'en avons pas la moindre idée. Nos unités ne dénombrent pas les ennemis tombés et n'envoient pas de rapports sur ce point. Nous avons des prisonniers, malgré tous nos efforts pour les refouler, plusieurs milliers semble-t-il. Nous ne savons pas encore au juste ce que nous allons en faire ; heureusement, à cette période de l'année ils peuvent rester en plein air. Le chef d'Etat-Major m'assure que le comportement de nos troupes à leur égard est satisfaisant et que les représailles ne revêtent qu'une seule forme : les prisonniers sont obligés de manger les rations de l'armée israélienne !

Parti ce matin dans un Dakota afin d'aller rejoindre la 9e brigade et les parachutistes. Nous avons volé bas pour éviter le « mauvais œil » des chasseurs ennemis et me permettre de voir le terrain de près. Non loin de Dhahab, à 150 km dans le sud d'Elat et à 70 km dans le nord de Sharm el-Sheikh, nous avons repéré le convoi de la 9e brigade. Contact radio avec son commandant. Dhahab a été pris ce matin par la compagnie de reconnaissance après un court engagement avec l'unité bédouine du bataillon de gardes-frontières motorisés. Trois tués et trois blessés chez nous. La colonne attend maintenant le carburant qui doit arriver d'Elat dans les péniches de débarquement. Pendant ce temps les détachements d'avant-garde ont continué à progresser en direction du sud. J'ai de nouveau insisté vigoureusement sur la

nécessité de prendre Sharm el-Sheikh très vite. Je ne doute pas qu'il fasse tout son possible, mais ni mon inspection ni cet entretien n'ont dissipé mes inquiétudes. Le terrain s'est révélé beaucoup plus difficile que nous le prévoyions et qui sait les obstacles qui nous attendent? En outre, maintenant que la brigade a rencontré des troupes égyptiennes, le commandant de Sharm el-Sheikh doit être au courant de son avance et peut-être va-t-il essayer de lui barrer la route. Pour autant que j'en puisse juger d'avion, rien ne serait plus facile. Le convoi ne peut quitter la piste étroite coincée dans la saignée de l'oued ou, plus au sud, entre la montagne et la mer et l'ennemi ne manque pas de moyens appropriés pour établir un barrage — mines, artillerie, canons antichars et chenillettes à fusil mitrailleur, qui peuvent se déplacer sur le sable.

Nous ne pouvons rien changer à la situation de la 9e brigade. Il nous faudra donc lui donner un soutien aérien aussi important que possible et monter une attaque simultanée de Sharm el-Sheikh par les parachutistes venant du sud.

De Dhahab, nous avons mis le cap à l'ouest, franchissant les hautes montagnes du Sinaï central avant de nous poser à Tor, sur le golfe de Suez. Le sud de la péninsule est totalement différent du nord. Les montagnes du centre s'élèvent à plus de 2 000 mètres et vues d'avion ressemblent à un amas complexe de pyramides pressées les unes contre les autres. C'est seulement le long de la mer qui en borde l'extrémité triangulaire que cette désolation est mitigée par des bandes de sable et d'étroites étendues de terrain plat.

Tor a été pris dans la nuit par deux compagnies de parachutistes lâchées au tomber du jour, malgré

un vent violent ; elles ont eu plusieurs blessés, dont le chef de bataillon qui a dû être évacué avec une cheville brisée. Une fois l'aérodrome aux mains de nos parachutistes, les aviateurs qui avaient sauté avec eux l'ont remis en état et très vite la navette des avions-cargos venus d'Israël a commencé. Pendant la nuit, nos Dakotas et nos Nords ont fait 23 voyages et même un Constellation réquisitionné à « El Al » en a fait deux. Ces appareils ont amené un bataillon d'infanterie au grand complet avec tout son équipement, ainsi que le restant des armes et munitions destinées aux parachutistes.

J'ai exposé la situation aux chefs de ces derniers et leur ai donné l'ordre de commencer leur mouvement à la tombée de la nuit pour atteindre les avant-postes de Sharm el-Sheikh. Ils ne peuvent pas prendre la localité par leurs propres moyens, mais cette action aidera le bataillon qui doit arriver de Mitla et il n'est pas mauvais non plus que les troupes égyptiennes sachent qu'elles vont être attaquées de deux directions. La tâche de la 9e brigade s'en trouvera facilitée.

En raison du vent violent, les jeeps parachutées ont été abîmées, mais les parachutistes sont parvenus à en réparer plusieurs et ils toucheront aussi quelques véhicules grâce au chef de bataillon nommé « gouverneur » de Tor qui a déniché un certain nombre de camions légers et de jeeps lors d'une expédition dans la petite agglomération et ses environs.

Je n'ai pas eu l'impression que les officiers « mordaient à l'hameçon » et avaient hâte de se lancer dans la bataille. En d'autres occasions, ils m'auraient pressé de les laisser avancer et attaquer, alors que cette fois, même après mes ordres, ils n'avaient pas

l'air très enthousiastes. C'est peut-être dû à l'absence de leur chef de bataillon et peut-être ne sont-ils pas non plus aussi sûrs d'eux que d'ordinaire en raison du manque de véhicules appropriés et de la précipitation avec laquelle l'action de Tor a été montée. Je dois dire que là, nous sommes vraiment allés un peu fort ! Non seulement l'ordre de prendre la localité a été donné le jour même de l'engagement si bien que les hommes n'avaient ni préparation ni connaissance du terrain, mais selon la première directive une seule compagnie devait sauter à Tor et une autre au voisinage de Sharm el-Sheikh. Les rapports reçus sur cette dernière localité étaient d'ailleurs contradictoires et variaient continuellement. On nous a d'abord dit qu'elle avait été évacuée et que ses emplacements défensifs étaient vides, après quoi nos pilotes ont effectué une sortie et sont revenus en disant qu'ils avaient essuyé un tir de D.C.A. nourri et repéré des forces égyptiennes importantes. C'est ce dernier renseignement qui nous a fait modifier nos plans. La seconde compagnie de parachutistes était déjà presque arrivée à Sharm el-Sheikh quand ses appareils ont été rejoints par un Meteor envoyé à leur poursuite et qui a pu, littéralement à la dernière minute, luer signaler de lâcher les hommes à Tor.

En fin de compte il vaut bien mieux que les deux compagnies soient concentrées au même endroit; avec le bataillon de parachutistes qui est arrivé en fin d'après-midi (après mon départ) elles constituent une force redoutable.

Après ma conversation avec les parachutistes, j'ai examiné avec le chef de bataillon d'infanterie un certain nombre de problèmes qui ont surgi dans le domaine civil. Tor qui est une étape importante sur la

route de La Mecque a un port avec une petite jetée, un lazaret, une léproserie et un hôtel décrépit. Ses habitants se livrent à la pêche et à la culture des palmeraies dans les environs. Comme d'habitude, un petit détachement y avait été stationné, mais il s'est enfui en voyant approcher nos avions. J'ai donné l'ordre de lever le couvre-feu imposé hier par les parachutistes et d'aider la population à retrouver une vie normale dans la mesure du possible, c'est-à-dire lui permettre d'aller travailler. J'ai ensuite rencontré une délégation de moines orthodoxes : ils ont en effet 70 familles chrétiennes à Tor et s'occupent de répartir le ravitaillement envoyé d'Egypte au couvent de Sainte-Catherine [1]. Pour le moment, ils n'ont besoin de rien, mais d'ici un certain temps, il nous faudra veiller nous-mêmes à ce qu'ils reçoivent des approvisionnements.

J'aurais voulu aller inspecter les champs cultivés au pied des montagnes, mais je n'en ai pas eu le temps. Ce sera pour la prochaine fois.

A midi nous avons décollé pour prendre le chemin du retour. Plusieurs arrêts en cours de route. D'abord à Mitla où j'ai vu le commandant de la brigade de parachutistes pour lui parler de la situation à Sharm el-Sheikh et de mes entretiens avec ses chefs de compagnie à Tor. Il m'a promis de prendre l'affaire en main et m'a assuré qu'une fois son bataillon sur place — il a quitté Mitla la nuit dernière — les for-

1. A l'endroit où, selon la tradition chrétienne, le Buisson Ardent brûla sans se consumer et où Dieu ordonna à Moïse de retourner en Egypte pour délivrer son peuple, s'élève le très célèbre monastère, entre Dhahab et Tor, au pied d'une montagne de 2 200 m. Fondé au VIe siècle, entouré d'une muraille datant de Justinien, il possède une magnifique bibliothèque où fut découvert le plus important texte manuscrit du Nouveau Testament et une collection considérable d'icônes. (N. de la T.)

mations de parachutistes seraient consolidées et prêtes à lancer l'attaque. Je l'ai prié de veiller à ce que ses hommes respectent scrupuleusement les biens des compagnies étrangères, italiennes, britanniques et autres qui ont des installations pétrolières et des mines de manganèse dans la région de Ras Sudar ; nous avons assez de difficultés sur les bras, inutile d'y ajouter des complications mineures.

Au départ de Mitla, cap à l'est. Là, dans le Sinaï central, nous avons retrouvé nos paysages familiers : immensité des dunes et plaines de loess encerclées par des hauteurs calcaires. Sur le terrain de Bir Hama j'ai rencontré les officiers de la 7e brigade blindée qui a plus combattu et plus conquis que n'importe quelle autre unité au cours de cette campagne. Ils tiennent pour le moment l'axe central en attendant l'arrivée des bataillons d'infanterie qui vont les relever. Leurs véhicules ont besoin de réparations et leurs hommes de repos.

Dernier arrêt : El Arish. Court entretien avec le commandant de la formation qui m'a présenté son rapport sur la position et l'état de ses unités, les mesures qu'il a prises afin de rétablir une vie normale dans la ville, l'installation de camps pour les prisonniers et surtout le stockage de tout le matériel militaire abandonné là par les Egyptiens comme à Rafah et à Abu Ageila. Excellent que ce secteur avec ses problèmes coriaces soit entre des mains aussi compétentes. Régler les questions concernant les réfugiés dans le territoire de Gaza et mettre à l'abri le précieux matériel égyptien ne représente pas une épreuve moins sérieuse que celle du combat.

Malgré l'heure tardive, je suis allé inspecter les

plantations de dattiers. Ce sont de véritables forêts qui s'étendent sur plusieurs kilomètres à l'ouest d'El Arish, en bandes étroites le long de la mer. Les paysans arabes creusent des tranchées extrêmement profondes pour y placer les boutures, afin que les racines atteignent la nappe phréatique. Pendant des années, tandis que les palmiers poussent, la tranchée se remplit de sable, mais les racines continuent à pomper toute l'eau nécessaire aux arbres. Ni dans la plaine bordant la mer Morte, ni dans la vallée de Beth She'an, ni sur les rivages du lac de Génésareth je n'ai vu des palmeraies aussi fraîches et aussi luxuriantes.

Retour au P.C. du G.Q.G. à 19.50. Cette inspection n'a pas dissipé mes inquiétudes sur le point essentiel — la prise de Sharm el-Sheikh.

4 novembre.

Réunion de l'Etat-Major général à 08.00. Après le discours d'Eden hier soir, on peut compter qu'en dépit de tout, les forces anglo-françaises effectueront leurs débarquements à Port-Saïd après-demain. Il faut que nous prenions Sharm el-Sheikh aujourd'hui ou demain au plus tard, ce qui marquera la fin des combats dans la campagne du Sinaï. Dans les Etats arabes voisins (Egypte exceptée) aucun indice d'activité militaire imminente. En Jordanie, les difficultés intérieures ne font qu'augmenter et le roi a renvoyé son chef d'Etat-major Ali Abu Nawar, pour le remplacer par Al Hiari.

Dans une telle situation, aucune raison pour ne pas hâter la libération de nos réservistes. L'économie

civile a besoin d'eux. Nous avons donc décidé de renvoyer dans leurs foyers trois brigades d'infanterie dès la fin de la semaine, une de chaque Région (Sud, Centre et Nord) ainsi que de nombreuses autres unités de soutien (artillerie, génie) et hors rang. L'Etat d'Israël aura de nouveau besoin de mobiliser ses réservistes de temps à autre et la nation doit être assurée que cette mesure n'est prise qu'en cas d'urgence, seulement pour la période où elle est indispensable et rapportée dès la minute où elle ne l'est plus.

Dans l'après-midi je me suis rendu en voiture dans la bande de Gaza. A la frontière, un pont provisoire a été lancé sur l'oued Hasi et après l'avoir franchi, nous nous sommes trouvés sur la vieille route Gaza-Tel Aviv. Des équipes s'affairent à la goudronner (elle n'a pas été entretenue depuis huit ans) et à poser des traverses sur la voie ferrée qui la longe. Les autorités égyptiennes (ou les paysans de la région) ont déboulonné les rails et les traverses sur une longueur de 7 km, mais les réparations seront vite faites. D'ici à une semaine, on pourra se rendre en train d'El Arish à Tel Aviv, Jérusalem et Haïfa par Rafah et Gaza, ce qui est particulièrement important en cette saison où la récolte des agrumes va commencer. Il y a de nombreuses orangeraies dans le territoire de Gaza et il faudra expédier quelque chose comme 300 000 caisses de fruits en Europe par le port de Haïfa.

Des deux côtés de la route, cultures intensives et minutieusement soignées. Pas un centimètre carré n'est laissé en friche et les petits champs se succèdent, plantés de légumes et d'arbres fruitiers. A cela rien d'étonnant. Je ne sais s'il y a ailleurs dans le monde une région où la densité de la population est

aussi élevée. Sur une superficie de 330 000 dunams [1] dont plus de la moitié occupée par des dunes de sable, 100 000 colons permanents et 180 000 réfugiés doivent trouver à vivre, soit près de deux personnes par dunam cultivable.

Dans la ville de Gaza, le couvre-feu imposé il y a deux jours aux civils n'a pas été levé. Le char touché par un bazooka pendant l'assaut est toujours sur la place centrale, tel un monument. Des nuées de soldats tournaillent dans les rues empestées — il y a une semaine déjà que les ordures n'ont pas été ramassées. Triste spectacle. Et inutile. Les combats sont terminés et les habitants devraient pouvoir retourner à leurs occupations, retrouver une vie normale. Pas le moindre risque qu'ils se révoltent. Si l'armée n'a pas voulu se battre, ce ne sont pas les civils qui le feront.

Nous avons passé une heure à circuler dans les rues. A part un certain nombre de belles villas avec des massifs de fleurs dans leurs cours ouvertes, la plupart des bâtiments sont complètement délabrés. Sur la plage, plusieurs bateaux de pêche et une batterie de canons que les Egyptiens sont parvenus à enclouer avant de se retirer. Partout des preuves éclatantes de l'absence prolongée (8 ans) d'une municipalité soucieuse de progrès. Ce n'est certes pas la ville qui attirait Samson loin des montagnes de Jérusalem avec ses promesses d'agréable séjour.

Les services du gouverneur militaire se sont installés dans le bâtiment de la police qui, lui non plus, n'a encore été ni nettoyé ni remis en ordre. Les piè-

1. 4 dunams = 0,4 hectare.

ces sont un indescriptible fouillis de placards renversés, de tiroirs jetés sens dessus dessous et de papiers en monceaux. Je ne sais si c'est le travail des Egyptiens en fuite ou des soldats conquérants.

Nous avons traîné quelques vieux fauteuils en velours fané dans l'une des pièces pour pouvoir nous y installer et passer en revue les principaux problèmes. Le plus urgent et le plus grave concerne les 180 000 réfugiés arabes. La moitié d'entre eux environ est logée dans huit camps éparpillés le long du territoire ; les autres vivent mêlés à la population locale. Jusqu'à maintenant, ce n'est pas l'Egypte mais l'O.N.U. qui en a assumé la responsabilité — nourriture, santé et instruction. Il faut que nous nous arrangions pour qu'elle continue. Elle dispose des effectifs voulus — 300 personnes, soit étrangères, soit recrutées sur place — ainsi que d'entrepôts considérables dont les stocks dureront jusqu'à l'arrivée des prochains navires. Bien entendu, cela pose de nombreux problèmes : le statut des équipes de l'organisation (qui comprennent des Arabes de la région, des Libanais et d'autres), l'itinéraire qu'emprunteront les prochains envois d'approvisionnement (jusqu'à maintenant ils sont venus par l'Egypte), la monnaie qui sera employée et bien d'autres questions encore qu'il nous faudra régler. Mais en attendant, l'important est que l'on continue à s'occuper chaque jour des réfugiés, comme à l'accoutumée. C'est là un problème humain (180 000 personnes dépendent de ces secours), économique (Israël ne peut assumer pareille charge) et politique, ce dernier de première grandeur. Jusqu'à présent l'Office de Secours et de Travaux (U.N.R.W.A.) ne nous a pas fait savoir qu'il avait l'intention d'abandonner sa mission et continue à travailler dans

l'ordre. C'est seulement le jour où les camps ont été pris que certains réfugiés ont essayé de s'en échapper pour s'en aller piller les entrepôts de l'agence, mais les dégâts n'ont pas été trop considérables.

La population du territoire est urbaine dans une large mesure et son centre, Gaza, compte environ 60 000 habitants auxquels il faut ajouter deux camps de réfugiés abritant quelque 50 000 personnes.

L'Egypte a considéré le territoire comme une colonie. Il était sous l'autorité des ministres de la Guerre et de la Marine dont les pouvoirs étaient comparables à ceux du ministre britannique des Colonies dans les possessions d'outre-mer. Dans la pratique également, les Egyptiens ont copié les Britanniques. Dans l'administration, les échelons élevés étaient occupés par des Egyptiens, les autres par des Palestiniens (encore que Le Caire eût sur place un personnel de 3 000 fonctionnaires contre 1 000 Britanniques au temps du mandat). Ils confiaient — non sans profit pour eux — le contrôle économique à une mince couche de notables citadins qui s'enrichissaient surtout grâce aux salaires effroyablement bas des travailleurs (7 à 10 grush [1] par jour). Ce procédé avait pour effet de creuser encore le fossé entre les deux catégories sociales extrêmes : les réfugiés misérables et écrasés d'une part et d'autre part le groupe des riches propriétaires fonciers, négociants et fonctionnaires (ceux-ci faisant de nombreux voyages en Egypte pour joindre l'agrément au renouvellement des contrats). Ceux qui approchaient l'autorité gouvernementale étaient groupés dans un quartier périphérique aux superbes villas construites au milieu des dunes et séparé du

1. La plus petite unité monétaire égyptienne. (N. de la T.)

reste de la ville. Bien entendu, la plus somptueuse de toutes était la résidence du gouverneur égyptien, encore que je ne l'aie pas vue sous son meilleur jour : les réfugiés avaient profité de l'inter-règne pour s'y introduire, voler tout ce qui pouvait l'être et briser portes et fenêtres.

Le maire nommé par les Egyptiens était évidemment un homme à eux, Munir el-Ra'is, précédemment haut fonctionnaire de la municipalité. Notre gouverneur militaire veut le remplacer par un autre notable de Gaza, Rushdi el-Shawa, jugé loyal et bien vu de la population. En général ces notables locaux ne font pas la moindre difficulté pour coopérer avec nous. Au contraire, dès que nous sommes maîtres de la place, ils viennent pour la plupart frapper à la porte de nos représentants pour supplier qu'on leur donne quelque poste dans l'administration de l'agglomération ou les services du nouveau gouverneur. Certains, plus subtils, vont jusqu'à insinuer qu'un court emprisonnement leur fournirait un halo nationaliste bien commode (à condition de ne pas pousser les choses trop loin ; 5 ou 6 jours de détention seraient amplement suffisants).

Cette attitude simplifie considérablement la situation pour nous. Jusqu'à présent, on cite un seul cas où des coups de feu ont été tirés sur nos troupes d'une maison arabe (des fedayin s'y cachaient). La municipalité locale a reçu l'ordre de continuer ses activités et elle doit s'occuper en principe de la fourniture d'eau et d'électricité ainsi que de la santé publique. On lui a également confié le soin de faire enterrer les soldats égyptiens et palestiniens tombés lors des combats à l'intérieur de l'agglomération aussi bien que dans les postes frontaliers.

Pour le moment, le problème le plus épineux est de rassembler les soldats ennemis cachés dans la ville et de récupérer le matériel abandonné. Pas de difficulté pour les armes lourdes abandonnées dans les points d'appui, mais la plupart des armes légères ont disparu. En outre, quelques jours avant la bataille, les Egyptiens avaient distribué de grandes quantités de fusils et de mitraillettes aux habitants, dans l'espoir qu'ils participeraient à la défense. Aussitôt la ville prise, notre gouverneur a ordonné à tous les civils de rendre leurs armes et jusqu'à présent un millier environ ont été récupérées — mitraillettes, fusils et revolvers — mais il n'est pas douteux qu'un grand nombre est encore dissimulé. On nous a dit qu'en Jordanie elles étaient payées très cher, de même que les munitions, aussi Bédouins et simples contrebandiers essaient-ils toutes les nuits d'en faire passer par le mont Hebron (la distance entre le territoire de Gaza et la frontière jordanienne n'est que de 35 à 40 km).

Ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est que nos hommes, qui ont l'expérience de tant de perquisitions effectuées contre eux par les Britanniques pendant le mandat, se trouvent maintenant à Gaza aux prises avec les mêmes difficultés, emploient les mêmes méthodes — et obtiennent bien entendu les mêmes résultats.

Quant aux troupes égyptiennes, une partie des effectifs, les officiers surtout, sont rentrés dans leur pays en suivant le littoral, mais les autres se sont mêlés à la population de Gaza, Khan Yunis, Rafah et les villages. Ceux qui n'ont pas pu se procurer des vêtements civils ont jeté leurs uniformes et errent en sous-vêtements, certains même en pyjama rayé. Il

y a en outre les fedayin (terrés) qui faisaient partie des services de renseignements égyptiens et plusieurs centaines de criminels à qui les autorités ont ouvert les portes en l'honneur de notre arrivée.

Le dernier problème abordé a été celui du pillage par nos hommes (en uniforme et en civil). Au début, ils pénétraient de force dans les magasins pour voir si des soldats ennemis ne s'y cachaient pas, mais ensuite des groupes de nos militaires et des civils venus des établissements agricoles de la région ont commencé à s'emparer de biens qui demeuraient sans garde en raison du couvre-feu. Notre police militaire a fini par reprendre la situation en main, mais seulement après que beaucoup de tort a été fait aux Arabes et à notre honneur.

A 16 heures, alors que je m'apprêtais à partir pour le G.Q.G., le couvre-feu a été levé et les gens se sont déversés en flots dans les rues, pour rendre visite à des parents, faire des achats, mais surtout être dehors et se promener. Au début, ils marchaient comme des voleurs la nuit, yeux furtifs, tête baissée, voix chuchotante. Mais au bout de quelques minutes, le murmure discret s'est changé en vacarme tumultueux, celui des cris, des rires, des foules et la ville morte a brusquement retrouvé vie. Il n'y manquait que les monceaux d'énormes pastèques juteuses qui sont l'orgueil de la contrée (mise à part la dégustation locale, le territoire exporte chaque année environ 5 000 tonnes de ces cucurbitacées aux Etats arabes).

En quittant la ville, j'ai escaladé le Tell Ali Muntar. C'est bien à juste titre que cette longue crête a toujours été considérée, dans toutes les guerres, comme la clef de Gaza. Du sommet on voit à quel point elle domine l'ensemble de la plaine vers l'est. (A l'ouest,

il y a la mer, au nord et au sud des dunes.) Les Egyptiens l'avaient fortifiée et installé des emplacements d'artillerie ainsi que des mitrailleuses, reliés par des boyaux. Tout en prenant soin de ne pas m'approcher trop près du réseau de barbelés au cas où des mines non détectées subsisteraient encore, j'ai examiné la terre des tranchées creusées par l'ennemi — et je n'ai pas été déçu. Dans l'une d'elles, sur le flanc nord d'Ali Muntar, j'ai découvert une tombe cananéenne datant environ de 1300 avant J.-C. et qui contenait encore une amphore et un plat destinés aux offrandes mortuaires. Ces récipients sont typiques de l'époque : le bord du plat est roulé en dedans, l'amphore est en forme de cône avec une base arrondie et des anses. Je n'ai pas encore fait tomber la terre qui la recouvre, il y faut beaucoup de soin. On trouve souvent au fond de ces amphores un petit flacon utilisé pour puiser l'huile ou le vin dans le grand récipient.

Pendant les six jours de combat, je me suis arrangé pour voir les chefs de toutes nos brigades à l'exception de la 1re. Or c'est précisément à lui que j'aimerais dire une bonne parole. Il la mérite bien après la bataille de Rafah qui a été l'action décisive dans la lutte pour l'axe nord et dans laquelle son unité a joué le rôle principal. J'aurais préféré le féliciter oralement et je le ferai, mais en attendant je lui ai envoyé cette note :

« Cher B.

Avec les hasards du « feu et du mouvement » je n'ai pas pu vous voir pendant les quatre derniers jours de combats et je le regrette. Même à El Arish dont je reviens je vous ai manqué. Je crois que vous

étiez avec H.B.L. Je voulais seulement deux choses : d'abord vous voir et savoir où vous en êtes actuellement, ensuite vous serrer la main, en camarade, comme quelqu'un qui est enchanté des actions de votre brigade.

Quand vous serez à Tel Aviv, ne manquez pas de venir me voir. Sinon j'essaierai de vous attraper à El Arish.

En attendant, schalom. »

Des renseignements émanant de diverses sources — britanniques, égyptiennes et rapports de nos pilotes — font état d'engagements et d'incidents survenus au cours des derniers jours entre navires de guerre britanniques, chasseurs israéliens et bâtiments égyptiens.

Tout a commencé avec l'affaire de la frégate égyptienne *Damiat* qui devait transporter une unité de Suez à Sharm el-Sheikh pour y renforcer la garnison. Notre aviation était prête à lui régler son compte, mais une force navale britannique, patrouillant les abords sud du golfe de Suez, l'a devancée et a coulé le bateau dans la soirée du 1[er] novembre.

Elle a recueilli les survivants et continué sa surveillance. Dans l'après-midi du 3, ses navires étaient dans le détroit de Tiran, non loin de Sharm el-Sheikh et juste à ce moment, deux escadrilles de nos Mystère ont décollé pour attaquer un bâtiment égyptien repéré près de Ras Matrani à 15 km dans le nord de Sharm el-Sheikh. Les quatre premiers appareils ont arrosé leur cible qui (sans doute en mauvais bois) s'est brisée en deux et a coulé. Ils s'apprêtaient à faire demi-tour et à rejoindre leur base, une fois leur mission accomplie, lorsque les pilotes ont vu un gros

vaisseau de guerre près de la côte. Ne pouvant s'en approcher parce qu'ils étaient à court de carburant, ils ont passé le renseignement à l'escadrille qui les suivait et quand ces quatre appareils sont arrivés sur place, ils ont vu dans la mer un sillage d'écume blanche fouettée qui indiquait que le vaisseau avait viré de bord et s'éloignait à toute vitesse de Sharm el-Sheikh. Le chef de formation n'a pas hésité une seconde sur la B.A. du jour : il a piqué malgré le feu nourri du bâtiment et d'une pression sur le bouton déchargé ses 38 roquettes. Les autres Mystère en ont fait autant. Sous l'attaque le bateau s'est révélé être la frégate britannique H.M.S. *Crane*. Elle a été touchée, mais les dommages ne sont pas graves parce que les projectiles n'étaient pas perforants. Les « assaillants » se sont également retirés indemnes malgré le tir des batteries du *Crane*.

Le rapport sur cet incident semble s'être emmêlé avec celui qui concerne la perte d'un de nos Mystère survenue la veille dans la même région. Quelque part dans les bureaux du Renseignement les deux affaires sont devenues une seule et la descente de l'appareil a été portée au compte du *Crane*. En réalité il n'y a aucun lien entre les deux actions. L'histoire du Mystère est tout à fait à part. Avant-hier, à 12.00, une escadrille de quatre Mystère a décollé pour aller attaquer des objectifs au sol à Ras Natsarani et Sharm el-Sheikh. Elle volait bas et deux de ses appareils ont été touchés par la D.C.A. égyptienne : l'un d'eux a pu rejoindre sa base mais l'autre a pris feu et le pilote, le commandant Benny Peled, a été obligé de sauter en parachute, après quoi son avion s'est écrasé et a explosé. Déporté vers le camp égyptien par un vent violent, Benny a atterri à 2 km

environ des postes défensifs, non sans s'abîmer le genou. Malgré des souffrances aiguës, il a trouvé l'énergie de se traîner dans les montagnes qui s'élèvent à 3 km environ dans l'ouest, l'unité égyptienne partie à la recherche du pilote qu'elle avait vu sauter du Mystère en feu étant heureusement entraînée dans la direction opposée par le parachute abandonné que le vent soulevait et roulait. Benny a donc pu atteindre une petite éminence au pied des montagnes, mais arrivé au sommet, il a eu le grand étonnement de voir une cabane avec deux soldats égyptiens assis à 200 mètres de lui. Complètement épuisé, il a décidé de rester où il était et au bout de peu de temps, un Piper est venu tourner au-dessus du Mystère brûlé. Benny a bien fait des signaux avec la gaine de son parachute qu'il avait prise avec lui, mais le pilote de l'avion ne l'a pas vu. Deux heures plus tard, à 17.00, retour du Piper qui cette fois s'approche davantage des montagnes et le pilote voit les gesticulations de Benny. Pour être sûr de son affaire, il coupe les gaz, perd de la hauteur et crie : « Tu es bien Benny ? » Voyant les hochements de tête énergiques, il se pose sur la grève à moins de 500 mètres du camp égyptien, puis roule jusqu'à l'éclopé pendant que celui-ci se traîne vers l'appareil, saute à terre, charge son « butin avec l'aide d'un éclaireur qui était à son bord et repart sans demander son reste.

Ce qui est le plus remarquable, c'est que pendant toute l'opération — signaux variés, identification, atterrissage, marche d'approche, chargement et décollage — les deux soldats égyptiens assis près de la cabane appuyés sur leur fusil ont suivi ces faits et gestes avec un vif intérêt et une passivité totale.

Ce Mystère est le seul avion à réaction abattu

jusqu'à présent. Nous avons perdu neuf appareils à hélice, sept Mustang et deux Havard. Il est particulièrement intéressant de noter que tous ont été touchés par la D.C.A. des unités ennemies au sol, non pas descendus en combat aérien et la plupart d'entre eux — sept sur dix — les 30 et 31 octobre, c'est-à-dire avant que les forces anglo-françaises entrent en action. Le commandant en chef des forces terrestres égyptiennes a toutes raisons de se plaindre que l'aviation ne se soucie nullement de les protéger et qu'elles doivent se défendre seules contre les appareils israéliens.

Nos avions à hélice ont subi des pertes parce qu'ils ont effectué de très nombreuses opérations à basse altitude contre des objectifs au sol. Il est vrai aussi qu'ils étaient pilotés par des jeunes sans expérience du feu et qu'ils commençaient à perdre de la hauteur avant même d'atteindre leurs cibles, ce qui en faisait une proie facile pour les artilleurs égyptiens.

Parmi nos pilotes — mis à part ceux du groupe de Piper — nous avons eu six blessés et deux tués. L'un des blessés est tombé aux mains des Egyptiens, mais tous les autres sont revenus à leur base, trois par leurs propres moyens et deux évacués par des appareils envoyés à leur secours en territoire ennemi.

Le record de distance pour la première catégorie est détenu par le capitaine Paz. Il lui a fallu presque trente heures pour revenir à pied dans nos lignes. Son appareil avait été touché par la D.C.A. ennemie, le 31 octobre, alors que trois Mustang, dont le sien, attaquaient une colonne blindée égyptienne dans la région de Bir Gafgafa. Quand il a vu que sa pression d'huile était presque à zéro et qu'une fumée noire sortait de son moteur, il est monté à 1 300

pieds, a repéré une étendue de terrain plus ou moins plate, coupé les gaz et atterri sur le ventre. Dans d'autres circonstances, il aurait sauté, mais là il a pensé que son parachute attirerait l'attention des soldats ennemis tout proches et qu'il serait probablement tué à coups de fusil avant d'arriver au sol.

Aussitôt son appareil arrêté, Paz en est sorti pour aller se cacher dans les buissons de l'oued voisin, puis, constatant qu'il n'était pas poursuivi, a décidé de se lancer à pied vers Bir Hassna dans l'espoir de rencontrer quelque unité israélienne. Après avoir marché toute la nuit, il est arrivé au voisinage de la localité peu avant l'aube et pour plus de sûreté s'est caché derrière une hauteur afin d'attendre le jour. Bien lui en a pris lorsque, aux premières lueurs, il s'est glissé vers le camp il l'a trouvé grouillant de soldats égyptiens. Pas d'autre solution que de continuer à marcher vers Israël. La seconde nuit, il a changé de direction et au lieu de se déplacer vers le sud-est, il a obliqué vers le nord-est pour essayer de rallier le Gebel Libni. Là, en effet, après cette nouvelle nuit d'effort, il a atteint son but et retrouvé des camarades qui lui ont fait fête.

Le principal problème de tels parcours à travers le désert est, bien entendu, celui de l'eau. Comme tous les pilotes, Paz avait sur lui une petite boîte contenant 400 grammes d'eau et un sac de bonbons. Il avait fini l'eau deux heures après son atterrissage forcé, car dès le début de sa marche il avait à escalader une colline très escarpée, haute de 300 mètres pour éviter le Gebel Yalek et quand il est arrivé au sommet, il avait une telle soif qu'il a jugé préférable de l'étancher une bonne fois et de rester ensuite sans eau, que de faire durer sa minuscule provision en

buvant des gorgées qui ne lui apporteraient aucune satisfaction.

Pour éviter les dangers de la chaleur et ceux de rencontres avec des Bédouins ou des Egyptiens, il avait décidé de ne marcher que la nuit ; la journée, il se cachait entre les rochers, creusait un trou dans le sable et y restait jusqu'au coucher du soleil. Ce sont les bonbons qui l'ont aidé à surmonter sa soif et, de retour parmi nous, il ne cessait de chanter leurs louanges — tout en précisant qu'il n'était pas indispensable qu'ils fussent de l'espèce la meilleure marché, celle qui colle après le papier ! Il les avait divisés en rations de deux, leur adjoignant pour compléter le menu les feuilles d'une plante du désert qui pousse dans les oueds, grasses, juteuses, mais amères comme du fiel ; prises avec les bonbons elles étaient tout juste mangeables.

Paz a également remarqué que pendant la nuit une rosée particulièrement abondante se condense sur les buissons couverts de poussière. Elle se forme apparemment autour des particules de poussière et bien qu'elle ne soit bonne ni à boire ni à sucer, cette sorte de boue légère peut être étalée sur les parties exposées du corps, mains, cou, front. Quand Paz est arrivé au bout de son trajet, il lui restait quelques bonbons. Il avait prévu, s'il ne trouvait pas de soldats israéliens même au Gebel Libni, de pousser jusqu'à Quseima. Avec des rations encore réduites de ses chers bonbons, le jus amer des feuilles et la « lotion » de rosée boueuse, il pensait pouvoir marcher une nuit encore et même deux.

6 novembre.

Au cours des dernières 48 heures le point culminant a été atteint dans les trois campagnes militaire (Kadesh), internationale et anglo-française.

La séance de l'O.N.U. a repris à New York le 3 et le Secrétaire général Dag Hammarskjoeld l'a ouverte en annonçant que la Grande-Bretagne, la France et Israël avaient donné des réponses négatives à la demande de cessez-le-feu et de retrait des forces adressée la veille par l'Assemblée. En revanche, le gouvernement égyptien a annoncé qu'il était prêt à donner l'ordre à ses troupes de cesser les opérations militaires.

L'Union soviétique, ses satellites et le bloc afro-asiatique ont exigé que les trois agresseurs (Grande-Bretagne, France, Israël) se conforment immédiatement à la résolution de l'Assemblée. Quant au représentant des U.S.A., Henry Cabot Lodge, il a proposé la création de deux commissions internationales, l'une pour trouver une solution au conflit arabo-israélien et l'autre pour régler le problème de Suez. Ce qui a été accepté en fait, c'est une troisième suggestion présentée par le ministre canadien des Affaires étrangères, Lester Pearson, et soutenue par Hammarskjoeld. Elle prévoit la formation d'une force militaire internationale pour assurer l'application de la résolution

« Compte tenu de la nécessité urgente d'assurer la mise en œuvre de la résolution adoptée par l'Assemblée le 2 novembre 1956 (A/3256), l'Assemblée demande en priorité au Secrétaire général de lui soumettre dans les 48 heures un plan pour constituer avec le consentement des nations intéres-

sées, une force internationale d'urgence des Nations Unies pour assurer et superviser la cessation des hostilités conformément aux termes de la susdite résolution. »

La Grande-Bretagne et la France qui avaient réclamé un contrôle international du canal pouvaient difficilement s'opposer à la proposition canadienne, aussi se sont-elles abstenues, ainsi qu'Israël. Même pour l'Egypte, c'était un moindre mal dans les circonstances actuelles et elle s'est abstenue également. Le bloc soviétique, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud en ont fait autant et la résolution a donc été adoptée sans opposition, avec 16 abstentions. Bien entendu, cela n'a pas empêché l'Inde de proposer ni l'Assemblée de voter une autre résolution demandant à nouveau aux belligérants de se conformer sans délai à la résolution du 2.

Vers la fin de la séance, qui a été ajournée aux premières heures du 4 novembre, de nouvelles pressions se sont exercées sur la Grande-Bretagne, la France et Israël pour qu'ils déclarent accepter les résolutions de l'O.N.U. Le représentant israélien a demandé la parole et annoncé qu' « Israël est d'accord pour un cessez-le-feu si l'Egypte donne une réponse similaire ». Il a pensé, j'imagine, qu'au moment où la réaction égyptienne sera connue, nous aurons pris Sharm el-Sheikh. Et même si le cessez-le-feu intervient au bout d'un délai de quelques heures, ce ne sera pas catastrophique. L'essentiel est d'avoir annoncé que nous étions prêts à nous conformer aux résolutions de l'O.N.U.

Mais les gouvernements de Grande-Bretagne et de France ont presque sauté au plafond quand ils ont eu connaissance de cette déclaration. Après

tout, ils ont annoncé à maintes reprises que l'entrée de leurs forces dans la zone du canal n'avait qu'un but séparer Egyptiens et Israéliens belligérants. Si les combats cessent, quelle sera la justification de l'intervention anglo-française ? En pareille circonstance, la position du Premier ministre britannique est particulièrement difficile. L'opinion publique dans son pays est hostile à la guerre contre l'Egypte et le mécontentement ne cesse de monter, allant jusqu'à exploser en cris de « Eden démission ! ». La Grande-Bretagne a donc demandé à la France d'user de toute son influence auprès de nous pour que nous revenions sur notre acceptation du cessez-le-feu. C'est ce qu'elle a fait, nous priant instamment d'éviter tout ce qui pourrait ébranler davantage la position déjà si chancelante d'Eden en ce qui concerne Suez. Nos amis français nous ont expliqué que si nous n'accédions pas à la requête britannique, Eden serait contraint d'abandonner complètement son plan militaire.

Après avoir passé en revue et pesé tous les éléments du problème, Ben Gourion a décidé de répondre favorablement aux instances françaises et à midi le 4 novembre, notre représentant à l'O.N.U. a fait savoir à Hammarskjoeld que sa déclaration à l'Assemblée avait été mal comprise. Il avait seulement voulu dire qu'il existait pour l'heure un cessez-le-feu *de facto* sur les fronts de combat. Quant à l'acceptation par Israël de la résolution de l'O.N.U., elle était conditionnelle et dépendait de réponses favorables aux cinq questions suivantes

1. — Existe-t-il un accord clair et sans équivoque de la part du gouvernement égyptien pour un cessez-le-feu ?

2. — L'Egypte s'en tient-elle à la position proclamée et maintenue par elle tout au long des années, à savoir qu'elle est en état de guerre avec Israël ?

3. — L'Egypte est-elle disposée à entamer immédiatement des négociations avec Israël en vue d'établir la paix entre les deux pays comme il est stipulé dans l'aide-mémoire du gouvernement israélien adressé le 4 novembre au Secrétaire général de l'O.N.U. ?

4. — L'Egypte est-elle d'accord pour cesser le boycottage économique d'Israël et lever le blocus de la navigation israélienne dans le canal de Suez ?

5. — L'Egypte s'engage-t-elle à rappeler les bandes de fedayin sous son contrôle dans les autres pays arabes ?

Ben Gourion a accédé à la demande du gouvernement français, mais il est furieux. Si la Grande-Bretagne et la France avaient voulu exploiter le fait que des hostilités s'étaient ouvertes entre les forces israéliennes et égyptiennes, elles ont eu six jours pour le faire, du 29 octobre au 4 novembre, pendant lesquels des combats se sont déroulés près de la rive est du canal. Mais pendant toute cette période, l'armée britannique a fait des préparatifs méticuleux pour l'opération « Mousquetaire » comme si rien ni personne ne la pressait. Maintenant que l'O.N.U. exige un cessez-le-feu, Londres, pour sa propre convenance politique, demande à Israël de le rejeter. Nous avons fait un suprême effort pour terminer la campagne avant de nous trouver en opposition flagrante avec les résolutions de l'O.N.U. et, en fait, nous avons réussi. Bien entendu, nous n'avions pas le choix, nous étions obligés de refuser le retrait sur les lignes de l'armistice, mais nous aurions

pu au moins accepter la seconde partie de la résolution, le cessez-le-feu. Maintenant nous devons ajouter encore au fardeau de nos difficultés en rejetant ce que nous aurions pu admettre, s'il ne s'était agi que de nous.

Ce qui a incité Ben Gourion à agir comme il l'a fait, ce n'est pas seulement, bien sûr, le désir d'accéder à une demande de la France qui, au cours des dernières années, nous a témoigné une amitié si sincère, mais aussi un froid calcul mieux vaut qu'Israël n'ait pas l'air d'être le seul pays qui trouble la paix et méprise les résolutions de l'O.N.U., mieux vaut que la Grande-Bretagne et la France soient logées à la même enseigne.

Mais les choses n'en sont pas restées là. Les Français ont senti que les dernières secondes de leur heure politique étaient venues et que, s'ils voulaient débarquer leurs troupes sur le sol égyptien, il fallait le faire immédiatement. Bourgès-Maunoury et Christian Pineau, respectivement ministre de la Défense nationale et des Affaires étrangères, sont donc allés à Londres pour aiguillonner les Britanniques une Nième fois et les inciter à avancer la date de leur débarquement. Ces derniers semblent tout de même s'être rendu compte que la douzième heure était arrivée, mais ils ont cherché une formule qui pût justifier leur action aux yeux du monde — et cela, inévitablement, sur le dos d'Israël. La réponse remise au Secrétaire général de l'O.N.U. contient cette phrase : Les deux gouvernements continuent à estimer nécessaire d'interposer une force internationale pour empêcher la poursuite des hostilités entre l'Egypte et Israël, *pour assurer le prompt retrait des forces israéliennes,* pour prendre les

mesures nécessaires afin d'éliminer les obstacles à la circulation dans le canal de Suez et pour promouvoir un règlement des problèmes dans cette région. »

La proposition que j'ai soulignée a été insérée à la demande instante des Britanniques et les Français ont accepté parce qu'ils sont prêts à accepter n'importe quelle formule pour mettre leurs alliés en mouvement et parvenir à leur faire effectuer leurs débarquements.

Ben Gourion, qu'aucune manifestation de l'hypocrisie britannique ne peut plus étonner, a beaucoup regretté que les Français aient signé ce texte qui présente Israël aux yeux du monde comme un agresseur contre lequel France et Grande-Bretagne doivent agir militairement pour le repousser à l'intérieur de ses frontières. Et cela quelques heures seulement après que nous ayons accepté, à leur demande pressante et pour pallier leurs difficultés, de revenir sur notre acceptation du cessez-le-feu. Ce n'est pas sans amertume qu'il a envoyé le câble suivant à notre représentant à Paris, pour qu'il le porte à la connaissance du gouvernement français.

« Ai lu avec étonnement votre câble sur texte de réponse anglo-française à Hammarskjoeld. N'ont aucun pouvoir pour faire pareille annonce et suis stupéfait que nos amis de France se soient associés à une telle proposition. Ce sera un acte inamical contre nous s'ils présentent leur entrée à Suez comme une protection contre Israël et aucune déclaration de leur part ne nous liera. Leur demandons en toute amitié de ne pas faire cela. »

En pareille circonstance, le Premier ministre français n'a vu qu'une solution possible faire préciser par son représentant aux Nations Unies que

l'interprétation officielle de la déclaration sur le retrait des troupes israéliennes visait le retrait de la zone du canal. Cela ne nous satisfait pas et n'a pas dissipé l'ambiance d'amertume. Quant à la Grande-Bretagne et à la France, il est douteux qu'elles se tirent du bourbier en s'accrochant à ce fétu.

Quoi qu'il en soit, hier 5 novembre à l'aube, le signal est venu et après une longue incubation, les deux poussins ont fini par briser leur coquille. Un bataillon de parachutistes français a pris les ponts reliant Port-Saïd au continent et un bataillon de parachutistes britanniques l'aérodrome de Gamil, à Port-Saïd.

Mais entre-temps, il s'est passé autre chose. L'Union soviétique qui avait d'abord fait montre d'une certaine modération — peut-être en raison du soulèvement de la Hongrie survenu juste à ce moment — a décidé qu'il était temps de réagir vigoureusement et son Président, le maréchal Boulganine, a envoyé des notes menaçantes à la Grande-Bretagne, la France et Israël. Elles ont été remises hier soir et la nôtre est ainsi conçue

« Monsieur le Premier ministre,

Le gouvernement soviétique a déjà exprimé sa condamnation sans réserve de l'agression armée perpétrée par Israël aussi bien que par la Grande-Bretagne et la France contre l'Egypte, agression qui constitue une violation directe et flagrante de la Charte et des principes des Nations Unies. A la session extraordinaire de l'Assemblée convoquée d'urgence, la grande majorité des peuples du monde a également condamné l'acte d'agression contre la République égyptienne et requis les gouvernements

d'Israël, de Grande-Bretagne et de France de mettre fin sans délai aux opérations militaires et de retirer les armées d'invasion du territoire égyptien. Toute l'humanité éprise de paix stigmatise avec indignation les agressions qui ont porté atteinte à l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de la République égyptienne.

Sans en tenir compte, le gouvernement d'Israël, agissant comme l'instrument de forces impérialistes extérieures, persévère dans cette aventure insensée, défiant ainsi tous les peuples de l'Est qui mènent la lutte contre le colonialisme et pour la liberté et l'indépendance de tous les peuples épris de paix dans le monde.

Ces actes du gouvernement israélien démontrent clairement la valeur que l'on peut accorder à toutes ses déclarations hypocrites sur l'amour d'Israël pour la paix et ses aspirations à la coexistence pacifique avec les pays arabes voisins. Par ces déclarations le gouvernement d'Israël ne cherchait en fait qu'à endormir la vigilance des autres peuples pendant qu'il préparait une traîtresse attaque contre ses voisins, pour obéir à une volonté étrangère et conformément aux ordres de l'extérieur.

Le gouvernement israélien joue de façon criminelle et irresponsable avec le sort de la paix et celui de son propre peuple. Il sème parmi les peuples de l'Orient une haine de l'Etat d'Israël qui ne pourra pas ne pas laisser sa marque sur l'avenir de celui-ci et met en question son existence même en tant qu'Etat. Intéressé d'une manière vitale au maintien de la paix et à la préservation de la tranquillité au Moyen-Orient, le gouvernement soviétique est en

train de prendre des mesures pour mettre fin à la guerre et contenir les agresseurs.

Nous suggérons que le gouvernement israélien réfléchisse avant qu'il soit trop tard et mette fin à ses mesures militaires contre l'Egypte. Nous faisons appel au Parlement, aux travailleurs, à toutes les populations d'Israël : arrêtez l'agression, arrêtez l'effusion de sang, retirez vos armées du territoire égyptien.

Eu égard à la situation qui a été créée, le gouvernement soviétique a décidé de prier son ambassadeur à Tel-Aviv de quitter Israël pour rentrer à Moscou sans délai. Nous espérons que le gouvernement israélien comprendra et appréciera comme il convient cette notification.

N. BOULGANINE. »

Ben Gourion n'a pas caché l'inquiétude profonde que lui cause cette prise de position soviétique, ni essayé de dissimuler la gravité qu'elle revêt, mais il n'a pas non plus été saisi de panique. Au contraire, l'ultimatum a eu pour effet de le galvaniser et de le disposer plus encore à la lutte. Ce qui l'a rendu particulièrement furieux, c'est la différence de ton entre les notes adressées à la Grande-Bretagne, à la France et à nous. Cette dernière est rédigée en termes méprisants, impérieux et elle met en question notre existence même en tant qu'Etat, alors que si les deux autres contiennent également la menace explicite d'un recours à la force militaire et aux engins balistiques, on n'y trouve ni calomnies, ni atteinte à l'indépendance politique, ni ces sarcasmes grossiers qui caractérisent le texte à l'usage de notre gouvernement.

Je suis très heureux de constater le calme et le sang-froid avec lesquels Ben Gourion a étudié ce nouveau développement. Je pense à plusieurs hommes qui auraient pu se trouver à sa place et dont les réactions en pareil cas auraient trahi plus qu'un soupçon de panique.

Mieux vaut, peut-être, qu'en raison de la situation en Hongrie les messages menaçants de la Russie aient été différés jusqu'à cette date, la nuit du 5. La campagne du Sinaï aurait-elle été lancée si la Grande-Bretagne, la France et Israël les avaient reçus avant le 29 octobre ? Qui sait ?

9

SHARM EL-SHEIKH

6 novembre.

Pendant la journée du 4 et la nuit suivante nous avons reçu des rapports contradictoires sur les progrès de la 3e brigade. Deux fois on nous a informés que Sharm el-Sheikh avait été pris et trouvé vide, après quoi il s'est révélé que c'était seulement Ras Natsrani qui avait été évacué, cependant que les forces égyptiennes se concentraient à Sharm el-Sheikh. Même un commandant en chef plus endurant que moi aurait perdu patience. J'ai décidé de prendre le lendemain — hier — un Dakota pour Tor et de là un Piper pour rejoindre la brigade et faire en sorte que l'attaque soit montée le jour même. Il était bien probable qu'elle le serait même sans moi, mais je ne voulais pas qu'il subsiste le moindre doute à ce sujet. Avec le bataillon de parachutistes à Tor, c'est-à-dire à moins de 100 km dans l'ouest de Sharm el-Sheikh, et la 9e brigade forte de toutes ses unités devant les avant-postes nord de la place où des engagements se sont déjà produits, nous devrions être en mesure d'attaquer

et de prendre immédiatement ce point d'appui dans l'extrême sud.

Parti à 08.00, je me posais à Tor après deux heures de vol. Le Piper Cub qui aurait dû m'y attendre n'était pas encore arrivé. En d'autres circonstances j'aurais été ravi d'avoir une heure de liberté et amusé par cette défaillance de l'organisation militaire, mais cette fois je n'avais qu'une seule pensée, obsédante — la prise de Sharm el-Sheikh.

Le bataillon de parachutistes n'était plus là. Il était déjà parti de Tor (avant l'aube, à 03.30) pour s'emparer de la voie d'accès sud bordée à l'ouest et au nord par les montagnes.

Après une heure de vaine attente, j'ai décidé d'abandonner mon projet de rencontre avec la 9e brigade et de partir en voiture pour essayer de rejoindre les parachutistes. Leurs effectifs sont au complet quatre compagnies dont une sur half-tracks et trois sur camions ; ce sont nos meilleures troupes et elles sont en pleine forme. J'ai donc décidé, si Sharm el-Sheikh n'a pas encore été pris par la 9e brigade, de leur ordonner d'attaquer pour essayer d'enlever la décision, à eux seuls.

L'aide de camp de mon chef des opérations, venu avec moi, est parti organiser transport et escorte pendant que j'attendais sur le terrain d'aviation. Il est revenu au bout d'une heure avec trois véhicules et plusieurs soldats du bataillon de réservistes qui tient Tor. Nous sommes donc partis dans un command-car et deux fourgons civils d'aspect assez douteux.

La route était bonne, mais les voitures étaient épouvantables et nous n'avons pas osé aller vite — elles n'auraient sûrement pas survécu à l'effort. Au

PRISE DE SHARM EL-SHEIKH
2-5.11.1956

MOUVEMENT DES FORCES ISRAÉLIENNES
POSITION DÉFENSIVE ÉGYPTIENNE

MER MÉDITERRANÉE

TEL AVIV
RAMLA
JERUSALEM
MER MORTE
TERRITOIRE DE GAZA
BEIT HANUN
GAZA
KH. YUNIS
RAFAH
NIR YIZHAQ
BE'ER SHEVA
SEDOM
P. SAID
P. FUAD
CANAL DE SUEZ
EL-ARISH
SH. EL- ZUWEID
JERADI
RUMANI
BIR LAHFAN
TARAT UMM BASIS
QEZ'IOT
ABU AGEILA
UM KATEF
AUJA MASRI
DEQA
HAZEVA
QANTARA
JEBEL LIBNI
RAS MATMOR
QUSEIMA
ISMAILIA
BIR HAMA
BIR RUD SELIM
BIR GAFGAFA
DEVERSOIR
BIR HASSNA
FRONTIÈRE
ISRAEL
JORDANIE
FAYID
QASPARIT
QABRIT
MITLA
KUNTILLA
SUEZ
P. TEWFIK
PARKER M.
NAKHL
PÉNINSULE DU SINAÏ
THAMAD
RAS SUDAR
RAS ER NAQB
ELAT
AQABA
ÉGYPTE
AIN EL FURTAGA
GOLFE DE SUEZ
ABU ZUNEIMA
RAS ABU RUDEIS
GOLFE D'AQABA
ARABIE SÉOUDITE
DHAHAB
COUVENT DE Ste CATHERINE
TOR
W. KID
NABEQ
RAS NASRANI
SHARM EL-SHEIKH
DÉTROIT DE TIRAN
SANAPIR
TIRAN
MER ROUGE
N
10 0 10 20 30 40 50
Km.
ECHELLE

début du trajet, pas une âme en vue. Devant nous le ruban noir de la route, à droite les eaux du golfe de Suez, à gauche au-delà des sables, la chaîne de montagnes. Mais au bout d'une cinquantaine de kilomètres, soit à peu près à mi-chemin, nous avons commencé à croiser des soldats égyptiens venant de la direction de Sharm el-Sheikh. Appartenant au bataillon de la Garde nationale ils s'étaient échappés du périmètre défensif la nuit précédente. Çà et là aussi des tués et des blessés étendus près de la route, témoins de chocs avec le bataillon de parachutistes passé par là quelques heures auparavant. Plus nous approchions du but, plus nous rencontrions de soldats ennemis. J'avais donné l'ordre à notre escorte de ne pas riposter si nous essuyions quelques coups de feu isolés, car je ne tenais pas à rester accroché, ce jour-là, entre Tor et Sharm el-Sheikh pour escarmoucher avec des Egyptiens en fuite.

Comme, de la cabine du conducteur, je ne voyais rien de ce qui se passait sur les côtés de la route, je suis allé à l'arrière ouvert du véhicule où je pouvais me tenir debout. Bien entendu, rien n'empêchait les groupes de fuyards de s'abriter derrière quelque pli de terrain ou des buissons et de nous transformer en passoire, mais aucun ne l'a fait.

Bien que l'on fût au milieu du jour, la scène avait une ambiance de cauchemar. Le soleil brûlant du désert étincelait sans pitié. On voyait les ondes de chaleur monter de la surface goudronnée de la route. Les Egyptiens en treillis kaki se confondaient avec le sable et c'est seulement à la dernière seconde qu'ils surgissaient devant nos yeux fatigués au milieu des dunes ils savaient à n'en pas douter que nous

étions des soldats israéliens, mais ils ne tiraient pas, ils n'essayaient même pas de se cacher — ils nous laissaient passer, sans plus. On aurait pu faire sur leur visage une étude des divers stades de la faiblesse et de l'épuisement. Leurs blessés se traînaient péniblement et certains, qui suivaient la route, ne faisaient même pas l'effort de s'écarter pour nous laisser passer, nous étions obligés de les contourner.

Néanmoins, la pensée ne me quittait pas un instant que si la moindre des choses nous contraignait à nous arrêter, nous étions perdus. Nous étions si peu nombreux, si exposés, si vulnérables que même avec leurs seules mains nues ils auraient pu nous mettre en morceaux. Je savais que pour atteindre Sharm el-Sheikh il fallait que pas un coup de feu ne fût tiré contre nous, que pas un incident n'arrêtât notre petit convoi, fût-ce un instant chaque rencontre avec un groupe de fuyards devait être assez brève pour que, au moment où il se rendait compte de ce qu'il venait de voir, nous fussions hors de portée.

Enfin la route a amorcé un virage en direction des collines et nous avons pu respirer de nouveau. Au loin, les camions et les half-tracks du bataillon de parachutistes apparaissaient.

Le commandant de la compagnie chargée de protéger la route nouvellement prise m'a dit que le bataillon avait enlevé à 05.00 ce défilé sud conduisant à Sharm el-Sheikh. A 06.30, un Piper de la 9e brigade étant venu demander que l'unité se porte jusqu'à un point situé à 2 km du périmètre défensif, le chef du bataillon avait décidé de passer à l'assaut de la localité et il avait avancé, les half-tracks en

tête, suivis par les compagnies motorisées. La résistance n'avait pas été très forte, l'aviation avait apporté un soutien rapproché des plus efficaces et à 09.30 les premiers véhicules blindés, avec le chef du bataillon, atteignaient l'entrée de la localité dont les principales positions étaient déjà entre les mains d'unités de la 9e brigade.

Après avoir entendu ce rapport au bord de la route, nous avons poussé vers la base égyptienne. Ce qui nous y attendait tenait à la fois du champ de bataille et du conte de fées. Le port, à l'extrémité sud de la péninsule du Sinaï, là où se joignent le golfe de Suez et celui d'Aqaba, constitue l'un des paysages les plus sensationnels que j'aie jamais vus. Les eaux bleu foncé (les Egyptiens prisonniers nous ont recommandé de ne pas nous y baigner car les requins pullulent), encadrées par des collines de roches cramoisies, les bâtiments sur le rivage, la mosquée blanche avec son haut minaret effilé, tout concourt à en faire une sorte de Pays des Merveilles caché au milieu des montagnes.

Mais sur le terrain, les traces toutes fraîches des combats subsistaient. La fumée s'élevait des positions et des entrepôts bombardés quelques heures auparavant par l'aviation. De nombreuses chenillettes à fusil mitrailleur, certaines endommagées, d'autres encore bonnes pour le service, jonchaient les abords du port dans le plus grand désordre et des hommes de la 9e brigade, l'arme au poing, patrouillaient les crêtes environnantes, ratissaient la région et rassemblaient les prisonniers.

A n'en pas douter, la mission la plus ambitieuse dans l'opération « Kadesh » a été celle de la 9e bri-

gade. Aussi bien dans la première phase — la marche de 300 km en territoire ennemi à travers une région sans chemin — que dans la seconde — la prise d'un périmètre défensif tenu par deux bataillons, fortifié et organisé en vue d'un siège prolongé — l'unité aurait pu connaître de graves difficultés, voire un échec.

Son convoi comprenait quelque 200 véhicules et presque 1 800 hommes — deux bataillons d'infanterie, une batterie d'artillerie, un bataillon de mortiers lourds, une unité de reconnaissance, une compagnie de D.C.A. ainsi que des détachements du génie, des mécaniciens et de l'intendance. Organisé en formation autonome il transportait ses propres approvisionnements — de la nourriture pour cinq jours, du carburant pour 600 km, assez d'eau dans dix-huit camions-citernes pour assurer cinq litres par jour à chaque homme et quatre à chaque véhicule pendant cinq jours. Ni pendant son avance à travers le désert, ni pendant la bataille il n'était possible de lui envoyer des renforts. La 9e brigade était donc une manière de corps expéditionnaire qui devait compter exclusivement sur lui-même et ne pouvait se permettre d'échouer. En effet, si elle prenait son objectif, elle aurait à sa disposition un port, un terrain d'aviation et une route pour la relier à Israël. Si elle était arrêtée dans sa progression ou vaincue au combat, il lui serait impossible de revenir sur ses pas non seulement elle manquerait d'eau, de carburant et de pièces détachées, mais sur son itinéraire, de longues distances n'étaient praticables que dans le sens nord-sud (des pentes sablonneuses que les véhicules ne pouvaient franchir qu'à la descente).

Au point de vue politique, le contrôle du détroit de Tiran était d'une importance suprême. C'était en réalité le but essentiel de la campagne. Si les combats s'étaient arrêtés alors que nous avions toute la péninsule du Sinaï en notre possession, à l'exception de Sharm el-Sheikh, le blocus du golfe d'Aqaba aurait continué, ce qui aurait équivalu pour nous à la perte de la campagne.

Le facteur temps était crucial. Il est douteux qu'Israël ait pu continuer à se battre en violation des résolutions de l'O.N.U., alors que des puissances comme la Grande-Bretagne et la France se trouvaient finalement contraintes d'accepter le verdict et de cesser leurs opérations militaires. Il n'est donc pas inconcevable que, si les forces égyptiennes du détroit de Tiran avaient pu arrêter la progression de la 9e brigade ou repousser pendant quelques jours ses attaques contre leurs positions, une situation politique en serait résultée qui aurait contraint Israël à déposer les armes avant d'avoir pris possession de Sharm el-Sheikh.

L'importance particulière de ce secteur, les difficultés militaires que présentait sa conquête et les complications politiques menaçantes étaient évidemment toujours présentes à l'esprit de l'état-major général et c'est pour cela que nous avions prévu l'avance des unités de parachutistes de Mitla à Sharm el-Sheikh par Tor. Mais si l'engagement d'une formation additionnelle agissant indépendamment de la 9e brigade était une décision correcte au point de vue du G.Q.G., elle ne résolvait pas les problèmes de la brigade qui, en définitive, n'a été aidée que le dernier jour, alors que la bataille atteignait déjà son point culminant.

Elle a d'ailleurs attaqué le 5 au lieu du 3, comme prévu par le plan initial. A cela, deux raisons. D'abord son ordre de marche a été différé d'un jour parce que le bombardement anglo-français des terrains d'aviation égyptiens avait été lui-même retardé. Ensuite une partie de l'itinéraire qu'elle était obligée de suivre étant beaucoup plus mauvaise que nous le pensions, la vitesse a été inférieure aux prévisions.

C'est la première partie qui a été la plus facile, de Ras er-Naqb jusqu'à l'oasis de Ain el-Furtaga. Là, le convoi a maintenu une vitesse moyenne de 12 km à l'heure et à 13.00, le 2, il avait couvert 100 km. Aucun incident fâcheux non plus et, mis à part un véhicule abandonné la veille par une patrouille lors de sa rencontre avec notre unité de reconnaissance, pas trace de l'armée égyptienne.

Mais la partie la plus pénible du parcours a commencé aussi après Ain el-Furtaga. Les quatorze premiers kilomètres étaient en montée (une des rares dans le sens nord-sud) et les sables tellement profonds que seuls les half-tracks pouvaient s'en tirer par leurs propres moyens. Les plus difficiles à faire avancer étaient les canons de campagne (25 livres) qui s'enfonçaient jusqu'aux essieux. Mais même pour les autres véhicules, il fallait dégonfler les pneus afin de donner plus de prise aux roues. La moyenne du convoi pour cette étape, depuis Ain el-Furtaga jusqu'à la « ligne de partage » est tombée à 4 km et encore n'a-t-elle été atteinte qu'au prix d'efforts surhumains, les véhicules devant être poussés et tirés à force de bras avec l'aide des half-tracks. La brigade a atteint le sommet de la montée à 02.00 (après cela, il n'y a plus guère que des descentes). Huit véhicules qui

n'avaient pu être rapidement dégagés étaient restés sur place, après que tout ce qui pouvait être démonté l'ait été. Les hommes étaient complètement épuisés.

L'étape suivante avait encore 8 km de sable, mais en pente douce et les véhicules avançaient avec moins de difficulté. Les 50 km couverts en cinq heures, l'unité est parvenue le 3 avant midi à Dhahab, la plus grande oasis sur le golfe d'Aqaba.

C'est là qu'elle a rencontré le premier détachement ennemi dix méharistes et un poste émetteur. Il occupait un camp de tentes sur la grève avec mission d'effectuer des patrouilles dans la région et de rendre compte au Q.G. de Sharm el-Sheikh. (Des unités similaires — douze hommes — étaient stationnées sur les îles de Tiran et Sanapir, ainsi qu'à Teba et Boasit, au bord du golfe entre Elat et Dhahab.) Quand l'unité de reconnaissance est arrivée (avant le gros des troupes) le détachement égyptien s'est divisé. Un groupe de trois hommes s'est embusqué derrière les buissons près de la route et l'un d'eux, un sergent soudanais, a ouvert le feu quand les éclaireurs ont commencé à ratisser le secteur, tuant un de nos hommes et en blessant un autre. Il n'a pas pu tirer un troisième coup. Un autre éclaireur apercevant le canon du fusil qui sortait des branchages l'a muselé d'une rafale de mitraillette.

Les sept autres soldats de la section ennemie s'étaient cachés dans une tente. Là encore, les nôtres ont commis la faute d'entrer dans les abris pour les fouiller avant de tirer ; quand ils sont arrivés à celui où l'ennemi s'était réfugié, ils ont été accueillis avec une grenade qui a fait deux tués et un blessé. Les Egyptiens ont pris la fuite, mais les mitrailleuses les ont vite rattrapés.

C'est à Dhahab que la brigade a pris son premier repos véritable. Les hommes ont pu se laver dans les sources abondantes et s'allonger à l'ombre des dattiers et des tamaris. Les véhicules avaient eux aussi besoin d'être révisés et les réservoirs remplis. Comme prévu, deux péniches de débarquement sont arrivées dans la soirée, chargées de carburant, ce qui était particulièrement opportun, car en raison du terrain difficile, la dépense avait très largement dépassé les prévisions.

La brigade a entamé la troisième étape de son voyage le 3 à 18.00, atteignant l'oued Kid le 4 à 02.00. Le problème le plus redoutable a été le franchissement d'un sentier de chèvre au flanc de la montagne, large de moins de deux mètres et parsemé de blocs rocheux. Pas d'autre solution que d'élargir les passages les plus étroits et de faire sauter les rochers qui l'obstruaient. Le dynamitage a été fait par le génie, après quoi le reste de la troupe déblayait les débris et aplanissait le chemin.

Apparemment, les Egyptiens savaient eux aussi que cet étroit défilé est des plus difficiles à franchir car, au moment où l'unité de reconnaissance — qui avait plusieurs heures d'avance sur le convoi — est arrivée à 2 km de la sortie, elle est tombée dans une embuscade. La première jeep a sauté sur une mine, ce qui a aussitôt donné le signal d'un feu nourri de mitrailleuses et de bazookas, renforcé par des grenades à main. Notre unité a riposté, laissé sur place le véhicule endommagé et battu en retraite. Il était 20.00 et dans l'ombre épaisse du défilé, elle n'y voyait plus assez pour repérer les mines ou les positions égyptiennes.

Aux premières lueurs du jour, les éclaireurs sont

revenus au barrage tandis qu'un Piper reconnaissait le terrain en avant d'eux. Le pilote a signalé qu'il ne voyait personne et que l'ennemi avait dû décrocher. Il avait raison. A part une grande tache de sang — un des Egyptiens avait certainement été blessé pendant l'engagement nocturne — aucune trace de troupes ennemies. La jeep abandonnée se trouvait toujours là où elle avait été frappée et juste en face, sur la pente de la montagne, on distinguait les positions vides de l'unité égyptienne (une section). Plus loin le long de l'oued, un grand nombre de mines ont été détectées, juste au-dessous de la surface du sol, ainsi qu'un tas que l'ennemi n'avait apparemment pas eu le temps de poser. Après qu'un passage eut été déblayé, la brigade est repartie à 09.00, le 4, pour la dernière étape de sa progression qui ne comportait plus que 40 km. A 11.45, elle arrivait en vue des défenses de Ras Natsrani et Sharm el-Sheikh. Les hommes qui étaient en route depuis trois jours et deux nuits se trouvaient désormais devant l'objectif essentiel de la campagne le contrôle du détroit de Tiran.

L'arrivée de la brigade venant d'Elat a été une surprise totale pour le commandement égyptien. En préparant la défense du détroit, il avait tenu pour acquis qu'aucune force israélienne ne pourrait l'atteindre par cette voie. Quand l'unité stationnée à Boasit (60 km au sud d'Elat) avait signalé à Sharm el-Sheikh qu'une brigade israélienne faisait mouvement vers le sud, le long du golfe, le commandant de cette place avait pensé que le renseignement était fortement exagéré, tant il était convaincu que seules des forces très réduites pourraient franchir ce défilé. Par la suite, recevant des rapports simi-

laires de Dhahab, il a commencé à se demander s'il ne s'était pas trompé, mais l'étendue de son erreur ne lui est apparue que le 4, vers midi, quand il a vu de ses yeux quelque 200 véhicules israéliens approcher de Ras Natsrani.

Néanmoins, cette surprise n'a pratiquement apporté aucun avantage tactique à la 9e brigade. En effet, si le commandement égyptien ne s'attendait pas à une attaque de pareille envergure du côté de la terre, il avait envisagé la possibilité d'une action par mer et par air, aussi les périmètres de Sharm el-Sheikh et Ras Natsrani étaient-ils organisés pour une résistance en toutes directions, surtout au nord où le terrain plat se prête aux parachutages.

La 9e brigade n'a donc trouvé ce secteur ni exposé ni insuffisamment préparé et, dans l'absolu, que l'attaque ait été effectuée par des parachutistes sautant du ciel comme l'ennemi s'y attendait, ou par une brigade d'infanterie qui avait parcouru 300 km d'un chemin jugé impraticable, cela est revenu au même.

Le seul avantage qu'avait la 9e brigade, c'était la possession de véhicules blindés. Une unité de parachutistes n'aurait pas pu en être dotée, avec les pauvres moyens dont nous disposions, alors que les half-tracks de la brigade ont joué un rôle décisif dans l'assaut contre les défenses ennemies. (Les quatre chars que les péniches de débarquement devaient amener sont arrivés après la chute de la position.)

Aussi bien par ses caractères topographiques que par sa longueur, le parcours suivi par la brigade constituait une cible idéale pour les embuscades, les barrages et les actions de harcèlement. Je ne doute

pas qu'elle aurait surmonté ces obstacles si elle les avait rencontrés, mais je ne doute pas non plus qu'il aurait été possible de saboter, d'accrocher et d'affaiblir notablement le convoi, retardant ainsi l'attaque contre Sharm el-Sheikh.

Bien entendu, l'arme la plus appropriée en pareille circonstance, c'est l'aviation ; mais après le déclenchement de l'offensive anglo-française, les Egyptiens n'en disposaient plus. Cependant, d'autres moyens s'offraient à eux pour harceler une colonne si importante et si vulnérable sur un si long parcours, non pas identiques peut-être à ceux employés par Lawrence contre la voie ferrée du Hedjaz, mais suivant le même principe — frapper et fuir. Ils auraient pu tendre des embuscades et mitrailler les lents véhicules, miner les étendues de sable, bloquer les défilés étroits en faisant sauter les rochers des parois, etc., etc.

Mais pour effectuer ces opérations, il aurait fallu savoir à l'avance que la brigade emprunterait cet itinéraire et disposer de forces entraînées à la guérilla. Or le commandant égyptien de Sharm el-Sheikh n'avait ni ces renseignements, ni ces unités. aussi, même quand il a envoyé une section bloquer l'oued Kid, son initiative a-t-elle été pratiquement sans valeur.

La décision prise par le commandement ennemi d'évacuer Ras Natsrani pour concentrer ses forces dans le périmètre de Sharm el-Sheikh était peut-être justifiée. Avec les unités sous son commandement, il ne pouvait croire à la possibilité de défendre les deux et devait donc choisir. Les avantages de la position à Ras Natsrani résidaient dans ses fortifications et ses défenses anti-aériennes, plus puis-

santes que celles de Sharm el-Sheikh, alors que cette dernière avait le port et le terrain d'aviation, dont la valeur n'était pas seulement militaire. Le commandant égyptien s'était certainement rendu compte que nous les utiliserions s'ils tombaient entre nos mains, mais — et c'était peut-être cette considération qui avait été déterminante — il comptait bien s'en servir lui-même pour évacuer ses forces en Egypte ou en Arabie Séoudite.

L'ordre de repli est arrivé le 1er novembre, date à laquelle le G.Q.G. égyptien a enjoint à toutes ses forces du Sinaï de rejoindre leurs bases en Egypte. Toutefois à ce moment, le commandement local n'avait pas les moyens d'évacuer ses hommes. Le G.Q.G. du Caire a donc accepté le plan qui lui était proposé et qui consistait à défendre la position jusqu'à l'arrivée d'une unité de transport, mais l'avance rapide de nos troupes a réduit ces projets à néant. Tor a été pris le 2, coupant la voie de terre entre le détroit de Tiran et l'Egypte. Quant à l'accès par mer, seuls deux petits bateaux à voile sont parvenus à atteindre Sharm el-Sheikh, puis à revenir en Egypte avec quelques civils et les blessés (parmi ces derniers se trouvait le pilote israélien Atkes descendu et fait prisonnier à Ras Natsrani le 2).

Quant au plan de défense, l'accent était mis sur la capacité de soutenir un siège prolongé et non pas sur l'organisation des ressources en vue de repousser un assaut. Des magasins souterrains avaient été aménagés et remplis de quantités d'eau, de nourriture, de carburant et de munitions suffisantes pour plusieurs mois, un port en eau profonde, un terrain d'aviation et une centrale électrique

construits, cependant que l'on dotait la place de toutes les autres installations et commodités nécessaires à une forteresse isolée. Mais l'aspect purement militaire des défenses avait été très négligé. Tranchées, champs de mines, barbelés et avant-postes n'étaient pas suffisants pour soutenir une attaque résolue. Ni dans le secteur sud pour affronter l'assaut venant de Tor, ni dans le secteur nord pour affronter celui venant d'Elat, la base n'était fortifiée et assurée comme elle aurait dû l'être. Il était évident que ses responsables se souciaient plus des nécessités de la vie quotidienne que des urgences d'un combat décisif. Ils pensaient aux rations de viande et aux répartitions de farine plus qu'aux quantités de mines et au tonnage de barbelés.

La 9e brigade a traversé Ras Natsrani déserté sans s'y attarder et poussé sans rencontrer d'opposition jusqu'à une chaîne de collines, Tzafrat el-At. à 5 km environ dans le nord de Sharm el-Sheikh. Les Egyptiens avaient évacué Ras Natsrani la nuit précédente en apprenant qu'en plus de la brigade qui avait dépassé Dhahab et approchait par le nord. ils devaient s'attendre à une attaque menée du sud par l'unité de parachutistes débarquée à Tor. C'est à la suite de cette information que le commandant égyptien avait décidé de concentrer ses troupes à Sharm el-Sheikh, jugeant qu'il ne pouvait défendre les deux bases contre un assaut mené simultanément du nord et du sud.

Avant de se retirer, les Egyptiens avaient encloué les pièces d'artillerie côtière — 2 de 150 mm et 4 de 75 mm — qui commandaient le détroit entre la côte et l'île de Tiran, assurant ainsi le blocus d'Elat.

Le premier emplacement ennemi à Tzafrat el-At a été pris sans difficulté. Des Mustangs guidés du sol l'ont attaqué aux roquettes et à la mitrailleuse et quand l'unité de reconnaissance s'est lancée à l'assaut, son détachement de tête l'a trouvée vide. Les Egyptiens avaient abandonné leurs armes — plusieurs mitrailleuses et canons antichars.

Mais les tentatives faites par l'unité pour exploiter la percée et pénétrer dans la « ville » ont échoué. (Les hommes appelaient toujours ainsi Sharm el-Sheikh et beaucoup d'entre eux croyaient vraiment qu'il y aurait autre chose que des barbelés et des nids de mitrailleuses derrière les falaises dénudées.) Le tir dirigé contre nous par les postes situés sur la crête voisine était nourri, précis et, sans soutien aérien — les appareils avaient dû rejoindre leurs bases à la tombée du jour — l'avance aurait été trop coûteuse. La compagnie de reconnaissance a donc décidé de décrocher et de se replier provisoirement. Sur le chemin du retour, elle a ramassé les soldats égyptiens qui avaient déserté leurs positions et comme nous n'avions pas encore fait de prisonniers dans cette localité, l'officier des Renseignements les a reçus à bras ouverts.

Le commandant de la brigade devait désormais choisir entre deux possibilités lancer l'attaque la nuit même, ou attendre au lendemain matin. Les arguments en faveur de la première se fondaient essentiellement sur le facteur temps. Chaque heure qui passait serait exploitée par l'ennemi pour améliorer l'organisation de ses défenses, car les unités évacuées de Ras Natsrani n'étaient arrivées sur place que la veille et n'avaient sans doute pas encore été vraiment incorporées au dispositif. On

pouvait aussi supposer que l'arrivée de la brigade, la prise de l'avant-poste à Tzafrat el-At et les attaques aériennes avaient ébranlé le moral des troupes et qu'il convenait d'en profiter avant qu'elles se ressaisissent.

Le principal inconvénient était l'absence de soutien aérien. Toute opération menée la nuit devrait s'en passer, alors qu'une attaque à l'aube serait appuyée par nos avions.

Finalement, il a été résolu de ne pas différer l'assaut. Ce qui a fait pencher le plateau de la balance, c'est probablement que beaucoup des officiers supérieurs de la brigade étaient des réservistes ayant acquis leur expérience du combat pendant la guerre d'indépendance, alors que l'armée opérait sans soutien aérien et surtout la nuit.

L'attaque a été montée juste après minuit, avec les effectifs d'un bataillon. L'objectif était une position tenue par deux compagnies sur le flanc ouest de Sharm el-Sheikh. Notre 4e compagnie a chargé par deux fois, atteignant les barbelés autour des emplacements, mais sans pouvoir se frayer un passage dans les champs de mines. Le terrain ne lui était pas favorable et elle se trouvait exposée à un tir de mitrailleuses intense, aussi bien du poste attaqué que de ses voisins. En peu de temps 14 de ses hommes ont été touchés, y compris les 6 chefs de section ; la 1re compagnie qui avançait sur une ligne parallèle a eu également 1 tué et 5 blessés, dont le chef de bataillon.

A 04.20 ordre a été donné de se replier. Il était impossible de s'enterrer en raison du sol rocheux et la dernière heure d'obscurité a été mise à profit pour décrocher. Les half-tracks ont recueilli les

morts et les blessés, après quoi le bataillon s'est replié sur sa base, à 3 km dans le nord de Sharm el-Sheikh.

Aux premières lueurs du jour, à 05.30, l'attaque a repris, cette fois avec le soutien des mortiers lourds et de l'aviation. La compagnie sur half-tracks et l'unité de reconnaissance étaient en tête, suivies par l'infanterie. La lutte, qui a été chaude, a duré environ 50 minutes, après quoi les jeeps de l'unité de reconnaissance couvertes par le feu des half-tracks ont réussi la percée et pénétré jusque dans les emplacements ennemis dont les troupes ont commencé à fuir. Cet assaut matinal a, dans une large mesure, recueilli les fruits de l'action précédente, car l'effondrement des défenses égyptiennes avait commencé pendant l'attaque de nuit c'est seulement quand l'ennemi avait vu le mouvement de repli de nos unités, qu'il s'était ressaisi, restant sur les positions qu'il allait abandonner. Devant un assaut renouvelé et avec des moyens supérieurs, il n'avait pu maintenir sa résistance.

Cette opération de « cylindrage » — avions attaquant en piqué suivis par des half-tracks et des jeeps — s'est déroulée sur tout le tronçon de route qui traverse le périmètre défensif de Sharm el-Sheikh et, l'un après l'autre, les emplacements du flanc ouest qui commandent l'ensemble du dispositif sont tombés. Au même moment, un deuxième bataillon avançant parallèlement aux half-tracks et aux jeeps nettoyait les postes du flanc est. L'un d'eux, près du port, s'est montré particulièrement coriace, tirant au bazooka et à la mitrailleuse sur tout ce qui approchait, mais il a fini par être lui aussi réduit au silence, grâce à un bazooka enfoncé

directement dans son embrasure. A 09.30 Sharm el-Sheikh, dernier avant-poste égyptien au Sinaï, se rendait.

La brigade a eu 10 tués (dont 3 à Dhahab) et 32 blessés (dont 5 à Dhahab), l'ennemi environ 100 tués, 31 blessés et 864 prisonniers dont 42 officiers de divers grades, parmi lesquels le lieutenant-colonel qui commandait les forces du secteur et son second, également lieutenant-colonel.

Bien que dans la bataille qui s'est déroulée pour Sharm el-Sheikh, de minuit à 09.30, les assauts aient été menés et les percées effectuées par l'unité de reconnaissance et la compagnie sur half-tracks, l'élément décisif qui a entraîné l'effondrement rapide de l'ennemi a été l'aviation. Ce dernier n'avait ni les armes ni le moral pour résister aux attaques aériennes.

Je ne sais comment les officiers égyptiens se sont comportés, ni s'ils ont combattu côte à côte avec leurs hommes aux avant-postes pour donner l'exemple. Pour ce qui est du commandant, à l'instant où la bataille a été finie, il a fait son apparition, tout prêt pour la captivité avec une demi-douzaine de mallettes judicieusement remplies.

Hier, 5 novembre, après avoir rencontré les hommes de la 9ᵉ brigade qui m'ont présenté un bref rapport sur leur difficile parcours et leurs batailles, je suis rentré en toute hâte à Tel-Aviv. Notre nouvel « empire » — Gaza, El Arish, les camps de prisonniers (nous avons 4 000 Egyptiens contre moins de 20 Israéliens entre les mains de l'ennemi) — pose des problèmes qui exigent une attention immédiate. La campagne politique devient,

elle aussi, plus sérieuse que jamais. Britanniques et Français ont promis à Dag Hammarskjoeld qu'ils se conformeraient à l'ordre de cessez-le-feu à dater d'aujourd'hui minuit — sans la moindre apparence de pouvoir prendre pied dans la zone du canal proprement dite (sur le continent). Je partage leur déception, mais en ce qui nous concerne, je me réjouis fort que, tout en ayant arrêté les combats hier, nous ayons néanmoins rempli nos objectifs dans leur totalité.

Je suis retourné ce matin à Sharm el-Sheikh. A 13.00 revue de la 9e brigade pour marquer la fin de ses opérations qui est aussi la fin de la campagne du Sinaï. Ben Gourion, qui n'a pas pu venir, m'a donné une lettre très émouvante à lire aux hommes et aux officiers. Tous les commandants en chef des forces israéliennes ont assisté, au milieu d'un grand concours de photographes et de correspondants, à la cérémonie qui a été courte et simple. Deux command-cars placés arrière contre arrière servaient d'estrade. Devant eux, formant les trois côtés d'un carré, les troupes étaient rangées, visages barbus, tenues de campagne. Le commandant de la brigade a parlé — brièvement —, j'ai lu le message de Ben Gourion ainsi que l'ordre du jour sur la conquête du Sinaï. Puis revue des troupes, salut aux couleurs — la campagne est finie.

A 16.00, un Dakota nous emmène à Tel Aviv. jusqu'au golfe d'Elat, je ne peux arracher mes regards du hublot. Nous volons bas, assez bas pour que les récifs de coraux soient nettement visibles sous la surface de l'eau limpide et peu profonde. Près de Dhahab, je distingue même l'épave d'un bateau de pêche tout contre un pâté de corail.

Le jour tombe quand nous arrivons à Elat ; je passe donc dans la cabine de pilotage et à la lumière de la lampe sur le pupitre du radio, je parcours les derniers câbles pour me mettre au courant en prévision de la conférence avec Ben Gourion, ce soir.

A New York, à l'O.N.U., les pressions se font toujours plus fortes contre nous. On exige notre retrait sans garantir la libre circulation de nos navires en mer Rouge, ni assurer que le Sinaï ne servira pas de nouveau de base à une agression égyptienne.

Je me rappelle que la nuit dernière, quand j'ai fait savoir à Ben Gourion que Sharm el-Sheikh était pris et la campagne terminée, il m'a dit mi-plaisant mi-sérieux « Et alors je pense que vous ne pouvez pas vous en consoler ? »

Je n'ai rien répondu. Il sait bien que ce qui m'inquiète ce n'est pas la fin des combats, mais la difficulté que nous allons avoir à maintenir nos positions dans la campagne politique qui commence.

EPILOGUE

I

Ce « Journal » est présenté au public neuf ans et demi après la campagne. Il est donc possible maintenant de porter un jugement de valeur sur les résultats, l'importance et les conséquences de celle-ci.

On peut dire d'entrée que ses trois « buts de guerre » essentiels ont été atteints : libre passage des navires israéliens dans le golfe d'Aqaba, fin du terrorisme fedayin, neutralisation de la menace d'agression que faisait peser sur Israël le commandement militaire unifié de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie.

Mais ces résultats n'ont pas été obtenus par des négociations directes avec l'Egypte. La campagne du Sinaï ne s'est pas achevée autour d'une table ronde réunissant vainqueurs et vaincus, assis côte à côte pour signer un accord mutuellement consenti. L'arrangement a été tripartite, le Secrétaire général des Nations Unies servant d'intermédiaire entre les deux parties.

Sa mission (liaison ou isolation ?) n'a pas été celle d'un médiateur neutre. Par l'effet de l'autorité dont les Nations Unies l'avaient investi et de la force des puissances qui le soutenaient — U.S.A. et U.R.S.S.

— il est devenu un troisième partenaire (le seul en ce qui concernait Israël) dans les négociations destinées à terminer la guerre.

En outre, l'intense activité déployée par l'O.N.U. à propos du conflit israélo-égyptien et son intervention dans l'opération anglo-française de Suez l'ont définitivement modifiée de simple organisme « appelé » par les parties à prendre telle ou telle position, elle est devenue une institution assumant une responsabilité directe dans le règlement d'un conflit. On se rappellera que son Assemblée générale avait voté le 4 novembre 1956 une résolution chargeant le Secrétaire général de soumettre un plan pour l'établissement d'une force internationale d'urgence garantissant la cessation des hostilités et la surveillance de l'armistice. Cette force a effectivement été créée, le général E.L. M. Burns placé à sa tête, et au début de 1957 sept unités d'infanterie mises à sa disposition — sept bataillons provenant respectivement de l'Inde, du Danemark-Norvège, de la Colombie, de la Finlande, de l'Indonésie et du Brésil.

C'est au moyen de cette force que les différends ont été officiellement résolus entre le Secrétaire général de l'O.N.U. et le gouvernement d'Israël. Le premier avait exigé que l'armée israélienne se retirât sans condition du Sinaï, le second que ce retrait fût précédé par la garantie du libre passage de ses navires dans le golfe et de la cessation des actes d'hostilité égyptiens.

Ainsi prit fin le conflit du Sinaï, le 16 mars 1957, quatre mois et demi après son déclenchement. Les unités israéliennes se replièrent sur leurs frontières, mais leurs positions dans la région de Sharm el-Sheikh et le territoire de Gaza n'ont pas été réoc-

cupées par l'armée égyptienne. Il est douteux que Le Caire considère comme un abandon de souveraineté le transfert de ces zones sous le contrôle de l'O.N.U. (aujourd'hui même, plus de neuf ans après, les troupes de la force d'urgence y sont toujours stationnées) mais le fait qu'il accepte cet arrangement signifie à tout le moins qu'il accepte aussi la décision assurant à Israël la liberté de navigation et la cessation du terrorisme fedayin.

II

La décision d'engager l'armée israélienne sans préparation suffisante — essentiellement pour mettre à profit l'élément de surprise — et la nécessité concomitante de mener les opérations à un rythme très rapide, ont eu leurs répercussions sur les champs de bataille. L'expression « préparation suffisante » est beaucoup plus qu'une clause de style ; son absence a produit des effets tangibles de première importance — réservistes qui ne se sont pas présentés parce que les ordres ne les avaient pas touchés en temps voulu, véhicules mal mis au point, matériel en dépôt qui n'est pas parvenu aux unités, manque de reconnaissances aériennes et de patrouilles au sol, nomination hâtive de chefs d'unités qui n'ont pas eu le temps d'étudier convenablement leur nouvelle mission, etc. Cette préparation insuffisante nous a coûté très cher, mais elle a rendu la victoire possible.

En effet, une épée de Damoclès était suspendue au-dessus des opérations militaires. La révélation prématurée du plan israélien ou la prolongation de la

campagne, fût-ce de quelques jours, risquait d'exposer le pays aux pressions des Etats-Unis et de l'Union soviétique, le mettant dans la position d'un contrevenant qui viole une résolution de l'Assemblée des Nations Unies. Attendre que tous les préparatifs nécessaires à la bataille eussent été parachevés, ou conduire les opérations d'une manière plus orthodoxe, eût fait subir à l'armée israélienne le même sort que celui des forces anglo-françaises. Au moment où s'achevaient les phases préliminaires de leur campagne, la marge de temps dont disposaient ces deux nations sur le plan politique était réduite à néant et leurs gouvernements respectifs devaient donner à leurs troupes l'ordre de s'arrêter avant même qu'elles eussent véritablement commencé la prise de Suez.

Il se peut qu'il y ait aujourd'hui des puissances capables d'entreprendre une guerre en se fondant sur la conviction qu'elles pourront lutter jusqu'à la victoire, qu'elles seules décideront du moment opportun pour mettre fin aux engagements et que personne ne pourra les obliger à le faire contre leur gré. En 1956 l'Etat d'Israël était bien loin de se trouver en pareille position. Le véritable problème militaire qui se posait à son armée dans le Sinaï, ce n'était pas de vaincre les forces égytiennes, mais de le faire sans briser l'étau des conditions politiques restrictives qui le paralysaient. En allant au fond des choses, on pourrait donc presque dire qu'elle a atteint ses buts non pas malgré ses mésaventures mais grâce à elles. Une fois la décision prise de tout miser sur la rapidité, des anicroches et des contretemps de ce genre devenaient inévitables. Or, la rapidité était essentielle à la solution qu'avait adoptée l'armée israélienne pour affronter ses problèmes militaires et politiques. Il n'est

pas douteux que cette méthode comportait de grands risques, mais dans la situation politique où se trouvait le pays à l'époque, ne pas les assumer eût été plus risqué encore.

Ouvrir la campagne par un lâcher de parachutistes près de Mitla et s'abstenir de bombarder les aérodromes égyptiens, c'était exposer dangereusement ces unités isolées et laisser passer la seule occasion de détruire au sol les avions ennemis, certes. Mais éviter ces risques et adopter le procédé « classique » d'une attaque contre les forces aériennes égyptiennes eût presque à coup sûr entraîné l'échec de notre campagne. Car alors l'Egypte aurait saisi les organisations internationales dans l'heure même et Israël, stigmatisé comme agresseur, aurait été contraint de retirer immédiatement ses troupes.

L'ordre de bataille de la campagne du Sinaï assignait un axe à chaque groupe d'unités, si bien que l'avance de l'un ne dépendait en rien de celle des autres. Le but de ce plan était d'assurer une rapidité maximum à la progression de chaque force même si, ce faisant, elle exposait ses flancs et se trouvait isolée.

Mais cette tactique n'aurait jamais pu être appliquée sans le courage et la combativité des unités engagées. Les simples soldats aussi bien que les généraux étaient animés de cet esprit qui poussait des blessés à s'échapper de l'hôpital pour rejoindre leurs camarades au combat et des chefs de bataillons blindés à attaquer de front des positions puissamment fortifiées à la tête de leurs hommes.

Ce sont ces soldats et ces officiers qui ont donné son caractère propre à l'armée israélienne dans la campagne du Sinaï et il ne serait pas équitable d'iso-

ler du tableau d'ensemble tels incidents comme celui d'un général lançant une attaque avant l'heure fixée, ou d'un chef de brigade refusant de retarder un assaut (au cours duquel il devait être tué) jusqu'à l'arrivée de renforts. La force vitale de l'armée, c'était ce désir ardent, irrésistible, qu'avaient tous les participants de foncer en avant malgré les obstacles, animés par la certitude que le destin de la campagne en dépendait.

Si un tel état d'esprit n'avait pas prévalu dans les rangs de l'armée tout entière, il est probable que les erreurs auraient été moins nombreuses, mais le Sinaï n'aurait pas été conquis.

Or, cette victoire n'a pas apporté à Israël que des gains directs et tangibles — liberté de navigation, cessation du terrorisme — mais, ce qui est plus important, un accroissement de prestige aux yeux de ses amis comme de ses ennemis. Le pays est sorti de l'épreuve avec la stature d'un Etat dont le bon vouloir et l'alliance valent la peine d'être recherchés et une armée considérée comme la plus forte du Moyen-Orient. Les puissances amies ne la regardent plus comme une mineure, incapable d'assumer la responsabilité de son destin et la vente des armes destinées à ses unités ne dépend plus d'un accord préalable entre les « Grands » — Etats-Unis, Grande-Bretagne et France.

Cependant, le changement capital est intervenu dans la situation d'Israël vis-à-vis de ses voisins arabes. La résolution avec laquelle ce pays a pris l'épée pour assurer ses droits sur mer et sa sécurité sur terre a dissuadé les chefs arabes de renouveler leurs actes d'hostilité au cours des années suivantes. La campagne du Sinaï n'était pas une guerre

préventive dans l'esprit de ceux qui l'ont déclenchée. Elle n'était pas destinée à éviter une maladie, mais à assainir une situation profondément gangrenée — à briser le blocus effectif dans les eaux méridionales du pays et à mettre fin au terrorisme déchaîné. Mais, dans la réalité, elle a bien eu pour effet de briser les ambitions des Etats arabes si désireux de lui nuire. Ce n'est pas par hasard que le président Gamal Abdul Nasser conseille à ses alliés de ne pas attaquer Israël tant qu'ils n'auront pas renforcé leur potentiel militaire. Il le fait non pas parce qu'il a cessé de vouloir la destruction de notre pays, mais parce qu'il a appris à respecter la puissance de son armée.

Appendice I

TRÈS SECRET — Bureau des Opérations / G.Q.G.
5 octobre 1956.

« Kadesh »
Ordre de Planification N° 1

INFORMATION.

1. Voir le précis des Renseignements.

OBJECTIFS.

2. Les forces armées israéliennes prendront le Sinaï septentrional, établiront une ligne de défense sur la rive est du canal de Suez et assureront la protection de l'Etat dans les autres secteurs.

MÉTHODE.

3. *Générale*

a) La conquête du Sinaï Nord sera effectuée par le commandement de la Région Sud avec 6 brigades d'infanterie et 3 brigades blindées.

b) Les Régions Nord et Sud défendront leurs secteurs avec les forces suivantes

1. Région Nord 2 brigades d'infanterie, plus 1 bataillon.
2 bataillons complémentaires (réservistes âgés [1]).
1 bataillon blindé régional.
1 bataillon de Gardes territoriaux.

3. Région Centre : 2 brigades d'infanterie, plus 1 bataillon.
4 bataillons complémentaires (réservistes âgés).
2 bataillons de Gardes territoriaux.
Bataillon blindé régional.

c) La 202ᵉ brigade d'infanterie parachutiste sera lâchée sur El Arish qu'elle aura mission d'enlever.

1. 45 à 55 ans.

d) 2 brigades d'infanterie serviront de réserves générales.
e) Phases des opérations

1. Prise du Sinaï septentrional jusqu'à une ligne El Arish-Gebel Libni-Bir Hassna-Nakhl et poursuite de la progression (J à J + 1).
2. Avance en direction du canal de Suez et achèvement du nettoyage de l'enclave de Gaza (J + 1 à J + 3).
3. Prise du détroit de Tiran.

Appendice II

TRÈS SECRET

Au chef du Bureau des Opérations
25 octobre 1956.

SUJET Directives à l'ordre opérationnel.

OBJECTIFS.

1. Créer une menace militaire contre le canal de Suez en prenant des objectifs dans son voisinage.
2. Prendre le détroit de Tiran.
3. Désorganiser les forces égyptiennes au Sinaï et provoquer leur effondrement.

MÉTHODE.

Générale

J lundi 29 octobre 1956.
H 17.00

Phases

1. Nuit de J (29/30 octobre).
   a) Prise par des troupes parachutées du carrefour de Suder el Heitan[1] sur l'axe Nakhl-Suez.
   b) Prise de Nakhl.
   c) Prise de Kuntilla et Ras en Naqb.
   d) Ouverture de l'axe Quseima-Nakhl.
   e) Ouverture de l'axe Kuntilla-Nakhl.
   f) Ouverture de l'axe Ras en Naqb-Nakhl.
   g) Alerte défensive dans les autres commandements régionaux à dater du 30 octobre à l'aube.
   h) Alerte opérationnelle pour l'aviation et la marine à partir de H, pour exécuter les missions suivantes : défense de l'espace aérien israélien, soutien des forces terrestres, en vue d'attaque des aérodromes égyptiens.

1. Mitla.

2. Nuit de J + 1 (30/31 octobre).
   a) Progression le long de l'axe Ras en Naqb-Sharm el-Sheikh avec, pour objectif, la prise de Sharm el-Sheikh.
   b) Préparation à la contre-offensive dans le secteur jordanien.
   c) Prise de Quseima.
   d) Alerte défensive sur les frontières syrienne et libanaise.
3. Nuit de J + 2 (31 octobre/1er novembre) et suivantes.
   a) Prise du détroit de Tiran.
   b) Prise de Rafah, Abu Ageila, El Arish.
   c) Etablissement d'une ligne parallèle au canal de Suez et à une distance n'excédant pas 16 km dans l'est de celui-ci.
   d) Ouverture d'un axe Suder el-Heitan-Sharm el-Sheikh par Bir Mor et Tor ainsi que d'un axe Abu Zuneima-Dhahab.

Général Moshe DAYAN,
Chef d'Etat-Major général.

Appendice III

Ordre de bataille égyptien dans le Sinaï
(à la veille de la campagne).

GÉNÉRAL

a) Commandant en chef général Ali Amer.

b) Fonctions

1. Défense du Sinaï et du territoire de Gaza contre d'éventuelles attaques israéliennes.
2. Défense de la zone du canal contre des actions agressives de la part de la Grande-Bretagne et de la France.

c) Effectifs et missions

1. 2e division d'infanterie. Défense de la zone du canal.
2. 3e division d'infanterie. Défense du Sinaï septentrional et central.
3. 8e division palestinienne. Défense du territoire de Gaza.
4. 2e bataillon de gardes-frontières motorisé. Défense du Sinaï méridional.
5. 1er groupe d'appui blindé à l'ordre de la brigade. Réserves régionales.

3e DIVISION D'INFANTERIE.

GÉNÉRAL

a) Commandant : général Abd el Wahab Alkadi.
b) Fonctions : Défense du Sinaï septentrional et central.
c) Secteurs : Frontière internationale depuis et y compris Rafah jusqu'à et y compris Quseima et périmètre défensif Umm Qatef-Abu Ageila.
d) Méthode Défense acharnée appuyée sur des positions (force 1 bataillon) dans les secteurs Rafah-El Arish et Umm Qatef-Abu Ageila avec réserves divisionnaires et plan de riposte en cas d'attaque.

Effectifs et missions.

A. — *Général*

1. 5e brigade (renforcée) plus escadron de chars [1]. Défense de la région de Rafah.
2. 6e brigade (renforcée). Défense du périmètre Umm Qatef-Abu Ageila.
3. Bataillon d'infanterie renforcé. Défense d'El Arish.
4. Brigade de réservistes. Missions défensives générales à Abu Ageila et El Arish.
5. Réserves divisionnaires. 2 escadrons de chars [1] plus 1 bataillon d'infanterie.

B. — *Secteur de Rafah*

1. Commandant : colonel Jafr el Majid, commandant la 5e brigade d'infanterie.
2. Effectifs 5e brigade + unités d'affectation provisoire.
3. Missions
   a) Garnir les postes et camps de Rafah.
   b) Agir contre les troupes ennemies parachutées ou débarquées par mer dans le secteur de la brigade.
4. Limites de secteur :
   Est du point 2356/2396 où la piste de Danegor coupe la ligne d'armistice jusqu'au point 2278/2492 sur la côte méditerranéenne.
   Ouest ligne 216 du réseau de coordination.
   Nord : Côte méditerranéenne.
   Sud Wadi el Haridin.

C. — *Secteur Abu Ageila-Quseima*

1. Commandant : général Sami Yan Boletz, commandant la 6e brigade d'infanterie.
2. Effectifs 6e brigade d'infanterie + unités d'affectation provisoire.
3. Missions :
   a) Repérer toute armée israélienne venant de la direction de Quseima et arrêter sa progression par les moyens suivants
   (I) Stationner des unités de la Garde Nationale à Quseima et alentour.
   (II) Envoyer des éléments de la compagnie de reconnaissance, appuyer la Garde Nationale à Quseima en effectuant des actions de retardement à Ras Matmor et Deiqa, ainsi que des dynamitages
   b) Garnir la position défensive d'Umm Qatef.

1. Shermans.

c) Détruire les forces ennemies qui pourraient être parachutées dans le secteur de la brigade.

4. Limites de secteur :
Nord : Wadi el Haridin et toute la longueur de l'oued vers l'ouest.
Sud : Gebel Haruf (25741550). — Gebel al-Marafek (243153). — Gebel al-Sharif (219146). — Gebel Qatima (173146). — Point 916 (162146). — Point 409 (135146). — Point 430 (803856) jusqu'à la ligne 770 du r. c. 170.
Est frontière politique.
Ouest ligne 770 du r. c.

D. — *Secteur d'El Arish*

1. Commandant lieutenant-colonel Selim Makor Bachchara, commandant le 11e bataillon d'infanterie.
2. Effectifs 11e bataillon d'infanterie + unités d'affectation provisoire.
3. Missions
   a) défense d'El Arish.
   b) protection de Sheikh Zuweid par compagnie d'infanterie renforcée.
   c) destruction des forces ennemies terrestres et parachutées ou débarquées par mer.
4. Limites de secteur *Nord :* côte méditerranéenne.
   Sud *Wadi et Haridin.*
   Est ligne 216 du r. c.
   Ouest : ligne 178 du r. c.

E. — *Réserves divisionnaires*

1. Commandant : colonel Saad el-Din Metuli, commandant la 4e brigade d'infanterie.
2. Effectifs 12e bataillon de la 4e brigade + unités.
3. Implantation Position défensive d'El Arish ou tout autre secteur selon l'évolution de la situation.
4. Missions :
   a) Reprise de Rafah ou tout autre poste défensif éventuellement tombé dans ce secteur.
   b) Fixation de l'ennemi s'il attaque Rafah, afin de soulager la pression sur la place.
   c) Blocage de toute avance ennemie dans l'ouest vers El Arish.
   d) Défense d'El Arish en cas d'attaque (pour aider la garnison).
   e) Reprise de la position d'Umm-Qatef.

f) Blocage de toute progression ennemie au nord vers El Arish.

g) Interception de toute force avançant vers l'ouest en direction d'Ismaïlia.

F. — *Forces sous commandement divisionnaire*

1. 1er bataillon de gardes-frontières motorisés (— 1 compagnie).
2. Compagnie de jeeps.
3. 43e bataillon de la 86e brigade palestinienne.
4. 247e bataillon de la Garde.
5. 289e bataillon d'infanterie (réservistes).
6. Brigade de la Garde Nationale + 1 bataillon.
7. 295e et 297e bataillons (réservistes) de la 9e brigade.

8e DIVISION PALESTINIENNE.

a) Commandant : général Yussef Abdullah Agrudi.

b) Fonctions Défense du territoire de Gaza contre une attaque israélienne.

c) Méthode :
(I) Ligne de postes défensifs le long de toute la frontière entre Israël et le territoire de Gaza.
(II) Allocation de réserves dans le cadre des brigades pour contre-attaques de faible envergure.

d) Effectifs et missions
26e brigade de la Garde Nationale égyptienne. — Défense du secteur nord (y compris la ville de Gaza).
86e brigade palestinienne. — Défense de la région de Khan Yunis et environs.
87e brigade palestinienne. — Organisation et entraînement dans les camps de Rafah. En cas de guerre, passera sous le commandement de la 5e brigade d'infanterie.

Implantation des forces.

a) Q. G. de la 8e division palestinienne Khan Yunis.

b) 86e brigade palestinienne : région de Khan Yunis ; comprend 11e, 32e et 44e bataillons (de la 87e brigade).

c) 26e brigade de la Garde Nationale égyptienne : secteur nord ; comprend un groupement de bataillon dans la partie nord de ce secteur et une formation semblable dans la partie sud, avec unité de réserve près de la côte [1], 20e bat-

1. Cette brigade n'a pas d'effectifs déterminés ; ils sont fonction des besoins locaux.

terie de mortiers (120 mm) répartie dans le secteur nord ainsi que 2 pelotons de gardes-frontières motorisés.

d) 87[e] brigade palestinienne : organisation et entraînement dans les camps de Rafah.

Effectifs et missions :

A. — 86[e] brigade palestinienne.

1. Commandant du secteur lieutenant-colonel Lutfi el-Burini.
2. Mission défendre jusqu'au bout la région de Khan Yunis.
3. Limites de secteur :
   Sud : limite est du secteur de la 3[e] division à Rafah (23562396 à 22782492).
   Ouest : la côte.
   Est : ligne de l'armistice.
   Nord : nord de Khan Yunis au passage à niveau sur route principale (0900868 à 050912).
4. Implantation :
   a) Q. G. de la 86[e] brigade palestinienne Khan Yunis.
   b) 32[e] bataillon dans périmètre défensif, au nord et nord-est de Khan Yunis. Positions occupées par 3 compagnies une pour tenir trois postes au nord (passage à niveau), une pour trois postes au nord-est [1] et une pour trois postes à l'est. Une quatrième en réserve sous le commandement du bataillon, prête à garnir les postes de deuxième ligne.
   c) 11[e] bataillon au sud et sud-est de Khan Yunis, ainsi que dans des postes garnis par un peloton. Une compagnie pour garnir des postes défensifs sur la grand-route de Rafah.
   d) 44[e] bataillon — 3 compagnies en réserve ; la quatrième occupant le poste sur la côte à 08100855.
   e) Batterie de mortiers à 08600840.

B. — 26[e] brigade de la Garde Nationale secteur nord du territoire de Gaza.

1. Commandant du secteur lieutenant-colonel Gamal e-Din Ali.
2. Mission défense du territoire de Gaza contre incursions et raids israéliens.
3. Limites de secteur :
   Sud : limite nord de la 86[e] brigade palestinienne — de 090868 à 050912.

1. La région montagneuse.

Est : ligne de l'armistice.
Nord : frontière du territoire de Gaza.
Ouest la côte.

4. Implantation [1] :
20e batterie de mortiers lourds à répartir entre les postes défensifs 1re compagnie au nord de Gaza, 2e au sud et 3e au nord de Khan Yunis [2]. Une compagnie d'artillerie côtière du 4e bataillon [3], 4 canons antichars de 57 mm. Un détachement de gardes-frontières pour patrouiller les dunes dans la partie nord du territoire de Gaza.

2e BATAILLON DE GARDES-FRONTIÈRES MOTORISÉS (Sinaï sud).

1. Effectifs :
responsabilité directe de la Région est.
3 compagnies motorisées.
1 bataillon [4] de la Garde Nationale égyptienne.
2. Secteur de responsabilité
axe Kuntilla-Nakhl-Mitla, axe Ras en Naqb-Thamad-Nakhl et zone vers le nord jusqu'à Bir Hassna. Egalement responsable de la protection des installations sur l'axe Gebel Libni-Bir Gafgafa.
3. Missions
a) Assurer la protection de la région contre les incursions de forces israéliennes et celle du flanc sud égyptien [5].
b) Alerter les forces dans le nord du Sinaï en cas d'invasion israélienne [6].
c) Effectuer des actions de retardement sur l'axe sud

1. La région entre Deir el Balah et Beit Hanun est divisée par l'oued Gaza en une partie nord et une partie sud. Le document égyptien prévoyait deux « bataillons » pour la première, mais il s'agissait de petites unités ; un autre « bataillon » se trouvait en réserve dans la seconde et 250 hommes dans un camp sur le littoral constituaient une réserve pour la brigade. Un autre groupe de « bataillons » occupait le secteur au sud de Deir el Balah, la région côtière étant également défendue par un « bataillon ».

2. Chaque unité était stationnée dans une position défensive séparée le long de la frontière du territoire de Gaza, servant de soutien d'artillerie aux troupes de la Garde Nationale qui garnissaient les postes frontaliers.

3. Deux canons de 75 mm et deux projecteurs en position sur la plage.

4. Environ 250 hommes.

5. En supposant que l'armée israélienne ait eu l'intention de déborder la 3e division depuis le sud.

6. Pour qu'elles puissent engager l'ennemi à temps.

en cas d'urgence pour permettre l'organisation de la défense en profondeur.

d) Protéger les installations dans le voisinage de Bir Gafgafa et effectuer des patrouilles.

4. Implantation

a) Q. G. du bataillon à Nakhl [1], plus une compagnie motorisée et deux compagnies du bataillon de la Garde Nationale. Nakhl également centre d'approvisionnement du bataillon.

b) La position défensive retranchée de Thamad tenue par deux compagnies, une motorisée, une de la Garde Nationale. La première, responsable du secteur Thamad-Ras en Naqb-Kuntilla, enverra de petits détachements pour prévenir de l'approche des troupes ennemies. Une troisième patrouillera l'axe Nakhl-Bir Hassna-Bir Gargafa.

5. Forces rapprochées :

a) Secteur Shlufa-Suez (zone du canal) 2e brigade infanterie. — 5 bataillons, 2 batteries de mortiers lourds, unités de gardes-frontières et de la Garde Nationale égyptienne, 1 régiment de D.C.A. légère (54 pièces), 1 batterie de D.C.A. lourde (12 pièces), 2 compagnies d'artillerie côtière.

b) 3e division dans le Sinaï nord.

6. Missions du sous-secteur de Nakhl (Commandant lieutenant-colonel Fuad Hakla Jerajes)

Défense régionale avec référence spéciale à la défense du terrain d'aviation de Nakhl contre l'action des parachutistes ennemis.

7. Missions du sous-secteur de Thamad (Commandant commandant Mahmad Abd el-Mejid Mari)

a) Détachements dans les positions avancées suivantes Umm-Makrut, Gebel-Umm Haluf, entrée de l'oued Jerafi, Kuntilla, Gebel el-Risha, Ras en Naqb.

b) Donner l'alerte en cas d'attaque ennemie importante.

c) Retarder la progression ennemie dans le secteur.

d) Défense des abords de Thamad et protection du village.

e) Patrouilles quotidiennes à partir de Thamad pour maintenir le contact avec les positions avancées. L'unité d'Umm Makrut effectuera des patrouilles

1. Nakhl était au carrefour de plusieurs pistes dans le secteur sud du Sinaï.

quotidiennes le long de l'oued el-Bida jusqu'à Bir Ma'ain, ou le long de l'oued Lusan jusqu'à la frontière internationale.

Golfe d'Aqaba.

a) Effectifs (Région Sharm el-Sheikh-Ras Natsrani)
21e bataillon d'infanterie.
Bataillon de la Garde Nationale.
Deux pièces côtières de 150 mm.
Quatre canons de D.C.A. de 75 mm.
Six canons de D.C.A. de 30 mm.
Une compagnie de canons antichars de 57 mm.
Postes de guetteurs le long de la côte ouest du golfe.
2 pelotons de gardes-frontières.
Frégate *Rachid*.

b) Commandement : commandant colonel Raif Mahfuz Zaki sous l'autorité directe du G. Q. G.
Q. G. : Sharm el-Sheikh.

c) Secteur de responsabilité de Sharm el-Sheikh dans le sud à la partie nord du golfe.

d) *Implantation* Ras Natsrani[1] : Q. G. du 21e bataillon d'infanterie + 2 compagnies, 2 sections de mortiers de 81 mm, une compagnie de mitrailleuses moyennes, les canons de 150 et de 75 mm, 3 des canons de 30 mm + 2 projecteurs.
Une compagnie responsable de la défense de la route de Sharm el-Sheikh et de la protection des pièces côtières et de D.C.A.
Deuxième compagnie responsable du reste du secteur, avec référence spéciale à la prévention des débarquements par mer.

Sharm el-Sheikh

Commandement du secteur + 1 compagnie du 21e bataillon, 1 compagnie de mitrailleuses moyennes, 3 canons de 30 mm et 2 de 57 mm, 10 chenillettes à fusil mitrailleur. Responsable de la défense du terrain d'aviation (avec référence spéciale à la prévention d'un coup de main par unités parachutées).
Protection de la route de Ras Natsrani et alerte en vue de parachutages possibles immédiatement au nord[2].

1. Ras Natsrani était la position clef pour le blocus du détroit de Tiran ; ses canons contrôlaient entièrement l'entrée du golfe d'Aqaba.

2. Une 4e compagnie de chenillettes à fusil mitrailleur + des détachements de mortiers lourds et légers étaient basés à Qaida et en contact radio avec des postes de guetteurs spéciaux installés au nord de Sharm el-Sheikh sur des emplacements pouvant servir à des parachutages ennemis.

Les côtes [1]

Golfe de Suez : positions de gardes-frontières à El Shatt, Abu Zuneima, Tor, Sharm el-Sheikh.

Golfe d'Aqaba : positions à Teba, Boasit, Dhahab ainsi que sur les îles de Tiran et Sanapir [2].

1er GROUPEMENT DE BRIGADE MOTORISÉ

Effectifs

4e bataillon blindé (T-34 soviétiques).

6e bataillon blindé (Infanterie motorisée sur blindés soviétiques).

53e batterie d'artillerie (SU 100 autopropulsés soviétiques).

1 batterie de D.C.A. légère.

Missions

Réserve régionale. Bloquer la progression des blindés israéliens, engager l'ennemi, stabiliser le front dans une première phase, puis passer à la contre-attaque.

Aviation (à la veille de la campagne).

Bases aériennes

Abu Suweir	30e Groupe	Mig 15	15 appareils
Fayid	40e —	Vampire	10 —
—	— —	Meteor	20 —
—	5e —	Meteor	12 —
—	2e —	Vampire	15 —
Qasparit	31e —	Vampire	15 —
Qabrit	20e —	Mig 15	15 —
—	1er —	Mig 15	10 —
Caire Ouest	8e —	Ilyouchine 28	12 (au stade de l'organisation)
—	9e —	Ilyouchine 28	12 (+ 5 en réserve)
Almaza	3e —	Ilyouchine 14	20 appareils
—	7e —	Commando	20 —
—	11e —	Dakota	20 —
Luqsor		Ilyouchine 28	20 [3] —

1. La défense des côtes du Sinaï incombait aux gardes-frontières égyptiens comprenant des méharistes (Jana) et de l'infanterie motorisée (un peloton de méharistes comptait 30 hommes et 45 chameaux). Ces unités occupaient des postes de guet le long de la côte est du golfe de Suez et de la côte ouest du golfe d'Aqaba. Elles dépendaient de la Région de Suez.

2. Toutes en contact radio avec Sharm el-Sheikh.

3. Almaza avait en outre 6 Meteors NP-13 (chasseurs de nuit) et 8 Furies.

Tous ces groupes n'étaient pas opérationnels. Les forces qui l'étaient comprenaient : 2 groupes de Migs (30 appareils), 1 groupe de Vampires (15 appareils), 1 groupe de Meteors (12 appareils), 1 groupe

d'Ilyouchines 28 (12 appareils) et 3 groupes de transports (60 appareils environ).

Les bombardiers à réaction et les avions de transport utilisaient les bases de Almaza, Caire-Ouest et Luqsor.

Les deux premières servaient également, avec Inchas, de base aux chasseurs affectés à la défense aérienne du Caire et de la région environnante très peuplée. Ces terrains avaient été aménagés et rendus opérationnels pour les avions de type soviétique. Les bases aériennes dans la zone du canal étaient Qabrit, Abu Suweir et Fayid. La plupart des chasseurs décollaient de là. Leur mission était de maintenir le contrôle de la zone et de fournir soutien et couverture aux forces terrestres stationnées là.

Dans le Sinaï, des terrains de secours avaient été aménagés à El Arish, Bir Hama et Bir Gafgafa pour permettre aux chasseurs de fournir un soutien rapproché et une défense aérienne rapide dans le Sinaï. A Bir Hama, les travaux avaient commencé afin de rendre le terrain opérationnel pour les Migs. Il existait d'autres terrains pour la dispersion des appareils.

Appendice IV

Formation de l'armée israélienne ayant participé à l'Opération « Kadesh ».

Formation	*Action*
202e brigade de parachutistes. 3 bataillons. 2 compagnies « Nahal ». 1 escadron chars AMX. 1 batterie d'artillerie de campagne. 1 batterie de mortiers lourds.	Prise de Kuntilla, Thamad Nakhl, Mitla, Ras Sudar, Tor, participation à la prise de Sharm el-Sheikh.
4e brigade d'infanterie (renforcée). 3 bataillons. 1 batterie d'artillerie de campagne. 1 batterie d'artillerie moyenne. 1 batterie de mortiers lourds.	Prise des positions défensives du Gebel Libni ; occupation de Nakhl et Mitla.
10e brigade d'infanterie (renforcée). 3 bataillons. 1 batterie d'artillerie de campagne. 1 batterie de mortiers lourds. (Les batteries de la 4e brigade servaient aussi avec la 10e).	Prise de Auja Masri et Tarat Umm Basis ; tentative pour prendre Umm Qatef.
1re brigade d'infanterie (renforcée). 4 bataillons. 1 batterie d'artillerie de campagne. 1 batterie mortiers lourds. 1 bataillon du génie.	Prise de certaines positions à Rafah ; occupation de El Arish.

11e brigade d'infanterie (renforcée). 2 bataillons d'infanterie. 1 groupe blindé d'appui de bataillon. 1 batterie mortiers lourds. 1 batterie antichars.	Prise de l'enclave de Gaza.
9e brigade d'infanterie (renforcée) 3 bataillons. 1 batterie d'artillerie de campagne. 1 bataillon du génie. 1 bataillon de la 12e brigade d'i fanterie (renforcée).	Prise de Ras en-Naqb, Ras Natsrani et Sharm el-Sheikh. Opérations de nettoyage dans l'enclave de Gaza, débarquement à Tor (après sa prise par les parachutistes).
7e brigade blindée. 1 bataillon blindé (Sherman). 1 bataillon blindé A.M.X. 1 bataillon de half-tracks. 1 bataillon d'infanterie motorisée. 1 batterie d'artillerie de campagne.	Prise de postes défensifs au carrefour d'Abu Ageila et au barrage de Ruafa ; engagements avec les blindés ennemis dans les secteurs de Bir Rud Selim, Gafgafa et Gebel Libni.
27e brigade blindée. 1 groupe blindé d'appui de bataillon. 1 escadron de chars légers. 1 compagnie de half-tracks. 1 compagnie de canons autopropulsés (105 mm). 1 unité de reconnaissance. 1 section du génie. 1 groupe blindé d'appui de bataillon. 1 escadron de chars lourds. 1 compagnie de half-tracks. 1 compagnie de canons autopropulsés (105 mm). 1 unité de reconnaissance. 1 détachement de récupération de chars. section du génie. bataillon d'infanterie motorisée.	Prise de certaines positions à Rafah ; prise de El Jeradi et El Arish ; progression jusqu'à Suez.

37e brigade blindée.	
1 bataillon blindé (Shermans et Super-Shermans). 1 escadron de chars légers. 1 bataillon d'infanterie motorisée. 1 compagnie du génie.	Bataille pour les postes défensifs de Umm Qatef ; participation à la prise de l'enclave de Gaza sous le commandement de la 11e brigade.

Aviation israélienne (Appareils opérationnels au jour J).

Mystère	16
Ouragan	22
Meteor	15
Mustang	29
Harvard	17
Mosquito	16
Dakota	16
Nord	3
B-17	2
	136

Appendice V. — Dates des principales actions

N°	Formation	Lundi 29 octobre 1956	Mardi 30 octobre	Mercredi 31 octobre
1	202e brigade de parachutistes	Soir : 1. Prise de Kuntilla 2. Bataillon parachuté à Mitla	Avant l'aube : Prise de Thamad Après-midi : Prise de Nakhl 18.00 Jonction avec le bataillon parachuté	Tentative pour franchir le défilé de Mitla sous attaque aérienne Bloquée et accrochée dans le défilé
2	9e brigade d'infanterie	Soir : Prise de Ras en-Naqb par deux compagnies		
3	4e brigade d'infanterie		Avant l'aube : Prise de Sabha Prise de Quseima Unité de reconnaissance fait mouvement vers Nakhl	
4	7e brigade blindée		Avance par Quseima vers Abu Ageila sur 2 axes (vers Umm Shihan et par le défilé de Deiqa)	1. Prise du carrefour routier d'Abu Ageila 2. Prise du barrage de Ruafa 3. Prise du nœud de pistes au Gebel Libni ; repousse contre-attaques blindées 4. Prise de Bir Hassna 5. Reconnaissance jusqu'à Mitla

des formations israéliennes (forces terrestres)

Jeudi 1er novembre 1956	Vendredi 2 novembre	Samedi 3 novembre	Dimanche 4 novembre	Lundi 5 novembre
Bataille du défilé de Mitla	1. Reconnaissance pour trouver la voie vers Ras Sudar 2. Deux compagnies parachutées à Tor suivies par un bataillon d'infanterie aéroportée	1. Prise de champs pétrolifères dans le Sinaï occidental 2. Reconnaissance de Tor vers Sharm el-Sheikh	Bataillon venant de Ras Sudar atteint Tor et progresse vers Sharm el-Sheikh	Percée du périmètre défensif de Sharm el-Sheikh par le sud
1. Brigade progresse jusqu'à la région de Ras en Naqb 2. Reconnaissance à 40 km dans le sud	1. Avance jusqu'à 35 km au nord de Dhahab 2. Prise de Teba par unité venant d'Elat	1. Prise de Dhahab et avance vers le sud 2. Unité de reconnaissance atteint un point à 20 km au nord de Natsrani	1. Prise de Ras Natsrani 2. Avance jusqu'à Sharm el-Sheikh	Matin : Prise de Sharm el-Sheikh
Un bataillon transféré à Nakhl pour l'occuper et relever l'unité de parachutistes				
Avant l'aube : engagement avec les blindés ennemis à Bir Rud Selim	Bataille de chars à l'ouest de Gafgafa Avance jusqu'au canal de Suez sur l'axe central			

Nº	Formation	Lundi 29 octobre 1956	Mardi 30 octobre	Mercredi 31 octobre
5	10e brigade d'infanterie		Soir : Prise de Auja Masri et Tarat Umm Basis	Tentative pour prendre Umm Qatef
6	37e brigade blindée (moins 1 bataillon)			
7	1re brigade d'infanterie			
8	27e brigade blindée			
9	11e brigade d'infanterie (plus 1 groupe blindé de la 37e brigade)			
10	12e brigade d'infanterie			

Jeudi 1er novembre 1956	Vendredi 2 novembre	Samedi 3 novembre	Dimanche 4 novembre	Lundi 5 novembre
	Prise de Umm Shihan			
Nuit et début matinée : Tentative pour prendre Umm Qatef par bataillon sur half-tracks	Participation à la prise de l'enclave de Gaza sous le commandement de la 11e brigade d'infanterie			
Avant l'aube : Prise de postes défensifs à Rafah				
Du lever au tomber du jour : 1. Rupture des positions défensives de Rafah 2. Bataille de El Jeradi 3. Avance jusqu'aux abords de El Arish	Matin : Prise de El Arish Avance jusqu'à 16 km du canal de Suez			
	Matin : Prise de Gaza et de la partie nord du territoire ; avance vers Khan Yunis	Prise de Khan Yunis		
	Soir : Débarquement d'un bataillon aéroporté à Tor à la suite du parachutage de 2 compagnies de la 202e brigade	Entrée dans l'enclave de Gaza pour opérations de nettoyage		

PERTES

Nos	Tués	Blessés	Total
1	42	120	162
2	10	32	42
3	3	23	26
4	15	88	103
5	4	47 (1 manquant)	52
6	28	94	122
7	15	79	94
8	16	82	98
9	10	63	73
10	7	22	29

Note : les chiffres des pertes données ci-dessus ne sont pas complets. Le total des pertes subies par les forces israéliennes, aviation comprise, s'élève à : 172 tués, 817 blessés (29 °/o de blessures moyennes et graves) 3 manquants, 1 prisonnier.

Appendice VI

Armes et matériel pris aux Egyptiens pendant la campagne du Sinaï

Bâtiment de guerre	1 destroyer (*Ibrahim el-Awal*).	
Radar	1 station de radar mobile.	
Armes légères	Revolvers	300
	Mitraillettes	1 170
	Fusils	4 300
	Mitrailleuses légères	550
	Mitrailleuses moyennes ...	290
	Mortiers (2 inches à 81 mm)	220
	Bazookas	260
	Fusils antichars	320
	Canons sans recul (tchèques, 82 mm)	200
Artillerie	25 livres (britanniques)	55
	Pièces côtières	6
	Canons antichars (6 livres et 57 mm, soviétiques).	110
	D.C.A. (divers)	100
	Mortiers (120 mm)	18
Blindés	Chars T-34	26
	SU-100 autopropulsés	6
	Chars Sherman	40
	Sherman avec tourelle spéciale	12
	Chars Valentine (sans canons)	15
	Canons antichars (17 livres) type Archer	40
	Transports de troupes blindés, ent. fermés à chenilles, soviétiques	60

	Chenillettes à F.M.	260
	Char de commandement T-34 (soviétiques)	1
	Chars de récupération (Sherman)	3
	Chars bulldozer	3
	Sherman factices	16
	Canons factices	16
Véhicules	Motocyclettes	155
	Véhicules pour personnel..	50
	Jeeps (Willys)	470
	Land-Rovers	34
	Camions légers (divers)	700
	Camions lourds	820
	Camions	60
	Véhicules divers	200
	Transporteurs de chars	3
	Remorqueurs (divers)	480
	Remorqueurs de chars	12
Munitions	Grenades à main (Mills)	25 000
	9 mm	8 000 000
	0,303 inch	5 000 000
	7,62 mm (long et court)..	6 000 000
	7,92 mm	21 000 000
	20 mm	20 000
	30 mm	70 000
	40 mm	22 000
	37 mm (soviétique)	13 500
	23 mm	14 000
	6 livres	22 000
	57 mm (soviétique)	13 500
	75 mm	15 000
	85 mm (soviétique)	30 000
	100 mm	6 500
	102 mm (côtier)	390
	100 mm (marine)	940
	25 livres (britannique)	75 000
	17 livres	35 000
	122 mm (soviétique)	3 000
	20 livres	15 000
	3 inches (D.C.A.)	3 000
	3,7 inches (D.C.A.)	400
	12,7 mm	15 000
	Bazooka 85 mm	8 000
	Grenades à fusil et mortier (jusqu'à 81 mm)	100 000

	120 mm mortier	15 000
	80 mm rockets aviation ..	850
	82 mm sans recul (tchèque)	1 700
	Grenades sous-marines	20
Génie :	Mines anti-véhicules (plastic)	35 000
	Autres mines	20 000
	Pains d'explosifs	25 000
Transmissions	Appareils radio	300
Matériel divers	Jumelles	100
	Télescopes et boussoles	200
	Projecteurs	2

Les Egyptiens ont également perdu les appareils suivants

4 MIG-15
3 Vampire
1 Meteor.

TABLE DES CARTES

TABLE DES MATIERES

IMPRIMERIE Les Petits-Fils Léonard DANEL Loos (Nord)
Imprimé en France
29142 - Dépôt légal n° 6802 - 3e trimestre 1967
LE LIVRE DE POCHE, 6, AVENUE PIERRE Ier DE SERBIE, PARIS
30-26-2320-01